



*État des lieux et perspectives des Sciences de
l'Information et de la Communication*

Assises de la SFSIC

Transcription intégrale des échanges

ISBN : 978-2-914872-05-8 9782914872058

Avant Propos

Il nous semblait nécessaire, et d'autant plus dans la conjoncture actuelle et les transformations qui affectent les établissements d'enseignement supérieur et nos activités d'enseignement et de recherche, de faire un état des lieux des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC).

Les nombreuses réformes qui ont participé et participent à modifier le paysage de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR), la numérisation généralisée des sociétés, posent des questions majeures pour les SIC et transforment directement nos pratiques d'enseignement, de recherche ainsi que nos objets. Ces logiques de transformations pour notre discipline en particulier, et bien au-delà des questions qu'elles posent en termes de fonctionnement de l'ESR, ont interrogé directement et politiquement la place et le rôle des SIC dans le cadre institutionnel, social et sociétal. En effet, par exemple des questions liées aux mutations organisationnelles, sociétales, environnementales, économiques, numériques et politiques contemporaines, ont fait l'objet de nombreuses recherches en SIC parfois mal connues et peu visibles au-delà de notre communauté et de nos formations.

Encore, l'éventail des domaines, terrains, objets investis et des emprunts (inter)disciplinaires participent à une variété de spécialisations et d'approches, et, qu'il s'agisse de l'apparition de nouveaux champs, de nouvelles règles, qu'il s'agisse de la reconfiguration des structures et des espaces comme de nos activités, ces éléments posent - de fait - et de manière centrale la question de l'épistémologie et des fondements communs de notre discipline et nombre de questions auxquelles nous avons peu eu l'occasion de nous confronter collectivement :

Comment, dans cette conjoncture, affirmer l'unité disciplinaire ?

Comment faire reconnaître et rendre visible l'opérationnalité et la portée sociale et sociétale des SIC, sans les y réduire ?

Comment maintenir l'exigence de formations de qualité adossées à une recherche de haut niveau ?

Quelles articulations de la formation et de la recherche - dans un paysage en transformation - dans ses différents niveaux : institutionnel, collectif et individuel ?

Comment rendre lisibles et visibles les apports pluriels des SIC tout en restant - dans cette conjoncture complexe - en phase avec la réalité quotidienne et les activités des Enseignants-Chercheurs ?

Pour discuter et débattre de ces questions, la Société Française des Sciences de l'Information - Communication (SFSIC) a organisé des Assises les 23 et 24 Novembre 2023 au MESRI qui ont accueilli près de 130 acteurs de notre communauté sur deux journées. Elles ont été l'occasion de discuter, de débattre et de réfléchir collectivement aux enjeux et perspectives concernant les trois volets fondamentaux de nos activités : recherche, formation et carrières.

Sidonie Gallot, Philippe Bonfils et Christian Le Moëne

Note :

Ce document est la retranscription intégrale des échanges oraux tels qu'ils s'y sont tenus dans le cadre de tables-rondes thématiques complétées de questions et échanges avec le public. Le maintien de la forme orale et la dynamique des échanges a été maintenu. Nous avons fait le choix de ne pas modifier les propos des intervenants dont la correction a été laissée à leur appréciation. Nous remercions chacun pour leur implication lors des journées et dans le processus éditorial qui s'en est suivi.

SOMMAIRE

Discours d'introduction	7
Une pluralité de domaines et de champs de recherche	13
L'interdisciplinarité (encore) en question ?	37
Utilité sociale et sociétale des recherches en SIC : Institutions et partenariats	63
Utilité sociale et sociétale des recherches en SIC : La visibilité disciplinaire	79
Expertises, compétences, professionnalisation et visibilité	101
Frontières, visibilité et dénominations des domaines SIC Français à l'International	119
Situation des formations en BUT	135
Situation des formations dans les départements universitaires	161
Politiques et stratégies de publication et valorisation des travaux En SIC	185
Clôture -Quelles perspectives pour une discipline unifiée?	209
Appel à participation	217
Programme	221
Comités	225

DISCOURS D'INTRODUCTION

DES ASSISES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES SCIENCES DE
L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION 2023

État des lieux et perspectives des SIC

Sylvie Alemanno

Présidente de La Sfsic

Professeur des Universités CNAM-DICEN-Idf

Bonjour à toutes et à tous, merci de vous être déplacés pour les Assises de la SFSIC dans ce lieu du ministère hautement symbolique mais non uniquement symbolique.

J'ai le plaisir d'introduire ce premier opus des Assises au titre de ma Présidence de la SFSIC, le temps des tables rondes et des échanges directs entre nous toutes et tous va commencer. D'autres opus poursuivront ces deux journées dont nous devons l'organisation à des collègues dévoués et efficaces du CA, par ordre d'ancienneté dans la SFSIC, Christian Le Moëne, Philippe Bonfils, Sidonie Gallot avec une mention particulière et un grand merci à cette dernière. Ils vous expliqueront la forme à venir des prochains opus et la capitalisation du travail produit pour répondre à cet AAC.

Ces 23 et 24 novembre 2023 constituent le moment que la société française des sciences de l'information de communication a choisi pour prendre le temps réfléchir ensemble à la discipline même après quelques moments fondateurs que j'ai sélectionnés et qui pourraient être augmentés de nombre d'autres.

- L'élaboration/construction de l'identité de la discipline en 1975, année de création au CNU de la 71^{ème} section dédiée à la discipline dont Arnaud Mercier, président ces 4 dernières années, nous fait plaisir d'être présent à la première table ronde. Ce dernier a essuyé lors de ce mandat avec brio et un courage verbal rare, les réformes violentes et non concertées du ministère touchant les CNU et donc le CNU 71. En table ronde ou en aparté discutez avec lui car il a été un acteur et il est désormais une mémoire de cette période tendue aux conséquences sévères pour la discipline avec lesquelles il nous faut composer aujourd'hui et nous adapter tant au niveau des formations que de la recherche.

- La création en de la SFSIC en tant qu'association en 1974 et le premier bulletin de la SFSIC intitulé La lettre d'inforcom, Bernard Miège qui est avec nous aussi saurait expliquer cette histoire fondatrice
- La création de la CPdirSIC fondée en 2010 en forme d'association dont le président en fonction David Douyère s'est déplacé pour échanger avec nous sur la place, l'importance et les travaux de cette instance qui réunit tous les laboratoires SIC de France ainsi que les unités SIC prises dans des laboratoires pluridisciplinaires. Cette instance contribue aussi à une culture commune de la discipline.

Ces instances sont les fondations solides de notre discipline et chacune est structurées en interne tout aussi solidement et servi par des collègues tout aussi investis.

S'agissant de la SFSIC, je vous invite à prendre un moment pour explorer le site mis à votre disposition d'adhérents et de non adhérents aussi. Vous y apprécierez les rubriques structurantes et clairement rangées un document web fonctionnel et esthétique que l'on doit au travail des membres des derniers CA de la SFSIC et à son chef d'orchestre Fabien Bonnet.

Nos motivations pour organiser ces Assises SFSIC en ce mois de novembre 2023, sont liées à un contexte fait de réformes de l'ESR, à la numérisation et les transformations des métiers.

Nous venons discuter d'une épistémologie et des fondements communs pour notre discipline, des enjeux et perspectives concernant les trois volets fondamentaux de nos activités (recherche, formation et carrières de nos enseignants-chercheurs) et d'un rôle institutionnel et sociétal pour les SIC qui implique crédibilité et visibilité

Les SIC sont une discipline d'origine interdisciplinaire qui se fait à partir de particularités qui sont autant de chances et de difficultés spécifiques qui vont de la polysémie du terme communication et, surtout, la revendication d'interdisciplinarité.

Mais les SIC, anciennes d'un bon demi-siècle, ne sont pas solubles dans l'interdiscipline : pouvons-nous dire que les SIC sont une discipline d'origine interdisciplinaire comme l'ont été la plupart des SHS. Il est temps d'assumer notre histoire plurielle et riche des fondateurs des autres disciplines. Par exemple, Jean-François Tétu. sur les origines littéraires des Sciences de l'Information et de la Communication rappelle la présence de fondateurs

littéraires prestigieux comme Escarpit, Barthes, Greimas on ajoutera plus tard ajouter Meyriat, Perriault... (voir, Les origines des sciences de l'information et de la communication : regards croisés., Presses universitaires du Septentrion, pp.71-93, Collection Communication, 2002, édité par Robert Bourre). Je pense aussi à d'un ouvrage fondamental chez Hermès sur les origines des SIC.

Ces assises 2023 posent un certain nombre de questions qui s'actualisent dans chacune des tables rondes. L'ensemble de ses questions bien sûr n'est pas exhaustif, avancez-vous, exprimez-vous, prenez position sur les enjeux cruciaux d'information et de communication de notre société et les apports de nos recherches et de nos formations.

L'environnement climatique, économique, numérique et désormais celui des guerres, qui se perpétue dans le monde, nous place par notre expertise commune des « médiations » au cœur de l'organisation sociale. Ceci nous impose vigilance, solidité, sérieux et éthique de l'information, de nos pédagogies dans l'ensemble de nos formations désormais techno-pédagogiques, et des formes de communications que nous promouvons. Donner le primat aux relations interhumaines associées à leurs objets et dispositifs techniques, prêter attention aux individus et aux collectifs qui les portent garantissent aux sciences de l'information et de la communication épaisseur, fiabilité, crédibilité. Elles sont, elles doivent être référence dans cet univers de médiations.

Objet de réflexion d'enseignement et de recherche multiforme et ne cédon pas à la tentation de se dire, sociologue, anthropologue, même si cette tentation est forte, et même si la pression de certains journalistes est forte aussi pour nommer ainsi certains collègues médiatiques. C'est une question de positionnement, d'existence, dans le panorama universitaire, tendu, compétitif peu doté financièrement. D'autres préconisations récurrentes relativement corrolaires à la remarque précédente me viennent : la citation des pairs, l'accroissement des connaissances sur les SIC à travers les manuels de définition des SIC, je ne peux pas tous les cités mais Jeanneret, Ollivier, Mucchielli, Bougnoux, Sfez et les autres. Les auteurs de notre champ disciplinaire connus et moins connus sont en nombre suffisant pour amorcer les études sur les médiations que nous faisons et les croiser avec des auteurs d'autres SHS, la poursuite de la réflexion sur les objets de recherche et sur le paradigme commun ?

Le site construit, géré, amélioré par Fabien Bonnet, le Vice-président en charge de la communication offre des informations précieuses sur tous les point que je viens d'aborder et qui sont au cœur de notre réflexion lors de ces Assises.

Pistes ouvertes par les Assises de la SFSIC sur Recherche-Formation-Carières aborderont successivement la **Structuration scientifique de la discipline** (Une pluralité de domaines et de champs de recherche, L'interdisciplinarité (encore) en question ?), la **Visibilité, utilité et valorisation des apports des SIC** (Utilité sociale et sociétale des recherches en SIC (1 et 2) - Institutions et partenariats, Expertises, compétences, professionnalisation et visibilité, Frontières, visibilité et dénominations des domaines SIC Français à l'International), les **Enjeux des formations SIC** (Situation des formations en BUT, Situation des formations dans les départements universitaires), les **Enjeux de publications et d'évaluation** (Politiques et stratégies de publication et valorisation des travaux SIC).

Le programme ouvre autant de pistes de réflexions à partir de constatations et de perspectives proposées par les intervenants. Après un retour sur la structuration, la problématique de la visibilité/utilité des SIC, autrement dit son extension dans la société française et ses échos à l'international, les enjeux des formations et des publications, nous nous interrogerons sur quelles perspectives pour les Sciences de l'Information-Communication ?

Les échanges en tables rondes particulièrement affinés en amont par les animateurs de sessions offrent une belle précision aux thématiques qui vous ont intéressés lorsque vous avez répondu.

Les assises sont dès ce moment ouvertes.

Permettez-moi de conclure ainsi : si l'existence institutionnelle des SIC n'est plus un sujet de débat, pour qu'une discipline soit dite scientifique, il faut qu'elle soit capable de construire ses propres objets, autrement dit qu'elle atteste d'une autonomie cognitive et se réfère à un paradigme si ce n'est unitaire du moins unificateur, partagé et assumé. Continuons d'y travailler ensemble.

Je vous remercie pour votre attention.

UNE PLURALITÉ DE DOMAINES ET DE CHAMPS DE RECHERCHE

Quelles structurations ?
Quelles orientations ?
Quels fondements communs ?

Animation : Philippe Bonfils

Sarah Cordonnier

Vice-présidente de la commission Recherche de la SFSIC -Université Lumière Lyon 2

David Douyère

Président de la CPdirSic¹ - Université de Tours

Arnaud Mercier

Président du CNU² - Université Paris Panthéon-Assas

¹ Conférence Permanente des Directeurs.trices d'unités de recherche en Sciences de l'Information et de la Communication

² Conseil National des Universités

Biographies des intervenant.e.s

Sarah CORDONNIER est professeure des universités en sciences de l'information et de la communication à l'Institut de la communication de l'Université Lyon 2, et membre de l'équipe de recherche ELICO. Elle est vice-présidente recherche de la SFSIC. Dans ses recherches et ses enseignements, elle travaille notamment sur les appropriations des outils de l'enquête scientifique et, dans une perspective internationale, sur la construction disciplinaire des sciences consacrées à la communication.

David DOUYÈRE est professeur de sciences de l'information et de la communication à l'IUT de Tours, où il enseigne sur la culture numérique et l'éthique de la communication. Il dirige l'unité de recherche Prim, Pratiques et ressources de l'information et de la communication (EA7503) de l'université de Tours. Ses travaux portent principalement sur la communication religieuse chrétienne catholique. Il a publié notamment Communiquer la doctrine catholique (Labor & Fides, 2018) et dirigé l'ouvrage collectif Méthodes de recherche sur l'information et la communication (Mare & Martin, 2014) avec Hélène Bourdeloie. Il préside la conférence permanente des directeurs.trices d'unités de recherche en SIC (CPDirSIC) depuis 2021.

Arnaud MERCIER est Professeur en information-communication à l'Institut Français de Presse (université Paris Panthéon-Assas), où il a créé et dirige la Licence Numérique en Information-communication. Chercheur au CARISM, il dirige le programme Obcast (Observatoire du podcast). Il est spécialiste de communication politique, des évolutions numériques du journalisme, de l'usage des réseaux socionumériques et des fake news. Il a ainsi dirigé les ouvrages Gilets jaunes : un défi journalistique, (Éditions Panthéon-Assas, 2022) ; La communication politique, (CNRS éditions,) en 2017 et #info : commenter et partager l'actualité sur Twitter et Facebook (éditions de la MSH) en 2018. Membre élu au CNU 71 depuis 2007, il en a été le président de 2019 à 2023.

Une pluralité de domaines et de champs de recherche

Table ronde 1

Philippe Bonfils

Merci Sylvie pour cette introduction, tu as dressé un tableau assez complet vous avez pu voir les axes de notre réflexion pour ces deux journées. J'ai le plaisir d'accueillir Sarah Cordonnier qui est notre vice-présidente pour la commission recherche et qui en est à son deuxième mandat ; David Douyère qui est le Président de la Conférence des directeurs et directrices d'unités de recherche en Sciences de l'information et de la communication (CPDirSIC) et puis Arnaud Mercier qui est l'ancien Président du Conseil national des Universités pour la 71^{ème} section. Nous sommes à l'entre deux je dirais, parce que nous aurons un nouveau président ou une nouvelle présidente, je l'espère mardi prochain. Comme l'a expliqué Sylvie, l'objectif de ces deux journées est d'échanger. Merci d'ailleurs au ministère de nous accueillir et aux techniciens qui nous ont accompagnés depuis hier soir. Nous allons donc enregistrer les échanges sous forme de minutes. Ce sera un document de travail pour pouvoir capitaliser grâce aux interventions des personnes invitées aux tables-rondes, et à celles des participants dans la salle.

Nous avons essayé de construire, et c'est pour cela que nous avons dialogué en tant qu'animateurs et animatrices avec les participants, de faire en sorte durant les sessions de consacrer la moitié du temps aux témoignages et contributions des invités, et le reste du temps aux échanges avec la salle. L'objectif est d'échanger et demain soir d'essayer de conclure ces deux journées, qui seront sans doute riches en échanges, puis ensuite de mobiliser un certain nombre de collègues pour travailler dans la perspective d'un ouvrage collectif qui serait finalement un état, des questionnements, des réflexions et des pistes qui auront évidemment plusieurs vocations. Il y aura peut-être des pistes, des discussions avec un volet politique sur les rapports que nous pourrions avoir avec le ministère ou une autre instance, et d'autres questionnements de fond. Ces assises mettront sûrement en avant les problèmes que nous vivons au quotidien, mais il s'agira aussi et surtout d'identifier les construits et les acquis de cette discipline, qui, comme Sylvie l'a dit très justement a une cinquantaine d'années d'existence, est légitime, et dont l'épistémologie est désormais très avancée. Nous avons des formations qui sont riches, un nombre conséquent d'acteurs et nous pouvons faire cet état des lieux d'une façon constructive. L'ouvrage qui, nous l'espérons, ressortira de ces échanges sera aussi un produit

collectif, et la forme sera évidemment proposée à la communauté non pas à l'issue de nos échanges de ces deux journées, mais sans doute quelques semaines ou quelques mois après. Voilà merci à tous les intervenants et merci à Sidonie qui a fait cet énorme travail d'organisation. Nous sommes aujourd'hui environ 90 dans l'amphithéâtre, des collègues vont arriver dans la journée, d'autres demain et nous serons à peu près 130 sur les deux journées. Cela montre l'intérêt que vous portez à venir dialoguer.

Je vais maintenant donner la parole à Sarah Cordonnier, ensuite à David Douyère, puis à Arnaud Mercier sur cette thématique « chapeau » qui concerne les domaines et champs de recherche.

Sarah Cordonnier

Bonjour à tous et à toutes, je suis vraiment contente d'être ici avec vous pour partager ces deux jours de réflexion pour et avec notre discipline, les sciences de l'information et de la communication, dans un environnement où nous sommes toutes et tous attachés à cette discipline autour de laquelle nous allons réfléchir ensemble. Je vais parler ici en tant que Vice-présidente de la commission recherche de la SFSIC et donc, je ne vais pas tellement parler de domaines et de champs de recherche, je vais plus évoquer la structuration de la discipline : au sein de la SFSIC, nous ne portons pas en tant que tels des domaines des sciences de l'information et de la communication puisque nous accueillons et soutenons des groupes d'étude et de recherche, les GER qui n'ont aucune prétention à représenter les sciences de l'information et de la communication dans leur ensemble. Au contraire, ces GER viennent à un moment répondre à un besoin sur une thématique, sur un questionnement, sur un enjeu - ils sont rendus possibles par le fait que cette discipline est structurée et décrite dans d'autres espaces que celui de la SFSIC, grâce notamment au CNU et à la CPDirSIC.

L'un de ces GER (ils s'appelaient à l'époque « réseaux thématiques ») a été créé en 1997 par Robert Boure, accompagné d'autres collègues. Ce réseau thématique avait un titre un peu cryptique qui était : « Pratiques et théories scientifiques ». Dans l'introduction des Origines des sciences de l'information et de la communication, Robert Boure écrit que ce réseau thématique avait été créé en réponse à un besoin, et au terme de débats houleux. Un besoin de réfléchir ensemble à l'histoire de la discipline. Qu'est ce qui nous rassemble ? Qu'est ce qui fait commun dans cette discipline ? Je trouve qu'il est intéressant de parler de cette histoire maintenant parce que suite à cet ouvrage, et à un certain nombre d'articles en réponse, notamment dans Questions de communication, ce questionnement sur les origines s'est en quelque sorte éteint dans notre discipline. Je pense que collectivement, nous n'éprouvons plus le besoin de réfléchir à nos origines. Et ça nous dit quelque chose de ces Assises aujourd'hui,

si on mesure le chemin parcouru. Nous ressentons le besoin de nous rassembler, le besoin de réfléchir à notre discipline mais d'une manière qui est assez différente des besoins qui ont pu être ressentis dans les années antérieures.

Pour réfléchir à ce besoin : comment identifier les questionnements qui nous rassemblent aujourd'hui ? Dans cette première table ronde, je voulais proposer de réfléchir non pas aux domaines et champs de recherche de notre discipline, mais au terme de « discipline » lui-même. Dans le sens commun, la discipline englobe des productions théoriques, ou le travail de recherche dans son ensemble. Il me semble que cette conception de sens commun ne recoupe pas tout à fait la réalité de ce qu'on peut considérer comme une discipline et que, d'autre part, la discipline des Sciences de l'Information et de la Communication et remettre en jeu ce concept de discipline peut nous amener à penser les particularités de sciences de l'Information et de la Communication.

Dans *Chaos of disciplines* (2000), Andrew Abbott, un chercheur formidable malgré le fait qu'il ne soit pas en SIC, met l'accent sur le fait que les disciplines ont certes une dimension intellectuelle mais aussi une dimension institutionnelle, tout simplement parce que les disciplines sont le lieu où s'effectuent les recrutements. On recrute quelqu'un dans une discipline. Et on a tendance à la négliger cette dimension institutionnelle alors que pour les Sciences de l'Information et de la Communication on est dans des réussites institutionnelles épatantes dans l'implantation dans les universités, le nombre d'étudiants et le nombre de postes qui nous paraît toujours insuffisants et qui est quand même bien supérieur à d'autres disciplines. Un autre chercheur, cette fois en communication, Robert T. Craig dans un article qui s'appelle « conversation of disciplines » (2008) propose de considérer que les disciplines s'inscrivent dans trois contextes : intellectuel, institutionnel et socioculturel ; de fait, la discipline ne recouvre pas que production de savoirs mais aussi ces différentes appartenances, l'inscription institutionnelle mais aussi les représentations qu'on peut en avoir et le rôle social de la discipline.

Partant de ces idées, il me semblait que la SFSIC est une association assez originale dans sa structuration. Contrairement à d'autres sociétés savantes d'autres disciplines SHS en France ou à ses équivalents à l'étranger, cette association n'est pas structurée pour décrire les domaines couverts par la discipline : elle a bien une commission recherche dont j'assume la présidence mais elle a également une commission formations, une commission relations internationales, une commission relations professionnelles et une commission communication. Il me semble que de ce fait, en actes, la SFSIC nous aide à penser la discipline non pas comme une sorte de domaine consacré à la production du savoir mais comme une pluralité

d'actions à différentes échelles et à différents niveaux qui sont orientés de manière spécifique par la discipline qui est la nôtre.

Et revenir là-dessus maintenant me semble intéressant et important dans le sens où nos activités professionnelles sont de plus en plus standardisées, professionnalisées, contraintes, et qu'elles s'appuient sur des formes d'évaluation dont nous ne maîtrisons qu'assez peu les modalités et qui sont assez productivistes, assez orientées vers des formes de production qui ne sont pas nécessairement liées à l'utilité sociale des sciences en général, et des SIC en particulier.

Face à cela, la structuration de la SFSIC me semble assez bien refléter les spécificités des SIC à savoir une préoccupation pour la production de savoirs, mais une production située, localisée à des fins d'être utilisée dans différents contextes par des collègues dans les SIC et au-delà, par les étudiant.e.s, par des professionnel.le.s de différents secteurs avec lesquels nous sommes traditionnellement en lien depuis les origines des SIC. C'est d'ailleurs cela qui va très souvent être reproché aux Sciences de l'Information et de la Communication : leur « impureté », leur « compromission » avec leurs terrains, avec leurs objets d'étude etc. Or pour moi cette manière spécifique de s'engager dans et avec les terrains (ou les environnements institutionnels et socioculturels pour reprendre Robert T. Craig) non seulement constitue la force des SIC, mais nous donne peut-être aussi des éléments pour penser le rôle social des sciences, ou des sciences humaines et sociales, ou des SIC, dans un contexte académique contemporain qui est assez profondément modifié par rapport à celui dans lequel s'était développé ce réseau thématique mené par Robert Boure. Voilà. Je passe la parole tout de suite à David Douyère.

David Douyère

Donc la Conférence permanente des directeurs et directrices d'unités de recherche en Sciences de l'Information et de la Communication rassemble les 40 unités de recherche en France dans lesquelles il y a de l'information et de la communication de façon forte ou mineure. Et évidemment ce sont les unités de recherche et les équipes qui concourent à la structuration du champ de recherche. La CPdirSic, c'est un espace d'échanges, de partage d'expériences entre ces directeurs et directrices d'unités de recherche. C'est aussi un espace de travail et de contribution avec la SFSIC et la section 71 du CNU à la préparation de documents cadrants pour le travail dans la section : Vademecum de l'HDR, [liste des revues de référence en SIC](#) etc. en lien avec le ³. Sur la structuration, à partir de 2016-2017, les directeurs et directrices d'unités de recherche en SIC ont entrepris au sein de la CPDirSIC de tracer une forme de synthèse des recherches menées les 5 dernières années en Sciences de l'Information et de la

³ Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

Communication. Ce travail a été entrepris à partir d'une analyse des projets décrits dans la première section des rapports des unités pour leur évaluation, par une forme de cartographie, puis également des ouvrages collectifs. À partir de là, 10 domaines ont été dégagés : médias et journalisme ; images, cinéma, médias audiovisuels et industries culturelles ; communication publique et politique ; communication et organisations, médiations culturelles, mémorielles et patrimoniales; numérique, stratégies, dispositifs et usages ; information, documents et écritures ; design; organisation des connaissances ; médiation des savoirs, éducation et formation. L'idée ce n'était pas du tout de faire un manuel des Sciences de l'Information et de la Communication ou une histoire de la discipline mais de rassembler, de donner une lecture des travaux de façon non technique ou non spécialiste, au départ pour des lecteurs extérieurs : VP Recherche, innovation, professionnels en entreprise ou institution, lecteurs d'une autre discipline, etc. de ce qui se fait dans la discipline, en évitant le piège nominatif (c'est-à-dire de se focaliser sur les travaux de telle chercheuse ou tel chercheur réputé ou important). Évidemment ce qui est structurant en Sciences de l'Information et de la Communication c'est le travail mené, c'est le travail qu'on essaie de voir par l'analyse des projets et des ouvrages collectifs. Actuellement, un travail de mise à jour est entrepris, et l'édition révisée paraîtra en 2024. La CPDirSIC présentera le travail, que le volume soit déjà sorti ou pas encore tout à fait, le 5 avril. Il y aura en effet une journée d'études de la CPDirSIC le 5 avril au Gripic (dans les locaux du Celsa) sur cette nouvelle édition de [Dynamiques des recherches en SIC](#). Le travail est actuellement en cours, mais on peut déjà identifier des domaines un peu nouveaux qui seraient apparus ou des choses qui n'étaient pas présentes, en tout cas de cette façon-là dans la précédente édition. On voit qu'il y a des travaux sur médias et confiance, sur le fact checking dans un certain nombre d'unités de recherche, évidemment sur les questions de santé, la créativité en organisation, des questions sur la diversité et la diversité des publics qui paraissent plus fortement travaillées qu'avant, un petit peu sur la religion, beaucoup sur les plateformes, les plateformes numériques évidemment, on voit des travaux aussi sur les fans, sur numérique et fans culture, sur numérique et militance également, et sur les influenceurs et youtubeurs dans différents domaines, pas seulement dans le champ politique. Par ailleurs, on voit aussi qu'il y a un autre aspect, c'est que dans cette refonte de Dynamiques des recherches, il y a un autre traitement de certaines questions. Des retouches sont apportées également dans l'angle de traitement des questions adopté alors. Pour les travaux qui portent sur journalisme et médias par exemple, on se centrait dans la première version davantage sur les événements, mais pas tellement sur les médias en eux-mêmes. Ou bien, dans le chapitre images et audiovisuel, on parlait assez peu de la réception et la diversité était peu traitée; à propos de la communication politique, la communication un peu classique des acteurs politiques et des institutions était finalement peu présente, au profit de

choses plus transversales. Donc c'est aussi une nouvelle lecture, et il y en aura d'autres, je l'espère dans 10 ans, dans 15 ans qui feront évoluer les choses. Donc il y a une forme de corrélation des approches qui se fait. Dans tout cela, une petite surprise, c'est que, pour le moment du moins, les questions sur communication, écologie et environnement ne sont pas si présentes que cela dans les travaux de ces 5 dernières années alors que par immersion, impression ou en connaissant les gens qui font cela, on a l'impression que c'est majeur, tandis que dans les productions déjà sorties et les projets, il n'y a pas tant de choses que cela... Même surprise sur les datas ! On aurait pu croire que c'était central. Et pourtant, soit les projets sont menés ailleurs, ou ils sont en train d'être recensés, mais ça ne paraît pas si présent que cela ces dernières années, curieusement, dans la recherche en SIC...

Pour finir, et revenir à la question plus large de la structuration des Sciences de l'Information et de la Communication, ce qui est étonnant, et on se le dit parfois entre collègues, ce sont les champs qui manquent, ou les choses qui sont assez peu travaillées, en SIC, alors qu'on pourrait s'attendre à ce qu'elles le soient... Il me semble que le point de départ de ce constat survient quand vous avez un ami profane qui vous demande : « *et alors, toi qui est dans le domaine, qu'est ce qu'on peut dire sur médias et angouisse publique ?* », et que l'on ne sait que répondre... Les questions de communication interpersonnelle, depuis longtemps, pour des raisons historiques et parfois politiques, sont peu traitées. Les enjeux de l'ergonomie, les effets de l'ergonomie logicielle sur les personnes ne sont pas tellement travaillés par nous ; il y a certes bien des choses sur la conception, les logiciels mais pas sur les effets ou alors ce sont des travaux menés par les sociologues, il y a quelques années déjà, et des psychologues bien sûr. Les effets des médias, c'est une vieille histoire, compliquée, certains ont lutté contre ces questions et ça reste un peu présent. Les questions de rhétorique ça revient un petit peu par quelques travaux par le biais d'études sur les façons de parler en public mais les questions de rhétorique en elles-mêmes ne sont pas fortement traitées. Et puis par ailleurs, il y a des domaines qui sont abordés, mais de façon parfois légère. Effectivement, la parole publique pourrait relever de cela. Arnaud Mercier me faisait remarquer que les questions de géopolitique et de communication internationale ne sont pas beaucoup abordées, elles pourraient l'être bien davantage. La structuration de la discipline, c'est aussi des manques, que l'on n'est pas obligés de combler évidemment ! Sinon, ce qui permet de voir aussi l'évolution des thèmes, outre « *Dynamiques des recherches* », c'est le répertoire des thèses et HDR en Sciences de l'Information et de la Communication qui a été inauguré et préparé par Jacques Walter à partir de 2020. La CPDirSIC invite ainsi régulièrement les directrices et directeurs de laboratoire à le renseigner et à le nourrir. Ceux de 2020 et 2021 sont parus. Le répertoire 2022 va sortir sous peu. Le travail sur celui de 2023 va

être activé bientôt pour produire une liste des travaux. Et là, on voit des choses assez étonnantes, originales, cela fait plaisir de voir la diversité des thèmes traités par les collègues des différentes équipes !

Philippe Bonfils

Merci beaucoup David. Ce travail est un recensement important pour la discipline et en particulier pour les jeunes collègues. Je crois à ce titre que nous sommes un certain nombre à présenter celui-ci à nos étudiants en master ou en doctorat et c'est un outil très pertinent. Je passe la parole à Arnaud qui par le biais du CNU a une autre ligne d'analyse des productions et thématiques.

Arnaud Mercier

J'ai accepté volontiers de participer à cette table ronde en qualité de membre du CNU depuis 16 ans, et je propose, en toute subjectivité assumée, de témoigner de ce qui me semble être les évolutions frappantes sur ce qu'on peut constater à propos des candidatures, en considérant le CNU comme un lieu d'observation de la recherche qui arrive. Commençons par dire que la quasi-disparition de la qualification au rang professeur, nous prive, depuis ces dernières années, de ce point d'observation qui est le plus structurant pour la recherche, que sont les HDR. On a ainsi perdu, hélas, la capacité à voir comment se structurent les dynamiques de recherche pour celles et ceux amenés à devenir des encadrants.

Voici donc quelques réflexions, assez subjectives, au sens où je n'ai pas fait un travail statistique, alors que l'on se l'est dit plusieurs fois en session qu'on avait un matériau formidable à exploiter avec les dossiers de candidature, - et on n'a jamais pris le temps de le faire parce que notre ennemi c'est le temps comme tout le monde le sait ici. L'étude des lieux de publication par exemple, serait à faire car on a un formidable point d'observation, en faisant une analyse bibliométrique : où ont publié les docteurs qui candidatent à la qualification ? Comment émergent de nouveaux lieux de publication, tels qu'on peut le reconstituer à partir des dossiers de promotion ? Etc. Une première remarque (et c'est l'idée que vient d'évoquer David) : il y a des thèmes qui s'estompent, je ne dis pas qui disparaissent mais qui sont moins prévalents, et d'autres qui au contraire émergent. Parmi les côtes plutôt à la baisse, je pointerais volontiers les médias d'information. J'ai connu une époque où l'essentiel de mes dossiers étaient liés au journalisme et au traitement de l'information et aujourd'hui ce n'est plus à ce point, car il y en a beaucoup moins qu'à une époque. Et donc tout ce qui va être journalisme, médias traditionnels est quand même moins prisé même si on va le retrouver à travers toute la question de la désinformation et aussi du fact checking, mais c'est l'angle de la désinformation plus que l'angle de la structuration du métier de journaliste. On a aussi moins de choses aussi sur les

programmes TV, j'allais dire « traditionnels », les émissions télévision de l'intimité, des talk-shows, les émissions de plateau, etc. Ça a beaucoup baissé par rapport à une époque. Sur la communication politique, les collègues au CNU qui en sont spécialistes, ont toujours des dossiers, mais beaucoup car ce sont des candidatures de politologues qui candidatent à la qualification en 71ème, sinon, là aussi on constate que ça s'estompe un peu. Ces différents déclinés thématiques, sont liés à mon avis à un effet de cycle, que j'ai bien connu personnellement et auquel peut-être même j'ai participé. En tant que doctorant en Sciences Politiques, je me rappelle à l'époque, avec les condisciples de ma génération, on était peut-être un peu des jeunes cons parce qu'on était dans l'état d'esprit « ...oui bon la sociologie électorale... c'est un peu la science politique de grand papa », c'est du déjà-vu. Certains dès lors faisaient les hérons face à ces sujets (et encore j'étais loin d'être le pire, puisque j'étais au Cevipof) et on traçait notre avenir vers autre chose, vers d'autres thématiques. Et de fait, il y a eu une génération qui a un peu méprisé la sociologie électorale, en se disant soit que c'était plus si intéressant, soit que tout avait été dit et qu'il fallait pouvoir se distinguer en faisant autre chose, défrichant de nouveaux terrains. Après, il y a eu un effet rebond parce qu'on s'est aperçu qu'il y avait des lacunes, de nouveaux terrains possibles, et même qu'il y avait encore des postes à pourvoir sur cette thématique classique. Et je pense que ces effets de cycle on peut les retrouver en information-communication. Certains vont se dire : ça ça a déjà été beaucoup traité, donc peut-être même que c'est intimidant : qu'est-ce que je vais bien pouvoir apporter sur ces terrains très balisés ? Sans doute est-ce un impondérable d'assister à de tels effets de cycle, avec des moments où on se dit que ça a déjà été beaucoup traité et que les doctorants s'en écartent, malgré la relative intemporalité de certains enjeux. Peut-être aussi que nous-mêmes, en tant que directeurs de thèse potentiel, on se dit qu'on ne va pas les amener là-dessus, pour essayer de trouver avec des candidats au doctorat un sujet un peu plus original.

Il y a aussi bien sûr, un effet de concurrence disciplinaire. Je constate qu'il n'y a pas grand-chose en 71ème sur la communication interpersonnelle. Peut-être que c'est parce qu'il y a plus de gens en sciences du langage ou en psychologie qui sont sur ces créneaux là et peut-être - je ne sais pas - qu'on leur laisse ? Il y a aussi certaines études d'œuvres culturelles qui disparaissent tendanciellement du champ des Sciences de l'Information et de la Communication parce que peut-être elles sont plus traitées en esthétique ou en histoire de l'art. Deux disciplines que je n'évoque pas au hasard parce qu'elles représentent un nombre non négligeable de l'appartenance disciplinaire de ceux, extérieurs à la 71ème, qui viennent frapper à la porte des Sciences de l'Information et de la Communication, du point de vue du CNU toujours. Je pense que là on a peut-être aussi abandonné le terrain ou moins développé ce terrain parce qu'on se dit : après tout, les autres le font.

Inversement avec d'ailleurs parfois des effets de mode aussi qui tombent assez vite comme un soufflé. Des sujets, des thèmes qui ont la côte, qui sont à la hausse. On en est presque arrivés, je caricature un peu, à la saturation déjà, des sujets de thèse sur les séries télé. On a la sensation que tout doctorant prêt à travailler sur un programme télé n'envisage aujourd'hui que les séries TV ! C'est une évidence qu'il y a énormément de demandes sur ce sujet-là qui correspond à l'avènement de Netflix et autres, et à leur consommation télévisuelle, ils sont donc passionnés et ils ont envie d'en parler, et après tout, c'est parfaitement légitime. À la hausse aussi, les travaux sur la santé, avec une présidente de la SFSIC ici présente qui en est une parfaite illustration. C'est un thème qui monte à la fois parce qu'il avait été un peu négligé, et parce qu'il y a des terrains formidables avec par exemple toutes les nouvelles technologies très inspirantes pour trouver des traitements. Peut-être aussi est-ce, je le pose comme une hypothèse, un effet de la structuration du champ académique avec les fusions, les méga fusions, et donc les incitations à travailler avec d'autres disciplines. Quand on se retrouve dans une université où il y a un pôle santé énorme, qui en plus brasse des millions – bien plus que nos pauvres SHS en tout cas – on a le sentiment que là-bas il y a de l'argent, que là-bas il y a des ressources pour faire des études, et qu'on a intérêt à nouer des alliances avec eux. Dans le même sens, on a vu apparaître des travaux sur l'alimentation, la consommation, la publicité, les enjeux sociétaux associés (anorexie...). Bien sûr, dans les valeurs montantes, il y a tout ce qui est *gender studies*, féminisme and co, avec cette dimension que notre collègue évoquait de rapport au militantisme, notamment, le militantisme en ligne. Pareil pour les jeux vidéo. D'ailleurs notre seul collègue du CNU estampillé spécialiste incontesté de ce sujet était surchargé de dossiers à évaluer, au point de devoir à la fin lui en enlever car il avait plus de dossiers que les autres rapporteurs. C'est pareil pour tout ce qui est *gender* et *cultural studies* de façon générale. Il y a encore peu de collègues au CNU, par les hasards de l'histoire et les volontés d'être au CNU ou pas, sur ces enjeux par rapport au nombre de dossiers à traiter. Je précise, bien sûr, que quand on est au CNU on ne vient pas exclusivement pour aborder les dossiers de sa spécialité, et qu'on est tous amenés à évaluer des dossiers sur autre chose. On a vu aussi une progression pour les travaux sur le design, sur les TICE, et tout ce qui touche à l'éducation, y compris l'EMI (éducation aux médias et à l'information) qui est monté ou remonté. Bien sûr, on voit passer au CNU ces dernières années beaucoup de travaux (et y ayant moi-même contribué – je ne jette la pierre à personne) sur les réseaux sociaux numériques et les plateformes numériques. Et puis on voit arriver des candidats travaillant sur la pop culture, sur les *fans studies*, les mangas, des produits culturels de la sorte. Donc, on assiste à une logique d'anoblissement de sujets ou d'objets qui paraissent moins nobles, moins légitimes à priori, comme le manga japonais ou les pratiques de fans.

Je voudrais compléter ce panorama par le constat de faiblesses tendancielle, ce qu'a dit avec plus d'acuité mon voisin. Je trouve qu'on manque d'études expérimentales en réception. Alors il y a quelques personnes qui le font évidemment, et on pense au duo Courbet, avec une approche plus psychosociale, mais il me semble qu'on pourrait être collectivement meilleurs là-dessus. L'ergonomie ça a déjà été dit, et je ne vois pas pourquoi cela resterait accaparé par les psychologues. Et puis, il me semble que les études sur les créations culturelles, autres que tout ce qui concerne la muséologie qui se maintient bien (on a beaucoup de dossiers en ce sens au CNU, et les pôles lillois et avignonnais entretiennent fort bien ce courant), pourraient être plus fréquentes et riches, c'est peut-être un effet de concurrence avec les autres disciplines, notamment l'esthétique.

Quelque chose qui me frappe aussi d'une façon générale, et qui n'est pas seulement liée à mon expérience au CNU, c'est une entrée plus par les terrains et les objets et je dirais - au risque de choquer certains d'entre vous ici - que les Sciences de l'Information et de la Communication sont tendanciellement quand même une médiologie au sens d'une approche qui interroge souvent les dispositifs médiatiques, les supports de communication, et moins une approche par les questionnement : quels sont les grands enjeux sociétaux ou autres, pour lesquels nous pourrions avec un regard spécifique, en étudiant les dispositifs de toutes sortes et toutes les formes de médiations. Une tendance qui me semble lourde et prégnante est de partir d'objets, de dispositifs et de conclure en élargissant vers les tendances sociétales. On a sans doute collectivement pas assez tendance à poser comme enjeu initial une question de société (la violence, la crise démocratique, l'extrémisme, le populisme...) pour aller vers les outils et logiques de communication comme terrain, sauf, par exemple, pour un enjeu comme le féminisme et les discriminations. Il y a encore pas mal de choses qu'on pourrait faire pour être plus « enjeu-social-centrés » que « médias-centrés ». On pourrait ainsi faire des choses par exemple sur l'insertion des handicapés. Il y a bien sûr les travaux pionniers de Nathalie Pinède en la matière, mais on peut s'étonner que par rapport à tout ce qui existe comme médiations technologiques et communication à destination des gens en situation de handicap, on n'aborde pas davantage la question. Je note aussi le maintien d'une certaine faiblesse sur la transition environnementale, même si cela a commencé à se développer et à se structurer, et notamment avec un groupe dédié de la SFSIC. Mais on n'a pas encore vu, au CNU, émerger beaucoup de sujets sur l'environnement. On peut penser que ça va venir sans doute, mais on en est peut-être encore un petit peu en retard. D'autres pistes qu'on pourrait explorer davantage en SIC sans doute, concernent le complotisme, les rhétoriques populistes. Il existe quelques travaux, évidemment, de très bons travaux, mais qui ne sont pas forcément faits en Sciences de l'Information et de la Communication, je pense que notre discipline

peut plus y contribuer. On s'y est essayé récemment, dans la revue *Mots*, avec Valérie Bonnet et un collègue de la Sorbonne en stylistique, Gilles Siouffi, pour un numéro sur la mise en circulation des théories complotistes. Mais je m'étonne qu'on ne s'en empare pas plus dans la discipline. Et les rhétoriques populistes, par exemple au CNU, je n'ai jamais rien vu passer sur les discours de Donald Trump, pour l'instant, ça n'existe pas, je suis dans un comité de suivi de thèse sur la rhétorique de Trump, avec une collègue en anglais et civilisations et qui, est très proche des Sciences de l'Information et de la Communication, mais voilà, ça vient de quelque chose en civilisation américaine et pas forcément en Sciences de l'Information et de la Communication.

Encore deux remarques. Je voulais noter ce que j'appellerais un effet de banalisation - et à mon avis c'est une bonne chose - des travaux sur les TIC. Je constate une dilution des TIC dans bien des sujets, c'est-à-dire que les technologies numériques ne sont plus forcément dans un certain nombre de dossiers, de doctorats, une fin en soi, mais bien un moyen de construire un corpus par rapport à un autre questionnement. Il y a une forme de banalisation au sens où on se dit : tous les acteurs utilisent des plateformes, des YouTube et autres comptes, et ce n'est pas en soi, les réseaux sociaux et les plateformes qu'on étudie, mais un dispositif qui vient aider à traiter une question plus centrale et une problématique autour d'un autre enjeu. Dernier point, qu'on s'est dit en session de CNU à bien des reprises, on assiste à une forte professionnalisation des dossiers, professionnalisation à la fois dans la présentation des dossiers - même si on a tous vécu l'expérience de dossiers mal fichus - et professionnalisation des stratégies d'insertion, notamment dans les publications. J'y vois le fruit du travail qui a été initié à l'époque par l'AERES (déjà en dialogue avec le CNU) et prolongé depuis par les institutions responsable de la discipline, pour jouer très vite le jeu d'élaboration d'une liste publique et classante des revues^[1], alors que certaines disciplines se sont braquées et ont refusé obstinément d'en faire pendant des années. Je remercie encore certains d'entre vous qui étaient déjà là au tout début, et qui avaient répondu favorablement à ma sollicitation. Ce travail, continu, collectif, consensuel et de grande qualité, a produit des effets, il y a à coup sûr un effet de la liste. Les travaux présents dans les dossiers sont de plus en plus partagés, et de mieux en mieux partagés. Vraiment, je salue l'esprit de responsabilité de notre discipline, car tout se fait en bonne harmonie et en coopération puisque - et ça n'est pas du tout le cas dans la plupart des autres disciplines, on a un système tripartite avec la SFSIC, la CPDirSIC et le CNU et tout cela en pleine intelligence avec l'HCERES et je pense que s'il y a ces effets positifs, c'est précisément parce qu'on a réussi à faire du consensus et à ne pas se tirer dans les pattes et à ne pas chacun se faire sa liste etc. J'ajoute que pour ma part quand j'étais dédié à l'AERES en 2010, j'ai été voir le président du CNU en disant, vous en avez une, interne, il faudrait travailler ensemble. Pendant un moment on a

eu deux listes en parallèle, car les logiques n'étaient pas exactement les mêmes, puis on a fini par les fusionner et c'est très bien pour tout le monde, parce que c'était dans l'intérêt supérieur de notre discipline.

Philippe Bonfils

Merci beaucoup Arnaud. Merci à vous deux aussi. Je retiens notamment de vos trois interventions très riches que notre discipline est marquée par une évolution permanente des domaines. J'ai noté quelques points qui pourraient faire l'objet de réflexions. Le premier porte sur les « effets de mode » de thématiques qui s'inscrivent dans une forme d'évolution de société. Vous l'avez dit et à partir de là aussi, quel rôle sociétal est joué ? Par ailleurs, partant de projets et de terrains que l'on questionne de façon riche, est-ce que cela pourrait nous permettre de peut mieux contribuer à des débats sociétaux ? En effet, l'un des axes de ces assises va aussi faire le constat d'un manque de visibilité de nos contributions à de grandes questions et débats sur l'évolution de nos sociétés. Je pense qu'il y a une vraie question de fond. Est-ce qu'on peut être à la fois dans une forme de professionnalisation de la recherche, qui est imposée finalement par l'évolution de l'évaluation et des financements, qui oriente de fait nos recherches, et peut-on dans le même temps maintenir des questionnements plus généraux, plus sociétaux ?

J'ai relevé d'autres aspects qui me semblent intéressants dans vos constats. Je pense par exemple au positionnement des chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication face à la nécessité pour nous toutes et tous de nous inscrire dans des axes de laboratoire. Cela demande d'ouvrir un chantier intéressant pour tenter de cartographier les différentes formes d'objets. Ce chantier pourrait être complété par les données dont dispose l'HCERES qui a aussi sûrement des éléments autour du positionnement que nous imposent ces évaluations en termes de laboratoires et d'axes, et du travail important que font toutes les unités de recherche pour essayer de se structurer en axes. Nous pourrions aussi faire une cartographie des HDR, puisque finalement les directrices et directeurs de recherche influencent, parfois involontairement, les travaux de leurs doctorants. Je pense que cela serait un chantier intéressant qui donnerait une lecture intéressante. Enfin, l'analyse des publications et des appels des revues classantes nous donnerait des éléments d'appréciation du domaine. Et puis, les logiques de financement des thèses qui orientent très largement les travaux, et qui montrent qu'il y a une évolution vers des recherches de plus en plus adossées à des terrains avec de moins en moins de possibilités de travailler sur des questions plus fondamentales.

David Douyère

Sur la question de la structuration de la recherche, dans Dynamiques de recherches, on a défini sous le pilotage de Jacques Walter, Jean-Luc Bouillon,

Caroline Ollivier-Yaniv, Isabelle Garcin-Marrou, moi-même et l'ensemble des directeurs et directrices d'unités de recherche, un certain nombre d'items, mais en fait ça ne définit pas une structuration de la recherche, la structuration est à l'intérieur. Par exemple, les collègues qui travaillent sur médias et journalisme, montrent plusieurs tendances de travaux dans le mode d'analyse, local ou général, dans l'approche idéologique ou non, etc. Et la structuration elle est à l'intérieur, ce qui donne lieu à des tensions intellectuelles dans l'établissement des chapitres. Donc la structuration se retrouve champ par champ et la structuration de la recherche en Sciences de l'Information et de la Communication, elle dépend de traditions, de groupes de réflexion, de positions idéologiques. Et quelque chose qu'on n'a pas évoqué encore sur la question de la structuration, bien sûr, c'est le travail qui est structurant... En écoutant Arnaud Mercier tout à l'heure, je me demandais si ce n'est pas la lecture qui est structurante aussi. On a une liste des revues, mais est-ce qu'on lit ces revues ? Pas toutes. Est-ce qu'on lit des travaux en dehors de son champ de recherche scientifique et des articles que l'on évalue ? Pas nécessairement. Donc il y a un geste collectif dans les unités de recherche ou personnel qui peut peut-être développer la lecture comme élément structurant du champ et non pas juste pour lire, pour l'évaluation, ce qu'on effectue beaucoup en tant que directrices et directeurs d'unité de recherche, mais dans une autre dimension.

Arnaud Mercier

Il y a juste un point sur lequel je voudrais insister. C'est quand même un problème - je vais utiliser un gros mot - épistémologique au sens où il me semble que le coût d'accès à la connaissance par domaines est tel, qu'on ne peut pas faire autrement que de se spécialiser par sous-domaines. Et que l'ère idyllique de « on peut rester généraliste tout en creusant son sillon » devient quasiment impossible. Si vous voulez mon avis, la sociologie a perdu de sa vitalité globale de ça, parce que vous avez des sociologues qui ne sont plus que sociologues du sport, que sociologues du travail etc. et qui se définissent comme ça. C'est potentiellement notre difficulté je pense, face à la pluralité de domaines et de champs des Sciences de l'Information et de la Communication, qui s'affichent en sus comme plurielles dès leur nom. C'est hélas une triste vérité qu'on ne peut faire autrement que de s'ignorer intellectuellement en partie, pas humainement, mais intellectuellement, entre différents courants et différents domaines. Car le coût d'accès en termes de lecture, etc. est désormais important dans beaucoup de nos sous-domaines. Tant mieux que les Sciences de l'Information et de la Communication progressent, se diffusent de plus en plus, accumulent les contributions à la connaissance. mais il faut admettre qu'on ne peut plus tout lire, qu'on doit rentabiliser notre temps de cerveau disponible, et donc baguenauder sur un article qui est dans une revue qu'on aime bien mais qui est sur un thème complètement différent de nos préoccupations, peut être

jugé hélas comme trop coûteux. Cela me désole d'autant plus que pour ma part, j'essaie de rester en alerte de façon pluridisciplinaire, conformément à ma formation à Sciences-po, et je tente de rester en alerte et de lire les travaux en sciences politiques, en sociologie, en anthropologie, et je vois bien à quel point c'est coûteux, et à quel point, tout nous pousse avec les logiques d'évaluation, les projets de recherche etc. à aller vers une spécialisation pointue.

David Douyère

Je pense que l'approche généraliste reste importante quand même.

Arnaud Mercier

J'en suis bien d'accord, mais ce n'est pas facile et le système bureaucratique de la recherche nous pousse à considérer que ce n'est pas assez rentable.

Sarah Cordonnier

Juste pour réagir, par rapport à cette question, il me semble justement que dans les Sciences de l'Information et de la Communication, dans ce que je peux voir par les doctorales notamment, les objets de recherche, y compris des doctorantes et des doctorants et j'espère que ça le reste par la suite, restent des constructions assez sophistiquées, originales et propres à l'objet étudié. Ce sont les recherches elles-mêmes qui vont faire des liens entre différents domaines d'une manière souvent originale. De ce fait, il y a peut-être moins que dans certaines disciplines la nécessité de consacrer les cinq premiers mois de la thèse à lire tout ce qui a été écrit pour ensuite s'autoriser à penser soi-même. Parce que la question que l'on se donne suppose d'emblée d'aller voir et d'associer des domaines qui ne sont pas forcément pensés ensemble en soi. De ce point de vue-là, ce que tu disais sur la professionnalisation des dossiers et d'une manière générale de la professionnalité scientifique, ce n'est peut-être pas du tout une bonne nouvelle en réalité, à plusieurs endroits. A l'endroit de l'importance sociale des objets de recherche parce que si on travaille pour publier dans telle revue, ce n'est pas la même chose que travailler sur l'objet pertinent dans le domaine de cet objet, et il peut y avoir des formes « d'isolation » des objets de recherche par rapport aux enjeux sociaux qu'ils sont susceptibles de porter - ce qui touche en définitive au rôle social des Sciences de l'Information et de la Communication. Et cette forme de professionnalité dépolitisée peut être renforcée quand les personnes arrivent avec leurs doctorats et tout armés en sachant la violence que c'est aujourd'hui de faire des campagnes de recrutements dans un endroit où les postes sont tellement raréfiés qu'il y a une dimension aléatoire aussi dans le fait de les obtenir.

Échanges avec la salle

Bertrand Parent

Merci beaucoup pour cette table ronde que je trouve assez éclairante. David quand tu dis structuration, c'est structuration à l'intérieur de domaines ou champs de recherche qui composent eux-mêmes notre discipline? Finalement, tu observes de ton point de vue (CPDRSIC) l'émergence de domaines de recherche différents, qui possèdent chacun leur dynamique propre, et qu'à l'intérieur de chacun ces domaines on peut trouver une structuration selon des axes problématiques pluriels, selon des objets de recherche différents. En ce sens, et c'est ce que je pense, il n'y aurait pas de domaines spécifiques aux Sciences de l'Information et de la Communication. Ce serait plutôt par des problématiques et des objets spécifiques que nous pourrions définir les SIC ; je veux dire, le sport, la santé, les médias enfin, ce que vous voulez, ne sont pas a priori des domaines spécifiques aux SIC, par contre il y a éventuellement des objets spécifiques, des problématiques spécifiques... Et c'est pour ça que la troisième partie de votre questionnement était particulièrement intéressante : comme on n'a pas de domaine en propre, il nous faut identifier ce qui spécifie les SIC, ce qui va identifier l'approche disciplinaire vis-à-vis de ces pratiques sociales ou autres « domaines » qui nous intéressent et qui intéressent d'autres disciplines et pour lesquels les autres disciplines sont tout aussi légitimes à tenter de les interpréter, comprendre, élucider...mais de leur point de vue spécifique. Autrement dit, de votre point de vue, de votre positionnement institutionnel, qu'est ce qui - si ce n'est tout à fait commun - au moins amène de la convergence au sein de notre discipline ? D'autant plus que ce que vous décrivez ce sont des dynamiques qui peuvent conduire à des divergences et finalement de l'incohérence et la dislocation. Et donc, je me permets de vous poser la question: qu'est ce qui nous ramène de la convergence, du bien commun, de la perspective commune dans cette affaire-là, alors même que nous ne disposons d'aucun domaine en propre, ni la santé, ni les Technologies de l'information, ni les médias, ni le numérique, ni quoi que ce soit...

Sarah Cordonnier

Alors pour moi, ces fondements communs ne sont pas dans les thématiques de la discipline, qui nous posent sans cesse des problèmes en fait parce que n'importe qui peut venir revendiquer un objet. Pour moi, ils sont plus dans quelque chose qui pourrait être une culture disciplinaire, qui se transmet aussi de personnes à personnes et sur laquelle repose aussi la conception de l'ensemble de nos activités et de leur articulation : la formation, la recherche ; et les relations avec les mondes professionnels. Je pense que c'est là qu'il y a vraiment une spécificité disciplinaire, dans une médiation en acte entre ces

espaces, par opposition à la sociologie par exemple. Je ne voudrais pas être trop caricaturale, mais en prenant un cas emblématique on voit bien que Bourdieu porte une énorme attention à identifier des formes de domination, avec l'idée que cette identification va permettre aux personnes de s'en libérer. Mais là il y a un flou absolu : comment c'est supposé advenir ? je lis quelque chose qui m'éclaire, mais en quoi c'est supposé changer quelque chose ? Par extension, il me semble que dans des cursus de sociologie le lien entre la recherche et l'enseignement est dans la transmission d'outils conceptuels, théoriques et méthodologies pour réfléchir. Alors qu'en SIC, nous allons peut-être dans d'autres endroits avec des préoccupations qui vont être plus liées par exemple au fait que les formateurs et les étudiant.e.s rencontrent les professionnel.le.s, travaillent sur commande, etc.

David Douyère

Bertrand, pour moi le point commun c'est le travail sur l'image, le langage, les médiations, les symboles, les acteurs économiques de la communication, les formes matérielles utilisées pour la communication. C'est que ce sont des questions communicationnelles, ou des approches communicationnelles, qui sont effectuées ou des questions étudiées. Maintenant ce qu'on peut se demander, c'est si en Sciences de l'Information et de la Communication aujourd'hui, il n'y a pas des travaux ou des gens qui se disent en Sciences de l'Information et de la Communication qui profitent de cette occasion pour travailler sur les théâtres, les séries, etc., des trucs super intéressants, mais sans travailler forcément le langage, la rhétorique, la médiation, les dimensions communicationnelles... Je me demande s'il n'y a pas un oubli de l'informationnel et du communicationnel dans un certain nombre d'approches en Sciences de l'Information et de la Communication alors même qu'on se revendique des Sciences de l'Information et de la Communication, notamment dans les HDR. Et du coup c'est un peu paradoxal, parce qu'on ne fait pas ce qu'on devrait faire et on fait, peut-être ce que font les autres, en mieux ou en moins bien, je n'en sais rien. Mais sinon on a quand même un point commun en Sciences de l'Information et de la Communication qui est les Sciences de l'Information et de la Communication (la preuve à l'instant même !) : c'est l'obsession de ce que sont les Sciences de l'Information et de la Communication.

Arnaud Mercier

Rapidement, et ce n'est pas le fait que ce soit un lavage de cerveau du fait que je sois au associé au CREM depuis 2010, je crois que un des mots-clés c'est bien le mot « médiation », mais médiations au pluriel, au sens de tout ce qui va faire lien, et qui est associé à la circulation, circulation des savoirs, des connaissances, des informations, tout ce qui permet donc de faire lien entre les individus au sein des sociétés. Il me semble que c'est quelque chose que l'on porte très fortement en

commun, tout comme un des socle constitutif de la sociologie sont les processus de socialisation, ce qui fait que l'on va se sentir membre d'un collectif, ce qui fait groupe et communauté. Pour moi, un des éléments clés des Sciences de l'Information et de la Communication ce sont les processus de médiation et de mise en circulation, à travers toutes formes de dispositifs divers et variés et toutes formes de supports que ce soit la voix, le langage, l'image, les plateformes numériques etc. On peut se retrouver là-dessus, à mon sens.

Christian Le Moëne

Je suis très étonné qu'au sommet de la discipline, au fond, vous nous dites qu'il n'y a pas d'objet global commun en Sciences de l'Information-Communication. J'étais resté sur l'idée que le projet général des Sciences de l'Information et de la Communication c'est l'observation et l'interprétation de l'ensemble des processus et des pratiques d'information-communication et la façon dont ils agissent sur le développement et la transformation des formes sociales. Voilà ce que j'ai toujours pensé être notre projet global commun. Ensuite, à l'intérieur de ça il y a évidemment des dominantes : pour certains les formes sémiotiques, pour d'autres plutôt les formes objectales c'est-à-dire les outils, les machines, les supports techniques etc, et pour d'autres enfin les formes organisationnelles. Sachant que ces différentes dimensions sont toujours imbriquées avec des aspects dominants et d'autres secondaires. Mais dans tous les cas l'objet ce sont bien les pratiques et les processus d'information - communication et leurs effets sur les formes sociales. Ensuite que les histoires de médiations et de formes particulières prennent le dessus sur les formes sociales pour étudier ce que sont des objets, ou les significations ne pose pas de problème sauf si on confond champ scientifique, domaine et objet. Car à ce moment-là on va à la confusion générale et comme on se disait avec ma voisine, on plie boutique et on va voir ailleurs.

Audrey Knauf

Je reviens sur l'objet - la transition - dont vous avez parlé tout à l'heure, il y a beaucoup de travaux qui se sont développés, on en parlera tout à l'heure avec Cyril Masselot et effectivement, le temps que les thèses soient soutenues dans le domaine, ça peut prendre un peu de temps. Est-ce que vous avez le sentiment que le nombre de thèses a baissé ces dernières années en Sciences de l'Information et de la Communication et si oui pourquoi ? En dehors du rayonnement du métier d'enseignant-chercheur.

Arnaud Mercier

Il y a eu un trou à cause du Covid. On a constaté une chute à un moment, de plus de 15% c'est sûr, même si j'ai plus les chiffres exacts en tête, du nombre de candidatures qui arrivaient au CNU pendant deux ans. Que je ne peux interpréter que comme un effet du Covid au sens où ça a retardé, les travaux, les

terrains, ça a été une entrave. Moi j'attends avec impatience de voir s'il y a un effet rattrapage que je souhaite. Il y a une très grande stabilité normalement sur les années, alors, il y a toujours un peu un effet dents de scie, mais qui, en Sciences de l'Information et de la Communication, reste régulier. La variable c'est le nombre de dossiers venant d'autres disciplines, étant entendu qu'on a plutôt tendance à voir monter le nombre de dossiers venant d'autres disciplines y compris sur des bases qui sont des erreurs d'aiguillage complet. Mais ce n'est pas sans lien avec ce qu'on s'est dit, d'où vient l'erreur ? C'est que des gens qui ont fait de l'histoire, du droit, où il y a dans leur thèse internet, presse ou je ne sais pas quoi, se disent, j'ai l'objet infocom. Et donc ils ou elles candidatent, car assimilent en effet les Sciences de l'Information et de la Communication à une science des objets médiatiques.

Patrice de la Broise

Merci pour vos propos, je suis assez frappé par le fait que la structuration, ce dont on va parler pendant ces deux journées, c'est de structuration. Structuration par la formation, structuration par les unités de recherche, structuration par les objets et même par les campagnes qui lancent ou reconnaissent une carrière. Je crois que c'est d'ailleurs très salubre de penser à la question de la structuration par ces éléments institutionnels comme ça a été rappelé en introduction par notre Présidente. La question qu'on peut se poser c'est celle de la possibilité ou pas d'une analogie avec ce qui passe dans d'autres disciplines. Tu as parlé de la sociologie, tu en as parlé peut-être comme une erreur de structuration, dans le sens où il y aurait une sociologie du sport, de la famille, de la communication aussi. Est-ce une erreur ? Moi c'est la question que je me pose, parce que si on pose la question de la discipline dans la diversité de ces domaines - et je pense moi d'ailleurs que les domaines, y compris les domaines qui sont publiés par la CPDirSIC ont une force structurante, même si ce n'est pas la structure de la discipline, ça a une performativité néanmoins. Je me demande si c'est une erreur d'envisager ces domaines au même titre, alors, on peut difficilement parler des Sciences de l'Information et de la Communication des médias c'est un peu long, ce n'est pas comme si on faisait cet exercice en sociologie ne serait-ce que dans l'expression. Est-ce qu'en définitive et peut-être que ça rejoint la réflexion de Christian Le Moëne, est ce que nous pourrions nous entendre sur des formes d'approches, l'épistémologie, des éléments qui dans la diversité des ces objets, dans la diversité de ces domaines puisse faire ce commun dans la diversité.

Juste un mot sur les Unités de recherche que j'ai régulièrement et la question qu'on leur pose, c'est que faites-vous ici qu'on ne fasse pas ailleurs ? Ce n'est pas la meilleure manière de dire l'unité d'une discipline et c'est bien parce qu'il y a aussi une injonction à la différenciation pour les revues, pour les UR que cette question de l'unité même de la discipline est problématique, voilà ce que je voulais dire.

Arnaud Mercier

Je suis d'accord avec ce que tu dis, que s'il y a des sous-domaines, c'est structurant, nonobstant il y a un risque. Il y a un risque qui est celui de la « microscopisation » de l'objet, parce que régression de la discipline au domaine, puis au sous-domaine, ce qui finit par poser la question de la remontée en généralité. C'est un risque, mais pour moi c'est l'évolution du monde académique qui amène à ça. Si tu fais une thèse en sciences politiques sur le ramassage des poubelles dans la communauté d'agglomération, Lille, Roubaix, Tourcoing, quelle va être ton aptitude à proposer une montée en généralité par rapport à un questionnement global qui est celui des politiques publiques ? Ce n'est pas impossible, mais plus tu pars éloigné du général, plus le terrain à parcourir pour remonter au général est long et coûteux. Le risque, à partir de ce constat, c'est de tomber dans des formes de routinisation de la recherche, parce que finalement on applique quelque chose de bien connu, très défriché, à un sous-objet très particulier, et je deviens le énième chercheur, la énième thèse à aboutir à un résultat qui n'est que l'illustration supplémentaire sur un nouveau terrain, de faits et processus bien connus. C'est quelque chose auquel il faut qu'on soit attentifs et vigilants. Soyons un brin provocateur : est-ce que faire carrière, c'est juste publier le énième article sur quelque chose qu'on sait déjà, est-ce qu'il n'y a pas un risque de perte d'ambition intellectuelle ? Je vais reprendre mon exemple de la sociologie, puisqu'ils ne sont pas là pour répondre. Imagine que tu considères que le niveau pertinent pour définir ton appartenance disciplinaire c'est d'être dans la sociologie du sport. Du coup, si c'est la base d'identité, tu as intérêt à devenir spécialiste de la sociologie du football, de la sociologie du tennis, ou de la sociologie du rugby. J'identifie ici un risque de régression vers des formes de microscopisation de l'objet et de routinisation. Donc je pense que ce qu'il faut ne pas perdre de vue des grandes dimensions, des grands enjeux sociétaux, politiques, culturels. C'est pour ça que je mettais un petit bémol critique sur une tendance lourde qui est de nous enfermer dans des spécialités pointues. Le système académique fonctionne d'une telle manière qu'il tend à nous enfermer, non seulement dans une discipline mais dans des domaines. C'est à chacun d'entre nous de défendre le maintien d'ambitions généralistes et l'interdisciplinarité. De ce point de vue, je pense qu'on est un peu plus immunisés en Sciences de l'Information et de la Communication parce qu'on a revendiqué dès le départ notre interdisciplinarité.

David Douyère

Sur la question de l'évaluation qu'évoquait Patrice, il ne faut pas oublier que dans la structuration, il y a aussi la structuration narrative. C'est-à-dire que dans l'évaluation on est amenés à raconter la recherche du laboratoire, à dire, faire croire, se faire croire qu'on travaille sur telle ou telle chose, c'est structurant, c'est important pour l'unité de recherche, mais c'est une autre forme de

structuration par le discours. Et en tant que spécialiste de communication, on sait bien que les discours et les narrations sont structurants. Il y a aussi cette structuration-là qui compte.

Bertrand Parent

Je suis désolé de la remarque... Je vais reprendre l'exemple de la sociologie... Pensez vous que la bonne typologie serait une typologie thématique décrivant la sociologie par sous-domaines, par exemple la sociologie du sport, de l'éducation, de je ne sais pas quoi... Ne pensez-vous pas que ce serait par la spécificité des concepts que nous pourrions distinguer des courants à l'intérieur de la sociologie ? je pense par exemple à la tradition Bourdieusienne qui propose 15 concepts pour analyser n'importe quelle pratique sociale tout autant le mariage que le sport et le journalisme ? N'est ce pas par ses concepts propres que nous pouvons parler de la sociologie de la traduction (Callon et Latour)... Ne trouvons nous pas des concepts spécifiques dans l'approche proposée par Thévenot et Boltanski ? On distingue ainsi des courants en sociologie selon leurs orientations épistémologiques spécifiques, qui proposent des concepts spécifiques, qui permettent d'éclairer de manière spécifique toute pratique sociale. Et je pense que c'est la même chose en Sciences de l'Information et de la Communication, on n'éclaire pas uniquement les phénomènes communicationnels... En cela, je ne suis pas d'accord non plus avec ce que vient de dire Christian... les SIC, selon moi, se définissent surtout par un point de vue théorique propre qui « éclaire » du point de vue communicationnel toute pratique sociale, tout phénomène, que ce soit du sport etc... C'est par des concepts propres, ou encore par l'articulation spécifique de concepts (interdiscipline) que l'on peut/devrait définir notre discipline. Donc il n'y a pas de Sciences de l'Information et de la Communication du sport, il n'y a pas de Sciences de l'Information et de la Communication de la santé ou de je ne sais pas quoi. Il y a de la communication organisationnelle du sport, de la communication organisationnelle de la santé, comme il y a de la médiologie du sport, de la médiologie de la santé, comme il y a de la sociolinguistique du sport, de la santé etc. C'est quand même plutôt du côté des concepts ou des méthodes d'analyse du réel -quelle que soit la nature du réel, dont la nature va changer dans la construction sociale du réel selon des concepts spécifiques- que l'on trouve ce qui spécifie notre discipline (comme toute discipline)... c'est plutôt de ce côté là que l'on trouve les critères d'une typologie pertinente...

Philippe Bonfils

C'est une question fondamentale que soulève Bertrand et qui ne pourra malheureusement pas être traitée en 1h30 au regard des enjeux que cela soulève.

Sarah Cordonnier

Je voulais revenir sur la spécialisation qui est décrite par Diana Crane dans son livre sur les collègues invisibles (1972) ou en fait, elle dit, tout domaines de recherche, il y a d'abord les précurseurs, puis ensuite le tout-venant avec tout le monde qui fait ça, puis ensuite ça se défait à cause d'une surspécialisation. (Précisons qu'elle parle de « domaines de recherche » et non de « discipline », ce qui n'est pas exactement la même chose). Et c'est là où c'est intéressant de penser nos activités effectives. Par rapport à ma pratique, et ce que je peux observer autour de moi, nous sommes pris dans une suractivité. C'est un problème, mais cela fait aussi que l'on évite aussi une surspécialisation qui deviendrait appauvrissante. Et par rapport à ce que demandait Patrice, peut-on réfléchir à des fondements méthodologiques communs : je voudrais juste insister sur le fait que les autres disciplines ne se demandent pas ça. Et aucune discipline n'est dans la cohérence avec des objets, théories ou méthodes sont partagées par tous les membres de la discipline. D'ailleurs Fabiani a écrit un texte formidable sur la notion de discipline (2006) où il traite les Sciences de l'Information et de la Communication de manière abominable, mais sachons faire la part des choses, il montre de manière très pertinente comment les disciplines sont non cohérentes, non organisées, et c'est comme ça. Nous on se demande beaucoup ce qui nous rapproche mais j'aurais tendance à dire qu'on s'en fiche.

Arnaud Mercier

Je voudrais juste te répondre Bertrand, par rapport à ce que tu dis. Je ne vois pas massivement les collègues se présenter comme élément identitaire, comme étant d'abord porteurs d'une épistémologie particulière, ce n'est pas ça. C'est vrai que ça je l'ai vu en Sciences Politique, on est de l'école bourdieusienne, par exemple, là oui, mais je trouve que c'est beaucoup moins présent en Sciences de l'Information et de la Communication. Pourquoi ? Car, c'est ce que je disais tout à l'heure, on ancre souvent nos travaux par une entrée terrains et objets, et c'est ainsi qu'on se définit. Cela ne me pose pas de problème. Et pour éviter toute mésinterprétation de mon propos, je ne suis pas en train de dire que nous sommes tombés dans une dérive omniprésente, j'alerte sur l'existence d'un danger. Il y a un risque de tomber dans une sous-spécialisation, qui peut aboutir à la microscopisation. Je me suis senti utile de dire ici, soyons en conscients, ce risque existe à partir du moment où on fonctionne comme ça et qu'on peut perdre de vue précisément ce que tu dis, ce que j'ai appelé la montée en généralité. Une contribution intellectuelle ne doit pas seulement faire la description/analyse d'un terrain particulier, mais apporter une contribution à une réflexion conceptuelle, notionnelle, épistémologique. D'ailleurs un des autres risques si tu pars d'une approche par l'objet, et ça arrive dans certaines thèses, finalement l'auteur fait preuve d'un grand œcuménisme, convoquant plein de noms et de concepts qui en réalité

sont difficilement compatibles les uns avec les autres, tant leurs épistémologies diffèrent, mais il vient les prendre de manière opportuniste.

Bernard Miège

Ce débat est intéressant, non pas seulement par les informations factuelles que vous apportez sur ce qui se passe actuellement, mais je dirais qu'il a déjà traversé notre discipline. Parce que notre discipline ayant une origine interdisciplinaire, ce qu'il faut savoir c'est qu'au départ, de divers côtés, il y a eu la tentation de trouver la théorie structurante qui permette d'éclairer, l'ensemble des questions et ça a été un échec; et c'est seulement à partir du milieu des années 90 et des réflexions que la commission présidée par Robert Boure a produites, c'est seulement à partir de ce moment, qu'on est descendus d'un étage et en fait, tout le monde plus ou moins a choisi de s'intéresser à des questions de médiations, de médiations par les techniques et pas seulement interpersonnelles, qu'au sein de la discipline, les gens ont pu se parler. Donc oui il y a toujours la tendance récurrente de trouver la théorie fondatrice, mais moi je ne l'ai pas rencontrée, pourtant j'ai traversé pratiquement toute cette période.

Philippe Bonfils

Je rappelle que l'ambition de cette table ronde n'était pas de résumer les concepts clés qui nous structurent mais de faire un état des lieux. Ce sera intéressant de voir dans la synthèse à venir comment problématiser cette discussion très riche. Merci à tous les 3 pour vos interventions.

L'INTERDISCIPLINARITÉ (ENCORE) EN QUESTION ?

Animation : Christian Le Moëne

Etienne Armand Amato

Université Gustave Eiffel, laboratoire DICEN-IDF

Karl Pineau*, Delphine Saurier, Marie-Julie Catoir-Brisson****

*École de design Nantes Atlantique

** Audencia Nantes

Nathalie Pinède*, Geneviève Vidal**

*Université Bordeaux Montaigne

**Université Sorbonne Paris Nord

Biographies des intervenant.e.s

Étienne Armand AMATO est maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Gustave Eiffel (Dpt GEA de l'IUT site de Meaux et à l'IFIS) et membre du laboratoire DICEN-IDF basé au CNAM. Spécialiste en audiovisuel interactif et des avatars, il a co-fondé l'OMNSH, et conseille l'IHEST depuis 2013.

Marie-Julie CATOIR-BRISSON est professeure associée au département Communication, culture et langues d'Audencia Nantes, et membre associée aux laboratoires MICA (Université Bordeaux Montaigne) et PROJEKT (Université de Nîmes). Elle s'intéresse aux liens entre communication et design à partir d'une approche ancrée dans la sémiotique, les études médiatiques et l'anthropologie de la communication.

Karl PINEAU est enseignant-chercheur à L'École de design Nantes Atlantique, directeur du Media Design Lab de cette école, et membre associé du laboratoire Costech (Université de Technologie de Compiègne). Il s'intéresse à la sociologie des designers numériques, à travers leurs formations professionnelles et leurs postures critiques. Son travail à L'École de design se focalise sur l'apport du design aux médiations numériques et journalistiques.

Nathalie PINÈDE est professeure des universités en SIC à l'université Bordeaux Montaigne. Elle co-dirige l'axe E3D (Études digitales, des données aux dispositifs) du laboratoire MICA. Ses recherches portent sur l'analyse des dispositifs anthropo/socio-techniques selon trois dimensions : stratégies, artefacts et usages.

Delphine SAURIER est enseignante-chercheure au Département communication, cultures et langues d'Audencia Nantes et membre associé au Gripic (Celsa, Sorbonne Université). Elle développe des approches en collaboration dans une perspective interdisciplinaire, afin de saisir les savoirs et les représentations dans la façon dont ils circulent « dans et hors les murs » des structures culturelles.

Geneviève VIDAL est professeure des universités en Sciences de l'Information et de la Communication, au LabSIC, Université Sorbonne Paris Nord. Elle est responsable du Master innovations en communication et sa thématique de recherche porte sur les enjeux socio-politiques des usages numériques.

L'interdisciplinarité (encore) en question ?

Table ronde 2

Christian le Moëne

La crise de fondement et de légitimité que traversent les sciences humaines et sociales, dont la crise des postures critiques est une dimension majeure en France, n'épargne évidemment pas les SIC. Les questionnements sur leur « scientificité » sont devenus une vulgate, quand ce n'est pas un fond de commerce à prétention « épistémologique », concernant l'improbable « démarcation » entre science et non science, science et idéologie, science et métaphysique, science et expertise, etc... Beaucoup de chercheurs en sciences de l'information-communication déclarent même ostensiblement que celles-ci n'existent pas comme disciplines autonomes, et qu'elles ne se distinguent en rien épistémologiquement soit de la sociologie (des techniques, des usages), soit des sciences politiques, des sciences du langage ou, le plus souvent, de la disciplines « d'origine » ou de référence de ces chercheurs. Les sciences de l'information-communication n'auraient ainsi aucune légitimité épistémologique mais seulement une légitimité administrative, résultant de la capacité de certains acteurs et de certains réseaux à en avoir obtenu et à en maintenir la reconnaissance qui serait, dès lors, uniquement institutionnelle. Une approche plus pragmatique et prudente permettrait de constater que la démarcation n'est pas un absolu mais un processus de co-construction et de test des conceptions, hypothèses, théories, à travers un débat public qui pourrait, il est vrai, être amélioré et approfondi, et mené sans concession pour explorer les désaccords qui ne sont pas des divergences idéologiques mais des éléments positifs majeurs de la construction commune des savoirs.

Ces questions, souvent embrouillées, doivent être examinées à nouveau frais, pour constater notamment que le problème des SIC n'est pas tant dans leur « scientificité » que dans la capacité de ceux qui développent les recherches, conceptualisations, hypothèses, à valoriser banalement leur activité scientifique, au regard des débats menés et des résultats obtenus dans les avancées conceptuelles comme dans les descriptions, modélisations et conjectures. On peut en effet se demander si la négation des SIC ne résulte pas d'une vision naïvement dogmatique ou idéaliste de ce que devrait être une discipline scientifique, conception qui empêche de prendre une vue d'ensemble suffisante pour apercevoir la cohérence des recherches et des résultats obtenus depuis

plus de quarante ans par les travaux et les perspectives extrêmement variés qui caractérisent l'acquis scientifique majeur de cette discipline. Encore faudrait-il que les chercheurs en SIC se lisent entre eux, acceptent la critique et débattent véritablement sans concession sur leurs textes, dans un esprit positif. Ce n'est pas encore suffisamment le cas, mais les débats sur les fondements permettent peut-être d'adopter des points de vue plus réalistes et pragmatiques.

Ceci a bien entendu été, au fond, le questionnement central de préparation de cette table ronde - comme de ces assises - et nous avons choisi de l'exprimer, pour cette table ronde, en une question qui peut paraître provocante : existe-t-il vraiment, réellement, des Sciences de l'Information et de la Communication ? C'est une question qui peut se justifier de différentes façons : si on se nomme Sciences de l'Information - Communication, ce n'est pas ce qui est écrit sur la liste des disciplines scientifiques du Ministère où nous sommes seulement appelés « Information-communication » et où il y a par ailleurs des « Sciences de l'information et des bibliothèques », entre autres. Ensuite, les Sciences de l'Information-Communication se sont définies à l'origine comme une inter-discipline, ce qui correspondait au fait que les fondateurs, comme les premiers à rejoindre cette nouvelle section du CNU, venaient de différents horizons disciplinaires. 50 ans plus tard, sommes-nous toujours une « inter-discipline » et qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Ça veut peut-être dire : sans fond épistémologique commun susceptible d'être discuté et développé et sans références communes, ni objets communs ? Sans parler d'une théorie générale dont il a été abondamment souligné, depuis Robert Escarpit, qu'elle est impossible et illusoire, mais avec au minimum un certain nombre de références épistémologiques communes, ce qui semblait être la caractéristique du projet initial ?

Donc le débat suppose qu'on définisse un peu ce que peut être une discipline scientifique comme la nôtre. Une discipline scientifique ça a d'abord une reconnaissance institutionnelle, bureaucratique et administrative, qui n'est jamais posée de façon définitive. Notre collègue président du CNU disait tout à l'heure qu'il y avait, dans la tendance à réduire de plus en plus les objets et sujets de recherches vers des micro-niveaux ou micro-situations, un risque d'éparpillement et d'éclatement de la discipline. C'est là un risque réel évidemment. Mais il y a pour toute discipline, dès lors qu'elle n'est pas capable de démontrer qu'elle a une espèce de socle de projet commun, le risque qu'elle se disloque purement et simplement. Après tout, la communication organisationnelle est, au Québec et en Amérique du nord, une discipline autonome administrativement, différente et séparée des disciplines qui ont pour champ de recherches les différentes dimensions de l'information et des médias. Ça semble d'ailleurs le cas un peu partout en Europe. Donc la question d'une certaine unité disciplinaire est une

question qui se pose à nous. Sachant que par ailleurs également, toutes les disciplines scientifiques sont subdivisées en domaines, champs, objets. Les sciences de la Terre, par exemple, comme la sociologie, dont on prenait très justement l'exemple tout à l'heure, sont constituées d'une multiplicité de champs de recherches, de problématiques, de questionnements, mais ce n'est pas pour cela que ces disciplines se disloquent, au contraire. Elles ne se disloquent pas dans la mesure où il y a précisément un projet commun qui est de construire des savoirs sur des pratiques, des dispositifs et des processus naturels ou sociaux. Ces savoirs, inévitablement perfectibles, sont constitués par un constant travail de définitions, d'hypothèses et de conjectures, et de méthodes qui permettent de structurer le champ scientifique et la discipline considérée.

Ainsi, une discipline n'est pas un état posé et administrativement délimité, mais un processus vivant que ne recouvrent pas forcément les délimitations épistémologiques validées, qui peuvent être extrêmement diverses. Actuellement je ne sais pas quelles sont les délimitations épistémologiques qui caractérisent les grands domaines de recherches de notre discipline tels que récemment inventoriés par la CP dirsic, car les délimitations concernent les objets de recherches et ça demande sûrement à être clarifié. Peut-être faudrait-il rappeler et valoriser ce que sont les grandes définitions fondamentales ou les grands domaines de définition qui caractérisent notre discipline. Ça permettrait de délimiter une cohérence du champ de recherche, et de discuter les différences, en particulier entre domaines, comme on en a parlé tout à l'heure. Il faudrait d'ailleurs clarifier les notions : domaines, champs, objets, programmes, conjectures etc. On me dit qu'il y a des « approches communicationnelles » qui feraient une espèce d'unité. Je vois ça effectivement en tête d'un nombre considérable de papiers, soit des articles, soit des thèses, soit des bouquins, qui utilisent l'expression, sans expliciter le plus souvent ce qu'ils entendent par-là. Cette référence fonctionne donc comme un signal d'appartenance revendiquée, puisque le CNU écrit sur son site qu'il y a des « approches communicationnelles » qui définissent l'appartenance à la discipline, sans définir non plus ce que le CNU entend par là. Convenons donc qu'il ne s'agit pas d'une « approche », mais d'une hypothèse ou d'une conjecture : considérer que l'information et la communication, jouent un rôle dans les pratiques sociales individuelles et collectives qui permettent de structurer et de faire évoluer les formes sociales. Et ensuite, on mobilise des « approches » : empiristes, constructivistes, positivistes, pragmatiques, ou sociologiques, psychosociologiques ou sociolinguistiques...

Bref, il y a une clarification épistémologique qui me semble extrêmement importante. Ce qui caractérise les Sciences humaines et sociales dans leur ensemble, et c'est une caractéristique qui les rapproche sans doute aussi des sciences de la nature, c'est qu'elles ont une façon de travailler commune qui

consiste à chaque fois à définir leurs concepts, c'est-à-dire que dans tout texte, dans tout article, dans toute approche d'un objet quelconque, on doit dire ce qu'on entend par information et communication.

Il faudrait par exemple clarifier à chaque fois cette notion confuse et fourre-tout de « communication » en refusant de la réduire à la notion de « relation » ce qui pourrait poser problème, par rapport aux psychologues ou aux sociologues. Et considérer peut-être qu'il s'agit d'un ensemble de pratiques sociales et de conceptualisations qui visent à agir sur les imaginaires sociaux, à créer des dispositifs de manipulation etc. Il faudrait aussi clarifier ce paradoxe de l'abandon de la notion d'information, alors que les pratiques et dispositifs d'information se sont développés massivement.

Voilà quelques questions rapidement brossées que nous suggérons de traiter à partir de cette interrogation sur la notion d'inter-discipline. Je vais donner la parole maintenant à Nathalie Pinède de l'université Bordeaux Montaigne et Geneviève Vidal de Sorbonne Paris Nord qui vont nous dire d'abord pourquoi il faut arrêter cette caractérisation et se recentrer sur une discipline. Je donnerai ensuite la parole à Karl Pineau de l'école de design de Nantes et à Delphine Saurier d'Audencia Nantes qui eux pensent qu'il faut conserver la notion d'interdiscipline jusqu'à un certain point parce qu'elle a une certaine richesse, et enfin je donnerai la parole à Etienne Armand Amato qui considère, pour le résumer en deux mots, qu'il faut sortir par le haut de cette situation.

Nathalie Pinède

Bonjour à toutes et tous, effectivement, Geneviève Vidal et moi-même avons tendance à penser que le fait de poser les Sciences de l'Information et de la Communication comme étant une interdiscipline n'est pas sans risques et sans poser question aujourd'hui. Je pense, comme beaucoup, que nous sommes arrivés à une forme de maturité des Sciences de l'Information et de la Communication, il y a une légitimité institutionnelle, un vrai dynamisme de la recherche et de la formation. Pour donner un exemple de cette légitimité institutionnelle, qu'Arnaud Mercier aurait pu évoquer aussi, c'est que par exemple on est passés de 48 membres de la section CNU à 72 en 2019, donc c'est quand même un signe de la taille et de la force de cette discipline. Quand on parle discipline, on a des écrits nombreux sur la discipline comme ceux de Dominique Vinck qui renvoient aussi au métier de chercheur, à ce que l'on fait avec cette matière scientifique et je pense qu'il y aura aussi un débat intéressant, car peut être qu'il y a aussi des confusions que l'on fait parfois entre discipline et science. Donc si je reviens sur la question de l'interdiscipline, je trouve qu'il y a certains risques à continuer à poser cette revendication-là, de cette façon-là : le contexte n'est plus du tout le même qu'au moment de la fondation des Sciences de l'Information et de la Communication où cette posture de l'interdiscipline et

cette revendication était à la fois originale, stimulante et s'incarnait aussi de façon différente par rapport à des cloisonnements disciplinaires qui étaient là. Cela avait alors vraiment du sens et cela a été l'un des ferments indéniables des Sciences de l'Information et de la Communication. Aujourd'hui, on est dans un contexte où l'interdisciplinarité est devenu aussi un mot-clé, une exigence forte dans les montages de projets, de travaux. Cette collaboration interdisciplinaire n'est pas toujours suivie d'une véritable interdisciplinarité et pose de nombreuses questions en matière de publications. Mais elle s'est vraiment imposée dans le paysage de la recherche. De fait, on peut se demander si se dire interdiscipline aujourd'hui a la même force qu'il y a une cinquantaine d'années. Et d'autre part le fait de se poser comme interdiscipline finalement crée une espère de brouillage sur notre légitimité. Ce que je pense c'est que nous sommes une discipline avec une expérience riche, forte, ancienne de l'interdisciplinarité, cela représente quelque chose qui est différent et c'est selon moi, une force, un atout important dans le dialogue avec autrui, c'est notre essence. Elle est irriguée par les approches conceptuelles multiples que l'on mobilise, par les outils méthodologiques multiples que nous mobilisons aussi, par la capacité à circuler au niveau de notre pensée entre plusieurs niveaux d'échelle. Je pense, je vais peut-être un peu loin, que nous avons une forme de qualité d'écoute par rapport aux autres disciplines qui nous donne une véritable force et que l'on doit revendiquer comme telle, mais que l'on doit aussi à un soi disciplinaire, à un soi scientifique qui est vraiment propre. Et donc, plutôt qu'interdiscipline et là je le mets au débat, en pâture, peut-être qu'aujourd'hui on pourrait parler de « discipline frontière » plutôt que d'interdiscipline, pour faire un parallèle avec le concept d'objet-frontière de Susan Star et James Griesemer. Peut-être que nous sommes plus qu'une interdiscipline, une discipline frontière, et c'est sur ce postulat et cette posture là que nous pouvons peut-être défendre de façon forte le paysage de la recherche aujourd'hui.

Geneviève Vidal

Pour poursuivre en binôme avec Nathalie Pinède, afin de défendre les Sciences de l'Information et de la Communication en tant que discipline, et échanger avec vous, je pointerais le fait que les Sciences de l'Information et de la Communication inspirent en matière d'interdisciplinarité, puisque d'autres disciplines, convaincues ou sous injonction pour des financements et programmes de recherche, adoptent de plus en plus la démarche interdisciplinaire. L'interdisciplinarité est un choix, par exemple une recherche en Esthétique, également revendiquée en Sciences de l'Information et de la Communication.

La maturité des Sciences de l'Information et de la Communication inspirantes permet de saisir l'interdisciplinarité au fondement de l'histoire de cette discipline scientifique, depuis les années 1970. Cette expérience ouvre, avec force, sur des

champs, des appareils théoriques, tout en mobilisant, en mode interdisciplinaire, d'autres disciplines et d'autres champs de recherche. Dès le début de la discipline, le mot désir est d'ailleurs employé pour désigner un désir de travailler en interdisciplinarité ; ce désir n'appartient plus seulement aux Sciences de l'Information et de la Communication.

Je prendrais, pour terminer, le cas de la démultiplication des Studies, au sein de notre discipline : *cultural studies*, *gender studies*, plus récemment *internet studies*, *plateformes studies*... Ces travaux connaissent une certaine reconnaissance pour leur contribution critique et militante, car le courant des *studies* s'attache à des objets, entre autres informationnels et communicationnels. En mettant en perspective la façon de penser les Sciences de l'Information et de la Communication, non pas en tant qu'interdiscipline, mais en tant que discipline, avec également le développement contemporain et stimulant des *studies*, nous pouvons engager cette réflexion des sciences, technologies et société (STS) dans une diversification (en évitant la fragmentation), que nous pouvons accueillir grâce à la maturité disciplinaire des Sciences de l'Information et de la Communication.

Delphine Saurier

Nous intervenons avec Karl Pineau et notre collègue Marie-Julie Catoir-Brisson - qui n'est pas présente mais qui a participé à la préparation en amont - pour faire part de nos réflexions et de nos interrogations sur nos expériences de co-présence disciplinaire. Ce qui nous intéresse c'est de regarder la façon dont nous sommes en co-présence disciplinaire en raison de la spécificité de nos structures d'accueil, d'observer ce que cela permet -ou pas- en termes de développements interdisciplinaires, et enfin de nous interroger sur ce que notre présence dans ces marges de notre propre discipline lui apporte. Pour être plus précise dans mon propos : pourquoi nous sommes-nous rencontrés pour faire une proposition à 3 voix ? Nous venons tous les trois du territoire Nantais, qui est un territoire bouillonnant en termes de rencontres, d'initiatives, de réflexions, d'objets et qui attire l'attention des chercheurs, quelles que soient les disciplines concernées, sensibles aux approches par le terrain. Néanmoins, ce territoire est peu pourvu en chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication et les formations en Sciences de l'Information et de la Communication sont plutôt assurées par des écoles et des structures soit privées soit associatives. Approches par le terrain et inscriptions dans des écoles de design et de management : ce sont deux raisons qui expliquent notre rapprochement et nos échanges réguliers. Des situations qui engagent aussi quasi-mécaniquement à l'interdisciplinarité. Marie Julie et moi sommes à SciencesCom qui est une école de communication au sein de l'école de management Audencia : il s'agit d'une situation de coprésence disciplinaire. Pour prendre un exemple concret, dans les

rayonnages de la médiathèque de SciencesCom le marketing occupe une ligne dans l'ensemble des ouvrages consacrés à l'information et à la communication ; tandis qu'à la médiathèque d'Audencia, la communication est une toute petite ligne sous le marketing. J'ajoute que cette co-présence, pour nous inscrites en SIC, se fait par la fréquentation d'une discipline, les Sciences de gestion, elle-même inquiétée par la fréquentation d'autres disciplines et en construction ou en réassurance par rapport à ce qu'elle est. C'est cette co-présence de disciplines différentes dans le temps qui peut permettre à la fois des rencontres interdisciplinaires et une réflexion différente sur la dimension communicationnelle qui a déjà été évoquée. Vivre professionnellement dans ce type d'école, c'est vivre dans les marges institutionnelles : nous y sommes inquiétés par notre propre structure d'accueil d'une part et par notre communauté scientifique d'autre part, nous mettant en situation de doute, de questionnement, de revalidation de notre place et de re-narration de ce que nous sommes et de ce que nous apportons au sein des SIC. Ce travail réflexif impose un travail épistémologique de fond qui n'est pas de même nature que celui entrepris au cœur de l'institution universitaire.

Karl Pineau

Pour prendre la suite de Delphine et peut-être pour le redire dès le départ, il se trouve que la proposition qu'on a formulée au départ se posait plutôt dans une perspective d'interrogation, c'est-à-dire qu'on ne va pas forcément avoir de réponses aux questions qu'on apporte, il se trouve que les modalités de table ronde nous positionnent plus dans une plus assertive qu'interrogative, mais c'est bien d'une interrogation qu'on parle. Donc moi je suis également enseignant-chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication dans une école de design, une école de design qui est également une école privée, où il y a à peu près 1200 étudiants et 400 enseignants mais on est 4 enseignants-chercheurs à temps plein, et des 4 je suis le seul en Sciences de l'Information et de la Communication, mes collègues étant principalement en esthétique, informatique et urbanisme. Et donc la question qui nous animait à la base est effectivement : qu'est-ce que ça produit pour des chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication que de se retrouver dans des contextes comme celui-ci, c'est-à-dire des contextes où finalement on est isolés de cette discipline et où on est au contact au quotidien de personnes d'autres disciplines avec d'autres méthodologies de travail, mais qui parfois se recoupent finalement pas mal avec ce que nous on peut faire au sein des Sciences de l'Information et de la Communication. Et ça c'est le cas pour le monde de design, puisqu'on a un monde de certaines méthodologies, d'objets qui sont assez proches de ceux qu'on peut développer en Sciences de l'Information et de la Communication et pour prendre un exemple assez simple la question du dispositif et quelque chose qui est constamment questionné par à la fois les praticiens, mais aussi les

chercheurs en design que ce soit dans le design de la scénographie ou le design du numérique et finalement cette question qu'on amène en Sciences de l'Information et de la Communication, quand je suis arrivé dans ce contexte pour la première fois de ma courte carrière puisque je ne suis enseignant-chercheur que depuis 2 ans, j'étais isolé parmi des chercheurs d'autres disciplines ou des professionnels d'autres disciplines. Et comme on n'est pas dans un dispositif, on pourrait essayer de faire parler des personnes qui ont un même vécu que nous et essayer de se dire quelles pourraient être les spécificités qui me concernent dans une école de design pour essayer peut-être de tangibiliser ce que ça produit sur moi, mais c'est d'avoir aussi vos retours de savoir s'il y en a parmi vous des collègues qui vivent des situations similaires aux nôtres et si vous partagez ou vous ne partagez pas ce point de vue-là. Ce dont j'ai l'impression et qui me semble assez frappant dans l'évolution de mes pratiques de recherche pour le dire en 2 ou 3 éléments. Le premier c'est l'importance j'ai acquise et qui est systématique dans l'école du projet, non pas le projet seulement en tant que projet de recherche et de projet de financement, cette notion de projet elle découle dans toutes les activités de l'école que ce soit en pédagogie, les partenariats avec des institutions publiques, dans les entreprises, que ce soit aussi dans les projets de recherche. La notion de projet est systématisée partout et en fait c'est un mode de pensée, qui fait d'on se déporte d'une pure posture analytique pour entrer systématiquement dans une posture d'action, presque de recherche-action ou on va chercher à produire des résultats sur son terrain plus qu'à être simplement dans une posture d'analyse, ça c'est un effet qui me semble assez important en tout cas que je n'avais pas avant d'être dans une école de design, qui ressort assez fortement de celle-ci. Et puis le deuxième point c'est presque la posture de conseil qu'on finit par adopter quand on est un chercheur isolé - on vient nous chercher sur l'ensemble de notre discipline, donc finalement, on me demande de parler aussi bien de médiation, que de documentation, ou de l'ensemble des champs qui peuvent être ceux des Sciences de l'Information et de la Communication, on me demande de me positionner sur l'ensemble dans une perspective de conseil aux autres disciplines, pour les aider à amener des résultats de recherche ou industriels sur les projets que l'on est en train de mener. Voilà un petit peu ce qui me semble être une piste de ce qui concerne des chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication, dans des situations isolées et qui sont influencés par les terrains qui sont els leurs.

Christian le Moëne

Merci donc je passe la parole à Etienne Armand Amato de l'université Gustave Eiffel.

Etienne Armand Amato

Merci beaucoup Christian. La proposition initiale qui me fait venir à vous s'intitule dans sa version longue : « vers une science de l'information-communication unifiée et mieux identifiée : après tant d'emprunts, quels contre-dons scientifiques fournir aux autres SHS ? » Il s'agit de proposer ici une approche qui passerait en quelque sorte par l'extérieur, donc par l'altérité disciplinaire externe, en assumant de possibles frictions avec d'autres disciplines structurées, avant nous. Cette démarche pourrait peut-être nous permettre de mieux nous faire entendre, de mieux nous faire comprendre, pour changer d'une habitude que nous avons - certes très riche - de réflexion identitaire : « *qui sommes-nous ? Où allons-nous ?* » « *Dans quel état j'erre* »... et toutes autres choses utiles à la définition de notre activité. Formuler autrement et avec un peu d'humour, comme tu disais « inspirants », on pourrait estimer qu'on a beaucoup « aspiré », suffisamment pour être inspirants à notre tour, auprès des autres, pour faire restitution, entre appropriation, réappropriation. Nous avons été et sommes traversés par les nombreux paradigmes existant en SHS, que ce soit le paradigme structuraliste qui a encore des effets, la phénoménologie, le constructionnisme, ou un certain déconstructionnisme pourrait-on dire aujourd'hui, bref, les paradigmes sont nombreux dans notre discipline. Or, les Sciences de l'info-communication jouent un rôle qui n'a pas été trop mentionné jusqu'à présent : un rôle d'agilité sociale et scientifique. Etant donné que nous sommes souvent confrontés à une forte demande sociale et politique pour aider à faire face aux mutations des technologies de la communication, nous sommes régulièrement amenés à produire des travaux au sein desquels nous jouons une fonction « carrefour ». Tout à l'heure, vous parliez de discipline-frontière, moi je verrai plutôt davantage la question de la discipline « carrefour, passerelle et clé de voûte ». Parler de clé de voûte peut paraître prétentieux, comme si cela tenait à nous de favoriser une certaine pluridisciplinarité, donc laissons cela en arrière-plan. A tout le moins, nous serions donc carrefour et passerelle, parce que très souvent nous sommes amenés à articuler ou à pouvoir adresser et prendre en charge - comme tu viens de le dire Karl - des démarches disciplinaires, des méthodologies variées et que nous sommes un peu une sorte de tiers-lieu, ou de tiers-espace de pensée qui permet de restituer chacun à lui-même et de nous constituer comme point de réflexivité pour les autres disciplines, en extranéité. Ça c'est extrêmement riche, très reconnu et dans beaucoup de programmes de recherche, ça se déploie. Bien qu'il ne s'agisse pas d'imaginer ou de postuler un paradigme commun, puisqu'il y en a plusieurs, il faudrait peut-être rappeler que nous sommes une discipline en « -tion », au même titre que les sciences de l'éducation, sciences de gestion, Sciences de l'Information et de la Communication -« -tion » signifie que nous sommes une « science orientée processus ». Ceci correspond à une histoire des idées quand même, ce n'est pas arrivé à un moment où la physique était le modèle des SHS, ni même la

métaphore. Notre affirmation épistémologique s'avère plutôt proche de la complexité, des approches biologiques, écologiques, systémiques, post-cybernétiques. C'est assez important de le positionner, ne serait-ce que dans le dialogue avec d'autres disciplines qui ont d'autres héritages, avec d'autres métaphores qui ont pu les instituer, par exemple la recherche de lois, pour la sociologie qui avait comme base la physique à l'époque de son avènement. Alors quelques idées pour terminer, parce que je ne veux pas être trop long.

Dans un contexte de spécialisation croissante, on reste toujours le spécialiste et le généraliste de quelqu'un d'autre, pourrait-on dire. Toutefois, il me semble qu'il y a une exigence qui est attendue de nous : c'est d'avoir une assez grande culture générale scientifique, y compris du côté des sciences exactes, pour justement dépasser les approches « objets » et mettre l'accent sur les processus et leur multi-dimensionnalité. Petite anecdote, j'ai co-fondé l'Observatoire des Mondes Numériques en Sciences Humaines avec des doctorants, dans une logique para-universitaire pour y associer bien des disciplines. Et on se demandait tous quels étaient nos objets - du coup les jeux vidéo, vous connaissez Sébastien Genvo, Fanny Georges, Alexis Blanchet, Vincianne Zaban, etc. Bref, on était déjà à nous demander qui sommes-nous les uns par rapport aux autres, et ça a été extrêmement structurant. De même, je saisis mieux mon identité de chercheur en collaborant depuis 10 ans à l'IHEST, l'Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie, qui dépend du ministère. Je m'y sens bien à participer au dialogue avec une kyrielle de sciences, y compris exactes, pour débattre sur des questions très complexes et controversées, comme celles qui nous attendent pour l'écologie - dont on a souligné le manque - ou, encore sur les nouvelles gouvernances ou sur l'intégration des approches académiques, sur les interculturalités ou sur les rapports de force socio-technique. Cela confirmerait que les Sciences de l'Information et de la Communication, sont attendues et sont légitimes pour offrir plusieurs méthodes et plusieurs concepts qui me semblent encore insuffisamment avancés. Cela nous amène à la transdisciplinarité, trans c'est transversalité, parmi le pluri, l'inter... Tout ça communique ensemble et entre les *genders studies* et l'approche que l'on rencontre ces dernières années avec les Sciences de l'Information et de la Communication, on pourrait parler du rapport entre les *studies* et les sciences. Le point principal qui nous singularise à mon avis, c'est le rapport aux techniques. Bon les NTIC, je pense que dès le départ, si on prend Abraham Moles qui était électrotechnicien, quand on prend l'approche anthropotechnique qui s'est développée, il y a tout lieu de penser que dans ce rapport aux autres SHS qui fait spécification et altérité, nous avons une capacité particulière à penser la technique, que nous pourrions offrir aussi en retour une autre approche de la question technologique et donc technoscientifique, puisque les technologies sont aussi le fruit d'autres approches scientifiques exactes, et notre fabrication. Et j'en termine là en vous remerciant.

Christian le Moëne

Dans le fond, vous êtes les uns et les autres partisans d'une délimitation forte de la discipline si je comprends bien ? En proposant d'être des ponts, des passerelles, des médiations, etc. vis-à-vis d'autres disciplines justement. Et donc selon vous, qu'est ce qui a de commun entre vous finalement, à part ça ? Parce que là on est sur le design, le design, le projet...

Etienne Armand Amato

Que le design soit advenu justement dans notre discipline s'avère très intéressant. Cela renseigne sur cette capacité d'incorporation d'un champ émergent. En effet, les Sciences de l'Information et de la Communication ont beaucoup participé à l'institutionnalisation du design, ce qui peut aider à mieux nous comprendre. Au-delà du centrage sur le processus et d'une certaine posture qui résiste à l'ontologisation (comme par exemple la sociologie qui naturalise la société, bien que cette dernière reste un processus), ce qui nous rassemble peut-être selon moi, c'est la question de la différence et de l'écart, à travers l'information. Autrement dit, comment d'un côté faisons-nous pour mettre en commun, mettre en partage les écarts et les différences ; et comment de l'autre, traitons-nous la morphose ou les prises de forme dont nous avons besoin pour rendre les choses partageables. Je crois qu'on a une paire de concepts « information » et « communication » très riche (contrairement aux sciences de la gestion ou de l'éducation qui n'ont qu'un seul axe terminologique d'approche). Ce n'est que ma réponse.

Nathalie Pinède

C'est une question compliquée, bien sûr il y a plein de choses qui nous unissent. En repensant à ce qui a été échangé ce matin, on revient un peu au cœur épistémologique des Sciences de l'Information et de la Communication, la question des processus, la question des médiations qui a été abordée précédemment aussi. Et c'est vrai que tu parlais d'écart et j'avais commencé dans mon HDR, à dire que les SIC, c'était la science des médiations et des distances, parce qu'il y a quelque chose qui me semble extrêmement intéressant sur cette question de la distance, et je suis en train d'écrire et de développer cela, mais je pense qu'il y a vraiment quelque chose qui nous unit aussi, cette façon de regarder ces distances, distances sociales, distances à l'objet, aux dispositifs, tout en travaillant le rapprochement et ce qui fait sens au niveau des médiations. J'ai tendance à penser qu'au niveau des Sciences de l'Information et de la Communication, on est au cœur de cela.

Geneviève Vidal

J'ajouterai seulement le fait que ce qui nous rassemble c'est l'information et la communication, c'est-à-dire le carrefour - comme disait Etienne Armand ce qui fait frontière, dans le sens où on est au cœur de ces problématiques.

Delphine Saurier

Je rejoins Armand sur la question de l'écart. J'ajouterais que l'interdisciplinarité permet d'éprouver -dans les écarts qu'elle aménage- la construction de notre propre discipline. Et ces écarts-là se vivent au niveau scientifique bien sûr, mais aussi institutionnel et social.

Christian le Moëne

Juste un point, ce n'est pas un problème, mais si c'est l'écart, c'est une définition en creux et pas en plein. C'est-à-dire que c'est une définition en quelque sorte de ce qui fait l'interface, ce qui n'est pas l'un et l'autre etc. ce qui est une certaine façon de dire que c'est un processus. Les processus sont temporels, ils n'ont pas de dedans et de dehors, ils sont des flux avec des événements, des évolutions, des ruptures, des discontinuités etc. ce qui ne signifie pas qu'ils ne sont pas matériels ou qu'ils n'ont rien à voir avec la matérialité évidemment.

Etienne Armand Amato

L'écart n'enlève pas de la substance à ce qui nous occupe, moi il me semble que le processus - si on le voit comme un phénomène ou comme une activité, a déjà ses propres spatio-temporalités, on pourrait en débattre. Toujours est-il que le point central, c'est que nous sommes à mon avis une discipline intégrative, c'est-à-dire apte à intégrer des résultats et des connaissances qui viennent d'autres disciplines. Pour preuve, c'est d'entendre parler de l'absence de l'ergonomie, étant dans H2PTM et dans d'autres disciplines, et savoir ce qui s'y passe, et puis on est tous conscients des avancées, depuis une dizaine d'années, en neurophysiologie ou en sciences de la cognition, pour ne pas dire en sciences cognitives, en sachant qu'il y a des débats. Mais typiquement, on peut difficilement pratiquer notre métier d'intellectuels de recherches fondamentales ou appliquées sans tenir compte des avancées des autres disciplines. Il y a une vraie substance qui nous est propre. Pour moi, l'écart, ce n'est pas le grand écart et puis il n'y a rien au milieu, on est en train d'intégrer de la connaissance, des résultats, d'où l'enjeu d'identifier notre façon à nous de restituer ces synthèses. Je n'ai pas la réponse : mais comment restituer ce que l'on fait ? Peut-être, il y a une manière dont ça se voit, à travers les néologismes. Je réfléchis beaucoup là-dessus parce que je me rends compte de la manière dont on qualifie les terrains ou les objets qui émergent ou qui n'ont pas encore été beaucoup cartographiés parce que - bon d'accord on peut faire la sociologie du football, mais si on tient compte de FIFA, le jeu vidéo, qui n'est plus si nouveau, et bien, on va sortir plein de néologismes. Donc, on a peut-être cette approche néologiste, mais qui a peut-être ces inconvénients et qu'il faudra voir au niveau théorique et conceptuel, sachant que tout le monde déploie des armatures conceptuelles remarquables ici et ailleurs. Comment est-ce qu'on arrive à labelliser cela, ou en tous cas, à le rendre fédératif sous la bannière Sciences de l'Information et de la Communication ? C'est un vrai sujet, une vraie question.

Échanges avec la salle

Bernard Miège

En fait, cette table-ronde est intéressante parce qu'elle revient à se poser la question, que se serait-il passé si les Sciences de l'Information et de la Communication avaient été institutionnalisées seulement aujourd'hui et pas il y a 50 ans. Autrement dit, incontestablement, les Sciences de l'Information et de la Communication portent en elles la question des médiations technologisées, c'est assurément un point-clé, décisif, et c'est d'une réactualisation qu'il est question dans ce que vous dites. Moi, ce qui m'est apparu fort intéressant c'est qu'on fasse appel à un enseignant chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication dans une école de design, comment l'idée est-elle venue ? École privée j'imagine, comment l'idée est-elle venue ? ce qui est intéressant c'est qu'on fasse appel aux Sciences de l'Information et de la Communication dans une institution qui à mon avis n'avait aucun rapport avec la recherche, peut-être qu'elle en a maintenant : SciencesCom Nantes quand je l'avais connue ça n'avait aucun rapport avec la recherche. Pourquoi, y a-t-il ce rapport aux Sciences de l'Information et de la Communication aujourd'hui, alors ça paraît marginal par rapport à ce qu'on a dit ce matin, marginal en termes quantitatifs d'individus agissants sous couvert des Sciences de l'Information et de la Communication, mais en réalité, non, c'est une interrogation. Et puis ce qui est intéressant c'est que les *studies*, en réalité, sont prises en compte par l'université française en général mais pas institutionnellement ou très secondairement mais effectivement, c'est le rapport qu'il y a avec notre discipline issue d'une interdisciplinarité. Il me semble qu'au début de votre intervention, vous ne prenez pas en compte le fait que l'interdisciplinarité, elle est d'origine, mais il y a effectivement longtemps qu'elle n'est plus mise en avant. Je crois que c'est une question qui nous est posée de l'extérieur mais institutionnellement, elle n'est plus envisagée comme telle et c'est dommage, pénalisant même. Enfin voilà, voilà comment j'interprète cette table-ronde, particulière, parce qu'elle est consécutive à une autre table ronde qui était au cœur de ce que nous sommes aujourd'hui.

Karl Pineau

Pour répondre à la partie sur la recherche et l'école de design, l'objectif des écoles privées dans laquelle moi je travaille, et je pense que c'est un peu la même chose pour Audencia, c'est de s'institutionnaliser et ça passe par le fait d'obtenir les agréments du MESRI, donc, nous on est devenu établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général, ce qui implique qu'on est reconnu par le ministère comme l'équivalent de laboratoire. On est également le premier établissement supérieur de design privé à obtenir un diplôme équivalent au grade de master et ça ça se fait parce que l'école développe un

adossement à la recherche. D'où la volonté de l'école de recruter des enseignants-chercheurs, de mettre en place une formation par le doctorat, d'ailleurs à la fois Delphine et Geneviève sont bien placées pour le savoir parce qu'on développe des thèses avec vous deux. Et donc finalement, il y a une véritable volonté de développement de la recherche dans des écoles comme les nôtres. Alors pourquoi l'info-com, l'école de design a eu la volonté de segmenter ses masters, non pas par métiers de design mais par champs socio-économiques, donc on a un master dédié au *care*, un master dédié à la city, un autre digital un peu plus technique et un master que je dirige qui s'appelle Media Design Lab qui a pour objectif de regrouper tout le champ info-communicationnel précisément, d'où l'idée de recruter un enseignant en info-com et les étudiants qui sont dedans sont des étudiants qui concrètement produisent au quotidien des dispositifs de communication ou des dispositifs de médiations entre les individus ou les projets. Donc ce ne sont pas forcément des analystes, des personnes qui vont analyser la dimension communicationnelle de leurs produits, mais ils produisent des dispositifs.

Delphine Saurier

Je complète pour le cas de SciencesCom qui n'est pas équivalent à celui de l'école de design. SciencesCom que vous avez connue a fusionné avec Audencia. Et cette école de management n'a pas les mêmes enjeux, puisque c'est une école qui est triplement accréditée au niveau international et qui va moins chercher la reconnaissance institutionnelle nationale. En revanche, pour continuer à exister en tant qu'enseignants chercheurs en SIC à l'intérieur de cette école de management, le visa attribué par le MESRI est essentiel : il permet de distinguer SciencesCom des autres écoles en communication au niveau national. Ce matin, il a été question de la [liste des revues en Sciences de l'Information et de la Communication](#): elle a constitué un élément de respiration pour nous car sa légitimité institutionnelle a permis la reconnaissance de nos revues et l'intégration de celles-ci dans la liste des revues en sciences de gestion d'Audencia. C'est une co-présence disciplinaire assurée ici par la matérialité de la liste de revues, pour reprendre l'importance des matérialités que tu évoquais tout à l'heure Christian. Et cette co-présence s'est progressivement transformée en interdisciplinarité qui, personnellement, a favorisé mon ancrage disciplinaire en SIC. Des chercheurs en sciences de gestion se sont intéressés à cette liste amplifiée et nous avons commencé à travailler ensemble sur certains sujets dans la perspective de publication dans les revues des deux disciplines. Si je peux constater que je travaille ainsi les frontières des sciences de l'information communication, celles qui définissent les sciences de gestion sont également transformées par cette rencontre. C'est ce que j'appelle, depuis quelque temps, le travail à la lisière.

Geneviève Vidal

Rapidement, vous parlez de liste, je reviens sur cette liste, l'institutionnalisation, la 71^{ème} section dans la liste est classée pluridisciplinaire. Je me demande - justement parce que les Sciences de l'Information et de la Communication sont institutionnalisées, reconnues - : est ce qu'elles doivent encore apparaître dans ce type de liste ? Et concernant les STS et les *studies*, serait ce un besoin pour la société d'avoir cet ensemble d'études - en cours d'institutionnalisation pour certaines *studies* - qui se déploie par objets et sous-objets notamment techniques, dans une fragmentation d'études permettant de cibler chaque objet de ce champ des STS, mais aussi dans le cadre des Sciences de l'Information et de la Communication?

Christian le Moëne

Est-ce que les « *studies* » et l'arrivée des formes nord-américaines d'organisation informelles de la recherche, ne vont pas complexifier et disloquer encore un peu plus des formes organisationnelles de la recherche en France, formes qui ne sont déjà pas forcément bien définies dans les laboratoires. Si les équipes de recherches valident les possibilités de se structurer en fonction de thématiques d'études, reposant sur des opinions ou sur des hypothèses de travail qui ne débouchent pas forcément sur des programmes de recherches identifiés, fondés sur une approche critique des problématiques, ne contribuons-nous pas à fragiliser les équipes ? Dans quelle mesure en effet est-ce qu'on ne participe pas ainsi de ce grand mouvement qui consiste à faire en sorte qu'il y ait une fusion de l'ensemble des laboratoires et de toutes les disciplines, dans des grands regroupements qui seront ensuite considérées comme les unités de recherches, dans lesquels les disciplines seront amenées à disparaître par mélange etc. Aux Etats Unis, ceci a entraîné la dislocation de beaucoup de secteurs universitaires. Cette tendance est sous-jacente aux projets que l'on voit émerger depuis un certain temps dans les projets de recomposition de la recherche. Donc les questions des « *studies* », des études pour parler français, doivent évidemment être examinées très attentivement. Nous savons tous que les mots sont porteurs d'effets de réalité.

Patrice de la Broise

Sur l'interdisciplinarité, moi je me réjouis que des collègues soient des facilitateurs à l'intérieur d'écoles, d'environnements de formations qui n'étaient pas identifiés comme des lieux où les Sciences de l'Information et de la Communication, cela étant, moi j'aimerais quand même qu'on voit les deux faces de l'interdisciplinarité : il y a la face de l'institutionnalisation - on l'a dit d'ailleurs on parlait - Escarpit parlait d'ailleurs de transdisciplinarité et non pas d'interdisciplinarité, je le rappelle - et puis on a vu qu'il y avait un groupe

pluridisciplinaire ce qui ne dit pas tout à fait l'autonomie ou le statut de cette discipline au regard d'autres. Ça c'est le premier point.

Moi ce qui me trouble surtout, c'est qu'on est un peu pris au piège aujourd'hui de cette interdisciplinarité puisqu'en définitive il y a de nombreux programmes de recherche qui s'en réclament et où les Sciences de l'Information et de la Communication à ce titre n'ont plus qu'un rôle en filaire par rapport à cette interdisciplinarité et souvent, en particulier dans le domaine de la santé, ou par exemple dans d'autres domaines où il est de bon ton de faire appel aux SHS et notamment aux Sciences de l'Information et de la Communication. Il ne faut pas oublier cet écueil-là, me semble-t-il. Et puis, Christian vient de le dire, au nom de l'interdisciplinarité, c'est là où je parle piège, d'écueil possible, un certain nombre d'unités de recherches, et j'en connais dans le nord de la France qui ont été victimes de ça, ont été noyées, purement noyées dans un vaste ensemble disciplinaire, pluridisciplinaire justement, et qui n'a rien à voir avec l'interdisciplinarité qu'on défend.

Etienne Armand Amato

Juste pour réagir, effectivement les risques sont toujours à considérer. Toutefois, on a un argument remarquable, c'est l'argument fractal.

Je m'explique : à l'intérieur de notre discipline, nous nous sommes constitués sur une alliance de plusieurs disciplines qui sont devenues un alliage qui forme les Sciences de l'Information et de la Communication. Nous sommes donc au premier chef habitués à la diversité, comme toutes les disciplines qui s'inspirent et qui articulent les champs de connaissances. Donc, si on va dans un consortium interdisciplinaire, on est fractalement les plus habilités à pouvoir ne pas être de simples commentateurs, ce qui est quand même le risque dans beaucoup de nos travaux ou de rester le facilitateur qui n'a pas l'air d'avoir une vision très profonde de la chose, si j'ai bien compris ton propos. Et le deuxième point rapidement, c'est la différence entre la Science et la recherche, a priori, la science correspond à un ensemble de résultats et de connaissances établis, et la recherche, c'est l'activité d'investigation et d'élucidation. Donc pour moi les *studies* sont dans le registre de la recherche. Ce sont des travaux qui par définition sont des consortiums qui associent plusieurs démarches. Par exemple, au sein des médias *studies* qui pour le coup peuvent être réclamés comme étant de notre champ et qui existent depuis longtemps, il y a des éclairages multidisciplinaires etc. mais nous avons pu les revendiquer et c'est un travail de recherche, d'où le fait qu'il y a ait des travaux comme la communication interpersonnelle en face à face qui ne font plus tellement l'objet de recherche active, quoique, avec la mise à jour des sciences, il faut quand même peut-être remettre les pendules à l'heure. Dernière chose, je disais tout à l'heure discipline intégrative J'ai une idée qui m'est venue, c'est qu'on concilie l'approche

analytique : décomposer les relations et les composants, mais nous sommes aussi très synthétiques, nous sommes aussi attendus comme étant une discipline de synthèse, enfin, c'est une proposition. En gros, on est amenés sous un programme de recherche, une problématique à articuler tous nos apports internes mais aussi d'autres champs et donc finalement, l'approche synthétique nous est propre au sens de ce que ça signifie : recombinaison, reformulation. Elle est une richesse, elle est une plus-value du point de vue de la science aussi des résultats.

Sylvie Leleu-Merviel

Je voudrais rebondir sur la question de Bernard que je trouve très intéressante : si on était institutionnalisés aujourd'hui, où serions-nous ? Je pense qu'on ne serait pas du tout au même endroit. Et ça va nous permettre de rebondir sur l'institutionnalisation parce qu'il y a eu un moment de notre histoire où en effet, on était assez proches de la cognition, il y a même eu l'idée de nous associer au grand réseau des sciences cognitives, des sciences de l'esprit et des comportements. Un autre choix a été fait, on s'est retrouvés dans un groupe de juristes en fait. Et ça, ça pose un énorme problème. La réflexion au départ, c'était de dire : et bien c'est tellement différent entre le droit et nous qu'il n'y en a pas un qui va « bouffer » l'autre, Ok un raisonnement qui se tient ! Mais le problème, c'est que quand on candidate sur des instances qui ne savent pas ce que sont les Sciences de l'Information et de la Communication - pardon mais il en existe encore - on est jugés par des gens qui ne connaissent rien de ce qu'on fait. Je vous donne un exemple : je peux vous confier aujourd'hui que j'ai candidaté sur un ERC, je n'ai pas été lauréate, bon, ça arrive à d'autres, mais j'ai été jugée par des juristes et, à travers les évaluations, c'était tout à fait clair qu'ils n'ont absolument rien compris à ce que je leur ai proposé, mais rien ! Donc, c'est pénalisant, il y a non seulement préjudice, mais en plus si on imagine une interdisciplinarité intégrative, ok super ! mais si on n'est pas une discipline, chacun de ceux qui sont dans le collectif intégré pourront dire : « *non mais eux c'est les secondaires de chez nous en fait* ». Ce qui est un vrai problème. Je peux vous dire aussi qu'à l'IUF, on a quand même eu très peu de Sciences de l'Information et de la Communication et on ne siège pas, on n'a pas de pouvoir de décision, donc ça pose des problèmes.

Christian le Moëne

Ça suppose, selon moi, si je peux me permettre de prolonger ce qui vient d'être dit, qu'on remette à plat un certain nombre de questions que j'ai juste mentionnées tout à l'heure. Comment se fait-il par exemple qu'une partie de nos collègues aient abandonné cette catégorie absolument fondamentale - et de plus en plus fondamentale - d'information ? En particulier tu fais, à un moment donné, référence aux sciences cognitives. Effectivement, Varela, Maturana et

toute une série de courants de ce champ de recherches sont revenus sur cette notion d'information pour la redéfinir et la revendiquer, notamment pour son rôle dans la structuration des formes sociales. Louis Quéré a fait une synthèse de cela dans un texte de la revue Réseaux intitulé « Au juste, qu'est-ce que l'information ? ». Et en communications organisationnelles je propose depuis longtemps de nous réapproprier cette catégorie notamment sous l'appellation d'« in-formation », qui souligne l'articulation constante qui existe entre mise en forme et mise en sens.

Il faut donc réinterroger ce que j'ai pu lire à une époque, où toute une série de collègues disaient de l'information que c'était « du pur technique », simplement de la transmission de signaux etc. Ce qui au demeurant selon moi n'était pas dévalorisant ou n'aurait pas dû l'être. De la même façon, on a intérêt peut être à clarifier ce qu'on entend par communication, notamment en refusant de réduire cette notion à celle de « relation » qui l'annule purement et simplement. Ceci revient à nous interroger constamment sur ce qu'est l'objet des SIC et à travailler cette catégorie d'objet.

Bernard Miege plaide depuis longtemps pour qu'on abandonne l'intitulé « Sciences DE l'information ET DE la communication » pour « Sciences de l'Information (tiret) communication » et je partage son point de vue : il n'y a pas d'information sans communication ni de communication sans information. Mais ça c'est une décision à prendre très rapidement de façon à effectivement lancer au niveau de la SFSIC des campagnes de communication visant à clarifier, vis-à-vis d'autres disciplines, ce que nous sommes et ce que nous revendiquons être dans notre extrême richesse.

Laurent Collet

Juste une remarque à une époque où on se pose la question, et pour rebondir à ce qu'à dit Bernard sur « il y a 50 ans » où la question de l'interdiscipline pouvait se poser tant du point de vue social que cognitif : faut-il qu'aujourd'hui continuer à parler d'interdiscipline ? Ou de discipline inter conceptuelle ? Je ne sais pas si le mot concept convient, je ne sais pas si derrière ce mot on met la théorie, faire dialoguer des théories, des méthodes, des positionnements épistémologiques. D'ailleurs, est ce que ce n'est pas le mot interdisciplinarité qui nous piège aujourd'hui ? Par rapport, justement aux appels à projets qui demandent l'interdisciplinarité ? Je me demande s'il ne faut pas arrêter de parler d'interdiscipline pour nous définir.

Etienne Armand Amato

Il me semble qu'on n'est pas une interdiscipline, on est une discipline. Si on faisait un sondage, on serait probablement une bonne majorité à penser cela, ne serait-ce que pour exister disciplinairement. Cela nous amène à un mot que l'on

a pas du tout utilisé, c'est le mot méthodologie. Parce qu'il y a une particularité des Sciences de l'Information et de la Communication qui me semble être la créativité et l'articulation multiple au niveau méthodologique. Et on voit que dans les travaux qu'on utilise, il y a quand même une grande capacité d'assembler et d'inventer des nouvelles approches, à la fois compréhensives, explicatives, micro-macro, quali-quantitatif et ça c'est, je trouve un élément fort. On pourrait avancer aussi - on n'est pas les seuls à faire de l'inventivité méthodologique, mais c'est un mot qui n'a pas été prononcé et je voulais absolument le faire.

Geneviève Vidal

Je voulais également revenir sur information dans l'intitulé de la discipline, renvoyant également au monde des bibliothèques, avec le champ information - bibliothèques, info-documentation, également les archives. Des docteurs en Sciences de l'Information et de la Communication évoluent dans les bibliothèques, qui doivent maîtriser de plus en plus des technologies de plus en plus sophistiquées dans le cadre de la numérisation de la société. L'intitulé de la discipline, reliant information et communication, a du sens. Et nous travaillons sur cette sophistication ; de l'accès à la diffusion de l'information, en termes aussi de données. Cela rejoint la grande histoire de l'information et communication avec l'informatique, les TIC.

Nathalie Pinède

Je prolonge juste, c'est vrai que je ne suis pas d'accord avec toi (à Christian), on n'a pas abandonné l'information dans les Sciences de l'Information et de la Communication, elle continue à être là, à vivre, avec la question des datas, l'IST, l'URFIST, il y a beaucoup de recherches en information qui sont vives. Par rapport à ce que disait Sylvie Leleu Merviel, je voulais redire que c'est pour cela que c'est d'autant plus important de se poser comme discipline et de le revendiquer haut et fort parce qu'on a toujours cette reconnaissance qui est plus fragile par rapport à d'autres disciplines, plus anciennes, plus posées, à différents niveaux, au niveau des instances d'évaluation, au niveau des universités. Je suis dans une université ALLSHS, où il y a des disciplines plus « nobles » que les Sciences de l'Information et de la Communication. Dernier point, pour rebondir par rapport à Patrice de la Broise, dans l'interdisciplinarité il y a cette négociation des rôles à faire en permanence, et parfois on peut être assujettis ou en tout cas confinés dans un rôle ancillaire, mais le risque n'est pas moindre de notre côté, dans ce rapport qu'on a, cette appétence, ou cet intérêt que l'on porte aux objets technologiques. On a alors parfois le risque de faire subir, par exemple à la discipline informatique, le même rôle ancillaire. C'est donc une négociation, une recherche de la symétrie entre les disciplines qu'il faut construire.

Bernard Miège

Je crois que finalement 'il ne faut pas ontologiser les termes qui nous qualifient et on a tendance à le faire. En mettant ensemble information et communication, sans les articuler, parce que c'était effectivement le cas au départ, l'idée était de mettre dans la même boîte, des activités qui étaient apparemment bien différentes. Des activités de communication d'une part et des activités d'information d'autre part. Or ce qu'on constate c'est qu'elles sont articulées depuis le début et dans les exemples récents qui sont donnés ici, elles le sont toujours, et de plus en plus. En réalité, on est, identiquement dans la situation de l'informatique et des informaticiens qui sont issus des mathématiques et en particulier des mathématiques appliquées et aujourd'hui, pour des raisons qui leur sont propres, pour des raisons liées au mode de fonctionnement des disciplines scientifiques au sens des sciences dures, en réalité personne ne va demander aux informaticiens de justifier qu'ils ne sont pas des mathématiciens appliqués. On est strictement dans la même situation mais c'est moins conscient. J'ai cru comprendre que Geneviève Vidal faisait référence à la classe ex- 7 des disciplines, mais c'était et c'est toujours un classement purement administratif, enfin il n'y a pas d'idée préconçue dans cette classification, c'était et c'est toujours une réunion des disciplines qu'on ne savait pas où positionner. Et ça continue, il n'y a pas l'idée que ce serait autre chose, c'est simplement un positionnement de disciplines ayant émergé à certaines périodes et qui n'entraient pas dans les cadres antérieurs. Tout simplement, il ne faut pas voir plus loin que ce qu'il y a dans cette catégorisation.

Geneviève Vidal

En fait, ça renvoie aux STIC qui se rapprochent des mathématiques, de l'informatique et des sciences de l'ingénieur. D'ailleurs on a fréquemment des étudiants qui viennent vers nous en confondant Sciences de l'Information et de la Communication et STIC.

Lilyana Petrova

Je suis nouvellement recrutée à l'ENSEA, c'est passionnant ces questions-là et ça fait longtemps, que je ne me suis pas confrontée à notre communauté ayant aussi eu un parcours avec des pauses, ce qui est la réalité des collègues. Ce qui fait qu'aujourd'hui on se retrouve avec une réalité des postes de recrutement telle que vous l'avez décrite d'ailleurs aussi, dans des cadres assez hybrides aussi, avec une exigence de repenser au fur et à mesure cette nécessité de l'interdisciplinarité comme une question ouverte et qui je pense devrait rester ouverte. On parle beaucoup de ce qui a été, de ce qu'on doit décider aujourd'hui, mais ce qui m'attache encore aux Sciences de l'Information et de la Communication, c'est cette possibilité à réinterroger au fur et à mesure son appartenance ses liens, ses écarts, l'intégralité des termes utilisés. Si j'avais eu le

choix de choisir entre des disciplines au moment de l'affection et je l'ai eu entre la 72^{ème} épistémologie pour travailler avec mes collègues ingénieurs et la 71^{ème} pour faire partie d'une communauté de pairs et je suis restée en 71^{ème}. La question que je me pose aujourd'hui est qu'est-ce qu'on va désirer demain par rapport à ce rattachement et qu'est-ce que nos collègues qui vont arriver demain vont choisir pour faire partie de ces assises aujourd'hui.

Etienne Armand Amato

Brièvement, sur l'interdisciplinarité, je la vois comme une qualité, une propriété et donc notre capacité disciplinaire à s'interfacer, à collaborer avec d'autres disciplines et tout à fait facile à démontrer, aussi bien dans le champ de l'art que des sciences exactes. Cette capacité va continuer à s'affirmer. Et quant à l'histoire, elle a été jouée, la pensée contrefactuelle est utile si on était en train de se fonder. On est bien installés, juste on est très instrumentalisés par les discours de la modernisation et tout autre chose, et là j'ai l'impression qu'il y a un peu plus de résistance avec les apports à l'anthropologie et que la discipline dans cette pression d'instrumentalisation va devoir avoir des réponses pour se distinguer, parce qu'on est quand même très méta. Et on peut paraître prétentieux à d'autres. Il y a quelque chose à prendre en compte pour tirer de la recherche fondamentale ce rapport de coup don/contre don qui est mon sujet.

Carsten Wilhelm

Merci pour cet échange qui ouvre tant de portes encore et tant de questions sur ces différents aspects. Ce que je retiens, comment peut-on créer ou maintenir - par ce que je pense que ça existe déjà - une communauté SIC qui attire les autres, qui accueille les autres ? Je pense que c'est fondamental. Puis, je redeviens un peu plus terre à terre. Comment peut-on s'organiser sur le terrain ? Quel travail politique est nécessaire pour soutenir ce projet dans les instances, même en local, dans les universités ?

Il y a peut-être une absence dans le programme : c'est l'organisation de ce travail politique. On parle de recherche, on parle d'enseignement, de discipline, d'orientations, c'est très bien et nécessaire, mais toutes les autres disciplines qui maintiennent leur place et se défendent, elles le font aussi par un travail très politique dans les conseils etc. je pense qu'on doit réfléchir à renforcer encore cela aussi ensemble.

Arnaud Mercier

Typiquement, je pense qu'au niveau national, c'est une des fonctions du CNU. Et je pense que depuis des années on a atteint un équilibre qui me paraît correct, qui consiste à dire, il faut faire attention à ne pas accueillir tout le monde sur la base du simple désir de nous rejoindre comme je l'expliquais tout à l'heure, car il y a beaucoup de confusions : je fais du droit de l'internet, donc je vais frapper à

la porte des Sciences de l'Information et de la Communication. Et ce n'est pas caricatural puisque c'est du vécu. Mais il y a effectivement le problème en local, et nous l'avons vu et nous avons dit, nous avons fait des motions et pas seulement l'info-com, les autres disciplines aussi. La disparition des qualifications au niveau PR, fait que nous avons vu arriver, par exemple à cette session, le dossier de quelqu'un qui n'a jamais fait d'info-com de sa vie, mais jamais, et qui, a été recruté sur un poste d'info-com et qui arrive chez nous en disant : maintenant, je viens pour ma promotion... Alors que pour nous c'était hors section. Donc, il y a effectivement comme vous le disiez risque d'instrumentalisation. il faut donc que l'on soit attentifs à la perception que l'on a de nous, en raison de notre revendication : on est une interdiscipline, etc. Ça peut être interprété comme un fourre-tout. En conséquence, il y a un vrai combat politique à mener - je revendique complètement l'adjectif - qui est de faire preuve de vigilance. Cela concerne notamment tout ce qui va être chaires de professeurs juniors, dont les profilages sont par essence plus ciblés, plus appliqués que disciplinaire. Il faut qu'on ait un esprit de responsabilité, tous ensemble, pour que ces postes ne servent pas à introduire des loups dans la bergerie, sous prétexte que grâce à ce dispositif on peut avoir un poste en plus, qu'importe au final le profil disciplinaire et sa compatibilité avec l'Information-Communication. Car on connaît tous des collègues venant d'ailleurs et qui après avoir été recrutés n'ont eu de cesse de critiquer voire même de cracher sur la discipline. Donc effectivement, c'est une fonction politique, je suis bien d'accord. Je pense que la régulation est correcte au CNU et j'inscris cela dans le temps long. On a réussi à créer une jurisprudence correcte, à la fois dans un esprit d'ouverture : on qualifie systématiquement chaque année un certain nombre de candidats qui viennent d'autres disciplines, mais les taux de qualification sont bien moindres et souvent à peu près 2 fois moindres pour ceux qui ne viennent pas d'info-com par rapport à ceux qui viennent d'info-com. Par contre au niveau local, je pense qu'il a quand même des difficultés, il y a des possibilités d'instrumentation, des possibilités de confusion, des possibilités de fourre-tout. Et donc, il faut qu'on fasse attention dans le fait de se revendiquer comme une interdiscipline parce que ça peut donner l'opportunité à certains de se dire, interdiscipline égale confusion donc fenêtre d'opportunité à saisir.

Christian le Moëne

Il y a peut-être quelque chose qui pourrait être amélioré, au niveau local, même si dans certains cas les choses sont correctes. C'est que sur toute définition et intitulé de poste de MCF ou de PR, il soit bien marqué « Sciences de l'Information et de la Communication » et le domaine de spécialité. Ce qui vaut pour les formations aussi, notamment les intitulés des Masters. On est très loin de donner une information claire sur l'appartenance disciplinaire de beaucoup de masters, ce qui est dommage pour les étudiants et pour une claire identification de la richesse de

l'offre de formation et de recherche des Sciences de l'Information-communication. Donc immédiatement il y aurait quelque chose à faire là.

Nathalie Pinède

Pour rebondir un peu sur cette question politique importante au niveau local, ça passe aussi par le fait de s'engager dans les instances locales, le conseil académique a des pouvoirs beaucoup plus importants qui sont redéfinis, par rapport à ceux qui ont été enlevés au CNU. S'il n'y a pas d'enseignants-chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication dans ces instances, effectivement les dossiers des collègues vont être expertisés par des collègues qui ne comprennent rien à l'info-com. Il y a aussi cette responsabilité collective de l'engagement dans des instances qui ont beaucoup plus de poids qu'avant dans la décision.

Philippe Bonfils

Merci Nathalie, car c'était l'objet de mon intervention, mais nous n'avons pas pu positionner ce point dans le programme. Ce point sur les enjeux locaux sera peut-être abordé lors de la table ronde sur les formations demain. Comment stimuler et valoriser des collègues qui font finalement, une forme de sacerdoce de s'inscrire sur des listes, d'être dans les processus électoraux, d'être élus dans les instances, le CAC, le CAC restreint qui est très chronophage. Ces engagements sont indispensables, car beaucoup de décisions se jouent aujourd'hui en local. Or, si l'on associe à cela la disparition de départements info-com, on se retrouve dans des logiques où notre discipline est quasi-invisible dans certains établissements. Il y a là un enjeu qui est stratégique pour la discipline que ce soit au niveau des affectations et des fléchages de postes, des repyramidages très faibles en 71^{ème} section, des avancements de grade ou des RIPEC. C'est une question-clé qui est tellement transverse qu'on ne l'a pas positionnée, mais qui ne doit pas faire l'économie d'une réflexion aboutie pour voir quelle position adopter pour encourager nos collègues à s'engager tout en faisant en sorte de le valoriser suffisamment.

UTILITÉ SOCIALE ET SOCIÉTALE DES RECHERCHES EN SIC : INSTITUTIONS ET PARTENARIATS

Quels dispositifs, quelles attentes et quels effets sur les
dynamiques de recherche ?

Animation : Pauline Escande et Laurie Schmitt

Julia Bonaccorsi

Université Lumière Lyon 2

Laure Bolka-Tabary

Université de Lille

Muriel Lefebvre

l'Université Toulouse Jean Jaurès

Laurent Morillon

Délégué Régional Académique à la Recherche et à l'Innovation pour la Martinique

Eleni Mouratidou

Université Paris Nanterre

Biographies des intervenant.e.s

Laure BOLKA-TABARY est maîtresse de conférences en Sic à l'université de Lille et membre du laboratoire GERiCO dont elle anime l'axe « innovation par l'usage et dispositifs numériques ». Elle coordonne actuellement avec Eric Kergosien un dispositif d'enquête dans le cadre du projet SAPS-Mérlin de l'université de Lille.

Julia BONACCORSI est Professeure des Universités en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Lumière Lyon 2 et membre d'Elico. Au sein de l'Université Lumière Lyon 2, elle est vice-présidente Sciences et société. Elle coordonne le projet LYSiERES pour le site universitaire Lyon-Saint Etienne, projet labellisé Sciences avec et pour la société (SAPS) en 2022 par le MESR.

Muriel LEFÈBVRE est Professeure des Universités en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Toulouse Jean Jaurès et membre du LERASS. Au sein de l'Université Toulouse Jean Jaurès, elle est vice-présidente Science et société. Elle dirige par ailleurs le master « médiations scientifiques, techniques et patrimoniales », qui participe au réseau des masters CMJS (communication, médiation et journalisme scientifique).

Laurent MORILLON est professeur des universités en sciences de l'information et de la communication. Mis à disposition du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il est depuis 2021 le délégué régional académique à la recherche et à l'innovation pour la Martinique. Il co-anime avec Valérie Lépine le groupe d'études et de recherche Org&Co de la SFSIC.

Eleni MOURATIDOU est Professeure des Universités en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Paris Nanterre et membre du Dicen-IdF. Au sein de l'Université Paris Nanterre, elle est chargée de mission dans le cadre du projet Nanterre in Cité qui a obtenu le soutien du programme Sciences avec et Pour la Société (SAPS) initié par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Utilité sociale et sociétale des recherches en SIC

Institutions et partenariats

Table ronde 3

Laurie Schmitt

On va commencer l'après-midi avec la première table-ronde, c'est une table ronde qui porte sur l'utilité sociale et sociétale des Sciences de l'Information et de la Communication avec un focus sur les institutions et partenariats où nous allons plus particulièrement parler des enjeux de mobilisation des Sciences de l'Information et de la Communication dans la politique SAPS - Sciences avec et pour la société - et sur la feuille de route du MESR qui a notamment donné lieu à une labellisation de projets portés par certains sites universitaires, à côté d'autres mesures comme le volet SAPS de l'ANR. L'idée ici c'est de réfléchir ensemble sur l'apport des Sciences de l'Information et de la Communication à cette politique et de voir comment elle est mise en œuvre dans différentes institutions, dans différents établissements en France. Pour introduire cette table-ronde, nous allons faire une mise en contexte pour rappeler un peu quelle est cette politique SAPS, en donnant la parole à chacun d'entre vous pour expliquer comment ça se met en œuvre chez vous et en donnant la parole dans un premier temps à Laurent Morillon.

Laurent Morillon

Merci pour cette introduction, juste quelques mots pour préciser pourquoi les délégués régionaux académiques à la recherche et à l'innovation sont un peu au cœur de ces questions des SAPS. En tant que représentants de la DGRI du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche dans chaque région, ils ont dans leur feuille de route le développement des relations entre science et société. Ce sont des relations qui existent depuis longtemps : la fête de la science existe depuis plus de 30 ans, ma thèse en 180 secondes depuis 10 ans. Les enseignants-chercheurs ont également parmi leurs missions la vulgarisation des connaissances qu'ils produisent. En 2021 il y a eu un tournant avec la LPR (Loi de programmation de la recherche). La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de l'époque a voulu renforcer les liens entre science et société car certaines alertes indiquaient des risques de ruptures et de dommages. C'est ce qui s'est passé avec la crise Covid. Chacun se souvient des controverses scientifiques qui ont pu être mal comprises par la population et

d'une manière générale des rejets de la vaccination et des discours scientifiques associés. Cela a pu avoir des conséquences dramatiques. Par exemple en Martinique 40% seulement de la population a été vaccinée et le taux de mortalité a été l'un des plus élevés de France. Le rejet de la vaccination était, entre autres, alimenté par un discours complotiste contre ceux qui inoculaient un « poison à la population ». En 2021 le constat a été fait que, par exemple, les activités de médiation et de vulgarisation des enseignants-chercheurs n'étaient pas très reconnues, notamment au CNU. Il a donc été mis en place une politique incitative. Par exemple l'appel à projets « Excellences » invitait à développer un volet SAPS. Il y a également eu un appel à projets pour labelliser des établissements dans ce domaine. En ce qui concerne les reconnaissances individuelles, on peut évoquer par exemple les chaires de l'IUF. Est-ce que cela marche ? Trois ans après, on constate un développement des dispositifs SAPS. D'ailleurs, il y a deux mois de cela les établissements lauréats de l'appel à projets « Excellences » étaient réunis dans cette même salle. Certains étaient en SHS et se félicitaient d'avoir pu déposer des projets à plusieurs millions d'euros qui relevaient, en partie, de ces questions de SAPS.

Laurie Schmitt

Merci Laurent pour cette présentation du contexte, Julia est ce que tu peux indiquer comment ça se passe au sein de l'université Lyon 2.

Julia Bonaccorsi

Laurent a bien évoquée la politique incitative nationale. Celle-ci ne vient pas d'un coup marquer un tournant, une révolution fondamentale, mais elle insiste sur la manière de penser l'engagement des établissements, la contribution de l'université à la société (et une fonction science-société), beaucoup d'éléments dans lesquels notre discipline se retrouve. Pour ma part, j'ai actuellement une mission de vice-présidente sur ce mandat-là « sciences et société », une nouvelle vice-présidence pour l'Université Lumière Lyon 2 pour amplifier une stratégie déjà engagée. Je voudrais commencer par dire qu'aujourd'hui, il y quelqu'un qui est absent ici, c'est Marie-Christine Bordeaux qui par son action à Grenoble, permet vraiment de marquer cette jonction entre la discipline et ce domaine de spécialité sur la médiation scientifique ou la communication scientifique, pour le dire vite. Notre collègue a ainsi occupé, pendant plusieurs années le mandat de vice-présidente Culture, sciences et société à l'université Grenoble Alpes, elle a vraiment porté la voix des Sciences de l'Information et de la Communication sur un certain nombre de sujets sur lesquels on va revenir.

Rapidement pour exemplifier ou rendre concret ce que veut dire cette feuille de route SAPS nationale dans la LPR : des moyens - l'idée c'était de doter un peu différemment les activités de recherches et des moyens du champ à la fois de la

médiation, et puis une diversité de rencontre entre les recherches et dans l'espace public, alors à travers les médias etc. Et puis, on y reviendra peut-être aussi, des manières de faire la recherche. Dans SAPS, c'est le « avec » qui est vraiment l'objet le plus complexe, mais on voit qu'on a plein de choses à dire là-dessus en Sciences de l'Information et de la Communication. Ces démarches relèvent de la recherche participative, collaborative, appliquée ou finalisée: en tout cas de formes, de manières de penser en quoi la recherche et les sciences permettent une transformation sociale, technologique etc.

Dans cette feuille de route nationale, une impulsion a été donnée par la labellisation de projets stratégiques SAPS sur les sites universitaires. A Lyon-Saint Etienne, nous avons un site universitaire qui n'est pas fusionné, donc on a plein d'établissements : il est important de dire que nos activités de recherche, elles vont - et je pense que ce matin c'était en fil rouge même si on n'a pas accentué ce point - aussi s'inscrire dans des territoires un peu particuliers. Du point de vue de la structuration du site universitaire, on a effectivement construit une labellisation portée par une université en SHS (Lyon 2, ALLSHS), qui est une université où les Sciences de l'Information sont particulièrement représentées. ce projet s'est construit avec un autre acteur académique, l'université Lyon 1 université de sciences et de santé, et deux centres de culture scientifique, technique et industrielle, sur un territoire qui va de Lyon à St Etienne. Le label a pour enjeu c'est de passer à une certaine vitesse, je ne sais pas si on a réussi parfaitement l'essai - pour réussir l'articulation entre : les recherches vivantes, les recherches actives, des savoirs académiques validés etc. et puis des enjeux sociétaux, par exemple on a parlé de la santé ce matin, en lien avec des acteurs professionnels et tout un autre ensemble de partenaires que sont les collectivités territoriales, les acteurs associatifs. Vous voyez la gymnastique et l'ambition qui fait qu'on avait envie cet après-midi d'évoquer ces questions avec vous.

Muriel Lefebvre

Merci Julia, donc moi je suis rattachée à l'université Toulouse Jean Jaurès.

A Toulouse, un peu comme à Lyon, les universités ne sont pas fusionnées, il y a un certain nombre d'établissements. Moi, je ne représente qu'un seul de ces établissements, qui est l'université Toulouse Jean Jaurès, dont je suis vice-présidente déléguée sciences et société depuis avril. Avant il y avait une vice-présidence déléguée « diffusion des savoirs ». Le changement d'intitulé me paraît vraiment important à noter, puisque ça montre qu'on est dans un courant, ou en tout cas qu'il y a une prise de conscience d'enjeux qui dépassent complètement la question de la diffusion unidirectionnelle et descendante.

A un niveau plus structurel, à Toulouse, il y a l'université Toulouse Jean Jaurès qui a cette vice-présidence déléguée, il y a l'université de Toulouse qui est l'équivalent d'une COMUE expérimentale, et qui détient aussi une vice-présidence qui vient

d'être intitulée sciences et société. Aucun autre établissement n'a ensuite ce type de vice-présidence. Nous ne sommes donc que 2 VP science et société sur l'ensemble d'un territoire qui comporte autour de 120 000 étudiants. Dans le cadre de cette vice-présidence, un des axes qui me paraît important à souligner, c'est celui des VUE - villes universitaires d'équilibre -qui concernent les territoires sachant que dans mon université, il y a 15 antennes dont certaines sont à 200km de Toulouse, d'autres sont à proximité du centre-ville. Il faut donc à chaque fois réfléchir avec des échelles différentes sur la question du territoire. Mais c'est un des axes essentiels pour moi.

Juste dire aussi que je suis responsable d'un master de médiation scientifique en Sciences de l'Information et de la Communication.

Par ailleurs, l'Université de Toulouse va déposer pour la deuxième fois une candidature au label SAPS, qu'elle n'a pas eu l'an dernier. Ici, c'est la « COMUE expérimentale » qui candidate et non une université spécifique.

Eleni Mouratidou

Je suis chargée de mission dans le cadre du label SAPS de l'université Paris Nanterre ; j'ai intégré le label en novembre 2022, donc je n'ai pas fait partie de l'équipe qui a mis en place le projet lors de son dépôt. A Nanterre, on trouve les mêmes caractéristiques qu'à l'université de Lyon, à savoir que nous sommes une université orientée principalement SHS, je dirais à 80%. Nous sommes partis du constat qu'il y a déjà beaucoup de recherches qui sont orientées SAPS sans pour autant qu'on les identifie de manière explicite. Donc, il y a eu une volonté de mettre en place une cartographie de toutes les recherches en lien avec la société et orientées vers la société afin de créer une sorte d'osmose, de dynamique collective pour qu'au sein de cette université on puisse dialoguer entre enseignants-chercheurs de l'université. Au-delà de cette problématique, l'enjeu du projet était aussi de mettre en place l'ouverture de l'université Paris Nanterre. C'est un campus qui n'est pas délimité par des barrières matérielles c'est un campus où le public peut venir, entrer dans les bibliothèques par exemple. Partant de ce constat l'idée était de faire en sorte que le public vienne et reste chez nous, tout comme faire en sorte que le public de Nanterre Université sorte du campus dans une perspective d'action « hors les murs » avec bien évidemment des partenaires locaux : collectivités territoriales, associations du territoire et également avec des partenaires avec lesquels on est en train de travailler avec des perspectives de co-construction de processus de médiation et de médiatisation des recherches développées à l'université Paris Nanterre. J'ai intégré l'axe « rencontrer » du label, soit l'un des trois axes du projet. Les deux autres sont l'axe observer et partager. L'axe rencontrer dont je fais partie est organisé autour des problématiques de médiatisation et de médiation. J'avais été sollicitée à faire partie de cet axe en raison de ma 'casquette' Information et de la Communication. L'équipe du projet a estimé qu'un collègue en SIC pouvait être tout à fait pertinent pour co-porter cet

axe « rencontrer ». Je tiens à préciser qu'à l'université Paris Nanterre, le département info-com est un tout petit département, par rapport à l'UFR dont on fait partie, mais particulièrement actif. Notre équipe SIC mène des recherches participatives ; elle est également impliquée au niveau de l'établissement, par exemple la VP numérique est une collègue en SIC, donc je pense que malgré notre toute petite taille, on est force de proposition au sein de l'établissement.

Laure Bolka-Tabary

Je suis enseignant-chercheur à l'université de Lille et j'interviens avec une casquette un petit peu différente de mes collègues puisque je suis investie dans les SAPS à l'université de Lille en tant que laboratoire. La labellisation SAPS à l'université de Lille est arrivée en 2022, et on n'a pas de portage disciplinaire de cette labellisation et du programme SAPS, mais c'est un portage qui est fait par le VP avec une chargée de missions qui est un personnel administratif et le gros de ce projet vise à co-construire entre des chercheurs, des instances de médiation scientifique et également des personnes issues de la société civile des missions de vulgarisation scientifique. Donc le gros du projet c'est un partenariat avec « esprit sorcier », dans l'idée de réaliser des émissions de vulgarisation scientifique qui viendraient valoriser le travail des chercheurs de l'université de Lille et aussi donner envie aux jeunes publics de faire de la recherche, en imaginant un format d'émission scientifique qui diffère des émissions existantes. Alors, quel est le rôle de Geriico, laboratoire en Sciences de l'Information et de la Communication dans le projet ? Le laboratoire a été sollicité pour venir accompagner ce projet puisque l'idée c'est de réaliser 6 émissions sur 3 années sur 6 thématiques différentes. Pour chaque émission il y a différentes disciplines et laboratoires qui sont convoqués. Donc à titre d'exemple, la première émission c'était sur l'IA donc on avait un laboratoire en informatique mais aussi des sociologues, la deuxième était sur la gestion des ressources en eau donc avec des chimistes, des géographes etc. et on a comme rôle d'accompagner les collègues des différentes disciplines dans la préparation de l'émission et aussi d'accompagner des doctorants à une enquête sur les représentations des problématiques scientifiques auprès d'un public identifié comme public large.

Laurie Schmitt

L'enjeu ici est vous l'avez compris est de montrer que les Sciences de l'Information et de la Communication ont une utilité sociale et qu'elles sont positionnées - notamment dans le pilotage, - on le voit bien à différents niveaux. On le voit bien aussi au niveau de la vice-présidence, que des chargé.e.s de missions, que du portage de projets plus spécifiques, aussi on l'a vu et on va y revenir dans les objets et les objets de recherche, dans les manières de faire « avec » qui est - tu l'as dit Julia - justement un défi. Aussi comme évoqué il y a des enjeux de professionnalisation, dans les formations avec les questions de médiation et de circulation des savoirs.

Pauline Escande

Comme abordé ce matin, on voulait revenir sur la question de l'interdisciplinarité et on voulait savoir comment ça vous aide dans vos projets de missions pour être en dialogue avec les autres domaines des sciences mais aussi avec la société civile.

Julia Bonaccorsi

Ce que je retiens de ce qu'on s'est dit ce matin, c'est qu'on peut aussi considérer qu'on est une discipline à part entière et là, justement, j'ai plutôt l'impression qu'il y a une forme d'identité assez claire. On l'a dit tout à l'heure, même si nous occupons des fonctions de pilotage dans nos universités, nous abordons la production, la médiation et la circulation des savoirs, en tant qu'objets de recherche à part entière : ce sont les Sciences de l'Information et de la Communication en tant que discipline et domaine de recherche. Et les SIC, dans ces projets, c'est ce que disait Laure, offrent des manières de saisir ce qui est mis en œuvre dans les actions de terrain. C'est vraiment important, c'est une responsabilité qu'on doit aussi porter à certains endroits de façon réflexive et en se positionnant aussi par rapport à d'autres disciplines ou en travaillant avec elles. c'est le cas des sciences de l'éducation qui sont souvent sollicitées pour évaluer les actions menées en particulier avec les publics scolaires, en médiation des savoirs par exemple. Et je pense que notre discipline a une façon d'attraper « ce qui se passe » avec les publics, ce qui se produit quand on parle de sciences dans l'espace public, et ce de façon un peu différente par rapport aux sciences de l'éducation, il y a un enjeu et un peu une opportunité d'affichage et de visibilité pour les SIC qui me semble intéressante. Et puis effectivement, on l'a évoqué ce matin, les SIC (même si c'est le cas d'autres disciplines aussi) ont une certaine capacité à se glisser entre SHS et STS par exemple, et donc à répondre à l'une des ambitions de ces politiques ou de ces stratégies, pour accompagner la construction avec la société civile, le territoire, de problèmes communs. Il y a une capacité de la discipline à vite comprendre comment créer des connexions avec les partenaires publics ou institutionnels. On a cette plasticité.

Muriel Lefèbvre

Je suis tout à fait d'accord avec Julia, j'ajouterai le fait que la question des sciences et des relations science-société c'est aussi un objet de recherche pour les Sciences de l'Information et de la Communication. Ça rajoute une spécificité et le fait que quand on est dans des positions politiques de vice-présidence ou de chargés de missions à la fois on a une très bonne vision de comment fonctionnent les autres disciplines et notamment en termes de méthodes comme ça a été évoqué ce matin, mais par ailleurs pour plusieurs d'entre nous c'est notre objet de recherche. On n'est pas les seuls, il y a des sociologues, des historiens, des philosophes avec des angles à chaque fois différents. Mais quand on travaille sur les SAPS, c'est vrai

que les Sciences de l'Information et de la Communication ont un rôle particulier autour de la médiation, de la circulation des savoirs scientifiques et donc il me semble que c'est un atout pour une université de pouvoir valoriser ça. Et c'est vrai, je ne sais plus combien on est en Sciences de l'Information et de la Communication dans le réseau -parce qu'il y a un réseau des vices présidents sciences et société qui s'est monté il y a 2 ans - on doit être 4 ou 5 en Sciences de l'Information et de la Communication, on côtoie des physiciens, en tout cas on côtoie souvent des gens qui n'ont pas une formation en sciences humaines et sociales et j'ai l'impression, qu'on peut apporter beaucoup dans ce contexte-là.

Laurent Morillon

Peut-être juste rajouter par rapport à ce que tu disais qu'au niveau ministériel, les disciplines ne sont pas trop distinguées vis-à-vis des SAPS. Les sciences de l'Information et de la Communication ont une vraie compétence à ce niveau-là mais sont assez mal identifiées. J'ai par exemple assisté à une réunion au ministère où Marie Christine Bordeaux décrivait les différentes formations existantes sur la médiation scientifique et l'existence d'un réseau. En écho à vos deux interventions, je trouve que les sciences de l'Information et de la communication sont très bien positionnées par rapport aux appels à projets. Avec leur compétence sur les SAPS, elles peuvent intégrer des équipes constituées de médecins, d'ingénieurs... qui appréhendent d'ailleurs assez mal la diversité des SHS et leurs compétences. Il n'y a aucune difficulté pour créer des partenariats sur des projets de recherche. Les sciences de l'Information et de la Communication sont à mon sens capables de s'adapter à une diversité de sujets. J'évoquerais par exemple la problématique de la Chlordécone, un pesticide utilisé dans les Antilles, qui a pollué les terres et est potentiellement cancérigène. Quand j'ai contacté des chercheurs de Sciences de l'information et de la communication pour travailler sur ces questions, nouvelles pour eux, ils ont su s'adapter, déposer des projets et être financés notamment par l'ANR. Cela démontre à mon sens la réactivité et la capacité d'adaptation des Sciences de l'Information et de la Communication, ce qui me semble être une force.

Eleni Mouratidou

Ce que je pourrais ajouter aussi, et qui a déjà été évoqué ce matin par Nathalie Pinède, au sujet de la dimension médiation et distance qui est spécifique à notre discipline. Je dirais qu'elle désigne notre capacité à travailler avec les autres disciplines, notamment au sein du label SAPS. La question de la médiation est présente puisque ça fait partie des objets de recherche comme vous l'avez évoqué mais ça rajoute aussi de la distance, qui relève donc d'une distance réflexive, qui relève aussi de l'attention et de la vigilance dont nous devons faire preuve surtout face à une mobilisation qui serait éventuellement standardisée avec les outils qui nous sont proposés en termes de médiation, en matière de structures associatives

qui se spécialisent dans les processus de médiation et médiatisation de la science. Il faut aussi souligner que le label SAPS a été en effet l'occasion pour de nombreuses structures associatives clairement identifiées à entrer en contact avec les établissements universitaires pour proposer leurs services et leurs partenariats. L'idée est d'éviter une sorte d'organisation clé-en-mains et d'avoir une dimension réflexive face aux dispositifs de médiation en place et par rapport à l'interdisciplinarité représentative de la recherche. Au sein de l'université on est aussi capables de toucher un public très élargi et tout à fait spécifique à nos préoccupations disciplinaires.

Laure Bolka-Tabary

Pour rebondir sur la question d'affichage et de lisibilité des Sciences de l'Information et de la Communication au sein de ces projets: sur le terrain, ce qu'on constate c'est que c'est vraiment une occasion, quand on travaille avec les autres laboratoires d'autres disciplines, de faire comprendre ce que font les Sciences de l'Information et de la Communication et, dans notre cas, ça débouche sur des associations pour d'autres types de projets et je pense aussi que ça permet dans un contexte de projets interdisciplinaires de pallier un peu les risques d'instrumentalisation puisqu'en travaillant déjà avec ces laboratoires sur des projets de médiation, ils comprennent vraiment bien ce que font les Sciences de l'Information et de la Communication et quand ils nous sollicitent, c'est vraiment à bon escient en fonction de nos compétences, en sachant sur quoi on travaille et effectivement, je suis tout à fait d'accord avec mes collègues, ce côté plastique et efficace des Sciences de l'Information et de la Communication, c'est quelque chose aussi qui les fait venir vers nous au-delà du fait d'avoir compris ce qu'on faisait aussi.

Pauline Escande

Merci. Au-delà de cette dimension propositionnelle, entre les différentes sciences on voulait savoir quel mode de partenariat vous faites concrètement, ce que vous mettez en place. On a évoqué les conventions CIFRE par exemple, et là on parle beaucoup du point de vue de l'énonciation, en recherche action, mais est-ce que vous avez des retours, concrètement, des acteurs de terrain avec lesquels vous travaillez, les acteurs territoriaux, ceux de la culture. Quels sont les bénéfices de ces échanges avec les acteurs en question ?

Julia Bonaccorsi

C'est une très vaste question, je vais partir d'un exemple. Je pense que beaucoup d'établissements mettent en avant, au-dessus de leurs départements, au-dessus de leurs laboratoires, de grands sujets structurants : on peut les appeler instituts thématiques, chaires, pôles de spécialité, communautés thématiques.... Et ce ne sont pas forcément de nouvelles structurations institutionnelles, mais plutôt des modes d'affichages sur des thématiques dédiées, pour mieux s'adresser aux acteurs

non-académiques. Dans mon université nous avons créé et donné des moyens à 8 pôles thématiques, dans lesquels des chercheurs de différentes disciplines se retrouvent, c'est assez ouvert et ça permet justement d'engager ces partenariats. Et on a mis en place une chaire pluridisciplinaire sur la question des transitions alimentaires avec un centre de recherche privé sur l'alimentation, ce qui a permis d'enclencher différentes opérations : justement, pour les Sciences de l'Information et de la Communication d'avoir une thèse sur les problématiques d'éducation à l'alimentation accueillie à Elico. On a pu développer différents types de collaborations: un projet tutoré avec les étudiants, des temps de conférences grand public, des projets collaboratifs. Ces tissages permettent par la suite de conventionner, mais, plus largement, permettent d'investir dans la formation avec et par la recherche, et viser des projets de recherche à long terme qui vont au-delà de l'expertise ponctuelle.

Muriel Lefebvre

L'université à laquelle j'appartiens est une université ALL-SHS. La plupart des chercheurs qui y travaillent sont déjà en prise avec des acteurs du tissu socio-économique, des associations, des collectivités. Qu'ils soient chercheurs en sciences de l'éducation, en sociologie, en géographie, cela fait partie de leur terrain d'enquête. En ce qui concerne la spécificité des sciences de l'Information et de la Communication, il me semble qu'il s'agit essentiellement de la question de la circulation et de la médiation des savoirs. Dans cette discipline, on a beaucoup de partenariats avec les CCSTI, avec les collectivités, ou des associations, lorsque cela concerne la culture, et notamment la culture scientifique. Nous avons construit des partenariats privilégiés sur le thème SAPS. Ainsi, à l'Université Toulouse Jean Jaurès, nous mettons en place un dispositif qui est un appel à projet SAPS, afin de mettre en valeur les recherches qui sont produites avec des acteurs notamment associatifs ou des collectivités. Il nous semble important de les mettre en valeur, même si ce sont des petits budgets. Les partenariats existent, ils ne sont pas nouveaux mais comment les mettre en valeur ? Comment faire connaître aux partenaires le fonctionnement de l'université ? Il me semble qu'il s'agit d'un angle mort. Souvent, les acteurs venant d'associations, de collectivités ou même des professionnels, ont du mal à imaginer comment fonctionne l'université, avec quelles temporalités - parce que l'université a une temporalité spécifique, qui est assez longue, et n'est pas celle par exemple d'acteurs professionnels du journalisme. Je pense qu'il s'agit d'un des objectifs principaux : montrer comment fonctionne l'université à ses partenaires et permettre la reconnaissance de l'implication des chercheurs dans ces partenariats. Cette reconnaissance n'a pas besoin de s'appuyer sur l'avancement de grade, par exemple. Il s'agit surtout d'une reconnaissance essentiellement symbolique : reconnaître que les chercheurs ne sont pas dans une tour d'ivoire, mais qu'ils sont, par leur recherche, ancrés dans le tissu social.

Laurie Schmitt

Tout à l'heure on avait parlé du fait qu'aussi mettre en place des partenariats ou assurer la mise en valeur des recherches, ça a suscité aussi des formes de standardisation par le fait que conjointement on faisait à peu près tous les mêmes démarches...

Eleni Mouratidou

Oui, je commençais à l'évoquer, tout à l'heure avec cette question de la dimension réflexive, qu'on se doit de développer face à cette éventuelle standardisation des outils et partenariats. Quand on fait le tour des établissements, on sait que l'Université de Lille travaille avec l'Esprit Sorcier et à Nanterre on est en train de travailler également avec cette association. Je pense qu'il y a pas mal d'établissements qui travaillent avec The Conversation, on a développé aussi des partenariats avec d'autres structures de médiation, j'ai moi-même contribué au festival Pariscience qui est un festival de film scientifique organisé par l'association Science et Télévision. Au moment d'annoncer un prix, j'ai évoqué le label SAPS, je me rappelle plus quel collègue de quelle université, je pense que c'était Paris Saclay qui était présent, et qui a son tour a pris la parole, parce que lui-même était aussi engagé dans ce type de projet de partenariat. Il a bien dit que son université était aussi très engagée dans les labels SAPS bien avant les autres universités. On est forcément confrontés à une sorte d'écosystème d'offres de services à travers des partenariats spécifiques donc à des processus de médiation et de médiatisation. Notre rôle c'est en effet d'assurer, de mettre en place ce processus de partenariat. Typiquement ce qui nous intéresse, c'est la formation des étudiants et des doctorants. Là où on aurait pu faire le choix de former les enseignants-chercheurs à la médiatisation, à la prise de parole à travers les médias, on vise davantage les étudiants en interrogeant les moments où ces derniers peuvent vraiment parler des disciplines auxquelles ils sont formés. C'est le moment où ils discutent avec leurs enseignants, c'est le moment où ils font leurs stages, et au-delà de ces moments assez classiques ils n'ont pas cette possibilité de développer davantage une réflexion critique en lien avec les problématiques sociétales. Donc les partenariats sont mis en place dans une optique d'échapper à ces problématiques de standardisation qui vise notamment les publics étudiants et doctorants. Par exemple et pour faire le lien avec les Sciences de l'Information et de la Communication, nous sommes en train de mettre en place un projet de podcast avec des étudiants qui vont être amenés à identifier des recherches menées au sein de l'université, en dehors des Sciences de l'Information et de la Communication, dans une perspective SAPS et qui vont être contraints aussi (même si cela n'est pas une contrainte) à faire de l'interdisciplinarité. Il y a d'autres exemples, mais je voulais souligner la présence des étudiants à l'intérieur du dispositif et à travers les partenariats.

Échanges avec la salle

David Douyère

Est ce que, dans la logique de SAPS, vous avez vu développer ou pu développer des projets de co-construction de problématiques de recherche (pas seulement de type valorisation) avec des acteurs de terrain ? Je sais que cela s'est fait, avec des personnes de la société civile, à Grenoble, un peu à Lyon..., et je voulais avoir des éléments sur cela, en communication ou en information bien sûr.

Laure Bolka-Tabary

Alors pas de co-construction des problématiques de recherche mais peut-être une autre chose que je n'ai pas dite qui est le fait d'aller interroger le grand public 'entre guillemets' sur les représentations de la recherche scientifique ça amène les doctorants notamment qui sont les enquêteurs de terrain, à mieux appréhender la manière dont les questions scientifiques, leurs sujets scientifiques, sont perçus par des non scientifiques, donc c'est pas une co-construction des problématiques mais c'est une mise en perspective peut-être par les jeunes chercheurs sur toute la résonance que ça peut avoir socialement, du coup je ne réponds pas vraiment à la question.

Muriel Lefebvre

Dans mon université, il y a un peu de co-construction, comme il y en avait avant, de la recherche-action ou des contrats CIFRE par exemple.

Par ailleurs, les Sciences de l'Information et de la Communication me paraissent particulièrement bien positionnées en tant que discipline, méthodes, communautés pour faire l'interface et participer aussi, notamment au niveau politique, aux problématiques SAPS.

Néanmoins, j'ai le sentiment, et c'est pour cela que la journée d'aujourd'hui me paraît importante, que la discipline ne se saisit pas assez de cette problématique. Il me semble, pour lancer le débat là-dessus, que les SIC ont tout ce est nécessaire mais ne se saisissent pas assez de cette problématique. Il y a par exemple les chaires IUF de médiation, qui existent depuis 3 ans. Malheureusement, les chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication ne candidatent pas. Ce sont donc d'autres disciplines qui s'en emparent.

Il me semble que c'est l'occasion de réfléchir à la manière avec laquelle les Sciences de l'Information et de la Communication peuvent se saisir des problématiques SAPS, pas uniquement en tant qu'objet de recherche, mais également afin de participer à cette réflexion, et au-delà, à s'impliquer de la dimension politique et pilotage des projets SAPS.

Julia Bonaccorsi

Il y a une dimension de cette labellisation, sciences pour la société, qui concerne la recherche « citoyenne » ou recherche participative : il y a quand même des savoir-faire et des compétences aujourd'hui en SIC dans la manière avec laquelle on construit les problèmes, la manière de travailler ensemble avec des partenaires non-académiques, où on co-analyse avec des non-professionnels de la recherche, etc. Dans l'expérience à Lyon, nous avons la chance de porter un service « Boutique des sciences » qui joue le rôle d'interface dédiée à accueillir des préoccupations, de collectifs de la société civile ou de collectivités, rarement d'individus, et fait émerger les sujets de recherche, les accompagne. On a beaucoup de mal à trouver des étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication pour y travailler, même quand il s'agit de questions qui pourraient être saisies par les SIC, par exemple les problématiques de patrimoine - on a des objets et des questions qui rejoignent les domaines de formation mais et la commande semble loin pour nos étudiants alors que ce sont des missions de recherche très professionnalisantes et qu'elles permettent de croiser justement leurs compétences méthodologiques, pratiques et disciplinaires.. Parallèlement, les doctorants se posent beaucoup de questions sur la co-construction : par exemple, quand on fait une Cifre, quand on se retrouve chercheur engagé dans des structures, les très jeunes chercheurs nous font remonter des questions qui rejoignent celles qui sont travaillées dans le cadre des recherches participatives, mais il me semble que les deux sont décorréélées. Et l'ANR a ouvert l'an dernier trois appels à projets sur le volet SAPS, dont deux en recherche participative. ils sont assez peu dotés, (100 000, 150 000 euros pour 18 mois, c'est déjà bien, on peut faire des choses, même si cela ne finance pas une thèse). Est-ce que on sait si les équipes de recherche en SIC se sont positionnées sur ces appels ? Il serait intéressant de faire ce bilan.

Laure Bolka-Tabary

La question, c'était la pérennisation des dispositifs parce que c'est un dispositif qui a été lancé pour 3 ans, donc il y aura un financement de 3 ans, donc, nous par exemple on s'interroge beaucoup sur quels dispositifs allons-nous laisser, comment les pratiques, les réflexions vont pouvoir être pérennisées. Ça fait partie des enjeux.

Aude Seurrat

Aude Seurrat du Ceditec, à l'Upec. Je me demandais, comme vous êtes essentiellement dans des fonctions de délégués SAPS dans les universités en LLSH, j'aurai aimé savoir dans le cadre d'autres universités plus larges et qui ont souvent présidées par des personnalités de « sciences dures », si cela ne posait pas d'autres enjeux et problématiques en termes de reconnaissance des Sciences de l'Information et de la Communication et plus largement des sciences humaines et sociales. Je suis déléguée SAPS pour mon laboratoire et on nous propose

actuellement d'accueillir des stagiaires de 3^{ème} pour visiter les laboratoires et expérimenter avec les chercheurs. Or, on n'a même pas de locaux pour les accueillir et pas vraiment « d'expérimentations » à leur faire faire. Il y a quand même encore des catégories d'évaluation, d'action, des cadres qui ne correspondent pas aux SHS. Par exemple, on nous parle beaucoup du dépôt de brevets ou de créer des outils, des objets, je ne dis pas qu'on ne peut pas faire du design dans la discipline, mais voilà. Et tout cas, est ce qu'il n'y a pas encore derrière cette problématique des SAPS, cette question de la manière dont les dispositifs publics sont encore souvent pensés selon des cadres des sciences expérimentales ?

Laurent Morillon

Je te confirme Aude qu'effectivement, la plus grande majorité des dispositifs publics sont pensés au prisme des sciences de la nature, des sciences dures, des sciences expérimentales. Mais pour le coup ceux conçus pour les SAPS se détachent à mon sens. L'évaluation des établissements labellisés SAPS menée par l'HCERES ou l'ANR s'intéressera plus au nombre d'opérations qui vont être montées, au nombre de personnes qui vont être touchées, éventuellement aux effets en termes de changement de comportements. Cela pourrait d'ailleurs ouvrir à d'autres manières de penser les appels à projet, en les ouvrant aussi davantage aux SHS.

Daniel Raichvarg

C'est pour compléter ce qu'à dit Julia sur les projets ANR sciences participatives, j'étais évaluateur, on a eu 158 projets et si j'ai bien vu on en a que 2 qui étaient portés par les Sciences de l'Information et de la Communication, et dans tous les autres, j'ai rarement vu pour ne pas dire jamais, la co-participation de collègues en Sciences de l'Information et de la Communication quand ils allaient chercher des sciences humaines c'était plutôt en sociologie ou en anthropologie mais pas en Sciences de l'Information et de la Communication. Alors certes ce n'étaient que 100000 euros sur 18 mois mais là, on n'était pas très nombreux.

Christian le Moëne

Merci pour vos interventions, comment dirais-je dans la mesure de l'utilité sociale et sociétale des recherches en Sciences de l'Information et de la Communication et c'est redoutable parce que ma question, c'est dans quelle mesure est ce que vous utilisez effectivement des résultats de recherche de multiples chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication - notamment aussi des chercheurs qu'on dit critiques alors que normalement, les recherches doivent être critiques, de manière à apporter des éléments à l'ensemble des autres membres des autres disciplines auxquelles vous êtes susceptibles d'avoir à faire dans le cadre de vos fonctions. Je pourrais le dire d'une autre façon, si vous voulez, plus brutale : dans quelle mesure est-ce que vous êtes mobilisés sur les contenus de recherches en Sciences de l'Information et de la Communication, plus que par le fait que les gens

des autres disciplines, ou les directions d'établissement vous perçoivent comme des communicantes et des communicants ayant leur place dans les institutions en étant spécialistes des médias et autres. Donc qu'est-ce que vous connaissez réellement et en quoi ça sert les recherches et les résultats de recherches en Sciences de l'Information et de la Communication dans vos travaux.

Muriel Lefebvre

La circulation des connaissances constitue mon objet de recherche. J'ai à titre personnel, été acculturée aux Sciences de l'Information et de la Communication depuis un petit nombre d'années déjà et je mobilise directement les concepts, l'épistémologie des Sciences de l'Information et de la Communication, les terrains que j'ai dans ma fonction de VP science et société. En ce qui me concerne, j'espère ne pas être VP uniquement en tant que communicante...

Julia Bonaccorsi

Je pense que tout à l'heure quand Eleni évoquait la manière de regarder à distance The conversation ou l'idée de mettre en place des plateformes (souvent, la réponse à des enjeux SAPS est média : avec l'idée que cela rendrait visible la recherche, ce qui n'est pas faux mais pas une solution pour tout) : cette mise à distance critique peut être adossée en SIC par les connaissances acquises sur l'économie politique de la communication, ou sur les processus de médiatisation, les théories de l'écriture numérique et de l'éditorialisation, enfin, sur les effets limités de la mise à disposition ou de l'ouverture des ressources. Et je crois que notre bagage théorique et les enquêtes sur la médiation des savoirs permettent de réfléchir de manière critique la prétention à universaliser les savoirs par la médiatisation numérique. Rien que dans cet exemple là, notre ancrage en SIC va agir sur la façon dont nous allons porter les actions SAPS et de médiation scientifique et les discuter avec d'autres disciplines.

UTILITÉ SOCIALE ET SOCIÉTALE DES RECHERCHES EN SIC : LA VISIBILITÉ DISCIPLINAIRE

Quelles formes d'engagements, pour quelles opportunités
et limites en action ?

Animation : Sidonie Gallot

:

Nicolas Duracka

Université Paul Valéry Montpellier 3

Vincent Liquète

Université Bordeaux Montaigne - INSPE

Laurent Morillon

Délégué régional académique à la recherche et à l'innovation pour la Martinique

Bertrand Parent

École des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP)

Biographies des intervenants

Nicolas DURACKA est Maître de conférences à l'Université Paul Valéry de Montpellier, il a co-produit puis dirigé le Centre de R&D et Transfert en Innovations Sociales Clermont-Auvergne (CISCA) entre 2019 et 2023. Une expérience originale d'intermédiation à la croisée des chercheurs de l'Université clermontoise, des acteurs socio-économiques du territoire, et des dirigeants politiques, afin d'accélérer l'intégration des avancées scientifiques en sciences sociales pour une transition socio-écologique du territoire.

Vincent LIQUÈTE est professeur en SIC. Il est directeur adjoint recherche, innovation et relations internationales à l'INSPE de l'académie de Bordeaux. Il est co-directeur de l'unité de recherche MICA à l'université Bordeaux Montaigne. Ses thèmes de recherche sont les pratiques informationnelles et les phénomènes contemporains de culture de l'information.

Laurent MORILLON est professeur des universités en sciences de l'information et de la communication. Mis à disposition du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il est depuis 2021 le délégué régional académique à la recherche et à l'innovation pour la Martinique. Il co-anime avec Valérie Lépine le groupe d'études et de recherche Org&Co de la SFSIC.

Bertrand PARENT est professeur à l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP), où il est responsable de formations dans les domaines de la gestion de crise, la communication et le management et la performance en santé. Il a dirigé l'Executive Health MBA de l'EHESP et assure aussi des activités d'expertise et de conseils auprès d'organisations du secteur sanitaire et social. Ses travaux de recherche dans l'équipe ARENE (CNRS/INSERM) visent à élucider du point de vue des sciences de l'information et de la communication (SIC) les phénomènes de crise et de dislocation des collectifs de travail. Il a par ailleurs dirigé l'ARS (Agence Régionale de Santé) de l'île de la Réunion. Il est aujourd'hui membre du Haut Conseil à la Santé Publique (HCSP).

Utilité sociale et sociétale des recherches en SIC

La visibilité disciplinaire

Table ronde 4

Sidonie Gallot

On enchaîne directement ces deux tables rondes qui, nous allons le voir, se veulent complémentaires autour des dynamiques de projets, d'actions d'utilité et de visibilité sociale et sociétale. La table ronde précédente était consacrée - avec l'exemple spécifique des SAPS - aux dynamiques de projets institutionnels disons relevant de politiques publiques, et, pour prendre les choses sous un angle plus général, nous voyons bien aujourd'hui que ces logiques de projets, de financements, sont caractéristiques et influencent les pratiques de recherche et de formation, que ce soit au niveau national, local, dans les établissements et les équipes de recherche, etc. On l'a vu et évoqué ce matin, les Sciences de l'Information et de la Communication, de par leur plasticité et la multitude de domaines auxquels elles peuvent s'intéresser, engagent et portent sur des questions sociales et sociétales et peuvent apporter des éléments pour penser ou agir les transformations en cours. Je pense que nous sommes tous convaincus, et pas seulement sous l'angle des médiations et de la médiatisation, comme cela a été dit juste avant, qu'il y a une portée, si ce n'est politique, au moins stratégique, de recherche, d'action ou de réflexion sur ces enjeux sociaux et sociétaux et de politiques publiques, qu'elles concernent par exemple la santé, les champs de formation, l'émergence de collectifs, etc. Et, même s'il a été aussi dit - et nous sommes tous bien conscients de la difficulté à se faire reconnaître, à se faire voir et entendre en tant que spécialistes en Sciences de l'Information et de la Communication, alors que nous portons et pouvons porter cette parole et ces actions publiques, dans l'espace public, dans les médias.

Alors, l'idée de cette table ronde, c'est, au travers de témoignages d'expériences et de trajectoires individuelles d'enseignants-chercheurs, qui - hors de ces dynamiques de projets et des financements de la recherche et des partenariats « institutionnels » - est davantage de réfléchir autour des formes « personnelles » d'engagements, de l'action et de la pratique située des témoins sur des terrains pluriels. Et de voir, au travers de ce qu'ils ont mis en pratique, quelles expériences, quels apports et quels retours ils peuvent nous faire.

Pour commencer, je vais donc laisser chacun se présenter selon sa trajectoire professionnelle - pour le coup, « personnelle », autour de cette question de l'engagement avec pour trame l'idée de « l'agir » sur des questions sociales et sociétales.

Bertrand Parent

Merci pour cette invitation, je vais essayer d'être d'abord synthétique, je m'appelle Bertrand Parent, je suis professeur à l'École des Hautes Études en Santé Publique, qui est un établissement d'enseignement supérieur qui a repris les activités de l'ex ENSP - l'école nationale de la santé publique et qui était un établissement d'application du ministère de la santé. Ce qui est intéressant dans mon parcours, c'est de voir comment la transformation d'une école nationale d'application -dont le rôle principal est l'appui à la mise en œuvre de politiques publiques par le vecteur de la formation professionnelle- vers le statut de grand établissement d'enseignement supérieur a modifié le rapport à l'action et donc les motifs, la nature et les modalités de l'engagement « sociétal » de ses enseignants, qu'ils relèvent du statut d'enseignant-chercheur ou du statut d'enseignant-expert. J'ai été recruté en 2005 dans la perspective de la création de l'EHESP en tant qu'enseignant-chercheur (communication et gestion de crise).

Nicolas Duracka

Donc, je suis Nicolas Duracka, je suis tout nouvellement recruté à l'université Paul Valéry de Montpellier, je vais y arriver, mais avant tout ça, j'ai la particularité de m'être engagé personnellement dans des combats sociaux et sociétaux depuis très longtemps et j'étais pour ma part, initialement - à partir de 2008-2009 j'étais journaliste et plus précisément aux alentours de 2010, j'étais journaliste en Amérique du sud et pour vous dire, l'engagement à quel point ça peut résonner, c'est que moi je couvrais la guérilla Zapatiste au Mexique où les entreprises reprises par des salariés en coopératives en Argentine ou en Uruguay, et j'étais très inscrit dans ces luttes sociales et sociétales. Et un jour, je suis revenu en France et j'ai rencontré Éric Dacheux - que certainement certains d'entre vous connaissent, et il m'a dit : « toi, ce que tu fais, c'est des Sciences de l'Information et de la Communication et je suis sûr que ça t'intéresserait, et puis ce que tu fais, t'intéresser aux luttes sociales, c'est de l'économie sociale et solidaire et tu vas voir si tu mets les deux ensembles, tu peux faire une thèse ». Et vu que j'aime bien les challenges, je me suis dit, allons-y, et donc, j'ai découvert à ce moment-là les Sciences de l'Information et de la Communication, mais vraiment comme une approche qui alimentait, ce que moi je questionnais en étant engagé dans des luttes sociales auparavant. C'est là que c'est assez différent, c'est que pour moi, les Sciences de l'Information et de la Communication sont venues alimenter mon regard inscrit dans les luttes sociales et évidemment j'ai fait ma thèse sur les processus d'innovation sociale et donc l'accompagnement des acteurs de la transformation sociale, et comment certains processus de communication sont spécifiques à ces acteurs-là, donc vraiment c'est ça qui a fait ma trajectoire et qui a fait aussi qu'à la suite de ma thèse j'ai plutôt décidé de continuer à accompagner les acteurs sociaux et sociétaux avec de l'ingénierie et j'ai donc développé un centre de recherche et développement pour pouvoir

accompagner ces acteurs de la transformation sociale et donc être toujours dans la valorisation de la recherche en Sciences de l'Information et de la Communication, mais vraiment au profit d'une certaine forme d'engagement que j'ai voulu poursuivre jusqu'à trouver un cadre universitaire qui était favorable à cette idée de mobiliser et l'expérience de l'engagement et l'expérience universitaire que j'avais eue, dans un cadre spécifique que j'ai la chance de trouver à Montpellier pour pouvoir exprimer les choses plus spécifiquement, et d'ailleurs on peut se retrouver là-dessus, sur la santé, les questions de santé et comment c'est lié à la transformation de la société.

Laurent Morillon

Lorsque Sidonie m'a invité, j'avais compris que le sujet était l'engagement des Sciences de l'Information et de la Communication dans la société. Lors de la préparation, il est apparu qu'il serait en fait question de l'engagement du chercheur. Dans cette perspective, je suis à l'inverse de Nicolas, c'est-à-dire que dans mon activité actuelle de délégué j'ai dû enlever le « manteau » des Sciences de l'Information et de la Communication. Parmi les 17 délégués régionaux académiques à la recherche et à l'innovation, je suis le seul enseignant-chercheur issu des SHS. Or, pour les délégués « scientifiques », les SHS ne sont pas toujours évidentes à appréhender. Je reprends parfois le « manteau » pour leur expliquer comment nos disciplines peuvent contribuer aux problématiques contemporaines.

Vincent Liquète

Me concernant, c'est un cheminement un peu inverse finalement puisque le premier obstacle a été de m'intéresser aux questions d'éducation à un moment où le domaine était peu attractif. Ceci remonte à une vingtaine d'années ; une anecdote illustrative : lorsque j'ai été qualifié et que j'ai eu mon premier poste de MCF en Sciences de l'Information et de la Communication, un membre du CNU de l'époque, d'autorité avait demandé à me parler dans un colloque à Toulouse et m'avait dit : « *cher Vincent, je vous félicite de votre nomination mais maintenant que vous êtes en poste à l'IUFM - l'institut universitaire de formation des Maîtres, n'y restez pas très longtemps si vous voulez faire carrière* ». Et donc je n'ai jamais oublié cette phrase : dès lors mon engagement a été d'essayer de positionner des objets informationnels en éducation et formation, de positionner les Sciences de l'Information et de la Communication, très modestement dans l'institut, composante universitaire locale, et puis ensuite par extension dans le champ de l'éducation et de la formation des enseignants. Mon deuxième engagement a été un engagement au sein de communautés scientifiques. C'est-à-dire que j'étais dans une UMR CNRS où finalement, le seul chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication que j'étais, devait mettre en oeuvre progressivement une équipe et des thématiques en SIC. J'ai déposé les premiers appels à projet là où on demandait du facteur humain. Des collègues

chercheurs UMR venaient me chercher en me disant : « *tiens, toi qui t'intéresses à l'information, à l'éducation et tout le reste, est ce que tu ne veux pas nous pondre une demie page dans un appel à projet, histoire qu'on ait une chance de montrer qu'on s'intéresse au facteur humain!* ». Puis quelques temps après lors d'une évaluation AERES, on a incité le laboratoire à réfléchir aux problématiques d'info-com. On a ainsi créé une équipe spécifique 71^{ème} qui a permis de structurer une équipe à la fois dans une UFR et dans une UMR. A présent, j'ai fait le chemin inverse, c'est-à-dire que j'ai fait le choix de rejoindre un laboratoire quasiment 100% en Sciences de l'Information et de la Communication, le MICA et le cheminement inverse c'est que l'engagement, j'essaye de le redistribuer très modestement avec les collègues à l'échelle finalement beaucoup plus micro-locale, tout en conservant notre vocation à être ouvert à l'Afrique, à l'international. On pourra peut-être en rediscuter puisque la notion d'engagement est liée également au territoire de proximité qui constitue notre quotidien de chercheur.

Bertrand Parent

Je complète. La question de l'engagement de mon point de vue est celle de l'engagement « pour » les Sciences de l'Information et de la Communication ou « avec » les Sciences de l'Information et de la Communication. Un peu comme je l'ai évoqué ce matin (et même si je me suis fait interpeller), je pense que la légitimité de notre discipline, sa pérennité, son développement tient à de nombreux facteurs: la dynamique scientifique elle-même, c'est-à-dire ses concepts plus ou moins propres, ses méthodes, ses méthodologies, son interdisciplinarité évidemment ; le fait que ce soit aussi une science critique, comme toutes les sciences humaines et sociales ; sa dynamique institutionnelle - là il n'y a plus grand-chose à régler, encore que (CNU, CPDirSic, SFSIC)... mais ça tient à mon sens à d'autres facteurs - ceux-là même qui sont au centre de nos débats aujourd'hui dans ses Assises: la sociologie des étudiants recrutés d'une part et la sociologie de ses enseignants-chercheurs d'autre part. Je vais revenir sur ce dernier point. A mon sens, la dimension clé de la sociologie des enseignants-chercheurs qui détermine la légitimité de notre discipline, relève justement de la capacité des enseignants-chercheurs à assumer une responsabilité sociale. Il ne s'agit pas seulement de faire participer à des recherches-action mais aussi de prendre des responsabilités dans la mise en œuvre de politiques, dans la mise en place de dispositifs concrets qui transforment la réalité sociale des uns et des autres, par exemple dans le domaine de la santé pour ce qui me concerne plus directement. Je pense aussi que la pérennité de notre discipline et nous n'en avons pas trop parlé jusqu'ici, tient aux formations elles-mêmes (quels contenus, quelles modalités de formations, quelles exigences associées..) mais surtout, tient aux métiers qui suivent les formations. Encore une fois, je pense qu'il n'y a pas de possibilité

pour la discipline de se pérenniser sans concepts propres, mais aussi sans l'existence de métiers (communication des organisations, métiers du numérique, médiations, journalisme etc...) et d'activités professionnelles qui appellent/sollicitent notre discipline universitaire en tant que référence principale...comme la psychologie nourrit la dynamique du métier de psychologue et réciproquement. Je pense que l'on trouve là les raisons qui m'ont amené entre autres à investir un secteur où les questions de communication étaient peu travaillées. Quand je suis arrivé en 2005 à l'ENSP, le sujet de la communication intéressait peu et la thématique apparaissait à peine dans la formation d'un directeur d'hôpital par exemple. La fonction communication est considérée comme subalterne, relevant au mieux d'une approche technique (la mise en œuvre d'outils et d'actions de communication), voire renvoyant au marketing et aux logiques d'entreprise. Au mieux, la communication est envisagée dans sa dimension interpersonnelle dans les situations de travail. Depuis, les choses ont largement changé. J'ai considéré qu'il était de mon devoir d'essayer de partager et développer nos approches, nos façons de voir, dans la formation professionnalisante, ici dans la santé. Une des manières, et ça a déjà été développé, c'est la formation par la recherche. Dans mon parcours professionnel à l'EHESP, j'ai travaillé d'abord sur le sujet des crises, les crises sanitaires, les catastrophes...Ces situations, quand on les analyse, apparaissent comme des situations où il manque de la connaissance. Sauf à s'inscrire dans la crise sans fin - et alors on ne peut plus parler de crise- les crises révèlent des dysfonctionnements et mettent en échec nos dispositifs, nos compétences, nos méthodes qui trouvent alors leurs limites. La crise oblige et appelle la production de connaissances. Et pardonnez-moi, mais la production de connaissances c'est la problématisation et c'est la méthode scientifique et donc travailler sur la gestion des situations exceptionnelles et de crise, ça veut dire amener la méthode scientifique, la posture de la recherche chez ceux qui sont censés gérer ces situations. Et on sait bien aujourd'hui, la nécessité de produire de la connaissance en situation ne concerne pas seulement les situations de crise, elle relève du quotidien du système de santé travailler en permanence par des tensions, des incohérences et dont la capacité à remplir ses missions est remise en cause en permanence. Le quotidien du système de santé, c'est des tensions, des fractures, des difficultés, et ça appelle la création de connaissances pour essayer de régler ces problèmes, tenter d'intervenir là-dessus. Donc l'idée de notre rôle en tant qu'enseignant-chercheur, c'est de participer au processus de construction de la connaissance au plus près de là où se situent les problèmes. C'est de produire des formations à la recherche et des formations par la recherche pour ceux qui vont être gestionnaires : directeurs d'hôpitaux etc. Et désormais, on se rend compte que les difficultés qui sont vécues par ces acteurs dans les situations de gestion, ce sont des difficultés de prise de décision, de mobilisation de collectifs et de populations, ce sont des difficultés

autour de - Laurent, tu parlais du Chlordécone - de la congruence à la mise place de dispositifs de santé, par exemple de vaccination. Et on voit bien que les sujets de santé, les problèmes de santé vécus appellent de plus en plus des problématisations et des concepts info-com. Et donc, ça c'est vraiment un des éléments qu'on va essayer de défendre.

Sidonie Gallot

Merci pour ces présentations. Justement, ces éléments permettent de revenir directement au cœur du sujet, à savoir notre discipline. L'idée était de voir et d'essayer de comprendre comment, dans ces actions engagées, vous avez mobilisé les Sciences de l'Information et de la Communication, nos approches, nos théories, nos méthodes. Est-ce que vous les avez revendiquées, et si oui, comment ? Est-ce que ce statut d'expert en Sciences de l'Information et de la Communication vous a permis d'être plus visibles, plus intelligibles, plus reconnus par les acteurs auxquels vous avez été confrontés ? Mais aussi, quelles ont été, au-delà de l'activité de formation et de recherche, les différentes stratégies vis-à-vis de cet aspect relevant directement de la visibilité et de la reconnaissance disciplinaire que vous avez ou non déployées ?

Nicolas Duracka

Alors, j'ai vraiment deux temps différents par rapport à cela, au moment de ma thèse, je me suis beaucoup inscrit dans le comment je pouvais porter une réflexion Sciences de l'Information et de la Communication à des acteurs qui étaient dans des processus d'engagements forts. Ça c'était assez spécifique mais ce qui m'intéresse aujourd'hui, ce qui me questionne beaucoup c'est ce qui a pu se passer après quand j'ai dirigé un centre de recherche et développement où l'idée c'était d'apporter de l'ingénierie des Sciences de l'Information et de la Communication à des acteurs qui voulaient apporter de la transformation. Alors des acteurs qui étaient soit des entreprises qui dans leur organisation voulaient modifier transformer, apporter des évolutions... des collectivités parfois des groupes de citoyens. Et là j'ai été très étonné, c'est que là ou moi, les Sciences de l'Information et de la Communication, je faisais quand même une distinction très claire - dès ma thèse - sur la portée qu'a l'information, la portée qu'a la communication qui pour moi sont deux choses complémentaires mais que je distingue clairement et qui n'ont pas forcément les mêmes velléités. Quand j'ai eu à travailler avec des acteurs au quotidien, je me suis rendu compte de la tendance presque exponentielle plus on s'approchait des crises d'ailleurs à instrumentaliser finalement notre discipline très facilement. Et instrumentaliser, non pas parce que c'est volontairement quelque chose qui est voulu comme ça, disons ce n'est pas une instrumentalisation volontaire c'est une attente d'efficacité. Les acteurs attendent de nous chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication, une efficacité, une solution, quelque

chose pour répondre à une problématique et qu'on soit en capacité d'être dans cette réponse là le plus rapidement possible et donc, de mobiliser notamment, et je trouve qu'il y a un gros déséquilibre dans l'attente des acteurs qui s'engagent, entre la force de l'information et - en gros cette idée : il faut que le message passe, vite et fort, là où très souvent c'est de la relation à long terme, c'est de la communication sur un temps long dont on a besoin pour répondre à des processus plus longs. Et là cette ambivalence et ce déséquilibre, il nous met dans des situations extrêmement compliquées face aux acteurs. En tout cas moi, c'est mon ressenti des années d'expériences en R&D où il fallait apparemment être en capacité de produire des outils pour les acteurs, là où ils attendaient de l'efficacité informationnelle, nous on répondait à des processus communicationnels plus longs et là, on est en tension inévitablement. Et je trouve que la discipline a à se poser des questions sur comment on gère cette tension-là, pour répondre de manière efficace aux acteurs.

Sidonie Gallot

Peut-être pour poursuivre... Tu nous dis que les acteurs attendent des chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication de l'efficacité, de l'immédiateté, ce qui sous-entendrait que, même si leurs attentes ne correspondent pas complètement à ce que vous savez nécessaire de faire et de proposer, nous sommes identifiés en tant que chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication avec des attentes bien particulières. Or, lors de la préparation de cet atelier, justement avec Fabien Bonnet - dont je vous prie d'excuser l'absence - nous avons souhaité développer cette « appréhension, compréhension » du chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication engagé dans des actions publiques, politiques... À ce sujet, qu'est-ce qui fait distinction ? Est-ce la casquette de chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication, ou de chercheur en SHS ? En substance, les attentes sont-elles plutôt du côté des approches critiques, des méthodologies, des concepts, de choses plus pratiques ? Comment analysez-vous les éléments-clés qui ont pu participer à construire votre identité, votre positionnement et votre reconnaissance en qualité d'acteur scientifique auprès des publics de vos actions, à travers ce qu'ils ont semblé attendre de vous ?

Bertrand Parent

Vous prenez deux instances, le conseil scientifique qui a été constitué au moment de l'épidémie Covid, vous prenez aujourd'hui son remplaçant qui s'appelle le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires), ce sont des structures qui ont été élaborées à la va-vite sur la base du texte constitutif du haut conseil à la santé publique, organe ancien, prévu par le code de la santé publique, mais indépendant. Mais dans ces cas, les dirigeants politiques ont pu décider de la composition du Covars et du conseil scientifique.

On a découvert, tous, qu'une épidémie est un phénomène social avant tout et pas un phénomène seulement viral, or quand vous regardez la composition de ces deux instances contrôlées par le politique on ne trouve personne relevant des Sciences de l'Information et de la Communication. Il y avait dans le conseil scientifique un seul sociologue, et très éloigné des questions de communication. Alors que la question de l'opinion publique, alors que la question de réseaux sociaux et d'interactions sociales sont décisives pour penser la dynamique sociale des épidémies. Aujourd'hui, alors que je suis devenu membre du haut conseil à la santé publique et que l'on travaille par exemple sur les questions du mésusage du médicament, je mesure combien info-com n'existe pas dans l'esprit de ceux qui composent ses instances. Ils ne savent pas que la discipline existe, à quoi elle sert et en quoi elle peut se distinguer éventuellement d'une autre discipline (la sociologie ?) qui pourrait aussi contribuer à l'analyse des situations. Je pense que nous avons montré que nous sommes en capacité de produire des savoirs utiles à la décision politique, voire à la décision citoyenne, mais il reste du travail. Et c'est pour ça que je pense qu'il faut tenter autant que possible d'y être -et je vais terminer là-dessus - c'est risqué pour nous. Tu évoquais la question de la carrière... En effet, aller en tant qu'enseignant-chercheur travailler momentanément dans une ARS et revenir ensuite à l'université, ce n'est pas avoir une garantie pour la continuité de sa carrière.

Laurent Morillon

Pour faire écho, à ce que disait Nicolas tout à l'heure sur la tension qui peut exister. Elle est effectivement réelle et tu n'es pas le seul à l'avoir vécu. La communication « tout le monde en fait », « c'est facile ». Mais je crois que nos interlocuteurs sont de plus en plus à l'écoute aussi de ce que peut-être le réel de nos travaux et qu'il s'agit de faire œuvre de pédagogie. Je l'ai vu notamment dans un labcom - un laboratoire commun - où au début les médecins avec lesquels on travaillait nous ont dit : « *bon alors, quelle est votre hypothèse, quels vont être vos indicateurs de réussite et derrière quelle expérience allez-vous mettre en place ?* ». Nous leur avons expliqué qu'on allait pas faire du quantitatif, qu'il n'y avait pas forcément que des causes et des effets. Nous avons cherché à apporter une vision avant tout qualitative et un peu plus nuancée des phénomènes. Après, cela n'a pas été aussi simple. Cela a duré 3 ans, mais petit à petit ces médecins, dont certains étaient de grands cardiologues, se sont ouverts à d'autres approches et ont pu dans le cadre d'un échange avec des chercheurs de SHS s'acculturer, trouver des vocabulaires communs et des manières de travailler. Cela fait écho à la co-construction que tu évoquais tout à l'heure. Mais je t'accorde que c'était un travail sur le long terme où nous n'avons pas eu à faire, comme l'évoque Christian, de la communication sur des opérations déjà ficelées.

Vincent Liquète

Je vais rebondir, déjà cette notion d'engagement je la prends avec des pincettes, je fais très attention parce qu'on n'est pas sur les mêmes temporalités, parce que si je prends mon engagement que j'évoquais dans le domaine de l'éducation, ce n'est pas du tout la même durée qu'un engagement dans des collectifs Sciences de l'Information et de la Communication. Ce qui m'a énormément marqué ces dernières années, c'est comment des instituts très importants comme l'éducation nationale, premier employeur en France, s'intéresse et présente l'information, les médias voire des questions communicationnelles. Pendant très longtemps c'était l'hypothèse des pratiques documentaires et informationnelles des enseignants qui m'intéressait ; ce qui me surprenait toujours, c'était, dans cet amphi-même d'avoir eu l'occasion d'écouter des gens de la DGESCO ou de l'enseignement supérieur etc. qui expliquaient comment les enseignants s'informaient, se documentaient etc. Ça ne reposait absolument sur rien, aucune étude qui objectivait un peu des pratiques info-documentaires complexes et peu visibles. Puis plus récemment, si je prends l'actualité la plus cruelle de notre société, on a entendu des ministres qui demandaient d'un coup à ce qu'on fasse un éveil à la dimension critique, l'esprit critique, et justement au traitement médiatique et à l'usage excessif des réseaux sociaux etc. à l'ensemble des enseignants sans accompagnement scientifique. On a vu revenir des imaginaires ou des représentations complètement biaisées où finalement la demande scientifique et le chercheur, notamment en Sciences de l'Information et de la Communication, sont étonnamment absents. Donc, moi, ce que j'ai essayé de faire comme les collègues en santé ou autre, c'est progressivement de forcer les cursus, s'assurer que l'on traite bien de ces questions-là, qu'on essaye de voir quelles sont les pratiques documentaires et informationnelles, des enquêtes un peu robustes, structurer le champ et après ce que disait Bertrand aussi, effectivement le levier de la recherche évidemment auprès d'étudiants par exemple de master qui ont pour préoccupation de produire un objet qui s'appelle le mémoire et d'essayer de problématiser. Ce que je constate sur une vingtaine d'années, c'est que l'on ne me fait plus du tout remarquer, on ne me demande plus du tout ce qu'est ma discipline, on ne me demande plus du tout de me justifier de ma légitimité. De plus, on voit que la dimension analytique du métier d'enseignant qui est également un acteur de la communication, la communication humaine, les dispositifs etc. passe complètement à la trappe et est peu considéré par l'institution. Je crois que notre discipline a un vrai enjeu de coloniser volontairement le secteur de l'éducation autour de ces questions-là. Nous voyons me semble-t-il, qu'il y a quand même encore des domaines et des objets souvent absents sur lesquels les chercheurs en SIC sont encore très (trop?) absents. Ces assises sont l'occasion de lancer des appels au sein même de notre communauté scientifique, pour davantage investir les problématiques communicationnelles et informationnelles de l'institution scolaire et des métiers de la formation et de l'éducation.

Bertrand Parent

Dans le monde de la santé, que je connais un tout petit peu, les attentes concernant la communication renvoient à ce que Nicolas disait tout à l'heure. On cherche plus d'efficacité dans la conception et la mise en œuvre de dispositifs de communication. Or quand on analyse ce qui, implicitement ou explicitement, correspond aux conceptions d'un gouvernement, d'une ARS ou d'un établissement de santé, celles-ci envisagent systématiquement la communication selon le paradigme linéaire des effets, c'est-à-dire, la bonne information, au bon moment, la bonne personne... et puis ce sont des stratégies argumentatives au service d'objectifs... et ils n'en sont que là, partout. Et l'évaluation d'une campagne de l'ANSM retient le taux d'audience comme indicateur pertinent. Je veux dire : ils en sont encore là au moins pour la majorité des acteurs et donc notre rôle c'est de renouveler les conceptions implicites et explicites des phénomènes et des processus info-communicationnels par la formation mais aussi par l'expérimentation avec eux. Parce que mine de rien, c'est quand même eux qui sont au pilotage, donc soit on prend le pilotage, soit on participe avec, au risque d'être instrumentalisés mais à mon sens c'est ça l'engagement. Alors s'il le faut, je vais donner un exemple. Je disais tout à l'heure et ce matin, quels sont nos concepts ? Je ne sais pas. Alors au risque de concepts opérationnels - qui sont au service de l'ordre social et sa reproduction - il nous faut des concepts. Par exemple, dans le domaine de la santé, je crois aujourd'hui que contrairement à ce que tout le monde dit partout - et je ne vais pas faire de copains dans la salle - le problème n'est pas seulement un problème de moyens qui manqueraient. Si la situation se dégrade en termes d'espérance de vie, d'état de santé des populations en France, ne tient pas à mon sens seulement à la présence ou non d'effecteurs de soin...mais bien plus au développement de coopérations et à la coordination entre effecteurs de soins, intégrant la prévention etc. Or si vous regardez bien, les hôpitaux tels qu'ils se sont développés et tels qu'ils sont encore conçus aujourd'hui visent la prise en charge, comme toujours, de la phase aiguë des maladies organiques (un accident cardiaque etc.). Sauf qu'aujourd'hui ça ne représente qu'à peine 40% de la demande sociale de santé, l'essentiel relève des maladies chroniques, vieillissement etc. Et on voit bien que les modes de prise en charge des maladies chroniques etc. nécessitent la coopération entre des acteurs qui sont distribués dans le temps et dans l'espace. Ça veut dire que tant qu'on dispose d'une conception spatiale de l'organisation et de l'intégration du système de santé - je rassemble dans l'unité de lieu et l'unité de temps les acteurs de la prise en charge - et bien je ne suis pas capable de répondre aux évolutions de la demande sociale de soins - pluriprofessionnelle, globale, dans la durée, non industrialisée. Donc, ça implique d'autres conceptions de l'organisation. Ainsi, notre discipline pourrait permettre de faire évoluer les conceptions et les décisions chez ceux qui participent aux dynamiques du système de santé, c'est-à

dire leur permettre d'envisager une conception communicationnelle des activités collectives, ce qui fait qu'on travaille ensemble séparément... Revenir sur l'importance des systèmes d'information, ce qu'il faudrait appeler des services d'information, des services d'information et de communication. Il faut arriver à faire changer les conceptions de l'organisation chez les professionnels : du politique à l'acteur libéral. Parce que tant qu'il ne comprend pas que se coordonner avec les autres, ce n'est pas juste interagir dans l'unité de lieu et l'unité de temps, et bien il est incapable de penser des systèmes distribués qui pour autant peuvent être intégrés et efficaces. Et c'est ça, à mon sens notre rôle ou en tout cas notre proposition, ce n'est pas juste : vive l'esprit critique ! C'est vive l'esprit critique parce que les conceptions aujourd'hui sont en échec et sont en échec dans leur mise en œuvre - Et un échec des formes d'organisation qui sont en grève, où les professionnels de santé souffrent aussi, où les actes ne sont pas toujours pertinents... etc. Pour sortir de l'impasse, de la crise sans fin, il me semble nécessaire de revenir sur les conceptions et je pense que notre rôle, d'une science humaine et sociale c'est de revenir sur les conceptions qui sont à disposition pour penser les problèmes et éventuellement intervenir et les dépasser.

Sidonie Gallot

Justement, puisque l'on parle de l'importance des concepts, des conceptualisations et donc des conceptions, nous arrivons à une question plus précise : quels ont été, selon vous, les concepts spécifiques - propres ou non aux Sciences de l'Information et de la Communication - qui ont été particulièrement éclairants, utiles et idéalement compris ou partagés avec les acteurs ?

Nicolas Duracka

Alors j'ai constaté au vu des difficultés premières qu'on rencontre - et je partage tout ce qu'on s'est dit là - après on arrive à les dépasser en usant de stratégies différentes, mais je trouve qu'il y a quand même une façon de se positionner épistémologiquement. C'est même plus que ça, c'est qu'il y a une façon de se positionner contre-idéologique en mobilisant certains concepts qui permet dès fois de faire une vraie révolution dans la manière d'appréhender le travail avec les autres acteurs, quand on inverse - alors là moi je dis vraiment merci à Edgar Morin, parce que son épistémologie de la complexité, moi, elle m'a vraiment permis d'arriver à appréhender tout un tas de problèmes de manière complètement dialogique et du coup de voir tout le penchant inverse de positionnement et de concepts et je trouve qu'en communication, il y a un concept que moi j'emprunte à Dominique Wolton aussi, celui de l'incommunication, qui dans des situations de blocages, dans des situations où on se rend compte que nous spécialistes, d'un certain nombre de blocages communicationnels, je trouve qu'utiliser ce concept d'incommunication et montrer à voir aux acteurs, les distances qui existent entre les acteurs, ça permet

à ces acteurs-là, de s'emparer différemment des choses. Là où ils voient de l'efficacité, là où ils voient qu'il faut qu'on arrive à quelque chose, quand on inverse la situation et qu'on dit, non en fait, réduire la distance entre nos disciplines parfois, entre nos instances, réduire les distances et les difficultés qui existent, c'est déjà très bien et c'est déjà un exercice qui nécessite une ingénierie particulière, moi je me suis rendu compte que dans mon travail de R&D au quotidien, c'était très efficace. Alors bien sûr qu'il y a plein d'autres concepts, bien sûr qu'il y a plein d'autres choses, que j'ai mobilisées. Mais celui-là je trouve qu'il a le mérite d'avoir imposé aux acteurs de devoir au moins, faire cette inversion et de se dire, c'est plus de la com qu'on va mobiliser, c'est réduire nos incommunications. Et je le vois au quotidien, c'est qu'encore tout à l'heure, je recevais un SMS d'un maire d'une collectivité qu'on a accompagné pendant 5 ans et qui me disait, en réunion, j'ai commencé par essayer d'identifier les distances qu'il y avait entre nous pour essayer de les réduire, et bien, ça m'a facilité la vie. Et donc, lui, il a commencé à routiniser cette habitude là et je me suis dit, c'est bon, on voit l'efficacité de ça. Et je trouve que quand on arrive à voir la routinisation de l'utilisation des concepts et des méthodes qu'on a pu apporter nous en tant que spécialiste, on commence à toucher du doigt des choses intéressantes. Mais ça c'est un exemple parmi d'autres.

Vincent Liquète

Tu nous interrogues sur les concepts encore une fois, je vais mobiliser la démarche de l'engagement, pour moi, elle est autour de 3 concepts. Le premier qui est celui qui est un peu attrape tout notamment par rapport aux médias, au monde associatif etc. c'est celui de la culture de l'information, où on a beaucoup d'acteurs qui nous ont, sous diverses formes, sollicités : c'est quoi une culture de l'information en construction chez les adolescents, les plus jeunes etc. ? Le deuxième, concept pour moi sur lequel j'ai beaucoup travaillé pendant de longues années avec des équipes diverses et variées c'est l'élaboration et la co-conception des écosystèmes informationnels (des enseignants, des architectes, des producteurs de matériau....). Je reviens à la question fondamentale de l'analyse compréhensive des pratiques informationnelles en situation : comment se documente-t-on, s'informe-t-on, comment construit-on son système d'information? Et puis le troisième concept sur lequel je travaille dans un collectif de chercheurs est celui de médiation des savoirs et notamment tout ce qui se passe socialement autour d'apprentissages et de compétences voire de connaissances qui dépassent totalement la sphère scolaire classique des apprentissages, je pense à divers tiers lieux comme les fablabs et autres lieux alternatifs. La question des espaces émergents autour des nouvelles formes de médiation et de construction des savoirs, évidemment il y a une très forte attractivité à la fois sociale, associative, médiatique, qui nous permet, très modestement à travers des invitations, des formations, des interventions

ponctuelles etc. de refaire le lien Sciences et Société. Donc là si je cartographie rapidement, c'est essentiellement autour de ces 3 concepts que j'ai une forme de matrice qui caractérise globalement mes actions et activités de chercheur.

Laurent Morillon

Pour le coup, je vais peut-être prendre le contre-pied. Plutôt que de convoquer un concept, j'évoquerai la lutte à mener contre le modèle émetteur récepteur qui est particulièrement nocif. Ce serait une belle bataille pour les Sciences de l'Information et de la Communication. Car autant nos étudiants savent qu'il n'y a pas que ce modèle-là, mais malheureusement nos étudiants ne sont pas majoritaires.

Sidonie Gallot

Très brièvement, en deux mots, et avant de laisser la parole à la salle, nous avons beaucoup parlé de ce que les Sciences de l'Information et de la Communication pouvaient apprendre et apporter aux acteurs locaux, à la société, voire aux politiques publiques. J'aimerais savoir rétrospectivement quels apprentissages ou apports vous avez tirés, vous, de vos expériences pour vos carrières, vos recherches, vos formations et vos activités. Qu'est-ce que vos expériences vous ont apporté en retour et vous avez cherché ou que vous cherchez aujourd'hui à transmettre ?

Nicolas Duracka

Pour moi c'est relativement simple parce que c'est très frais, l'apprentissage principal que j'ai eu, c'est qu'à partir du moment où j'ai une position de chercheur vraiment, si je prends la posture, je suis dans ce travail de chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication, et bien à ce moment-là c'est très difficile d'être dans une relation avec les acteurs qui puisse permettre de répondre pleinement à leurs attentes. Parce qu'on est pas dans les mêmes temporalités, pas dans les mêmes langages, il y a plein de choses, pour moi en tous cas, c'est très difficile, donc il faut, soit que je me décale - et je l'ai fait pendant 5-6 ans c'était un choix, soit, effectivement je vais moi aujourd'hui mobiliser plutôt des relations de traduction, de médiation avec certains étudiants parfois, parce que j'ai accompagné pendant plusieurs années, là, des doctorants CIFRE par exemple et je trouve une modalité qui est extraordinaire et qui vont faire ce boulot de médiation entre ce que nous chercheurs on va essayer d'apporter d'un point de vue fondamental et ce qu'eux au quotidien doivent être en capacité d'apporter aux acteurs et je trouve que ça c'est un apprentissage. Moi ça me permet aussi avec beaucoup d'humilité, je vous le dis, je ne suis pas la pierre angulaire de cette relation-là. C'est que les étudiants de manière générale que ce soit en master, en apprentissage, en doctorat Cifre peuvent jouer un rôle extrêmement important - je rejoins Vincent qui disait ça à l'instant, on a un rôle à jouer dans l'accompagnement des étudiants mais eux-mêmes nous apportent énormément dans leurs capacités à mobiliser ce qu'on va faire en tant que

chercheurs. Donc cette relation là c'est un écosystème vraiment très favorable à ça. Moi, c'est l'apprentissage des 5-6 années en R&D, je n'étais pas le mieux placé pour faire ce boulot-là, de transfert de connaissances mais ça passait très bien quand je travaillais avec des étudiants ou avec des facilitateurs, des ingénieurs de recherche et ça marchait très bien à ce moment-là. C'est peut-être mon apprentissage principal dans mes formes d'engagement : décaler les choses à ceux qui savent faire très bien ou dont c'est vraiment le métier.

Vincent Liquète

Dans la foulée de ce que dit Nicolas, finalement je sais que pendant très longtemps j'avais réduit un peu le rôle d'enseignant chercheur à j'enseigne, je fais de la recherche et quand je fais de la recherche, j'ai des résultats et je les restitue soit dans la formation ou soit en termes de publications scientifiques et ce qui caractérise vraiment le grand changement de l'engagement c'est qu'il y a une troisième étape maintenant qui vient d'ailleurs souvent avant la restitution, c'est celle de transférer des données voire résultats scientifiques dans des situations et des contextes partagés avec des acteurs. Par exemple, quand on travaille autour des questions de transition autour des éco-matériaux on travaille en session avec des éco-architectes, des producteurs d'éco-matériaux, donc on a de vraies activités de transfert au regard des résultats de la recherche obtenus, j'évoquais les fablabs de la même manière on réunit des animateurs, des responsables et des managers et on essaye de voir avec eux comment nos données peuvent être vivantes finalement et faire sens social ; et ça n'empêche pas de faire parallèlement des restitutions scientifiques classiques sous forme de publications et de communications. Pour finir, j'insisterais sur l'importance des transferts, à des communautés professionnelles ou de savoir qui nous obligent à nous repositionner dans le monde social, professionnel, associatif, etc.

Bertrand Parent

Ce que j'ai appris, c'est que premièrement il y a une demande sociale de concepts, parce qu'il y a des problèmes partout. Je reviens maintenant sur le statut de l'enseignant chercheur, Vincent tu disais il y a un troisième terme, je pense qu'il y en a quatre. Je me suis toujours posé la question, suis-je enseignant-chercheur ? Chercheur, ok c'est produire de la connaissance et publier, enseignant c'est former des étudiants etc. mais il a aussi l'expertise, c'est-à-dire aller vers les situation qui posent problème et éventuellement proposer des accompagnements, des solutions, des expérimentations et puis enfin le quatrième terme c'est la responsabilité dans la mise en œuvre. Bien sur la valence entre les 4 termes peut être variable au cours d'une carrière, mais que c'est à la condition de la potentialisation entre ces 4 termes que se révèle selon moi un véritable enseignant-chercheur. Même si les valences sont variables dans

les séquences de vie, je pense que c'est la potentialisation de ces différents termes qui constitue véritablement un enseignant-chercheur.

Nicolas Duracka

Le problème c'est que sur les 4, il y en a au moins une qui n'est pas du tout valorisée. Je crois que l'activité de transfert expertise est assez absente de la valorisation faite par l'université de manière générale et ça ne me semble pas encore évident, peut-être encore moins en SHS d'ailleurs qu'en « sciences dures » et je mets des guillemets.

Échanges avec la salle

Bernard Miège

Enfin très simplement il me semble que de ces deux débats, cet après-midi, on peut tirer la conclusion que les enseignants chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication sont plus à l'aise et mieux implantés dans la recherche-action que dans la recherche qui produit des connaissances, lesquelles sont opposables plus largement et pouvant être employées et utilisées pour s'opposer à des stratégies ou à des politiques plus dominantes. On a fait ce choix, ou on est contraint à ce choix, je ne sais pas, mais à mon avis on est plus dans la recherche-action « par le bas », ce n'est pas une critique, mais en réalité, force est de constater que ce n'est peut-être au niveau, ou à la dimension des exigences ou des problèmes. Et ce que Bertrand Parent nous a dit, à mon avis, doit être pris en compte et retenu : que fait-on pour être présents plus significativement dans les questions aiguës de société parce que c'est là où à mon avis on est absents.

Vincent Liquète

Je réagis quand même Bernard, c'est-à-dire que je ne sais pas si c'est une recherche par le bas, mais ce qui me semble être à interroger aussi, et ça c'est lié peut-être aussi aux appels à projets, aux positionnements que l'on a dans les universités etc. c'est qu'on a quand même tout un pan des Sciences de l'Information et de la Communication qui découvre tout un secteur d'activité en même temps qu'on engage une recherche en oubliant l'épaisseur historique, culturelle des terrains et institutions observés. Et moi ce que je revendique autour de cette démarche, que tu qualifies de recherche-action, et à mon avis ce n'est pas de la recherche-action ou pas systématiquement, mais c'est de dépasser le stade d'un environnement pour justement l'attaquer par le prisme de l'information - communication et là, je pense qu'on a une carte très complexe à jouer, parce que nous sommes de plus en plus sollicités dans des secteurs émergents et encore une fois je pense qu'il faut un minimum de temps pour

arriver à apprivoiser l'environnement que l'on va étudier - soit parce qu'il y a un appel à projet, soit parce qu'il y a un centre d'intérêt d'équipe. Et ce que je n'ai pas dit mais qui me semble être fondamental c'est que derrière ces engagements, il y a aussi de l'engagement de professionnels par exemple, je suppose qu'en santé c'est le cas, en éducation ça l'est. Il y a une forme d'appétence et de dialogue possible entre le scientifique et le professionnel, qui fait que progressivement on va les remettre en situation d'engager des études, voire des doctorats où on a des résultats de la recherche que je trouve sacrément concurrentiels avec d'autres travaux de chercheurs parfois plus jeunes, un peu novices et qui produisent beaucoup de littérature qui est plus du domaine de la description que de l'approche complexe située et analytique. C'est pour ça que pour moi on n'est pas dans la recherche action mais on est vraiment sur une articulation des résultats de la recherche qui nourrissent et font à la fois un sens social, politique parfois économique etc.

Bertrand Parent

Moi non plus je ne pense pas que ce soit de la recherche-action, et je me rappelle que Marx disait : on comprend parce qu'on transforme, et je pense que c'est dans la transformation du réel que le chercheur produit de la connaissance sur le réel. Un autre argument encore: la sécurité sociale par exemple, m'apparaît comme une enclave communiste à l'intérieur du capitalisme. Et bien le rôle d'enseignant-chercheur, c'est de participer à la construction d'enclaves, si ce n'est communistes, dans le monde capitaliste. En effet, j'envisage le capitalisme comme un rapport social, rapport social qui est celui de la domination, de l'exploitation de la nature, des autres, des animaux etc..et qui en dernière analyse détruit le monde et le rend invivable pour la majorité. Mais le capitalisme un rapport social construit, aussi selon des processus informationnels et communicationnels... et bien je pense que tenter de construire des enclaves autres dans le monde tel qu'il est, en y injectant de la connaissance critique relève de la responsabilité du chercheur. Pour la santé, qu'est ce que cela veut dire ? Qu'est ce que le soin? Le soin, à mon sens, c'est rendre son capacitaire aux populations, mais justement, c'est pour ça que moi les gens qui donnent des leçons me fatiguent souvent... quand je travaillais en ARS, c'est donneurs de leçons venaient nous dire comment faire, faire de la prévention par exemple... et quand je leur demandais, et bien vous vous y mettez avec nous et on va intervenir sur l'état de santé de la population grâce à vos propositions méthodologiques et théoriques, ces chercheurs rentraient chez eux très très vite... Et il n'y a personne qui veut participer... Je crois que la seule condition de montrer et d'évaluer la pertinence de nos concepts, de nos propositions méthodologiques c'est d'expérimenter des formes de mise en œuvre et participer à la possibilité qu'émerge un ordre social qui ne soit pas celui de l'exploitation et de la domination. Et je crois que l'art subtil du soin -

rendre son capacitaire aux populations- c'est la même chose que l'art subtil de la recherche. Il y a un continuum et je pense qu'il faut l'assumer. Un soignant ce n'est pas juste réparer, un soignant c'est aider l'autre, les autres à retrouver leur autonomie - pardonnez-moi et pour moi, c'est le même rôle que j'ai quand je suis enseignant-chercheur, à mon sens. Donc ce n'est pas de la recherche-action par le bas, non, c'est la recherche au service de l'émancipation.

Philippe Bonfils

Merci pour vos interventions. Vous avez témoigné de projets et de questions de fond, mais j'ai une interrogation qui s'adresse aussi à la salle. Quelle vision avons-nous, par rapport aux projets que l'on porte. En effet, Bernard parlait de recherche-action, peu importe le terme, mais je crois que nous sommes tous impliqués dans des projets. Est-on capables aujourd'hui collectivement de savoir quelle représentation de la discipline nous donnons aux autres ? Vous avez donné plein de pistes aujourd'hui, mais je pense que là il y a un chantier intéressant aussi. Notre discipline a des atouts importants. Nous disposons de formations dynamiques et attractives et nous menons beaucoup de projets, même si les financements ne sont pas toujours à la hauteur. Nous avons donc une vraie force d'action, mais sommes-nous capables de le valoriser pour se rendre plus visibles. Individuellement ou collectivement que donnons-nous à voir finalement à l'extérieur de la discipline pour montrer que nous sommes pas des consultants ou des communicants ?

Christian le Moëne

Il me semble qu'il faut distinguer, même si ce n'est pas toujours aisé concernant les recherches sur les processus sociaux d'information-communication, la crise de la critique idéologico-politique, qui semble ne pouvoir dépasser la description des évolutions du capitalisme, soit pour les déplorer, soit pour essayer d'imaginer des aménagements divers (capitalisme social, médias ré-étatisés, Responsabilité Sociétale des Entreprises ou Responsabilité Sociétale et éthique, ou écologique, etc...), et les postures critiques qui s'interrogent dans des débats scientifiques publics, sur la validité et les limites des énoncés, des hypothèses et des concepts, processus de discussions critiques caractéristique de toutes les disciplines scientifiques. Quel est le fondement de cette crise ? Sans doute le fait que les tentatives de dépassement du capitalisme ont échoué et qu'il est difficile de tirer le bilan de ces échecs. Ce qui fait, comme le soulignait avec un humour réaliste un auteur, « qu'il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme ». Évidemment, le fait de constater qu'il y a une crise des critiques idéologico-politiques ne signifie pas que les recherches ne doivent pas prendre en compte l'état actuel de développement du capitalisme et les formes sociales qu'il disloque et recompose en permanence. Autant dire qu'il serait aberrant, dans l'analyse de ces formes sociales que sont les médias

de masse par exemple, de ne pas prendre en compte le fait que les plus influents d'entre eux sont la propriété de dix ou quinze milliardaires et que, bien entendu, les formes sémiotique (contenus, etc...) les formes organisationnelles (structure des rédactions et profils de leurs responsables...) et les formes objectales (machines et dispositifs de production et de diffusion des supports et contenus, qu'ils soient papiers, ou numériques...) sont profondément influencées par cette propriété et dynamique capitaliste de production de valeur pour les actionnaires.

Pour autant, si, comme le proclame à juste titre la sociologie des sciences et des techniques, science et société ne peuvent être séparées, cela ne signifie nullement que les sciences, comme activités sociales et professionnelles, soient toujours et à toute époque, au cœur des enjeux politiques : il existe une relative et fluctuante séparation des sphères. Ceci amène également à relativiser de façon prudente les tendances à la délimitation institutionnelle excessive des disciplines : si la délimitation bureaucratique administrative est utile, sinon nécessaire, elle ne constitue nullement un fondement épistémologique consistant pour les recherches. La question critique au plan épistémologique consiste au fond à comprendre que nous ne sommes pas assez intelligents, ni individuellement ni collectivement, pour comprendre ce que sont les limites de nos capacités à élaborer des hypothèses, concepts, théories, et donc de voir les limites de celles-ci. La critique suppose donc une ouverture sans concession, mais avec bienveillance, de débats scientifiques qui nous permettent de percevoir ces limites et de faire progresser les savoirs par de meilleures formulations des questions. Ce que Karl Popper appelait le « rationalisme critique », et ce que la juxtaposition de monologues dans des colloques saturés de communications ne permet pas.

Olivier Galibert

Je pense qu'on a une bonne expertise de par notre gestion par projet, pour répondre à la question de Philippe, mais c'est comme si c'était des connaissances éparses qui ne sortent pas plus que ça et finalement quand les décideurs ou les médias veulent comprendre des problèmes communicationnels, ils font appel à Gérald Bronner ou à d'autres sociologues en vue... c'est ça le souci aujourd'hui, c'est qu'on arrive pas à passer un cap, on a la connaissance terrain, on a la connaissance critique du terrain, on est identifiés, on a les contrats, on a les moyens, on a la dimension internationale et personne ne le sait, on arrive pas à le faire savoir dans le grand public, le doctorant de sociologie qui fait une thèse intéressante est publié à La découverte, c'est dans toutes les librairies, c'est accessible partout, c'est une couverture médiatique, c'est France Culture etc. Moi je crois qu'on doit réinvestir les dimensions livresques aussi de valorisation et qu'on doit vraiment travailler, dépasser nos presses universitaires - je suis directeur d'une collection aux presses

universitaires de Dijon, c'est vrai qu'il faut dépasser ça, ça ne suffit plus, il faut investir La découverte, il faut investir ces grandes maisons d'édition, réinvestir les PUF. Qui publie aux PUF aujourd'hui ? Ils sont 2-3 et j'avoue qu'on ne sait pas faire, on est tous capables de faire des bouquins intéressants. Et je réponds un peu à l'interrogation de Bernard sur les théories générales en info-com, je pense qu'on a dépassé ce cap et que dire qu'on ne peut pas atteindre une théorie générale de la com je suis complètement d'accord avec ça, mais je crois qu'il faut s'autoriser à vouloir encore le faire, je pense qu'il faut s'autoriser à proposer et à faire des propositions théoriques ambitieuses. Ça ne veut pas dire qu'on va tout résoudre, on peut le faire modestement, mais voilà, on peut se dire qu'il y a un concept, on le travaille et on propose une vision du monde info-communicationnelle. Moi aujourd'hui je ne sais pas ce qu'est une proposition, une vision du monde info-communicationnelle, je sais ce que les sociologues proposent, je sais ce que Boltanski propose, mais nous, on est inaudibles là-dessus, je crois qu'on a un champ à investir vraiment sur ces questions-là, on a des choses à dire. On le voit dans les soutenances de thèses, nos doctorants ont des choses à dire, quand on s'écoute on a des choses à dire, maintenant il faut qu'on l'écrive, qu'on soit visibles dans les librairies, qu'on soit invités dans les médias, non pas juste pour réagir sur une thématique donnée, mais il faut qu'on arrête d'entendre Gérald Bronner nous parler de l'info-com. Je crois que c'est très important que ce soit cette dimension de valorisation, ça peut-être une piste de solution par rapport à ça.

EXPERTISES, COMPÉTENCES, PROFESSIONNALISATION ET VISIBILITÉ

Quels enjeux « d'éducation à » et de formation, pour quelle visibilité et reconnaissance au-delà du monde académique ?

Animation : Dominique Bessières

Laurence Corroy

Université de Lorraine

Clémentine Hugol-Gential

Université de Bourgogne

Cyril Masselot* et Audrey Knauf**

*Université de Franche-Comté

**Université de Lorraine

Raphaël Roth, Stéphanie Pourquoi-Jacquin, Emmanuel Ethis, Damien Malinas

Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM)

Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC)

Biographies des intervenant.e.s

Laurence CORROY est vice-présidente Formation de la SFSIC et professeure des universités à l'université de Lorraine. Elle dirige l'équipe Praxis au sein du Centre de Recherche sur les médiations (CREM, UR 3476). Elle dirige la collection Communication et santé chez Iste ed., et Éducation et médias chez L'Harmattan. Elle a écrit et dirigé une douzaine d'ouvrages.

Clémentine HUGOL-GENTIAL est professeure des universités en Sciences de l'Information et de la Communication. Après une première partie de carrière au Centre de Recherche de l'Institut Paul Bocuse, elle rejoint l'Université de Bourgogne en 2014. Elle est directrice adjointe du laboratoire CIMEOS (EA 4177) dont elle coordonne l'axe de recherche alimentation et gastronomie. Elle travaille sur les questions de médiations et de médiatisations alimentaires et s'intéresse aux enjeux contemporains de l'alimentation : santé, durabilité, enjeux de genre, patrimonialisation.

Audrey KNAUF est maîtresse de conférences Hors classe en SIC à l'université de Lorraine et chercheuse au Crem (Centre de recherche sur les médiations). Elle est directrice du Master VSOC, co-rédactrice en cheffe de la Revue Internationale d'Intelligence Économique, la R2IE, et ambassadrice de la donnée à l'université de Lorraine chargée de travailler sur la science ouverte. Ses travaux de recherche portent notamment sur les pratiques info-communicationnelles déployées au sein de territoires donnés : qu'ils soient académiques ou socio-économiques. Elle y interroge les processus info-communicationnels, la gouvernance informationnelle et les dispositifs sociotechniques pour l'intelligence territoriale.

Cyril MASSELOT est Maître de Conférences Hors Classe en Sciences de l'Information et de la Communication, Directeur Adjoint du Laboratoire CIMEOS EA 4177 de Université de Bourgogne, et enseigne à l'IUT de Besançon-Vesoul, au département Information - Communication, de l'Université de Franche-Comté. Ses recherches et enseignements portent sur les rôles et enjeux de l'information et de la communication dans l'accompagnement des changements sociaux, des transitions et de l'intelligence territoriale.

Stéphanie POURQUIER-JACQUIN est maîtresse de conférences en SIC au sein du Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam). Chercheuse au DICen-Idf, elle est membre de l'Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC).

Raphaël ROTH est maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication au Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam). Il est membre de l'Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC) et chercheur au sein du DICEN-Idf.

Expertises, compétences, professionnalisation et visibilité

Table ronde 5

Dominique Bessières

Notre table ronde traite des exigences de la professionnalisation de la communication qui sont à l'origine des Sciences de l'Information et de la Communication, Robert Bourre en a beaucoup parlé. C'est dire que les Sciences de l'Information et de la Communication sont concernées par des demandes sociales (ce qui a été précisé précédemment). Ceci implique d'entretenir de bonnes relations avec les champs professionnels, principalement pour assurer une meilleure entrée sur le marché du travail des diplômés, mais aussi pour avoir ou mettre en place des terrains et des supports de recherche.

Quelles sont les relations entre les champs des pratiques sociales, des praticiens et des champs d'étude par les acteurs académiques ?

La légitimation universitaire intervient bien évidemment dans les parcours de professionnalisation des nouveaux entrants dans le monde professionnel (les diplômés). C'est-à-dire que ceci repose principalement sur des savoirs professionnels, mais aussi sur des savoirs académiques, au travers des interactions sociales de luttes pour imposer des frontières avec d'autres champs sociaux, des champs professionnels, voire des champs disciplinaires.

L'objet de notre table-ronde est d'essayer de mesurer au travers de 4 domaines novateurs en Sciences de l'Information et de la Communication, comment peut s'articuler une chaîne allant de l'expertise en lien avec la recherche, la professionnalisation en lien avec la portée de la formation, la visibilité en lien avec la reconnaissance au-delà du monde académique. C'est-à-dire, comment peut-on construire des légitimités académiques, novatrices avec quels supports de légitimation ? Comment accroître le champ couvert par les Sciences de l'Information et de la Communication ? Il y a aussi une question, plus centrale pour tous les intervenants : en quoi les écosystèmes peuvent-ils valablement constituer des supports de formation et de recherche ?

Nous allons commencer par un projet qui est représenté ici par Raphaël Roth et Stéphanie Pourquoiier-Jacquin qui sont rattachés au CNAM et au Laboratoire Dicen, mais c'est bien plus complexe que cela, aussi je leur laisse la parole.

Raphaël Roth

On va essayer avec ma collègue, de raconter ce qu'est l'Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC) et de décrire la place qu'on donne à l'éducation artistique et culturelle depuis notre discipline : les Sciences de l'Information et de la Communication. L'INSEAC c'est un institut implanté dans l'ancienne prison de Guingamp, rattaché au CNAM qui accueille des enseignants du premier et second degré, des enseignants-chercheurs en sciences de l'information et de la communication membres du Dicen-idf (EA7339), des artistes, des personnels administratifs et des étudiants, du bac+1 jusqu'au doctorat avec pour objectif de former, de produire la recherche, du savoir sur l'éducation artistique et culturelle (EAC). Si l'on observe la littérature scientifique, l'EAC est un objet qui est, historiquement, plutôt traité soit par la recherche en sciences de l'éducation, soit, en ce qui concerne la question de l'éveil artistique, par la psychologie. Nous avons essayé de nous emparer du sujet à partir de la question de la médiation culturelle présente dans notre discipline depuis longtemps et des questions de la réception.

En ce qui concerne la demande sociale de l'INSEAC, le point de départ c'est le Haut conseil pour l'éducation artistique et culturelle ; on parlait tout à l'heure du Haut conseil pour la santé, il y a ces hauts conseils qui sont là pour donner des directives, des conseils, à nos gouvernants sur des thématiques particulières - et en l'occurrence l'éducation artistique et culturelle est devenue une politique publique prioritaire du gouvernement. Ceci est assez récent, mais avant d'être une politique publique prioritaire du gouvernement, l'EAC était une politique publique qui actualise la question de la démocratisation culturelle, c'est-à-dire : comment faire en sorte que l'on ait tous accès égal à l'art et à la culture ? C'est une question que nous travaillions déjà à Avignon jusqu'en 2020, et depuis à Guingamp et toujours sous la direction scientifique d'Emmanuel Ethis avec une équipe coordonnée à l'Inseac par Damien Malinas. Au sein du haut conseil pour l'éducation artistique et culturelle dans lequel se trouvent ou se trouvaient, au titre des personnalités désignées en raison de leurs compétences, des chercheurs en Info-com : Emmanuel Ethis qui en est le vice-président et Marie Christine Bordeaux qui contribue à inscrire cet objet dans notre discipline depuis quelques années déjà. Le Haut conseil pour l'éducation artistique et culturelle propose en 2016 une charte qui comprend 10 articles - je vous parlerai juste de 3 articles - le premier c'est « l'éducation artistique et culturelle doit être accessible à toutes et tous », et les 9 et 10 : « l'éducation artistique et culturelle doit faire l'objet de formations » et « doit faire l'objet de recherche et d'évaluation afin de cerner l'impact de ses dispositifs ».

Donc l'INSEAC est né de la volonté de 3 ministères : éducation nationale, enseignement supérieur et culture évidemment et des collectivités bretonnes qui ont fortement œuvré pour que le projet devienne breton : ville de Guingamp, Agglomération Guingamp-Paimpol, département des Côtes-d'Armor et Région

Bretagne. C'est le CNAM qui accueille le projet du point de vue académique, et nous sommes, en tant que chercheurs, membres du Dicen-Idf.

L'INSEAC s'est installé dans l'ancienne prison de Guingamp pour y mener sa recherche sur les effets des dispositifs d'EAC sur les élèves et y construire ce que l'on appelle un Living lab ou laboratoire à ciel ouvert de l'EAC : c'est est un territoire qui représente plus la France que Paris en fait, du point de vue des inégalités, du point de vue de la ruralité, du point de vue de l'indice de position sociale qui sont des indices qui sont utilisés pour justement qualifier les questions d'accès à l'art et à la culture. A partir de là, la façon dont on pense, en chercheurs en 71e section, l'éducation artistique et culturelle après la question de la médiation culturelle c'est à partir de cette question de l'inégalité, de l'inaccessibilité ou de l'accessibilité et en fait si on le traduit en termes info-com et qu'on part quand même des vieux modèles émetteur - message - récepteur qu'on transpose sur le modèle artiste - œuvre - public, de la notion de code, est ce qu'on détient tous les codes pour comprendre une œuvre de peinture, pour comprendre un spectacle de danse, pour entendre une musique. En fait, rapidement quand on conceptualise ce schéma du point de la relation à l'art et à la culture, on efface la notion de code pour arriver sur la notion de signe et on passe d'une sémiologie de la signification à une sémiologie de la communication. Alors je fais vite sur les héritages que l'on a de la linguistique ou des autres domaines, mais ça justifie l'approche communicationnelle de l'éducation artistique et culturelle, qu'on aborde du point de vue de la formation, qu'on travaille du point de vue de la recherche. 9 doctorants travaillent aujourd'hui sur les sujets d'éducation artistique et culturelle et de citoyenneté, sur les sujets de pratiques numériques du cinéma : pratiques domestiques ou de sorties des jeunes en Chine, en Iran et en France et sur les sujets de festivals ou d'éducation musicale et on a une mission qui est celle d'animation des réseaux qui passe notamment par la constitution d'un groupement d'intérêt scientifique qu'on en train de construire avec Aix Marseille Université avec des chercheurs qui travaillent en sciences de l'éducation notamment. On parlait ce matin de l'interdisciplinarité, de fait on ne souhaite pas, depuis les Sciences de l'Information et de la Communication, confisquer l'éducation artistique et culturelle aux chercheurs qui travaillent historiquement en sciences de l'éducation ou en psychologie, mais au contraire faire l'inventaire de tous les chercheurs qui en France et à l'international ont cette ambition de travailler sur l'objet et sur les dispositifs et sur les pratiques d'éducation artistique et culturelle : les Sciences de l'Information et de la Communication semblent-être un bon lieu pour cela.

Stéphanie Pourquoiier-Jacquin

Le projet de l'INSEAC était de créer un premier lieu central dédié à la formation initiale, à la formation continue, à la recherche, à l'animation, à la production de ressources en éducation artistique et culturelle. Donc la première mission a été pour nous de mettre en place un master qui accueille aujourd'hui à peu près 80

étudiants dont 12 en Formation Continue, 5 alternants et avec des étudiants qui venaient avec des profils complètement différents - à la fois des sciences politiques, de l'architecture, de droit, en Sciences de l'Information et de la Communication, même s'il s'agit davantage d'étudiants en formation initiale mais ils arrivaient avec un bagage complètement différent. Les Sciences de l'Information et de la Communication nous ont d'abord permis d'offrir un cadre à ces étudiants pour aborder les notions nécessaires à l'Éducation Artistique et Culturelle et ça a permis de créer un cadre commun à la fois dans nos ressources, mais aussi dans nos fondamentaux théoriques et dans nos méthodologies. La question de la professionnalisation qui est aussi centrale depuis le début de la journée, est quelque chose qu'on a en ligne de mire évidemment et qu'on a construit en dialogue avec les acteurs sociaux, les ministères et les collectivités territoriales puisqu'on avait pour objectif à la fois la montée en compétences des personnes qui étaient déjà en poste et qui travaillaient sur l'EAC : comme les enseignants et les agents de l'éducation nationale. Il y a la volonté, aussi, des structures culturelles de se saisir de l'EAC pour créer des missions spécifiques qui abordent à la fois la question des publics et de l'EAC comme enjeu de territoire : un bon nombre de villes ont été labellisées et que ça rentre maintenant parmi les missions des politiques culturelles. Donc, on accueille parmi nos étudiants l'étudiant en bac + 1 diplôme supérieur de spécialisation, un master en présentiel, un master qu'on a déployé grâce aux outils du CNAM - puisque l'intérêt aussi pour nous d'intégrer la dynamique du CNAM, c'était de repenser aussi la formation avec les outils, comme la formation ouverte à distance et le fait de pouvoir proposer des blocs de compétences - de pouvoir proposer des unités d'enseignement auprès des agents, auprès des enseignants, pour pouvoir à la fois monter en compétences et pouvoir développer des projets d'EAC. Ces blocs de compétences on les a construit avec les équipes des rectorats avec lesquels on est en dialogue, on les a construit auprès des acteurs de terrain et ça c'est important parce que c'est un dialogue qu'on a initié de manière pérenne depuis 2020 quand on est arrivés à Guingamp, jusqu'à aujourd'hui puisqu'on est en dialogue, de par notre situation en Bretagne, avec les équipes Bretonnes, mais aussi avec le rectorat de Nancy-Metz, avec les territoires d'outre-mer, puisque le master depuis cette année a été déployé sur le territoire de la Réunion, et des agents éducation nationale qui suivent nos modules à distance et qui sont inscrits sur les plans académiques de formation. Donc ces dynamiques, de recherche, de réflexion et de professionnalisation sur ces questions d'EAC, elles sont construites aussi dans le temps, en fonction des opportunités et aussi en fonction de la demande et de ce terrain qu'on construit.

Audrey Knauf

Je suis Audrey Knauf, enseignante chercheuse à l'université de Lorraine, rattachée au CREM, et mon champ de recherche porte sur l'intelligence territoriale ainsi que sur l'intelligence économique. L'objet de notre contribution aujourd'hui, avec Cyril Masselot, est de dresser un premier constat recherche et formation, pour situer nos propos au regard des interrogations de cette table ronde, notamment sur l'apport de l'intelligence économique et de l'intelligence territoriale au sein des écosystèmes en transition et de son caractère pluridisciplinaire. Et finalement cette grande question va faire écho à plusieurs mots-clés que l'on a déjà entendus depuis ce matin et qui reviennent à chaque table ronde, comme l'interdisciplinarité ainsi que la production de connaissances, puisque c'est aussi au cœur des problématiques d'intelligence territoriale ; également la notion de transition, dont on disait qu'il y avait peu de travaux dans le domaine particulièrement au niveau des thèses, et puis, la multiplicité des acteurs sur le territoire. On en a parlé dans la table ronde précédente et maintenant avec l'EAC, qui implique plusieurs ministères, avec des institutionnels issus du monde de la culture et de l'éducation, et ce n'est pas forcément évident pour qu'ils se comprennent : ce sont des opérateurs de la culture, ce sont des auteurs, ce sont les enseignants et comment faire pour que toutes ces personnes se comprennent, partagent, produisent des connaissances pour un même projet ? Et c'est là tout le défi qui est à relever par les enseignants-chercheurs en info-com qui accompagnent ce type de projet. Donc je souhaitais faire un petit constat sur l'intelligence territoriale et Cyril parlera plutôt de perspectives. En terme de constat, sur la notion d'interdisciplinarité, je m'appuie sur l'étude bibliométrique qui a été faite l'an passé sur 573 thèses qui sont parues entre 2000 et 2022 qui évoquent ou touchent à l'intelligence territoriale ou à l'intelligence économique et représentées, bien sûr, pour une grande part par les Sciences de l'Information et de la Communication, et celles des sciences de gestion. Mais cela touche aussi d'autres disciplines et cela montre vraiment cette interdisciplinarité, dont l'informatique, les sciences économiques, le droit, la santé, les sciences du langage et plus largement la géographie et d'autres qui convoquent les théories, les pratiques, les méthodes, les outils d'intelligence territoriale. Il y a aussi le réseau international en intelligence territoriale : l'INTI qui se veut polydisciplinaire et intersectoriel et qui a aussi à son actif 645 communications issues de plusieurs disciplines. Donc cette multiplicité rend compte d'un vif intérêt de l'application des méthodes et outils de l'intelligence économique et territoriale à toutes les échelles du territoire, en prenant en compte la diversité des acteurs. L'autre force de l'intelligence territoriale, c'est l'alliance de la recherche et du terrain, on a beaucoup parlé tout à l'heure de recherche action, dont témoignent les articles qui sont parus dans une des revues reconnues en intelligence économique, telle que la R2IE, ainsi qu'à l'INTI avec des acteurs issus du monde académique et des acteurs issus du monde socio-économique.

Il y a également 2 revues reconnues dans ce champ, toujours la R2IE mais aussi I2D qui sont de nature hybride à la fois académiques et professionnelles. Cette double approche, permet de rendre actionnable sur les territoires les connaissances produites par le monde de la recherche et celui socio-économique au regard des enjeux de société auxquels ils font face, tel que celui de la transition. Et puis, côté formation, nous retrouvons ce caractère pluridisciplinaire autant en Master qu'en Licence avec notamment la formation à la TEDS dans laquelle l'intelligence territoriale joue un rôle fondamental à travers les enjeux de société et de développement soutenable. Le MESRI prévoit à court terme de former à la transition écologique tous les étudiants de France, et de favoriser l'interdisciplinarité en mobilisant l'ensemble des connaissances relevant des sciences de la nature et des SHS pour permettre de valoriser une approche transversale. A l'université de Lorraine, justement le module *SENSE* qui veut dire *Se saisir des ENjeux Sociaux et Ecologiques* est rendu obligatoire pour tous les étudiants de première année de Licence dès la prochaine rentrée ou encore à l'université de Franche Comté avec un module appelé *Transition*, et cela devrait être rendu obligatoire pour la prochaine rentrée dans toutes les universités françaises. L'intelligence territoriale est également présente dans plusieurs formations, y compris à l'international sous la forme d'unité d'enseignements, dans une logique d'approche transversale pour l'acquisition de compétences spécifiques, notamment les théories et méthodes de co-construction et d'évaluation des connaissances territoriales, où les SIC sont incontournables. Enfin sur le volet plutôt intelligence économique, qui est considérée comme un outil d'aide à la décision, elle accompagne les acteurs du territoire pour une meilleure compréhension de leur écosystème en les alimentant par des informations qualifiées, de qualité et traitées, permettant d'adapter les pratiques professionnelles au regard des enjeux de soutenabilité du territoire. Elle vise aussi à anticiper l'évolution de l'activité de ces acteurs, pour qu'elle soit en phase avec les préoccupations sociétales d'aujourd'hui et de demain et enfin, à leur permettre de surmonter des crises. Aujourd'hui, on ne parle en effet plus vraiment d'anticiper ou de gérer des crises, puisqu'elles sont protéiformes et inattendues, on parle plutôt de surmonter les crises. Alors comment les accompagner avec nos méthodes, nos outils en Sciences de l'Information et de la Communication, mais aussi avec nos formations, particulièrement avec les masters en intelligence économique qui ont un rôle à jouer puisqu'ils forment de futurs spécialistes de la veille stratégique ou encore de la gestion des connaissances.

Cyril Masselot

Je suis enseignant chercheur au CIMEOS dont je suis directeur adjoint, à l'université de Bourgogne, et j'ai aussi un pied à l'université de Franche Comté à Besançon où je suis co-responsable du thème Transitions de la Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement. Pour aborder ces questions, je vais

prendre quelques mots clés pour essayer de comprendre ces idées-là et pour rebondir sur les discussions qu'on a pu avoir au cours de la journée. Nous estimons qu'on avait pas mal d'expérience de terrain depuis une trentaine d'années sur ces questions, et nous avons expérimenté à plusieurs moments la transformation des méthodes, concepts et outils qui sont produits par de la recherche en Sciences de l'Information et de la Communication, dans des processus informationnels et communicationnels qui permettent d'organiser une dynamique qui va de l'observation à l'action territoriale, en passant par la création d'informations, la création de connaissances et le tout articulé autour de moments - donc de processus communicationnels - qui permettent aussi l'émergence et la co-construction de ces fameuses connaissances et de ces fameuses informations. C'est très important pour nous parce que ce sont des approches systémiques (Morin) qui nous guident. Le deuxième point c'est cette approche intersectorielle : l'idée qu'on est très mal vu sur le terrain ce n'est pas seulement parce qu'on n'est pas connus, mais parce qu'on est souvent très distants et que souvent on ne sait pas expliquer ce que l'on fait sur le terrain ; et l'une des meilleures techniques que nous ayons pu trouver et expérimenter sur nos territoires c'est justement de faire travailler d'autres acteurs que des gens du monde académique avec nous sur ces données, sur la manière même de les créer pour arriver à inventer de l'action et c'est en général - pardonnez-moi l'expression mais je l'aime bien - c'est en mettant les mains dans la cambouis que l'on comprend comment le moteur fonctionne. Et c'est comme ça que ça marche sur beaucoup de territoires. Donc l'approche intersectorielle est pour nous importante, sortir de nos labos, ne pas être que dans notre coin et essayer de faire comprendre que l'on n'est pas des espèces de personnalités éthérées qui sont très loin justement des territoires. Le monde actuel ne peut pas échapper aux transitions et elles sont elles aussi systémiques. C'est là que nous avons un rôle important à jouer, en lanceurs d'alertes, par nos observations territoriales, nos constructions de connaissances, à essayer de comprendre comment cette intelligence collective arrive à détecter et à donner des pistes de prévention et d'action. Sur l'interdisciplinarité on a évoqué les Sciences de l'Information et de la Communication, les SHS mais travailler avec d'autres disciplines, c'est compliqué, mais essentiel ! Donc, en résumé : approche systémique, intersectorielle, interdisciplinaire, coopérative et partenariale, pour répondre à l'enjeu fondamental de la co-construction des connaissances pour la transition en action.

Clémentine Hugol-Gential

Je suis professeure des universités à l'université de Bourgogne, moi aussi je suis au CIMEOS et moi aussi je suis directrice-adjointe, tout comme Cyril. Et la question qui m'a été posée ça fait longtemps qu'on ne me l'avait pas posée et j'étais contente qu'on me la repose : c'était en quoi l'alimentation était un fait communicationnel ? Alors moi j'ai commencé ma carrière dans un environnement

extrêmement interdisciplinaire, on l'a évoqué tout à l'heure, c'est l'institut Paul Bocuse j'ai fait partie de la première génération des recrutés en 2008 à l'ouverture du centre de recherches, j'ai fait mon doctorat en thèse Cifre là-bas et après j'ai été embauchée en tant que chargée de recherches en SHS, il n'y avait pas dimension véritablement communicationnelle dans ce poste et les disciplines que j'étais amenée à croiser étaient principalement la sociologie pour tout ce qui était l'alimentation comme vecteur de différences culturelles et sociales, l'anthropologie pour travailler sur les cultures alimentaires à travers le monde ou encore l'histoire pour travailler sur l'évolution des pratiques alimentaires. D'autant que l'histoire a un institut spécialisé à Tours qui est l'institut Européen des cultures alimentaires et de l'histoire alimentaire, ce qui fait qu'ils sont constitués en institut et donc ils ont, de fait une grosse visibilité. Donc les Sciences de l'Information et de la Communication étaient complètement invisibles à ce stade de ma carrière si ce n'est que j'ai travaillé pour ma thèse etc. mais en tant que chargée de recherche, ce n'est pas quelque chose que j'avais beaucoup l'occasion de mobiliser mais j'ai réussi quand même un peu à le faire quand j'ai commencé à dire : « *mais vos menus, personne les comprend en fait, les clients ne les comprennent pas, est ce que vous vous rendez compte qu'à chaque fois il y a un quart d'heure de lecture, quinze questions et que personne ne comprend ce qui est écrit sur le menu* ». Et là je commence à dire que c'est un objet de médiation le menu, et puis, se posait donc une question intéressante, et c'est comme ça que j'ai rejoint l'université de Bourgogne où il y a un poste qui s'est ouvert sur la communication alimentaire et c'est comme ça que j'y suis arrivée. Donc cette question de la transmission et de l'expérience sensible au départ elle a été fondamentale parce qu'effectivement ça m'a permis de toucher de manière très claire les chefs avec qui je travaillais au quotidien, j'étais à l'institut Paul Bocuse, mais ça m'a permis après d'ouvrir le spectre sur les enjeux pour les industries agro-alimentaires mais aussi et surtout pour l'éducation au goût et comment on transmet le goût dans l'éducation au goût notamment dans les programmes scolaires. Et puis j'ai avancé, je me suis détachée de cette histoire de l'expérience sensible, de l'alimentation comme objet de médiation et je me suis intéressée à l'alimentation comme objet de médiatisation et là, force est de constater que les acteurs sont nombreux à nous parler de notre alimentation : déjà nous tous les jours on en parle, parfois même on peut le publiciser sur les réseaux sociaux, j'ai parlé d'industrie agro, j'ai parlé des artisans de bouche, des chefs, de plein de personnes qui aujourd'hui prennent la parole sur cette question-là. Ils n'ont pas tous les mêmes enjeux, ils n'ont pas tous les mêmes objectifs et même si on regarde au niveau de l'État aujourd'hui, il y a quand même 3 ministères qui en parlent : le ministère de la santé avec le programme national nutrition santé ; le ministère de l'agriculture avec le programme national pour l'alimentation ; depuis 2019 il y a le ministère de la santé et le ministère de l'agriculture qui ont fait un programme commun. Donc

on a 3 programmes ministériels qui régissent les pratiques alimentaires. Et on a le ministère de l'écologie notamment sur les enjeux de transition et de durabilité. Et on voit bien aujourd'hui qu'il y a un enjeu communicationnel à bien saisir ces multiples complexités avec les différents acteurs, avec les enjeux du lobbying notamment. Parce que je vais prendre un exemple tout récent, en Juin 2023, il y a une loi qui a été votée qui est la loi de l'influence et tout ce qui était lié à la loi de l'alimentation et notamment indiquer le nutriscore d'un aliment qui va être valorisé sur les réseaux sociaux ou valoriser un alcool, ce qui n'est pas autorisé notamment par la loi Evin depuis 1991, et bien tout cela est passé à la trappe. Donc aujourd'hui on peut dire ce qu'on veut sur les réseaux sociaux sur l'alimentation il n'y a aucun souci, il n'y pas de cadre légal et la loi de l'influence n'a pas régité ça. Donc l'alimentation est un objet communicationnel, extrêmement complexe avec plein d'acteurs en co-présence et c'est aussi un objet de patrimonialisation et effectivement en 2010, il s'est passé quelque chose d'assez important, ça a à été l'inscription du repas de Français au patrimoine immatériel de l'UNESCO. De cela sont nées des cités de la gastronomie, il y en 3 : une à Tours, une à Lyon et il y en a une à Dijon. Ce qui est un peu embêtant aujourd'hui avec ces enjeux de patrimonialisation c'est que ça porte le regard plutôt sur ce qui est de la haute cuisine et de la gastronomie et en fait, ça évacue les dimensions de l'alimentation quotidienne, de l'alimentation pour les personnes précaires parce qu'on sait que c'est un objet de prévention aussi l'alimentation, de transmission, donc c'est un objet extrêmement riche. Et aujourd'hui, telle que la patrimonialisation est traitée en tout cas par les pouvoirs publics est plus dans une logique de gastro diplomatie. Et d'ailleurs, il y a un diplomate spécialiste de la gastronomie, c'est la première fois que l'on a cela, c'est Emmanuel Macron qui a nommé un diplomate qui doit nous représenter à l'international, c'est Guillaume Gomez. Pour autant, je crois qu'il faut dépasser le spectre de la patrimonialisation parce qu'en Sciences de l'Information et de la Communication on voit qu'il y a plein d'autres perspectives possibles en lien avec d'autres enjeux. Notamment aujourd'hui il y a l'augmentation de l'obésité, l'augmentation de la précarité alimentaire avec cette corrélation des deux sujets, donc il y a de véritables enjeux de santé publique. Par ailleurs, il y a d'autres enjeux comme la transition alimentaire : aujourd'hui comment par exemple on fait pour introduire dans notre répertoire alimentaire plus de protéines végétales, ça c'est un enjeu aussi communicationnel de transmission des savoirs ; et puis bien évidemment il y a l'enjeu d'éducation à l'alimentation et on voit de la transmission des savoirs qui est extrêmement puissante. Donc c'est une question éminemment communicationnelle. Aujourd'hui au CIMEOS on a un axe de recherche qui est structuré, je pense qu'on est un des seul laboratoire en Sciences de l'Information et de la Communication à avoir un axe structuré autour de cet objet un axe de recherche. Les chercheurs travaillant en SIC et en alimentation, nous sommes aujourd'hui un peu éparpillés partout à Montpellier, au Gresec, à Geriico mais on

se structure autour d'un réseau qui est le réseau AGAP qui est un réseau de recherche autour des pratiques alimentaires, qui s'est constitué récemment en GER au sein de la SFSIC, et qui vise justement à essayer de se fédérer un peu plus. Pour que cette question-là ne soit plus posée et que ça devienne quelque chose de très visible que l'alimentation est un fait communicationnel.

Laurence Corroy

Je suis professeure des universités à l'université de Lorraine, au sein du CREM. Je désirerais rebondir sur ce que vient de dire Clémentine, parce qu'en fait la question qui nous était posée était liée aux expertises, aux compétences, aux professionnalisations et leur visibilité. Ton exemple est finalement idéal pour exemplifier ce qu'on avait imaginé avec Élise Maas à la commission formation de la SFSIC. On s'était posé une question très simple : sur 10 docteurs en Sciences de l'Information et de la Communication combien vont rejoindre la recherche publique ? Nous avons contacté l'ensemble des laboratoires en SIC, via la CP-DirSic. Nous avons obtenu des réponses parcellaires, tous les laboratoires ne nous ayant pas répondu ou n'ayant pas pu consolider leurs réponses - il est parfois difficile d'avoir les résultats et de connaître le destin de tous les jeunes docteurs - mais on s'était rendues compte qu'au maximum c'était à peu près 3 sur 10 qui devenaient enseignants-chercheurs, 2 autres qui deviendront titulaires dans l'enseignement secondaire ou supérieur (ingénieur de recherche par exemple) et cela signifie que les 5 autres rejoindront le privé. Il y a là une vraie question : comment ces jeunes chercheurs peuvent rendre compte de la spécificité de leurs compétences en tant que docteurs - et en tant que docteurs en Sciences de l'Information et de la Communication - deux questions évidemment complémentaires mais différentes. Nous avons élaboré un livret de compétences que l'on a co-construit avec eux lors des doctorales de la SFSIC. Il peut continuer d'évoluer et de s'alimenter aux prochaines doctorales. Nous envisageons aussi des exercices quasiment de *speed dating* pour réfléchir aux compétences qu'ils peuvent mettre en avant.

Je voudrais dire deux choses : la première c'est qu'on s'est rendues compte que les jeunes docteurs ont du mal - et cela rejoint la question de la visibilité -, à expliquer quelles sont leurs compétences. Quand on s'est mis à les lister avec eux, ils ont réalisé qu'ils en avaient énormément. C'est le premier point. Le second point, c'est que finalement on a encore très peu de thèses CIFRE, alors qu'on voit bien que cette trajectoire de CIFRE a amené Clémentine à un poste d'enseignant-chercheur avec un angle d'attaque très original et très compréhensible pour l'extérieur. Donc je crois qu'on a à faire aussi de ce côté-là : il faut encourager les CIFRE et même si nos jeunes doctorants ne font pas des CIFRE il est possible de les amener à réfléchir dès le début de la thèse à travailler le vocabulaire, le langage, la manière de se présenter dans une perspective de recherche et de

développement. Si la plupart a envie de rejoindre le monde académique, la réalité est qu'une grande majorité des jeunes docteur.es va aller dans le privé. Donc expertises, compétences, professionnalisations et visibilité relèvent de notre responsabilité à tous. J'en profite pour faire un appel appuyé aux directeurs de recherche de venir aux doctorales car ça motive les doctorants et cela permet d'initier ce type de dialogue tous ensemble.

Dominique Bessières

Merci pour ces présentations complémentaires, on voit que la demande sociale est importante. La demande publique peut-être liée aussi à des demandes sociales. Et la demande universitaire, d'une autre façon, peut-être liée également au privé, puisque beaucoup de doctorants débouchent finalement professionnellement sur une dimension privée pour l'insertion professionnelle. On voit qu'il y a en fond une dimension d'expertises, de compétences, de professionnalisations et je dirais même aussi de légitimité ou de légitimation. C'est grandement l'objet de cette table ronde, puisque vous êtes sur des champs qui sont relativement récents. Aussi on se pose la question de cette légitimité autant académique qu'extérieure. C'est en cela que j'avais évoqué aussi la question de l'écosystème. En quoi, ces liaisons que vous avez avec des champs socioprofessionnels particuliers, en quoi ces champs sont-ils porteurs, moteurs ou au contraire peut-être dans certains cas plus ardues ? J'ai l'impression que vous avez un peu abordé cet aspect, mais est-ce que vous pouvez rebondir, préciser ou élargir en ce sens ?

Raphaël Roth

Quand j'ai décrit tout à l'heure l'EAC comme politique prioritaire du gouvernement, je la décrivais comme un besoin qui s'énonce au niveau national mais aussi dans la façon dont les collectivités s'en emparent, dans la façon dont l'éducation nationale, les rectorats, les établissements s'en emparent et effectivement il y a une vague qui est portée au niveau de l'EAC, que l'on peut aussi définir comme une transition du rapport aux questions d'éducation globalement à la place qu'on donne aux arts et à la culture quand il y en pas dans le programme éducatif des établissements - c'est ce que nous disent les enseignants : comment voulez-vous qu'on fasse de l'éducation artistique et culturelle alors même qu'on a pas le temps de travailler des savoirs fondamentaux ; donc dans le travail, dans la formation des enseignants en formation continue là où ils n'ont plus de temps en réalité parce qu'ils sont en poste ; ou qui souhaitent se reconverter. En M2 on a des étudiants qui ont entre 22 et 59 ans et on a 8 étudiants qui ont entre 51 et 59 ans et qui veulent passer le pas de compétences qu'ils ont déjà pour beaucoup - c'est-à-dire que certains font déjà de l'EAC depuis longtemps sans forcément la qualifier comme ça? D'autres en la qualifiant, et certains ont besoin de valider des acquis de l'expérience et de valider des compétences à travers un master 2 notamment. Ce master 2 on l'a pensé sur un temps resserré en présentiel à Guingamp, sur 4 mois puisque les étudiants viennent

de toute la France et du monde entier pour se former de septembre à décembre et ensuite ils vont soit en alternance, soit en stage soit ils retournent en poste pour ceux qui ont eu un congé de formation. Je voulais réagir sur la Cifre car effectivement ce modèle de thèse qui est, au départ, pensé pour l'industrie, a trouvé une voie heureuse dans le champ des Arts et de la culture à travers le besoin de transfert de compétences recherche depuis les laboratoires, vers ce qui relève du secteur privé mais pas seulement. Je donne deux exemples : un qu'on a travaillé avant qu'on soit à Guingamp avec les Trans Musicales de Rennes - qui est un festival de musique actuelles qui existe depuis 40 ans, on a accompagné les Trans Musicales dans la création d'un service recherche et développement - c'est une association loi 1901 - et qui se posait depuis longtemps la question de diversité culturelle, la question de la démocratisation culturelle, aujourd'hui la question des droits culturels et qui avait besoin d'avoir une personne très opérationnelle sur les publics. L'étude des festivaliers, la conceptualisation même des notions de médiation et d'action culturelle. Et donc pendant 3 ans on a accompagné la doctorante, on l'a dirigée scientifiquement, elle a ensuite été recrutée par les Trans Musicales et grâce à un crédit impôt recherche, elle a été complètement CDIisée. On est en train de faire la même chose avec les Francofolies de la Rochelle qui sont un autre festival de musique qui se pose la question de l'éducation artistique et culturelle depuis longtemps puisqu'ils ont un pôle de ressources en EAC et qui souhaite construire comme ça un service de recherche et développement. Ils ne l'appellent pas comme ça, mais il s'agit de personnes qui dédiées à la recherche sur question de l'EAC de l'étude des publics du point de vue des Sciences de l'Information et de la Communication et de la médiation. C'est une façon aussi de réagir sur l'utilité et le lien et la justification même de cette demande sociale et de la reconnaissance des Sciences de l'information et de la communication au-delà du monde académique.

Stéphanie Pourquoiier-Jacquin

Pour compléter et répondre aux questions sur les supports de formation et les écosystèmes, un des rôles de l'INSEAC c'est aussi que ces écosystèmes communiquent entre eux. Notre rôle c'est aussi de former les artistes à travailler avec des enseignants et les entreprises culturelles à travailler avec des artistes et des enseignants, et de se poser la question du point de vue à différents endroits. « *Je suis un artiste, je veux travailler dans une école, comment je m'y prends, comment je fais un projet ?* », « *Je suis un enseignant, je veux travailler avec un artiste, comment je le fais venir dans ma salle de classe et comment je peux travailler avec lui ?* ». Et je voulais aussi réagir sur la question de l'alimentation, puisque c'est un des fils, une des problématiques de recherche qui est apparue aussi dans les questions des étudiants de M2 dans leurs mémoires, c'est : est-ce que la question de l'alimentation, par le biais de dispositifs à l'école, comme la semaine du goût, quelque chose qui est très récurrent au sein des classes finalement, peut intégrer la question de l'EAC et comment l'EAC peut aussi apparaître comme un levier de ces thématiques qui sont

importantes et qui sont communicationnelles, c'est aussi comme ça que nous on se pose la question de l'éducation aux médias et à l'information mais aussi de l'éducation au développement durable puisque ces thématiques sont intégrées aussi au sein des délégations académiques de l'action culturelle et que ce sont des thématiques transversales et qu'on voit que les transversalités s'opèrent à ces endroits-là.

Cyril Masselot

Je change complètement de sujet, tu parlais de champs innovants etc. En 2015, il y a presque 10 ans on a sorti à la revue Administration un gros numéro spécial qui s'appelait : intelligence territoriale 25 ans déjà et le premier observatoire de l'IT qui nous a permis justement de modéliser la méthode, les outils dans la première version, elle a démarré en 1990, après c'est toujours pareil, il faut le temps pour que les choses se mettent en place. Et pour rebondir sur le sujet, j'évoquais tout à l'heure en off, le fait que - si mes souvenirs sont bons, dans les années 2012 avec une collègue de ce réseau là on a écrit un article, justement, pour essayer de prendre du recul sur ces questions-là qui vont reprendre la discussion qu'on a eu tout à l'heure avec Christian (Le Moëne) et Bertrand (Parent), sur le fait qu'on a essayé de décrire si vous voulez ce qu'on faisait en intelligence territoriale à partir aussi d'une formation qu'on venait de monter aussi à l'université de Franche Comté en essayant de montrer que tout cela partait au départ, effectivement, d'une demande sociale initiale qui nous avait motivée, qu'à partir de là on avait expérimenté des outils et méthodes qui venaient de plusieurs disciplines, d'où l'intérêt encore une fois de la pluridisciplinarité, et qu'on avait modélisé en recherche - cette fois ci fondamentale puisqu'on est partis dans nos labos et qu'on a essayé de réfléchir sur ce qu'on venait de faire et comment on l'avait fait, et pourquoi ? Donc un temps d'analyse. Et qui s'est transformé, en formation comme c'était dit tout à l'heure, le principe de base étant qu'effectivement, étant arrivés à un certain niveau dans nos formations, on est tenus de transférer aussi ce que l'on a appris à la fois dans nos labos et sur le terrain et on le fait aussi avec des acteurs habituellement. Et on a beaucoup insisté sur le fait que cette trilogie-là était pour nous super importante et très pertinente, il y a des moments de réflexion, des moments où on teste sur le terrain, des moments où on revient après et on recommence et on a des échanges - et des moments de formations aussi om on s'interroge et on se demande où est ce qu'on s'est plantés ? Y compris au moment de la méthode fondamentale et ça c'est à mon avis un dialogue important qu'il faut conserver et que je remets régulièrement dans différents écrits, j'en ai parlé déjà dans ma thèse et j'en parlerai dans mon HDR sur le fait que derrière on a une analogie au triangle didactique de Yves Chevallard.

Audrey Knauf

Peut-être un point sur l'adaptation de nos maquettes de formation par rapport aux besoins du terrain. C'est le cas d'un Master que je dirige en veille stratégique à l'université de Lorraine, avec lequel on s'est rendus visibles sur la gestion de crise informationnelle et humaine, et encore plus aujourd'hui avec ce que l'on rencontre dans notre société sur les questions de Cybersécurité. Nous avons alors adapté notre offre de formation en fonction de ces besoins. Cependant, si on fait appel à nous sur le volet formation, cela reste moins évident sur celui de la recherche. Nous devons sans cesse rappeler que derrière les formations, il y a les chercheurs qui apportent leur expertise, mais ça a du mal à faire son chemin, car les acteurs socio-économiques ne veulent pas prendre le temps d'investir dans une recherche qu'ils estimeraient trop longue. Sur ce champ-là (la cybersécurité, par exemple), on veut être opérationnels, réactifs par rapport à des phénomènes pour lesquels il faut vite réagir. Nous sommes ballotés entre ces deux positionnements qui rendent notre métier complexe. La question de temporalité prend tout son sens.

Clémentine Hugol-Gential

Je vais revenir sur les CIFRE et visibilité et reconnaissance au-delà du monde académique, je crois que la CIFRE auprès des entités, elle est maintenant plutôt connue, notamment au niveau des grands groupes, et maintenant les CIFRE sont directement employables dans la sphère socio-économique, moi j'avais fini ma thèse qu'on m'avait déjà proposé mon poste. Et donc je suis restée 6 ans au final, par contre l'académie m'avait clairement fait comprendre que je n'avais pas place en tant qu'enseignant chercheur, ça ça m'avait été répété plusieurs fois. Et j'ai tenté un seul concours c'était celui de Dijon, parce que c'était l'alimentation et que je ne voulais pas lâcher cet objet-là. Et je suis allée passer un concours en me disant : je suis l'outsider de service, rien à perdre - et puis là, je l'ai eu et je ne me suis jamais totalement remise parce que ne m'y attendais pas du tout. Et je pense que sur les CIFRE, c'est plutôt du côté de l'académique qu'après ça coince alors même qu'en réalité ça demande une flexibilité assez forte à toujours switcher entre les enjeux de terrain et les enjeux académiques, par ce quand même à la fin on rend une thèse ; et je crois que c'est plus le monde académique qui aurait à se nourrir des CIFRE, je pense que le monde socio-économique a compris l'intérêt des CIFRE en plus c'est très subventionné, elles s'en saisissent, puis elle forment quelqu'un pendant 3 ans, elles ont pas envie de le laisser partir, donc elles le gardent avec des propositions de salaire plutôt attractives - je pense que c'est au monde académique, qui forme aussi, de s'emparer ces dispositifs.

Échanges avec la salle

Laurent Morillon

En écho à ce qui vient d'être dit, sur les CIFRE, deux chiffres du ministère qui montrent que les Sciences de l'Information et de la Communication, n'ont pas à rougir. C'est la discipline des SHS qui a le nombre de thèses financées le plus important. Pour 2022 c'est 115 financements devant la psycho (45), l'aménagement de l'espace et de l'urbanisme (22), les STAPS (30), la géographie (15), les sciences de l'éducation (17), l'histoire et civilisations (20) ; la philosophie (6). Le taux d'acceptation moyen pour les CIFRE est de 84%, avec 2 expertises, une scientifique par un expert du champ et une socio-économique par le DRARI. Depuis une quinzaine d'années les associations et les collectivités sont éligibles. C'est l'une des explications du « boom » des CIFRE dans les SHS. Il s'agirait d'ailleurs de militer pour que les labcom s'ouvrent aux associations qui sont potentiellement demandeuses.

Olivier Galibert

Juste une question par rapport à ce que disait Clémentine, sur la question de l'employabilité académique de la CIFRE, de par une intégration de plein pied dans les enjeux entrepreneuriaux, stratégiques, mais également via leur nécessaire réflexivité académique je pense que les doctorants CIFRE sont d'autant plus compétents ... Ils ont nécessairement une approche critique par rapport aux missions confiées. La plupart de ceux que je dirige assurent des cours à l'université, et pas seulement pour des ressources opérationnelles ou stratégiques. Le CIFRE permet également au doctorant d'être doublement « socialisé » : dans son entreprise, et au sein des autres doctorants du laboratoire. Cela permet je crois, même s'il peut y avoir d'autres difficultés connues comme la pression de la commande, ou un management problématique dans l'entreprise, de lutter contre un sentiment d'isolement, pour ne pas dire d'abandon, qui peut déboucher sur des arrêts prématurés de thèse, y compris pour des thèses financées

Etienne Armand Amato

Peut-être un début de réponse à cela c'est le statut de chercheur associé pour tous les professionnels qui ont quand même énormément à nous apporter et l'autre point, c'est, on l'a dit ce matin qu'un enseignant chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication est une sorte à la fois de spécialiste et de généraliste mais là au niveau professionnalisation on a à la fois une opérationnalité d'efficacité qui était dans la précédente table ronde et une énorme attente encore là. Moi je me dis qu'on met la barre très haut au niveau de nos théories de com pratique c'est quand même une exigence un peu folle... c'est une provocation.

Raphaël Roth

Par rapport à ce qui vient d'être dit, ça va tout à fait dans la perspective de ce qu'on a décidé : c'est-à-dire d'arrêter d'opposer master recherche et pro, en disant que les compétences, que les attentes qu'on va transmettre à nos étudiants forcément elles s'assoient sur un cadre théorique - ce n'est pas facile - des étudiants qui viennent en formation continue, qui ont 20 ans d'expérience dans l'éducation nationale, de leur donner le cadre théorique en Info-com. C'est-à-dire que vous devez être très efficace, notamment en approfondissant avec le travail du mémoire derrière. Il ne faut pas du tout opposer ça à la professionnalisation par l'alternance ou par le retour en poste et ça à du sens, vis-à-vis de la visibilité des formations en communication. Alors la nomenclature nationale de notre master c'est culture et communication, vis-à-vis des associations, des entreprises qui embauchent nos étudiants dans le champ de l'art et de la culture dans lequel on est quand même bien visibles, parce qu'historiquement les formations en médiation culturelle, rattachées aux départements d'info-com occupent une place importante en France depuis une quarantaine d'années dans le paysage des formations universitaires.

FRONTIÈRES, VISIBILITÉ ET DÉNOMINATIONS DES DOMAINES SIC FRANÇAIS À L'INTERNATIONAL

Animation : Élise Maas

Sarah Cordonnier

Université Lumière Lyon 2

Alex Frame

Université de Bourgogne

Carsten Wilhelm

Université de Haute Alsace

Biographies des intervenant.e.s

Sarah CORDONNIER est professeure des universités en sciences de l'information et de la communication à l'Institut de la communication de l'Université Lyon 2, et membre de l'équipe de recherche ELICO. Elle est vice-présidente recherche de la SFSIC. Dans ses recherches et ses enseignements, elle travaille notamment sur les appropriations des outils de l'enquête scientifique et, dans une perspective internationale, sur la construction disciplinaire des sciences consacrées à la communication.

Alex FRAME est professeur des universités en SIC à l'Université de Bourgogne (Centre TIL, UR4182) et responsable du Master anglophone en management Interculturel. Ses travaux portent principalement sur les approches critiques en communication interculturelle, appliquées à la communication interpersonnelle, à la migration, à la communication des organisations et aux réseaux socionumériques

Carsten WILHELM est maître de conférences en SIC à l'Université de Haute-Alsace, où il est directeur de département et responsable du Master Information-communication. Il est responsable de l'équipe « figures et médiations des transitions : innovations, médias, milieux du CRESAT (ER 3436).

Membre du CA de la SFSIC de 2014 à 2023, il a été successivement VP communication et VP relations internationales. Il mène ses recherches sur les enjeux sociaux et politiques des usages et pratiques des médias numériques dans une perspective comparative. Il travaille notamment sur le concept de la *privacy* au sein du réseau international CRPN <https://comparativeprivacy.org/> et au sein du GER GENIC <https://genic.hypotheses.org/> sur l'éthique et le numérique en information-communication.

Frontières, visibilité et dénominations
des domaines SIC Français à l'International
Table ronde 6

Élise Maas

Nous avons longuement évoqué ce matin, le positionnement des Sciences de l'Information et de la Communication en France. Les problèmes de sémantique, les confrontations entre les différentes dénominations ont également été abordés. Tout en nous appuyant sur le vocabulaire utilisé en France et en nous confrontant aux appellations à l'international, nous aborderons les frontières et les limites dans la manière de nommer nos disciplines.

Lors de nos expériences de partages de nos recherches, lors de colloques à l'international par exemple, nous avons vécu des confrontations sur la dénomination de nos disciplines. Bernard Miège disait en 2006 : « *Si l'on fait le tour de la planète, force est de constater que cette discipline s'organise, propose des formations nouvelles sans véritable orchestration ou en tout cas concertation commune ou clandestine. Encore une fois les contacts interindividuels priment* ».

Je vais donner d'abord la parole à Sarah Cordonnier qui va nous parler de l'histoire et de la structuration disciplinaire dans d'autres pays. Carsten Wilhelm va nous raconter à partir de questionnements - son expérience en tant que VP relations internationales à la SFSIC et Alex Frame, à partir de ses travaux, reviendra sur la notion d'interculturel, concept peu évoqué ce matin dans les champs dont nous avons discuté.

Sarah Cordonnier

J'interviens à cette table ronde comme enseignante-chercheuse à l'université Lyon 2. Je m'exprime à partir de mes expériences de travail avec des collègues à l'étranger (enseignement et recherche), et d'un travail de recherche que j'ai mené sur la circulation internationale des savoirs dans les sciences consacrées à la communication. Je dis « sciences consacrées à la communication » puisque, comme ça a déjà été évoqué, « Sciences de l'Information et de la Communication » est une appellation Française, qui existe aussi dans quelques autres pays qui ont des liens forts avec la France, mais il existe bien d'autres appellations pour cette discipline, ou des disciplines soeurs, dans d'autres pays.

J'adopte une perspective plus institutionnelle et disciplinaire, par contraste avec mes collègues de droite et de gauche : dans une perspective institutionnelle, au niveau des universités, la collaboration internationale ou, disons-le plus simplement, « l'international », est quelque chose qui est extrêmement positif. Et globalement, si vous mettez « international » dans une formulation, dans un projet etc. en général ça marche bien. Donc il y a une dimension très très positive, mais qui a un revers à un niveau pratique : l'international englobe des choses relativement disparates et hétérogènes, que ce soit dans les formations, les projets de recherche, dans les coopérations, dans les entreprises qui s'inscrivent à plus long terme. Et en quelque sorte, on ne sait pas (quoi en) faire. Bien sûr vous allez me dire : tout le monde a eu des étudiants, des étudiantes ERASMUS. Mais combien d'entre nous en ont profité pour avoir une idée du paysage disciplinaire de tous ces pays européens d'où viennent ces étudiants et des étudiantes ? Qu'est-ce que ça veut dire de les accueillir ? Comment les acculturer à une tradition française des Sciences de l'Information et de la Communication ? Les étudiants et étudiantes ERASMUS sont ceux qu'on sait le mieux accueillir, mais pour autant ça ne veut pas dire qu'on les accueille *scientifiquement*. Et pour ce qui est des projets de recherche et de la collaboration scientifique, il y a vraiment quelque chose de très compliqué dans leur mise en œuvre ou au moins dans leur explicitation, dans leur justification. Les critères d'évaluation qu'on mobilise en permanence dans le quotidien, ceux des instances d'évaluations locales ou nationales, ne sont pas ajustés : nos critères d'évaluation sont configurés nationalement, en France comme dans d'autres pays. Par exemple, Christine Musselin a écrit un livre sur le recrutement académique [*Le marché des universitaires : France, Allemagne, États-Unis*. Presses de Sciences Po, pp.325, 2005] où elle note que pour les chercheurs et chercheuses étrangers et en gros il n'y a quasiment aucune chance d'avoir un poste dans un autre pays, tant les critères d'évaluation sont culturels. Et quelque part, avoir un vrai engagement international peut même être pénalisant pour une carrière nationale en France ou dans d'autres pays. Donc « l'international », c'est vu positivement mais ça prend du temps, c'est compliqué, c'est souvent frustrant... C'était le premier point que je voulais évoquer.

Et le deuxième point, que je voulais évoquer aussi rapidement, c'est revenir sur ce que j'ai appelées les « sciences consacrées à la communication » pour désigner des disciplines, les décrire disons leur donner une appellation. Aucune discipline dans aucun pays ne s'appelle « science consacrée à la communication », c'est moi qui construis cette appellation pour pouvoir les étudier. Ce qui est intéressant c'est que leur histoire est fortement ancrée dans les contextes nationaux qui ont vu leur émergence. Si on pense à la naissance des Sciences de l'Information et de la Communication, on voit bien que ça tient à une situation franco-française qui est spécifique à la fois sur le développement des IUT, sur des personnalités qui décident de faire leur discipline, sur une

instance qui est le CNU sauf que ça ne s'appelle pas encore le CNU, bref. Il y a tout un ensemble d'éléments qui sont strictement français dans la naissance des Sciences de l'Information et de la Communication. Il en va évidemment de même dans tous les autres pays. Toutes ces disciplines naissent (ou renaissent dans le cas allemand d'une discipline assez ancienne qui a malheureusement été un peu compromise avec le nazisme, ce qui fait que c'est une discipline qui a été effacée puis reconstruite en s'appuyant énormément sur des références étasuniennes pour ne plus se retrouver à produire des outils de propagande). Toutes ces disciplines ont des histoires très singulières : cela explique peut-être pourquoi il peut parfois être difficile de collaborer avec des collègues à l'étranger. Et en même temps elles ont des traits structurants en partage - je crois que c'est Nathalie qui disait ça tout à l'heure, je ne sais plus à quel propos, mais tu disais que c'était une reconnaissance toujours fragile pour les Sciences de l'Information et de la Communication par rapport à des disciplines plus anciennes, plus posées, plus « nobles ». En France, par exemple, la sociologie en tant que discipline académique (inscription institutionnelle, cursus de formation...) est créée à peu près en même temps que les Sciences de l'Information et de la Communication, mais sans ce problème de reconnaissance ; on peut penser aussi au cas de la science politique (cf. Gaïti, Brigitte, et Marie Scot. « Une science sans savants ? Les paradoxes de l'émergence de la science politique en France entre 1945 et 1968 », *Revue française de science politique*, vol. 67, no. 1, 2017, pp. 13-42). Mais ce qui est intéressant c'est que l'invisibilisation de cette discipline, des travaux qu'on produit, des concepts qu'on mobilise en fait c'est quelque chose qui est très partagé : alors même que les histoires disciplinaires sont très différentes dans les différents contextes nationaux, pourtant cette invisibilité est extrêmement partagée dans tous les contextes internationaux. Carsten disait tout à l'heure que ça pouvait être « *communicologues de tous les pays unissez-vous !* », je ne suis pas sûre que ça marche, mais je trouvais que c'était intéressant à réfléchir, à poser devant cette assemblée pour une réflexion collective.

Élise Maas

Ce matin, la notion « *studies* » est apparue dans nos débats. Alex, toi qui est plutôt dans cette dimension-là, comment positionnes-tu les différents types de *studies* par rapport aux SIC ?

Alex Frame

Effectivement, Alex Frame université de Bourgogne, je suis aussi représentant international parce que Britannique, comme quoi c'est possible de se lancer dans une carrière dans un autre pays mais ce n'est pas très commun, je vous l'accorde. J'ai fait ma thèse en France. Oui, effectivement au niveau des dénominations, l'inscription disciplinaire c'est sans doute, notamment au

moment des qualifications, que ça se complexifie. Je te rejoins tout à fait à ce niveau-là, mais je voudrais porter un message un peu plus optimiste sur la possibilité de faire des choses à l'international, mais surtout sur le fait que la communauté Française, francophone en général est très attendue : « la *french theory* » des années 70-80 a fait des ravages et à chaque fois qu'on se présente à l'international on nous demande : alors qu'est-ce qu'il se passe en France ? Qu'est-ce qu'il se passe en communication en France ? C'est vraiment un terrain favorable pour s'exporter dans ces différents milieux. Première chose les dénominations effectivement, « *Communication science* », c'est plutôt français, une fois je me suis présenté comme ça et on m'a gentiment répondu que la « *communication science* » n'existait pas, que je faisais plutôt des « *communication studies* »... *communication studies* serait plutôt la dénomination nord-américaine, il y a aussi des formations aux Pays Bas qui utilisent quand même « *communication science* », mais on n'est pas non plus toujours derrière l'appellation communication. Il y a « PR » : « Public Relations », c'est le nom générique pour la communication des organisations notamment, on va le trouver par exemple souvent dans le contexte britannique. Mais là où parfois en français on a l'impression que PR se réduit à quelque chose de plus opérationnalisé, en anglais britannique ou en anglais américain, c'est quelque chose de bien plus générique. Ensuite on a « *media studies* », c'est un champ très reconnu et puis bien sûr pour toutes ces dénominations, il y a des réseaux correspondants, pour les *media studies* il y a MECCSA, par exemple, pour le PR c'est EUPRERA en Europe. Il y a également d'autres réseaux assez actifs sauf que parfois il faut se décentrer un petit peu de son regard disciplinaire traditionnel, aller plutôt vers l'objet, être un petit peu stratégique dans la manière dont on se présente à l'international, sachant que généralement les collègues nous accueillent les bras ouverts, parce qu'un regard français ou un terrain français, c'est un regard pour eux très complémentaire et c'est comme nous quand on organise des colloques, ils aiment bien accueillir différents regards. Il y a vraiment du potentiel.

Élise Maas

Je vais passer la parole à Carsten. Pourrais-tu nous raconter ton expérience comme VP relations internationales de la SFSIC.

Carsten Wilhelm

Effectivement j'ai pu contribuer au CA pendant 9 années, Covid oblige, et depuis 2018 comme VP relations internationales. On remarque que sur cette table ronde, 3 des 4 personnes sont d'origine étrangère ou ont un lien fort biographique avec l'étranger, et ce n'est pas du tout un hasard, en même temps Alex et moi avons des thèses Françaises, ce qui est aussi parlant. Il y a donc l'intérêt de l'international qui nous unit, mais pour être aujourd'hui en France, là où nous sommes, il a quand même fallu passer « toute l'école » en France. Tout à

l'heure tu disais, Sarah et je trouvais cela intéressant, on ne va pas faire des leçons aux allemands, mes compatriotes, c'est sûr. Cela pose un souci aux collègues allemands, qui sont tiraillés en fait, qui ont aussi leurs racines, leur développement européen, comme nous on aime bien le mettre en avant et en même temps ils ont une orientation une pression forte de carrières, d'insertion, se tournent vers les organisations internationales et les standards anglo-saxons pour beaucoup d'entre eux. C'est dans les congrès internationaux cela se joue. C'est pour cela que la participation allemande est forte à l'ICA, à l'IAMCR aussi. Ce que je disais : unissez-vous, c'est un peu ça, si on est des marginaux (au sens des nombres) – et qu'on trouve des marginaux partout – et bien cela peut être intéressant de croiser ces regards-là, de s'unir, et de travailler ensemble pour faire de nos spécificités une force, même dans ces arènes internationales. C'est ce qu'on a essayé de faire, modestement, à propos de la Recherche Franco-Allemande, et grâce à ce travail collectif, notre numéro spécial de la revue *History of Medias Studies* vient de sortir (<https://hms.mediaudies.press/>), sur un modèle de publication collégial et collaboratif très intéressant et dans le numéro d'avant de la même revue, il y a un article de Sarah, toujours en anglais, et si vous le lisez vous allez y trouver énormément d'éléments pour contextualiser cette table ronde. Tout est décrit par rapport aux différences internationales et aux facteurs qui y contribuent. Pour penser tout ça, il y a plusieurs entrées que je ne vais pas redire ici, puisqu'il y a un article qui va paraître dans les Cahiers de la SFSIC ([accès en ligne « La SFSIC à l'international : avancées et défis »](#)), qui fait de manière très spécifique le retour sur les activités de la SFSIC, à l'international. C'est un sujet fascinant, encore à travailler d'un point de vue scientifique, parce que dans ce papier je rassemble surtout les informations, mais il y a encore beaucoup de choses à faire en recherche. On voit que c'est à plusieurs niveaux que la SFSIC s'intéresse à l'international depuis un certain temps et qu'elle essaye de proposer des actions pour mettre en face-à-face des personnes qui souhaitent développer cette dynamique de l'international. Ceci a pu se concrétiser dans une revue affiliée à l'ICA, dans une présence aux congrès IAMCR et ICA, d'autres actions seront par exemple le Chapitre français de l'ICA que Daniel Raichvarg, qui est là aujourd'hui, organise en grande partie. D'ailleurs, le 19 Janvier aura lieu à Montbéliard une journée avec et pour les doctorants en Sciences de l'Information et de la Communication, pour les ouvrir davantage à l'international et réfléchir sur les propositions de la SFSIC pour aider dans ce sens. Alors, il y a toutes ces actions, tous ces niveaux qui sont possibles, mais il faut trouver le bon interlocuteur pour ne pas se perdre dans ces affaires parfois complexes, parfois intimidantes... si vous allez à l'ICA, ça a l'air d'une grosse machine mais dites-vous, que les personnes que vous y rencontrez ont les mêmes soucis que nous, c'est vrai partout. Aux États-Unis, les collègues en communication sont un peu marginalisés au milieu d'autres disciplines, ils sont aussi une discipline moyennement comprise et entendue.

Élise Maas

Derrière les appellations, est-ce qu'il y a des champs, des objets qui seraient à favoriser, où l'on pourrait se retrouver d'un point de vue épistémologique, pour qu'entre marginaux les frontières se rapprochent ?

Alex Frame

Je dirais qu'il y a du potentiel partout, quel que soit son objet d'étude on va trouver des personnes qui s'intéressent à cet objet-là, ça peut être aussi essayer de comprendre ce non-alignement disciplinaire sur le plan de l'épistémologie, essayer de jouer un petit peu le rôle de passeur. Je travaille dans le domaine de l'interculturel, en puisant beaucoup dans le domaine anglophone et en participant à des colloques qui ne sont pas nécessairement clairement affichés en communication. Personnellement je trouve pertinent de procéder ainsi : dans les colloques, les réponses aux appels à communication, il faut faire bien attention à comment les choses sont citées, comment elles sont présentées, pour s'y adapter, mais c'est aussi l'occasion d'apporter autre chose, un éclairage nouveau.... Il ne faut pas y aller avec l'idée qu'il n'y a rien en commun en épistémologie, par exemple si on s'inscrit dans la lignée palo altiste, c'est largement connu, et il faut parfois pas non plus se créer des frontières, une sorte de frein qui n'existerait pas. On peut peut-être aussi parler du frein linguistique, parce qu'on a aussi parlé de choses en anglais et souvent, c'est ce frein-là qui joue le plus. Aujourd'hui on a des outils techniques qui nous aident beaucoup, je vous parle en tant qu'agréé d'anglais, et on a longtemps combattu les outils de traduction, mais aujourd'hui, clairement, ça marche bien. Je conseille aux collègues qui ont besoin de traductions du français vers l'anglais d'utiliser DeepL, puis de faire reprendre la traduction anglaise par ChatGPT, ce qui marche très bien: il n'y a pas grand-chose à corriger ensuite. À ce niveau-là, pour l'écrit, ça devient un peu plus facile, et puis, de mon expérience personnelle, l'ambiance dans les colloques à l'international est bienveillante, il y a toujours quelqu'un pour aider à traduire etc. Les gens comprennent très bien l'effort que ça demande de parler dans une langue étrangère et ils ont l'écoute plutôt favorable. Donc n'hésitez pas, c'est une question de confiance en soi aussi. C'est peut-être facile en tant qu'anglophone de dire ça, c'est dommage de mettre des freins qui sont plus, peut-être, psychologiques que techniques aujourd'hui.

Sarah Cordonnier

Peut-être, c'est là qu'on voit toute l'hétérogénéité, toute la disparité, de « l'international » entre les approches sémiotiques, sémiologiques, et après communication des organisations, je connais moins il me semble y avoir des proximités. Après, ce qui est difficile, et tu as raison, ce n'est pas la question de dire on est des aliens les uns par rapport aux autres, mais que ce n'est pas

toujours facile d'identifier les frontières, parce qu'elles ne sont pas toujours là où on les présuppose. Là, je vais faire comme Arnaud Mercier tout à l'heure, je vais faire une réponse subjective : pour moi l'intérêt de ses collaborations à l'international c'est la question du temps, du temps que ça prend. Dans ces contextes, je n'ai pas besoin de monter quelque chose en trois minutes, mais je vais travailler sur des projets où le processus de construction et d'échange est aussi productif que de faire le projet. Je pense que ce qui est intéressant ce n'est pas forcément de trouver des similitudes, mais d'essayer de voir comment des approches contrastées peuvent participer à un projet commun. Pour moi c'est ça qui est intéressant, par rapport à des cadres nationaux où soit on est disciplinaires soit on ne l'est pas, où les critères d'évaluation sont figés ; là, il me semble que ce sont des espaces de liberté qui me semblent assez fructueux pour cette raison.

Carsten Wilhelm

Alors, peut-être encore un regard chez les voisins, là encore Allemands. Il n'y a pas si longtemps, notre société sœur la DGPK, a justement produit un papier de positionnement à l'international, où elle déplorait que la communication allemande était trop orientée vers les cadres, les modèles, les concepts occidentaux et américains plus largement et qu'il fallait changer ça. Et, qu'il fallait aussi faire une internationalisation *profonde*, c'est-à-dire ne pas uniquement aller à un congrès ou publier en anglais aux États-Unis etc. mais essayer par exemple, quand on présente des données, de toujours bien contextualiser surtout si les données viennent d'un contexte différent du sien ou de celui du lecteur. C'est-à-dire bien expliquer comment se produisent les choses, c'est une démarche anthropologique, c'est nécessaire d'expliquer ces contextes différents et en quoi ils peuvent nourrir les données. C'est une recommandation de ce papier que je vous invite à traduire et lire. Il y a aussi une deuxième recommandation, plus autour des chaires en Allemagne, différents, car chez nous ce n'est pas notre système, c'est plus par projets, de recrutements limités dans le temps, de profils de postes avec une composante internationale. Peut-être faudrait-il appuyer plus en termes de recrutement pour attirer les collègues qui sont intéressés et capables d'investir ce champ-là de l'international. Plus de comparaisons disait ce papier-là, parce que la comparaison n'est pas vétuste, elle est toujours intéressante, et je trouve qu'on a essayé de la dépasser en parlant d'interculturel, c'est compatible, on peut toujours parler des deux et en comparaison, on enlève certaines difficultés, car parler de « culture » c'est quand même assez compliqué. Il y a des choses à trouver à côté de nous, des collègues qui se posent les mêmes questions, sur ce qu'est-ce que l'on peut faire en tant que discipline, pour rester sur le sujet sur lequel on a démarré ce matin, pour faire une profonde internationalisation qui a du sens.

Alex Frame

Si je peux me permettre, de rajouter aussi, une petite note sur la thématique des *studies*, je disais qu'on était attendu, à l'international, pour les colloques, la même chose est vraie avec un certain nombre de financements, de projets. À partir du moment où l'on commence à être mobile et un peu visible, on est sollicité pour participer dans tel ou tel projet, et là ça peut être un moyen de rejoindre un consortium assez important avec d'autres avant de candidater. Parce que les autres équipes ont déjà l'expérience nécessaire du travail en commun et qu'il manque un regard français. Par une sorte d'effet boule de neige, le fait de commencer à être actif amène à avoir des sollicitations. Plus l'articulation enseignement-recherche, par exemple moi j'ai beaucoup voyagé dans le cadre des Erasmus+, pour monter des partenariats d'enseignement puis ensuite de recherche. On peut aussi penser ces coopérations à partir de la formation, aujourd'hui je suis responsable de notre université européenne FORTHEM qui est une alliance qui regroupe neuf universités dont l'université de Bourgogne. C'est un contexte qui est très favorable, ça permet d'aller rencontrer des collègues qu'on a identifiés, quelle que soit la discipline, c'est assez précieux ; et il y a quelques leviers comme ça que vous pouvez utiliser, et qui mènent assez vite à autre chose.

Échanges avec la salle

Bernard Miège

Au bout du compte, je vous trouve quelque peu négatifs. Il me semble cependant que ce que vous avez dit des échanges, en réalité que ce soit des échanges d'étudiants de deuxième, ou troisième cycle, que ce soit des échanges universitaires, des coopérations au sein de champs scientifiques, il en a eu beaucoup plus d'actions engagées que dans d'autres disciplines, impossible d'entrer dans le détail. Mais il faut quand même se rendre compte que l'aspect institutionnel, sur lequel Sarah, tu as très justement insisté ce matin, est très particulier au niveau international. Quand on a des systèmes universitaires, qui comme en France sont centralisés, presque partout de la même façon avec une carrière essentiellement uniformisée c'est très différent du fonctionnement universitaire observable aux États-Unis, en Grande-Bretagne, ou en Allemagne, évidemment cela explique bien des différences observables. Mais malgré cela, aussi bien au niveau des enseignants chercheurs, qu'au niveau des étudiants des différents niveaux, je trouve que dans les dernières décennies il y a quand même énormément d'actions qui ont été entreprises. Mais il faut quand même aujourd'hui voir ce qui est en train d'advenir, dans les échanges ; on n'échange plus avec des italiens ou des espagnols dans leurs langues, mais en anglais ou

on se contente d'échanges limités, réducteurs. C'est fort nouveau, là en l'espace de deux ou trois décennies ça a quand même beaucoup changé la situation. Laquelle est également marquée par une polarisation géopolitique qui est en train de se développer et qui conduit à quelque chose de très différent de ce qu'on a connu. Alors ce qu'on a connu c'était évidemment, la guerre froide au départ et puis après les trois mondes, et actuellement c'est bien différent. Par exemple, nos rapports avec les Africains sont en train de changer à une vitesse V, il faut tenir compte à mon avis de cela et il faut être attentifs à ce type de changement. Et puis, je pense qu'avec le continent latino-américain, à mon avis, on va rencontrer des difficultés nouvelles, parce que nos collègues ont des intérêts qui sont bien différents des nôtres. Sans oublier qu'avec la Chine, il y a beaucoup de coopérations qui ont été engagées mais il n'est pas évident que cela perdure.

Etienne Armand Amato

Juste une question sur la participation à des comités de revues internationales qui est un moyen aussi intéressant pour voir le niveau de parution qui est en face, et notamment les vagues d'articles qui peuvent être très intéressants, ou alors très difficiles à accepter. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais en faire un panorama qui complètera la compréhension du champ à l'international, et des découpages à l'oeuvre.

Sur un autre aspect, j'en appelle collectivement à ouvrir un petit chantier aussi stimulant qu'utile. Voici un exercice simple qui pourrait peut-être nous aider, consistant à montrer par des cas précis quelle est la spécificité de l'approche des SIC. Il s'agit de clarifier à travers une approche comparative le traitement de sujets propres aux SIC versus les autres SHS.

Prenons une série de sujets qui sont traités par plusieurs disciplines : par exemple, le sport, la mode, les vacances, le transport, le film documentaire, l'organisation, les élections, les soldes, le jeu vidéo. Nous aurions à clarifier la manière dont ils sont approchés et étudiés par l'économie, la sociologie, la culture, l'éducation, l'esthétique, etc. de sorte à mieux dégager sur ce fond commun la singularité de l'approche par les SIC. Nous avons en plus tous eu plus ou moins à le faire dans nos champs de spécialité. Ce serait une sorte de catalogue démonstratif de cas d'étude et de figure qui permettrait vraiment d'affirmer notre identité disciplinaires et la spécificité de nos résultats, apports, concepts, études. Voilà peut-être une façon pratique de passer de la théorie à l'auto-valorisation de notre fameuse « approche info-communicationnelle » et de la rendre perceptible dans la confrontation ou plutôt l'articulation avec les autres grandes disciplines de SHS. Voici un sujet connu, les problématiques qui sont propres à chaque discipline, et celles qui relèvent de la nôtre. Je peux personnellement envisager de le faire avec d'autres collègues à la pointe sur le jeu vidéo, cela me semble faisable.

Cela complèterait ce projet dont tu me parlais Nathalie (Pinède) au sortir de notre table-ronde, à savoir la mise au point d'une fiche synthétique sur les SIC expliquées au tout venant en 2 ou 3 pages.

Olivier Galibert

Il y a quelque chose qui dépasse un peu l'infocom, qui est surtout le paysage français de la Recherche : c'est l'absence de sabbatique, qui pose un problème dramatique sur la capacité des chercheurs senior à bouger. Je veux dire quand on est en famille, installés, on ne peut pas partir comme ça pour un CRCT de 6 mois. Ce qui serait déjà miraculeux vu le contingent de CSCT, je ne sais pas ce qu'on peut faire au niveau de la communauté pour soit augmenter et demande de CRCT, soit pour basculer sur un modèle, qu'il soit vraiment un modèle international lequel on serait en droit de prendre une année, pour aller voir nos collègues canadiens etc. qui vient nous voir... je pense que tant qu'on n'aura pas réglé ces problèmes structurels, on ne pourra pas. Et c'est vrai que ce qui fait qu' Alex est très très actif dans la mobilité de courte durée, ce qui est déjà bien et avec laquelle on peut travailler. Si effectivement on pouvait travailler à cette question de sabbatique, ça pourrait être pas mal.

Philippe Bonfils

Je voulais juste rajouter un petit point d'éclairage qui a été abordé ce matin et cet après-midi : il s'agit de la question de la structuration, en domaine, discipline, ou champs, qui n'est pas aussi figé dans d'autres pays. On voit par exemple ce que font les autres grandes associations avec lesquelles nous collaborons. Je pense en particulier à l'ICA ou l'IAMCR-AIERI, qui fonctionnent par sections. Or, cette transposition n'est pas évidente pour notre communauté, en particulier pour les collègues qui participent à ces conférences ou à des projets de recherche internationaux.

Marcela Patrascu

J'avais une question sur la structuration, et je voulais revenir davantage sur l'appellation de notre discipline : les sciences de l'information de la communication. Cette appellation est peu claire pour nous, mais alors pour les étrangers... J' ai une autre question : Alex tu disais tout à l'heure que la communauté internationale nous attend, elle attend des Français qu'ils soient présents, elle attend des conceptualisations fortes - un peu dans la lignée de la French Theory. Je souhaite formuler une question inverse : la communauté française est-elle si ouverte que ça vers l'international? Parmi, par exemple, les enseignants chercheurs en SIC d'origine étrangère, avons-nous vraiment des enseignants chercheurs qui ont fait leur thèse à l'étranger et qui ont été recrutés ensuite en France? Ce serait intéressant de connaître ceux et celles qui ont été recrutés en ayant fait une thèse à l'étranger, il n'y en a sans doute pas beaucoup.

Enfin, sur le plan conceptuel, il y a parfois aussi une méfiance par rapport aux auteurs étrangers, notamment nord-américains. On va nous dire par exemple : « *attention, ça c'est une orientation nord-américaine* » et nous inviter à préférer les références théoriques européennes voire françaises.

Carsten Wilhelm

C'est intéressant : est-ce que nous sommes ouverts ou non à l'international ? Est-ce que c'est facile par exemple d'intégrer un chercheur étranger ? Non je ne pense pas. Ça existe, oui mais c'est difficile pour eux, si leur parcours a lieu hors de France en tout cas. Une fois arrivés ici, elles ou ils sont confrontés à la problématique dont parle Olivier c'est-à-dire, accaparés par des tâches pédagogiques, administratives de plus en plus prenantes et pesantes, alors qu'on a envisagé une vie de chercheur international, avec ces CV qui sont aussi voire plus professionnels que ce qu'on a dit ce matin des nôtres. C'est ce que disait ce matin Arnaud pour le CNU, avec des CV qui sont encore plus développés que ceux qu'on a l'habitude de voir et qui veulent venir et vont déchanter une fois qu'ils sont en poste. J'en connais et c'est compliqué en fait pour eux, disons que ce n'est pas la même vision de la recherche. Et cela est dû à la structuration de nos propres institutions, de la recherche – là aussi, est-ce qu'on est attendu ? Je pense qu'on n'est pas partout attendu de la même manière. C'est-à-dire que les collègues à l'étranger ont bien compris qu'il y a une hiérarchie liée à la structuration du champ Français : par exemple c'est beaucoup plus simple si vous êtes une université nommée Sorbonne ou si vous êtes Sciences-po - c'est assez facile d'avoir un partenaire à l'international, ce sont des marques qui parlent partout. Sans problème ils vous identifient, certes c'est des Français, French theory peut-être, mais étiqueté/réputé « *high level* »... Pas de questions à se poser. Pour une université en région, même si elle a beaucoup de qualités et fait un travail remarquable à l'international, la perception à l'international n'est pas la même, évidemment, que le haut du panier plus réputé. À l'international, mais déjà en France, c'est plus difficile pour certains d'entre nous côté notoriété. Ce n'est pas pour autant qu'on n'arrive pas à faire des partenariats. Mais il faut aller les chercher. On y travaille.

Une dernière remarque, Étienne, sur les évaluations de revues, il faudrait prendre beaucoup de temps je pense, parce que c'est très complexe.

J'ai à titre personnel quelques modestes expériences. Il faut y aller pour voir comment ça se passe en *back office*, cela a l'air d'être très professionnel mais cela ne l'est pas toujours, ce sont les mêmes problèmes que chez nous. C'est-à-dire : les collègues n'ont plus le temps, il y a des désistements massifs d'évaluateurs, les éditeurs et coordinateurs ne trouvent plus de relecteurs, d'évaluateurs, et donc cela pose un sérieux problème à l'économie globale de la production scientifique.

Sarah Cordonnier

Deux choses très rapides, Marcela, sur les sciences de l'information et la communication et l'appellation française, c'est un constat, mais pour moi ce n'était pas un jugement de valeur. C'est intéressant de voir comment ça circule, et par exemple comment cette appellation SIC est reprise, comment cela se propage et là il y a une dimension très géopolitique, dans l'appellation des disciplines - ce n'était pas pour dire cocorico, au contraire, mais pour souligner qu'il y a des enjeux. Par rapport à ce que disent les collègues allemands sur l'internationalisation profonde, je pense qu'il y a ici, des questions à se poser. Et rapidement, par rapport à ce que disait Bernard sur le fait d'être négatif : pour moi, si on est là, c'est que c'est important de poser nos réflexions, de les partager, et de parler aussi des choses qui fâchent ou pas forcément qui fâchent, mais qui sont peut-être à analyser plus profondément. ERASMUS est un très bon exemple : je vois énormément de dossiers d'étudiants qui ont fait un Erasmus et qui candidatent dans un Master dont je suis responsable. Il y a beaucoup trop de candidatures qui disent, pour être caricaturale : « *super j'ai appris à dire « bière » dans 17 langues* ». Bien sûr, il y a des étudiants qui font quelque chose d'extraordinaire de cet échange, c'est-à-dire qu'ils se sont familiarisés avec les cours, qu'ils ont travaillé les programmes, qu'ils ont compris les spécificités académiques locales, qu'ils ont rencontré des acteurs locaux et on vraiment on fait l'échange. Mais c'est très rare puisque globalement on ne leur donne pas les clés pour le faire. Et du coup il y a beaucoup de gens qui vont dans d'autres pays, mais ça s'apparente plus à des formes de standardisation, avec des expériences qui sont déjà préformatées. Et du coup je pense qu'il faut regarder ça de manière critique. C'est bien cette possibilité d'avoir des échanges internationaux, mais tous ne sont pas signifiants de la même façon. C'est là qu'on peut se donner des outils d'analyse pour réfléchir ensemble de manière un peu plus précise. C'est ce que je souhaite défendre en tout cas.

Alex Frame

Oui, et je voulais vraiment partager une vision plutôt positive et optimiste, et dire des choses qui ont été faites, et qu'on va continuer à faire. Puis, sur la question linguistique, il y a l'hégémonie anglaise aujourd'hui, mais, et je suis optimiste là-dessus, il y a des solutions techniques.... Par exemple, j'utilise beaucoup dans le cadre de l'alliance européenne Powerpoint, avec traduction automatique des sous-titres, on est au début de cette possibilité et je crois que ça va nous aider à revenir à quelque chose de beaucoup plus multilingue. Après, je pense aussi que l'international reste une question de personnes, on sait que les sociétés savantes mettent en place des choses pour faciliter les échanges. J'ai le souvenir d'un colloque à Roubaix, SFSIC-ICA, où il y avait des ateliers en français, des ateliers en anglais, il y avait les francophones avec les Français, les anglophones avec les autres et il y avait assez peu de rencontres. Donc il faut aussi qu'on

dépasse ça, et ça passe aussi beaucoup par ses contacts-là, et quand on a ces contacts-là, Olivier, on n' a pas besoin de passer des mois et des mois à l'étranger, parce qu'on connaît les personnes et quand on connaît les personnes, on prend plaisir à travailler avec elles. Il y a aussi de nouvelles choses qui arrivent dans le cadre de l'Erasmus+, telles que les mobilités courtes, qui nous permettent de faire profiter nos étudiants de premières expériences à l'international. Et pour finir sur une note d'optimisme, je voudrais que tous on intègre ces possibilités-là et qu'on aille de l'avant à l'international.

SITUATION DES FORMATIONS EN BUT

Focus sur la réforme des BUT et l'approche par compétences

Animation : Laurence Corroy et Virginie Sonet

Céline Ségur, Audrey Alvès

Université de Lorraine

Amina Belhadj*, Nathalie Boucher-Petrovic**

*Université Paris Est Créteil

**Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM)

Cécile Dolbeau-Bandin*, Frédéric Gai* et Isabelle Comtet**

*IUT Grand-Ouest Normandie - Université de Caen

**IUT Lyon 3 - Université Lyon 3

Aude Seurrat*, Thomas Grignon et Jean-Claude Domenget*****

*Université Paris Est Créteil,

**CNAM

***Université de Franche Comté

Biographies des intervenant.e.s

Audrey ALVÈS est maîtresse de conférences en Sciences de l'information et de la communication, à l'Université de Lorraine. Co-responsable de l'équipe Praximédia du Centre de recherche sur les médiations (Crem) et directrice des études du Bachelor universitaire de technologie (BUT) : Métiers du multimédia et de l'internet (MMI), parcours « Stratégie de communication numérique ». Ses principaux enseignements et travaux portent sur les médias et le journalisme.

Nathalie BOUCHER-PETROVIC est maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Sorbonne Paris Nord et membre du LabSic. Ses travaux de recherche portent sur les usages des TIC et du numérique dans les champs de l'éducation, la formation, le savoir et la culture. Ses recherches questionnent plus particulièrement le lien social et la formation citoyenne (éducation populaire, empowerment, associations), l'éducation (ressources numériques) et croisent également la question du genre.

Amina BELHADJ est docteure en sciences de l'information et de la communication de l'Université Paris Est-Créteil. Sa thèse a porté sur l'analyse des itinéraires sociodiscursifs du vocabulaire de l'économie numérique. Réalisée en convention CIFRE dans une agence de communication, ce travail doctoral l'a aussi amenée à s'intéresser aux relations entre recherche et monde des professionnels de la communication.

Cécile DOLBEAU-BANDIN est MCF en sciences de l'information et de la communication à l'IUT Grand-Ouest Normandie. Elle est rattachée au CERREV EA 3918 (université de Caen). Ses recherches portent sur la robotique dite sociale en milieu hospitalier.

Jean-Claude DOMENGET est maître de conférences HDR en SIC à l'Université de Franche-Comté (uFC). Il est directeur adjoint du laboratoire ELLIADD, chargé de mission auprès de la présidence de l'uFC pour l'info-com et co-fondateur du GER GENIC. Ses recherches portent sur le numérique à travers les usages et les dispositifs, la professionnalisation en information-communication et l'éthique de la recherche en lien avec le numérique.

Frederic GAI est enseignant contractuel du second degré en expression-communication au département Information-Communication de l'IUT Grand Ouest Normandie de l'Université de Caen. Ses recherches portent sur les cultures médiatiques et la construction des discours artistiques dans les industries culturelles (revues, magazines, séries, édition).

Thomas GRIGNON est maître de conférences en SIC au CNAM Paris et membre du Dicen-IDF. À partir d'enquêtes ethnographiques menées sur des terrains organisationnels, industriels et académiques, ses recherches interrogent, dans la perspective d'une épistémologie pratique, les fondements conceptuels de la pratique des professionnels de l'information et de la communication.

Céline SÉGUR est professeure des universités en sciences de l'information et de la communication, à l'Université de Lorraine. Elle a enseigné pendant treize années en DUT/BUT Techniques de commercialisation à l'IUT Nancy-Charlemagne. Elle conduit des travaux de recherche au sein du Centre de recherche sur les médiations (Crem, UR 3476), principalement sur la télévision, ses publics et ses transformations.

Aude SEURRAT est professeure des universités en SIC à l'Inspé de Créteil à l'UPEC et co-directrice du Céditec. Ses recherches portent sur dispositifs matériels de médiation des savoirs (bases de données de bonnes pratiques, kits de formation, serious games, plateformes de ressources pédagogiques). Elles questionnent les conceptions de la communication et des médias, les formes de hiérarchisation des savoirs et en particulier la construction de savoirs « opérationnels » ainsi que la place et les représentations du numérique dans l'éducation et la formation.

Situation des formations en BUT

Table ronde 7

Laurence Corroy

Nous commençons ce matin avec une réflexion sur la réforme des Bachelors, qui vous le savez a transformé le premier cycle universitaire en Institut universitaire et technologique en passant de bac+2 à bac+3, ce qui a eu un impact sur les licences professionnelles. Cette réforme a été aussi accompagnée d'une politique structurante du ministère, notamment un choix très affirmé d'une approche par compétences. Celle-ci existait au préalable, mais elle devenue le point d'orgue de la manière dont se décline le diplôme tout au long des trois années de formation. A cela s'ajoutent les situations d'apprentissage et d'évaluation - les fameuses SAE - qui bouleversent à la fois le rapport aux contenus académiques et l'organisation pédagogique et le portfolio, qui a été très diversement mis en œuvre selon les IUT : certains n'en ont pas voulu du tout, d'autres a contrario l'ont développé a maxima.

Afin de discuter de tout cela ensemble, nous accueillons Céline Ségur, de l'université de Lorraine ; Cécile Dolbeau-Bandin, ainsi que Frédéric Gai, de l'IUT Grand Ouest Normandie (université de Caen) ; Amina Belhadj de l'université Paris Est Créteil ; Jean-Claude Domenget de l'université de Franche-Comté et enfin Aude Seurrat de l'INSPE de Créteil.

Concernant les nouveaux programmes de BUT, est-ce qu'ils vous paraissent de nature à renforcer ou à fragiliser les Sciences de l'Information et de la Communication ? Agissent-ils comme force centripète pour recentrer sur les fondamentaux théoriques de notre discipline ou inversement poussent-ils vers une vision de la communication toute opérationnelle ? Et enfin, cette approche par compétences qui a été désirée par le ministère, vous semble-t-elle rendre nos spécificités plus visibles au regard des Sciences de l'Information et de la Communication ou de nature à en diluer les aspérités ?

Frédéric Gai

Pour apporter un élément de réponse assez rapide, je pense qu'il faudrait peut-être - et la réforme du BUT peut être l'occasion de le faire - arrêter d'opposer théorie et pratique, pour essayer de proposer une approche plus dialectique entre ces deux réalités de nos enseignements et de nos recherches. Avant de répondre, je ferai déjà un constat : il ressort du passage du DUT au BUT une

multiplication du nombre d'unités d'enseignements, ce qui peut générer un sentiment d'éclatement de notre proposition pédagogique, cette situation étant accentuée par un taux d'encadrement largement en retrait. C'est un autre sujet, mais qui peut contraindre la continuité dans les différentes propositions. L'intérêt de la réforme peut être convertie par le portfolio, pensé comme une « super » unité - notamment par sa dimension synthétique - de la formation. A Caen, nous proposons trois orientations : la première, c'est générer chez les étudiant·es une démarche autoréflexive, une forme d'observation participante de leur formation, pour les amener à cartographier leurs compétences. La deuxième est de convertir ces compétences dans des objets info-communicationnels, qui embarquent des éléments théoriques, mais aussi des mises en pratique ; le dernier stade tend à formaliser une personnalisation de la formation, qui vient en quelque sorte chapeauter leur parcours sur trois ans. Cette démarche permet de mettre en place une réflexion critique, une prise en main, qui embarque aussi la spécificité - et peut-être l'ambiguïté - de la communication dans son ensemble : une discipline académique, avec ses applications professionnelles, mais aussi, pour le monde de l'entreprise, une compétence transversale qui peut être convoquée ou appelée chez tous les collaborateurs de travail.

Céline Ségur

Je tiens à préciser que j'interviens en mon nom mais aussi en celui de ma collègue Audrey Alvès, et nous intervenons en temps qu'enseignantes en IUT, dans des départements qui ne sont pas ceux de communication, des départements qui forment des étudiants non spécialistes et c'est un élément qui a son importance. Ma collègue enseigne dans un département MMI, à l'IUT Nancy Charlemagne depuis une dizaine d'années, et pour moi, j'ai enseigné pendant 13 dans un département techniques de commercialisation à l'IUT Nancy Charlemagne aussi. Alors je n'y enseigne plus depuis un an et demi mais j'ai été directrice des études du BUT 1, au moment du passage de la réforme des IUT, ce qui me permet d'en parler. Je vais donner quelques exemples concrets pour répondre à la question de la fragilisation des Sciences de l'Information et de la Communication pour le passage au BUT, à partir de ces deux départements. On a observé finalement des changements d'intitulés des enseignements, qui peuvent paraître anodins comme ça, et finalement lorsqu'on les observe à l'aune d'une réflexion sur les désignations, les noms que l'on donne aux choses et donc aux enseignements ont des significations, et donc ne se révèlent pas si anodins. Donc deux exemples, l'un de MMI, l'autre de TC. Pour MMI, il y avait des cours qui s'intitulaient théories de l'information et de la communication donc de manière très explicite des enseignements en Sciences de l'Information et de la Communication, ces intitulés ont disparu au profit d'enseignements - ou plutôt ressources puisqu'on dit ressources maintenant en IUT, ils sont intitulés culture numérique et, un autre, stratégie de communication

et marketing. Évidemment, les tenants des Sciences de l'Information et de la Communication s'y retrouvent dans ces intitulés-là. Mais, l'affichage, n'est pas tout à fait le même. Autre exemple, pour le BUT techniques de commercialisation, je pense à un cours qui s'appelait psychosociologie de la communication, dans lequel les sciences de l'information et de la communication pouvaient apporter des éléments sur la communication interpersonnelle, sur l'influence, mais, ce cours-là est devenu psychologie sociale. Voilà donc deux exemples symboliques pour certains, anecdotiques pour d'autres, qui peuvent montrer comment la place des sciences de l'information et de la communication a pu être fragilisée avec le passage au BUT. Ce qu'on peut rappeler aussi c'est que ce passage au BUT s'est fait en période Covid, période de confinement, période de travaux exclusivement à distance, avec des groupes de travail fondés un peu dans l'urgence, un peu dans des situations de tension ou chacun était en train de réorganiser ses propres cours à distance et de gérer la situation que l'on a tous connu. Finalement on s'aperçoit que les représentants des sciences de l'information et de la communication était très peu présents notamment pour les MMI et TC, je ne sais pas pour les autres, mais cela peut être un élément qui explique ce dont je viens de parler.

Amina Belhadj

J'interviens aujourd'hui aussi au nom de ma collègue, Nathalie Boucher-Petrovic, qui n'a pas pu être là. Nous avons soumis une proposition autour d'un travail d'analyse d'un manuel qui s'appelle *SIC : les Sciences de l'information et de la communication en IUT*, manuel qui était co-dirigé par Audrey Alvès et Justine Simon, et qui a la spécificité de mettre en avant les Sciences de l'Information et de la Communication comme discipline enseignée en IUT. On a pu analyser ce manuel en le comparant aux programmes, à la fois de DUT et de BUT, et on l'a aussi confronté à des entretiens, plusieurs entretiens avec des enseignants en sciences de l'information et de la communication. Donc, pour répondre à la question, clairement pour nous les nouveaux programmes vont participer à diluer les spécificités des sciences de l'information de la communication et, ce qu'on observe, c'est que c'est vraiment une vision opérationnelle des sciences de l'information et la communication qui va prévaloir. On le voit déjà avec l'organisation SAE/ressources, où les matières sont vues comme ressources, et dans ce contexte-là, la communication elle va clairement être considérée comme une ressource. Parce que c'est une matière qui est transversale et qui peut être commune, donc, à plusieurs SAE, même des SAE qui ne sont pas dans le BUT infocom. Et je peux donner ici l'exemple d'une enseignante qu'on a eu en entretien, enseignante en Sciences de l'Information et de la Communication dans un IUT autre qu'infocom, je crois que c'était GEA, qui nous a raconté que ses cours se partagent entre les SAE et les ressources et que ses collègues d'autres disciplines vont avoir tendance à lui demander, dans le cadre des SAE,

de parler de sujets très instrumentaux. Par exemple en disant : « *voilà : tu es prof en com' donc tu peux leur expliquer comment on fait tel document, comment on monte un portfolio etc.* ». Donc c'est cette vision de la communication comme outil qui va prévaloir. Et un deuxième symptôme qu'on observe, là je rejoins Céline sur l'observation des dénominations, on le trouve aussi dans les dénominations des compétences qui sont mises en avant dans les programmes officiels de BUT, et qui sont des compétences très majoritairement opérationnelles et beaucoup moins souvent des compétences d'analyse ou de réflexivité. Pour donner quelques exemples concrets de compétences qui sont attendues en BUT infocom : « concevoir une stratégie de communication », « élaborer des moyens de communication », « piloter », « déployer », « concevoir », « valoriser », « produire », « gérer »... Donc on a vraiment ce champ lexical de la productivité qui est très présent, celui du faire concret et beaucoup moins celui du questionnement, de la réflexion ou de l'analyse.

Aude Seurat

J'interviens également au titre de Thomas Grignon qui ne peut pas être là aujourd'hui. Ce travail a aussi été mené avec Jean-Claude Domenget qui interviendra sur d'autres questions. Notre recherche s'inscrit dans le cadre d'un projet ANR qui s'appelait RENOIR-IUT. Ce projet vient de se clôturer et a duré quatre ans. L'enquête dont a parlé Amina précédemment faisait aussi partie de ce projet de recherche. Il s'agissait d'un projet qui a débuté en 2019 et qui portait spécifiquement sur les transformations des ressources pédagogiques et les rapports au numérique dans l'enseignement en IUT et dans lequel notre équipe a spécifiquement travaillé sur la filière infocom en IUT. Nous avons donc commencé nos enquêtes en 2019, c'est-à-dire avant la réforme et on les a poursuivies jusqu'en 2023, c'est-à-dire que nous avons eu une vision évolutive : avant, pendant, et après la réforme. De manière spécifique, ce que nous pouvons en dire, c'est que le rapport de l'enseignement en IUT et de la Recherche en Sciences de l'Information et de la Communication est complexe avant la réforme - donc ce n'est pas la réforme qui l'a créé, même s'il y a certaines logiques qui peuvent renforcer cette difficulté, mais cette complexité existe dès le départ. Dès le départ nous avons perçu une complexité à mobiliser des travaux de recherche dans l'enseignement en IUT pour plusieurs raisons : la première, selon les enseignants que nous avons interrogés (une bonne vingtaine) concerne les attendus et les compétences des publics des IUT. Certains enseignants nous ont expliqué qu'il pouvait y avoir un certain rejet de la part des étudiants de « la théorie ». Le deuxième facteur concerne les conceptions de la professionnalisation dont on parlera, c'est-à-dire les visions que les enseignants peuvent avoir du rôle des enseignements théoriques -même si je suis d'accord avec mon collègue sur le fait que la distinction théorie-pratique est parfois assez arbitraire. Il y a un hiatus qui intervient au sein de ces

conceptions. Et ceci peut en partie expliquer la diversité des postures des enseignants par rapport à la réforme. Certains y ont vu une difficulté supplémentaire pour arriver tout de même à intégrer une dimension recherche dans les SAE, le portfolio etc. Il y a donc une très grande pluralité de rapports à la recherche, dans les manières d'investir l'enseignement en IUT ; c'est ce que notre enquête a pu notamment montrer.

Virginie Sonet

Donc, deuxième question pour notre assemblée, justement dans le cadre de cette nouveauté qui a apporté cette réforme du BUT qui sont les SAE, situations d'apprentissage et d'évaluation, les étudiants sont censés mobiliser des connaissances théoriques, qu'ils ont apprises, acquises en cours, autrement appelée ressources désormais, afin de mener des projets, ou des études spécifiques, qui doivent les amener à développer les compétences qu'ils doivent acquérir dans le cadre du Bachelor. Alors à partir de votre expérience est-ce que les étudiants mobilisent les connaissances académiques autour de ces situations ?

Céline Ségur

Alors pour répondre à la question est-ce que les étudiants réussissent à mobiliser les savoirs, c'est peut-être encore un petit peu tôt pour y répondre, mais finalement la question c'est : est-ce que les enseignants chercheurs en sciences de l'information et de la communication ont la possibilité de développer les théories et savoirs des Sciences de l'Information et de la Communication ? Et je vais prendre l'exemple du BUT TC, et ce que je vais dire pourrait paraître comme un contre-exemple à propos de ce que j'ai dit tout à l'heure ou de ce que les collègues ont dit à propos de la dilution en IUT, ce n'est pas tout à fait un contre-exemple mais c'est plutôt un exemple complémentaire qui nous montre à quel point cette question est complexe. Dans le BUT TC il y a trois compétences : Marketing, vente et communication commerciale. À chacune de ses compétences est associée une SAE par semestre ; il y a donc une SAE communication commerciale chaque semestre du BUT TC, au moins pour les deux premières années, puisqu'après cette compétence disparaît, ce qui est encore une autre question. Dans cette compétence communication commerciale on pourrait n'y entendre que « commerciale », dans un BUT techniques de commercialisation ce qui parle bien évidemment aux collègues en sciences de gestion qui sont majoritaires dans ces départements. Néanmoins, on peut aussi entendre communication, quand on regarde d'un peu plus près le référentiel qui nous explique ce que les étudiants doivent savoir faire à l'issue de ces SAE communication commerciale, on y retrouve pas mal de compétences en lien avec les Sciences de l'Information et de la Communication, bon très opérationnelles, c'est le cas et ça rejoint ce qu'on a dit avant ; mais qui, lorsque nous en avons la possibilité, et que le contexte institutionnel soutient la

démarche, doit pouvoir être pris en charge par des enseignants en sciences de l'information et de la communication, pour s'en emparer et y faire ce que les sciences de l'information de la communication savent faire. Quelques exemples : savoir communiquer l'offre commerciale ; élaborer une stratégie de communication en cohérence avec le mix ; mutualiser les outils de communication - on retrouve ce qu'on a dit tout à l'heure. La question est plutôt de se dire : comment les enseignants en sciences de l'information de la communication peuvent s'appropriier ces éléments-là, ils en ont la légitimité, mais est-ce que le contexte institutionnel va leur permettre ? C'est ce que j'avais fait, j'avais proposé à mes collègues de m'emparer, d'être ressource, sur la compétence communication commerciale de SAE, pour y insuffler cette approche en sciences de l'information et de la communication, ça avait fonctionné, j'avais le soutien de l'institution, ce qui n'est pas le cas partout. Mais voilà, petite lueur d'optimisme.

Frédéric Gai

Pour répondre à la question, un rappel s'impose sur le fonctionnement des SAE, qui sont en quelque sorte le deuxième étage dans nos formations. Ce sont des unités importantes, ne serait-ce qu'au regard des crédits qu'elles embarquent pour nos publics. Ce qui peut être utile dans la formation, avec une conception à plusieurs niveaux, c'est de créer des situations générant aussi une prise de distance. Après deux ans de mise en place de la réforme, il est encore difficile de dresser un bilan à ce sujet. Il me semble toutefois risqué de considérer la SAE comme une simple conversion d'éléments théoriques en compétences. La réforme, telle qu'elle propose ces intitulés, nous oriente vers cette conversion du théorique vers les compétences. Nous avons eu l'occasion d'échanger avec Isabelle Comtet sur ce sujet, afin de considérer aussi le moment de la SAE comme un territoire d'analyses des situations de projets, d'études de cas, y compris en convoquant des aspects plus théoriques de nos formations. Le rapport n'est donc pas unilatéral. La SAE permet de regarder des contextes, d'analyser des acteurs, de mettre en place une action, des projets, mais toujours en convoquant des réflexions appropriées pour prendre une distance nécessaire avec ces situations. Le fonctionnement est alors plus volontairement dialectique, ce que j'appelle de mes vœux. A Caen, au cours de la deuxième année du parcours de communication des organisations, une SAE « projet éditorial transmédia » est proposée. Elle est l'occasion de rappeler quand même les théories transmédiatiques, les problématiques écritures et de scénarisation, les organisations éditoriales, l'impact culturel, le rapport aux usagers, mais à chaque fois dans des projets situés. Il est possible de travailler sur les 1 000 ans de la ville ou sur les 110 ans du club de football local, en sollicitant toujours un principe de réalité convoquant des éléments théoriques.

Jean-Claude Domenget

Pour ma part, je voudrais souligner la diversité des situations qui ont été évoquées. Et d'une certaine manière le bricolage pédagogique qui fait que, dans certaines situations, il y a une ambition des collègues de mettre en place effectivement une dimension réflexive, et puis, dans d'autres situations, il y a des blocages internes. Dans notre recherche, nous avons fait des entretiens, avant la mise en place des SAE, donc on n'a pas d'observation et on n'a pas de retours directs sur ce dispositif. Seulement, il faut peut-être rappeler qu'au niveau des SAE, l'ambition, et elle peut prendre plein de formes : simulations, études de cas, projets tuteurés, jeux sérieux, en fait les idées c'est que c'est vraiment une situation professionnelle dite authentique, et derrière, il y a tout un ensemble de tâches complexes qu'elle intègre, et puis il y a l'idée aussi d'avoir cette perspective analytique. Dans le cadre d'un numéro de revue qu'on a coordonné avec Aude et Thomas, on a eu une réflexion de collègues, qui ont dans le cadre de BUT carrières sociales et R&T, donc pas des BUT dans lesquels la communication est au centre - ont aidé les étudiants à avoir cette démarche réflexive. C'est-à-dire qu'en fait, il y a une dimension initiale et puis après il y a une dimension simplement sommative, donc on essaye de repérer un certain nombre de compétences et de vérifier que certaines compétences sont acquises. Mais il n'y a pas de vraie démarche réflexive. Donc ça c'est clairement aussi cette distinction entre les BUT infocom dans lesquels les Sciences de l'Information et de la Communication sont au centre, éventuellement aussi au niveau MMI, ça aussi ça se discute ; et puis les autres, ou ça reste de la maîtrise de techniques d'expression. Donc globalement c'était une faiblesse de la dimension réflexive.

Amina Belhadj

Je vais répondre à la question sous l'angle du sentiment que les enseignants peuvent avoir au sujet de l'enseignement de la théorie. Les enseignants interrogés constataient plutôt que les élèves ont de plus en plus de mal avec la théorie, et ils ont aussi l'impression que c'est de pire en pire d'année en année. Et en particulier je rejoins Jean-Claude sur l'idée qu'il faut distinguer les BUT infocom des autres, parce que dans les autres BUT, les enseignants soulignent particulièrement qu'ils ne parviennent pas, ou difficilement, à enseigner la théorie. Le cours le plus répandu, dans les programmes des BUT non infocom, c'est « expression-communication ». Et les enseignants hors BUT infocom ont souvent déploré qu'ils sont obligés de rester au stade « expression » et qu'ils ne peuvent pas aller jusqu'à la communication. Certains vont avoir des mots assez désespérés, j'ai un témoignage que je peux citer : *« L'université n'a toujours pas tranché en sciences de l'information et la communication entre le choix d'acquis théoriques et celui de savoir-faire opérationnels alors qu'avec le niveau des étudiants, la théorie est devenue inaccessible à la plupart »*. Mais certains enseignants vont être un petit

peu plus optimistes, et dire : « *je peux quand même aborder les théories en Sciences de l'Information et de la Communication* ». Dans ce cas-là, ils vont insister sur le fait qu'ils doivent accompagner cela par une pédagogie, par des illustrations concrètes, là aussi je vais lire un début de témoignage, je cite : « *Avant de parler de com', des outils etc., je tiens à consacrer une séance aux théories de l'information et de la communication, c'est important pour moi de montrer un peu la genèse de la discipline, les principales écoles, Palo Alto, etc. Donner les exemples de notre quotidien aussi pour rendre ces théories-là un peu plus concrètes. Et là, ils apprécient, ils sont contents mais je ne voulais pas adopter le même discours qui existe dans les manuels, si on le fait ils s'ennuient, parce que ça m'est déjà arrivé de le faire et je vois que je les perds, mais si je commence à parler d'anecdotes, ça passe mieux* ».

Virginie Sonet

Donc dans un contexte professionnel qui est fortement évolutif, dans les métiers de la communication, et dans le cadre de la réforme des BUT, est-ce que vous observez des reconfigurations de l'ingénierie pédagogique d'une part, et est-ce que la mobilisation des ressources pédagogiques et des conceptions de la professionnalisation s'affirme différemment ?

Aude Seurat

Je vais essayer de répondre aux deux volets de cette question mais je vais porter davantage la focale sur la deuxième partie de la question sur les ressources pédagogiques. J'en ai déjà parlé tout à l'heure, la Recherche ANR RENOIR (Ressources Numériques Offres Inter médiations Réseaux), partait de l'hypothèse que l'angle d'analyse des ressources pédagogiques nécessite des approches interdisciplinaires (en l'occurrence en SIC et en SED). Avec l'équipe, nous avons travaillé l'articulation entre les approches socio-économiques et les approches sémio-communicationnelles : comment travailler l'articulation de ces deux niveaux dans l'analyse de l'offre pédagogique ? Comment l'analyse des ressources peut être vue comme un catalyseur des idéologies des transformations à l'œuvre dans les BUT ? Notre entrée par les ressources permettait de voir ce qu'elles révèlent de l'enseignement en IUT. Et de là nous avons mené des entretiens avec des offreurs de ressources très divers : éditeurs, banques de cas qui sont des business cases d'écoles de commerce, des collectifs d'enseignants qui produisent des ressources (Amina a notamment parlé de ce manuel). Ces entretiens ont permis de mener une réflexion particulière sur les transformations numériques et la place que ces transformations occupent dans l'ingénierie de ressources pédagogiques pour les universités et les IUT en particulier. Donc pour aller vite, nous avons fait ressortir quatre résultats que je vais simplifier un peu. Plus on travaillait sur les ressources, plus on se rendait compte de l'importance d'analyser les conceptions de la professionnalisation qu'elles véhiculent. La professionnalisation, nous ne l'avons

pas envisagée comme concept, ou comme un état de fait, ou comme une définition stabilisée, mais vraiment comme une valeur au sens de John Dewey dans la fabrique des valeurs. Et donc comme quelque chose dont il fallait produire les conditions d'observabilité. Comment observer les valeurs associées à la professionnalisation ? Quelles conceptions de la professionnalisation étaient véhiculées à la fois par les offreurs de ressources qui les produisent, par les ressources elles-mêmes, dans leur matérialité, et dans les manières par lesquelles les enseignants les mobilisent, donc à travers leurs appropriations? Il y a ces 3 niveaux-là: l'offre, les objets et les usages.

De là on peut tirer quatre conclusions que je vais présenter rapidement : la première est que la professionnalisation apparaît comme un mot d'ordre, c'est déjà un impératif, un passage obligé dans les discours officiels, dans les programmes nationaux. À tous les niveaux dès lors qu'il y a un discours d'accompagnement des ressources pédagogique des IUT la question de la professionnalisation est un passage obligé. Deuxième point associé à la professionnalisation : l'idée qu'il faut forcément être au-devant des innovations numériques. Cette conception du numérique perçue *de facto* comme une innovation apparaît fortement dans les discours officiels.. Or ceci est un postulat qui est déjà beaucoup déconstruit en SIC Et c'est assez intéressant parce que cette injonction crée des difficultés spécifiques en IUT. Par exemple, dans l'enquête menée au de la filière infonum, les collègues nous disaient que la veille évolue tellement vite qu'on n'a pas les moyens de payer sans cesse de nouveaux logiciels. Donc il y a à la fois une injonction à être à la pointe de « l'innovation numérique » et en même temps l'impossibilité de suivre toutes ces évolutions de logiciels et d'en assumer le coût. Troisième conclusion : celle d'un primat d'un idéal adéquationniste dont parlait Jean Claude. Il est très souvent fait mention en IUT de « ressources authentiques », de « situations authentiques », d'une ingénierie pédagogique qui permettrait de simuler la pratique professionnelle comme si les étudiants étaient déjà dans de réelles situations professionnelles. Cela s'apparente selon moi à une suspension volontaire d'incrédulité dans la mesure où plus les situations sont présentées comme authentiques, plus il y a un travail de construction, d'appropriation, de recréation par les enseignants. C'est notamment ce qu'on a pu voir avec Nathalie Boucher- Petrovic quand nous avons travaillé sur les challenges en IUT infocom. La création de ces challenges nationaux nécessite un travail énorme pour les enseignants pour reconstruire ces situations présentées comme authentiques. Enfin un dernier point, je reviendrai sur la question des conceptions plurielles entre les différentes options de la filière infocom en IUT. Il ressort de manière très nette, le fait que cette hybridité des rapports aux savoirs et au numérique, est liée à l'hybridité des métiers de la communication. Et donc ces problématiques que nous posons à l'enseignement en IUT, viennent rejaillir finalement sur la place des métiers de la communication.

Cécile Dolbeau-Bandin

Avant de poursuivre, j'aimerais souligner qu'Isabelle Comtet, Frédéric Gai et moi-même enseignons dans un BUT Information-Communication; et je note de légères différences avec ce qui vient d'être évoqué. Mais j'y reviendrai ultérieurement. Avec le DUT, nous fonctionnons déjà en mode projet. Aujourd'hui, avec les SAE, c'est devenu quasi systématique. La difficulté pour ces SAE, c'est d'utiliser les notions transverses et les ressources en s'appuyant sur le vécu étudiant, notamment en projet tutoré et en stage. De plus, les SAE ont des coefficients très élevés par rapport aux ressources. Nous notons une autre difficulté, dont on a souvent discuté avec Isabelle Comtet : les étudiants soulignent qu'il y a trop de répétitions avec cette ingénierie pédagogique. Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous revenons sur des notions, des méthodes, des concepts, des auteurs clés... au semestre 1, 3, etc. Et les étudiants s'en plaignent régulièrement : « *On a déjà vu ça avec Mme X ou avec M. Z...* » Et je cite ici la phrase d'Isabelle qui illustre ceci : « *Nous le savons en tant qu'enseignants, la répétition fait partie de l'apprentissage et de leur apprentissage, mais ils ont tendance à l'oublier !* »

Je rappelle qu'à l'IUT, nous sommes également dans le monde universitaire. Mais, notre particularité, c'est d'accueillir à la fois des bacheliers généraux et des bacheliers technologiques. Et cette année à Caen, nous accueillons également des bacheliers professionnels (deux bacheliers en hôtellerie et boulangerie). Ce sont des publics ayant des niveaux très hétérogènes. C'est souvent difficile pour eux... Il est important de s'adapter à eux. Au premier semestre, les méthodes de travail universitaire (MTU), ressource assurée par Frédéric Gai, permettent d'avoir un niveau plus ou moins homogène... À l'intérieur de ce référentiel, nous essayons de nous diriger en quelque sorte vers une approche, une pédagogie adaptée au public que nous formons. Et j'aimerais ici reprendre le terme que les Canadiens utilisent, ils parlent de « personne étudiante ». La « personne étudiante » est bien au cœur de l'approche par compétences (APC). Donc, elle met l'apprenant en situation professionnelle avec la dimension universitaire...

Et j'insiste sur ce dernier point : le BUT en information communication s'appuie à la fois sur une dimension universitaire, technologique et professionnelle ; et surtout avec et pour fil conducteur les SIC. Je trouve que le BUT a renforcé la place des SIC au sein du BUT Information-communication, enfin surtout à Caen...

Laurence Corroy

Les formations en information-communication, comparées à d'autres en IUT, ont été davantage impactées suite la réforme. Hier, nous avons beaucoup parlé de nos spécificités en tant que discipline. Vous aviez réalisé un travail, sous la forme d'un manuel, qui justement présentait les Sciences de l'Information et de la Communication pour un public de BUT. Est-ce que vous pensez que ce manuel peut, doit, évoluer dans les années à venir avec cette réforme ?

Céline Ségur

Alors quelques mots peut-être sur sa génèse avant de parler de son évolution possible... Effectivement il y a quelques années, nous étions plusieurs enseignants chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication, en IUT en Lorraine et membres de la même unité de recherche, le Crem. Nous avons commencé à échanger, à partager nos pratiques d'enseignement, et là est n e l'idée de rédiger un manuel sur la place des Sciences de l'Information et de la Communication en IUT. Et ce qui est important de dire, c'est ce qu'on ne voit pas, ce sont les coulisses parce qu'avant qu'il ne paraisse en 2020 il y a eu vraiment un très long travail d'échange, de partage, de mise en commun, de mise à plat de la place de ces enseignements en SIC en IUT.   partir d'une lecture des référentiels des 24 spécialités en IUT, et des expériences, il a fallu s'accorder sur le choix des fiches et des domaines ; ce qui n'est pas simple puisqu'il a fallu effectivement faire des choix et parvenir à des consensus. L'objectif du manuel est bien d'être un outil, pour les étudiants inscrits en IUT, qui souhaitent compléter leurs cours avec des éléments supplémentaires, mais c'est aussi un outil à destination des enseignants et des intervenants professionnels, qui interviennent sur des enseignements en lien avec les sciences de l'information et de la communication, et qui souhaiteraient aller un peu plus loin en intégrant dans leurs pratiques pédagogiques des notions et des concepts des Sciences de l'Information et de la Communication. Donc 35 fiches ont été rédigées, par 15   20 enseignants chercheurs en sciences de l'information communication de plusieurs IUT dans toute la France. Et ce qui est intéressant c'est que la rédaction des fiches s'est faite, et c'est un parti pris, en s'appuyant à la fois sur l'expérience pédagogique du rédacteur de la fiche, mais aussi sur son expérience en tant que chercheur. C'est-à-dire qu'on voulait vraiment que la fiche soit rédigée par un enseignant chercheur, c'est-à-dire quelqu'un qui potentiellement allie ces deux facettes de son métier dans la proposition de prise en charge pédagogique d'un sujet. Alors les sept domaines qui ont été identifiés - je vais les citer rapidement parce que  a permettra d'ouvrir la discussion sur l'évolution - donc c'est : théories de l'infocom, médias, Communication interpersonnelle et médiation, Communication organisationnelle, information et documentation, culture numérique et culture visuelle et audiovisuelle. Bien sûr ce manuel est amené à évoluer mais pas seulement à l'aune de la réforme des BUT, il est voué aussi à évoluer à l'aune des évolutions, et on en a parlé hier matin, des objets, des approches, qui sont de plus en plus majoritaires ou de plus en plus visibles. Les collègues hier de la CPDirSIC, du CNU, présentaient notamment certaines des thématiques qui semblent affleurer, et on voit bien comment les domaines pourront évoluer.   partir de ces éléments là mais aussi à partir des retours d'expériences de la mise en place du BUT et des SAE interdisciplinaires ou pluridisciplinaires.

Amina Belhadj

Donc c'est un manuel qu'avec Nathalie Boucher-Petrovic on a pu analyser dans le cadre de l'ANR RENOIR-IUT, et on a rédigé un chapitre de livre qui va paraître en 2025. Là je peux suggérer deux évolutions possibles, qui sont évidemment des suggestions, aussi suite aux entretiens que l'on a eus. Donc une première évolution pour ce manuel ça pourrait être d'intégrer plus largement peut-être la communication d'entreprise, qui est déjà un peu présente dans le manuel, notamment dans le chapitre communication organisationnelle. Je pense que ce choix est lié au fait que l'objectif de ce manuel était de dépasser justement une vision trop opérationnelle de la communication qui peut exister en IUT pour faire-valoir, pour valoriser la discipline. Et donc l'idée ce ne serait pas d'orienter ce manuel dans cette direction-là mais de montrer comment on peut aborder la communication des entreprises du point de vue de la recherche, par exemple en intégrant des travaux récents de chercheurs sur ces questions. Et je pense en particulier à la notion de marque, dont on a noté qu'elle est de plus en plus présente dans les programmes en BUT, je crois qu'en TC on a beaucoup de choses sur les stratégies de marques et je pense que ça pourrait être intéressant. Et la seconde suggestion que j'ai à faire, on se demandait avec Nathalie s'il ne serait pas plus profitable d'assumer que ce manuel est plutôt dédié à des publics de BUT Infocom. Parce que quand on a parlé avec Audrey Alvès et Justine Simon, qui sont les coordinatrices de ce manuel, elles nous ont dit que ce manuel est destiné à tous les publics d'IUT, mais au regard ce qu'on a dit ce matin notamment, on voit qu'il y a de grandes différences entre les BUT Infocom et les autres BUT. La communication, elle est plutôt vue comme une ressource qui sert un peu tous les BUT, et si au contraire on positionnait l'ouvrage comme un manuel de BUT Infocom, ça contribuerait à souligner le fait qu'il y a vraiment une discipline Infocom, qu'il y a des théories des Sciences de l'Information et de la Communication, qu'il y a un BUT dédié et un manuel dédié, et le but serait aussi de participer à la reconnaissance des SIC comme discipline.

Cécile Dolbeau-Bandin

Je rejoins tout ce qui a été dit, et j'insiste aussi sur ce point : au DUT information communication, il y avait un cours intitulé « Théories de l'information et de la communication » (première année, premier semestre). Pour la mise en place du BUT en septembre 2021, j'ai participé en tant que cheffe de département à de nombreuses réunions en distanciel et en présentiel. Par conséquent, j'ai participé activement à la réalisation de ces maquettes (contenu, mise en forme...) pour les parcours Communication des organisations et publicité. Et j'ai bien connu, suivi.... l'évolution des maquettes et de leur contenu (rédaction des fiches...). À partir de la rentrée 2022, toutes les ressources qui sont maintenant présentes au semestre 1, 3 et 5 se nomment « Sciences de l'information et de la

communication ». Ces ressources sont assurées principalement par des maîtres/maîtresses de conférences ou des professeurs d'université en SIC.

Je pense que cet ouvrage est indispensable et qu'il sera amené à évoluer (partie sur les SAE, le *portfolio* d'apprentissage...) en fonction de l'évolution actuelle et surtout de l'APC.

Laurence Corroy

Il s'agit donc d'un chantier pour les collègues qui vont le faire évoluer, en lien sans doute avec les nouveaux territoires de Recherche en SIC.

Si la place de la recherche un IUT est indiscutable pour les instances, elle semble tout de même un territoire à conquérir pour nos collègues, en particulier en IUT. La charge de travail qui a été induite par l'articulation de savoirs académiques d'une part et des SAE de l'autre, vous a-t-elle parue (et vous y avez déjà un petit peu répondu) chronophage ? Cela semble avoir été complètement sous-estimé par nos instances. Quelles sont les remontées des collègues à ce propos ? Bref, comment va la recherche en IUT ?

Cécile Dolbeau-Bandin

La parution a été faite en mai 2021, pour une mise en place en septembre 2021. C'est dire, s'il a été important de faire vite, très très vite, voire trop vite... Et 100 % du programme national devait être déployé avant la rentrée 2021. Bien évidemment, tout dépend de l'équipe et des IUT. Par exemple, à Caen (Ifs), l'équipe est assez réduite avec (environ) 230 étudiants pour les trois niveaux : 6 titulaires, 1 enseignant contractuel, 1 demi poste de contractuel, 1 ATER, 1 PAST. Cette réforme a eu un impact important sur notre charge de travail. N'oublions pas qu'il a fallu rédiger 33 % du programme local, très rapidement, correspondant au bassin d'emploi de notre IUT.

À l'IUT de Caen, nous proposons deux parcours : communication des organisations et publicité. Aux semestres 5 et 6, le parcours publicité propose plusieurs ressources consacrées au marketing/webmarketing, même si on a essayé de s'adapter au niveau local. Nous rencontrons des difficultés à recruter des enseignants-vacataires pour assurer ces ressources. Isabelle Comtet souligne que dans certains départements, la construction du BUT est arrivée en même temps que le mouvement 384, et que certains enseignants-chercheurs soulignent une charge de travail importante quand ce mouvement est actif.

La charge de travail est aussi alourdie quand le mode projet est collectif (travail de coordination très important) et le temps de correction est de plus en plus conséquent. Pourquoi ? Parce qu'on essaie d'individualiser les SAE, qui ont des coefficients extrêmement élevés (trop élevés). Tout cela est chronophage ! En septembre 2023, c'est la mise en place de la troisième année (niveau 3) et de l'alternance. À Caen, nous n'avons pas de licence professionnelle. C'est donc encore une charge supplémentaire... Nous avons obtenu un poste de

coordinateur d'alternance (tâches administratives) dans notre département. Oui, c'est très chronophage, très chronophage pour les enseignants-chercheurs, les PRAG, les PRCE, les contractuels, les ATER... Mais c'est aussi très chronophage et très impactant pour les élèves. Lors de la première année, les élèves soulignent une « grosse fatigue » au semestre 2. Nous en avons discuté en interne et avons réorganisé le semestre 2.

Ressources, SAE, stages, alternance et *portfolio* d'apprentissage constituent une charge de travail supplémentaire. D'ailleurs, nous n'avons pas beaucoup parlé de ce *portfolio* d'apprentissage. Aux semestres pairs, nous devons évaluer ce *portfolio* d'apprentissage (j'insiste : ce n'est pas un *book* !). Ce qui prend aussi beaucoup, beaucoup de temps à l'équipe enseignante.

Oui, la mise en place de ce BUT est très chronophage à la fois pour l'équipe enseignante et les élèves (ne les oublions pas).

Céline Ségur

Sur la place de la recherche dans les IUT, un exemple extrait de l'expérience du manuel : la publication du manuel a été suivie, à l'IUT de Nancy Charlemagne, de l'organisation d'une journée d'étude, intitulée valorisation de la Recherche en sciences humaines et sociales en IUT. Donc le point de départ de la journée c'était la publication du manuel, qui a été étendu à la thématique des SHS pour impliquer une majorité de collègues à l'IUT et trouver une entrée un petit peu plus large que celle des Sciences de l'Information et de la Communication. Dans cette journée qui a eu lieu, en 2021, l'objectif c'était d'interroger sur la reconnaissance de la recherche dans les IUT, de présenter le manuel, les projets de recherche que les collègues en IUT prennent en charge et les interactions entre recherches et formations. Et aussi la question entre la conduite de recherche individuelle et conduite de recherche collective. La tenue de cette journée était importante parce qu'elle montrait qu'il est possible d'amener la recherche dans les IUT, et que cela dépend aussi des contextes institutionnels locaux. Cela demande aussi beaucoup d'énergie de la part des collègues qui prennent en charge ces projets, il faut argumenter auprès des directions, trouver les financements. De fait, un axe privilégié pour développer la recherche en IUT peut-être le développement de recherches en prise avec les territoires et les problématiques professionnelles.

Amina Belhadj

Sur la question de la charge de travail, sur les témoignages d'enseignants qu'on a eus, on a le sentiment que c'est supérieur, parce que comme je l'ai dit la communication est une matière transversale, donc je ne vais pas revenir là-dessus. Un autre sentiment qu'on retrouve aussi chez les enseignants en SIC en IUT, c'est qu'il y a l'impression d'une marge de manœuvre réduite, et c'est surtout le cas pour les collègues enseignants-chercheurs en Sciences de l'Information et

de la Communication hors BUT Infocom. C'est-à-dire que, quand ils vont faire des propositions de projet qui sont cohérents en Sciences de l'Information et de la Communication, dans le cadre d'autres BUT, par exemple pour les SAE, leurs propositions vont être rejetées. Donc là je lis le témoignage d'une enseignante : « *En carrières juridiques, c'est clair que je fais des propositions de projets, et je m'inscris dans ce qui est proposé, mais il y a un rejet systématique* ». Et ce qui freine les choses, c'est qu'il y a une perception d'une grande méconnaissance de la discipline des SIC par les autres enseignants, je lis encore un témoignage : « *C'est juste parfois dans les conflits, on me dit : « ah je croyais que tu étais très forte en com', que t'es prof de com', donc que tu savais communiquer », et du coup là je tombe un peu des nues, je me rends compte que la discipline n'est pas assez connue et reconnue* ». Et pour répondre aussi sur la place de la recherche, ce qu'on a relevé ce qu'il y a vraiment un sentiment chez les enseignants d'une absence de lien, très souvent, entre leurs recherches et les enseignements qu'ils dispensent. Et c'est un argument qui revient souvent chez les enseignants qui ont participé à l'écriture du manuel *Les SIC en IUT*. Je lis un dernier témoignage d'une enseignante ayant participé à l'écriture du manuel, qui dit : « *Notre objectif était clairement de montrer qu'on n'est pas d'un côté enseignants et de l'autre côté chercheurs, mais qu'au quotidien dans nos enseignements on prend appui sur nos recherches* ».

Jean-Claude Domenget

Je vais un peu déplacer la question et proposer plutôt toute une série de questions, d'interrogation sur cette place de la recherche en IUT. Est-ce qu'elle est vraiment aussi indiscutable ? En fait, ça dépend beaucoup de la conception de la professionnalisation pour les collègues, effectivement on peut avoir une conception de la professionnalisation adossée à l'idée de faire passer des modèles Infocom de recherche, par rapport à l'autre enquête aussi une autre catégorie de collègues dont on n'a pas parlé ce sont les Past, et là, selon les situations la dimension Recherche elle est soit absente, soit au contraire poussée parce que c'est une volonté de la Présidence. En tout cas, j'aimerais poser la question de la renonciation, du fait, comme tu l'indiquais de la difficulté à faire passer des concepts, des modèles Infocom, voilà une certaine renonciation peut-être notamment dans des formations où il y a une concurrence avec des modèles plus simplistes, notamment issus du marketing et qui vont d'une certaine manière être mieux acceptés par les étudiants, je dirais. Et donc par rapport à ça il y a peut-être une possibilité, qui est comme Frédéric a évoqué l'engagement, le bricolage pédagogique, qui fait que sous d'autres formes d'évaluation, on peut peut-être voir dans la pratique des situations très concrètes de projets, de concepts, et ce qui demande vraiment un engagement de chacun d'entre nous pour chercher cet élément de la réflexivité ou de la compréhension des concepts.

Aude Seurat

Je voulais juste rebondir à la croisée de la question de la surcharge de travail et également par rapport au point que relevait Jean Claude Domenget sur la renonciation. Dans le cadre du projet à ANR RENOIR nous avons également mené une enquête sur le vécu du confinement et de « la continuité pédagogique » par les enseignants en IUT. Pour ma part j'ai travaillé sur la déconstruction de cette expression pour montrer qu'il s'agissait plutôt d'une discontinuité pédagogique. J'ai mené ce travail à la fois par l'enquête, et par une analyse de la presse locale car il y a eu énormément de lettres ouvertes, de pétitions, de démissions de responsabilités, de démissions collectives en IUT pendant le confinement et c'est la presse locale qui s'en est fait le relai. Je trouve que c'est un marqueur, je peux le dire, de violence quand même, de la double charge portée par les enseignants en IUT. Cette double charge est à la fois liée à cette injonction à la continuité donc de la prise en charge de cette discontinuité pédagogique, et dans le même temps l'injonction à mettre en œuvre cette réforme qui a nécessité un grand nombre de discussions en étant à distance des collègues. Je n'enseigne pas en IUT, mais c'est quelque chose qui m'a paru quand même assez net. Il y a, dans une certaine mesure, une certaine renonciation à mobiliser la recherche dans les enseignements, mais aussi, et c'est un point ce que j'ai vu soulevé au CNU ainsi qu'à la CPDirSIC : c'est la renonciation de certains collègues à faire de la recherche. Or, cette renonciation peut être en lien avec la surcharge de travail.

Laurence Corroy

Effectivement on sent aussi une fébrilité de certains collègues à ce propos, pour arriver à mobiliser encore du temps pour la recherche, dans un contexte où en effet on demande beaucoup sur le plan administratif et pédagogique. Celui-ci paraît de plus en plus chronophage, notamment en raison de l'innovation nécessaire pour mener à bien la réforme et respecter son esprit.

Échanges avec la salle

David Douyère

J'enseigne à l'IUT de Tours, au département Information-Communication, mon collègue Ali Ahmadi, dans la salle, à l'IUT de Blois, en MMI. Merci c'était très intéressant et très juste en ce qui concerne les questions qui se posent en IUT. Je voulais évoquer aussi 3 ou 4 questions. Il me semble qu'il y a aussi une fragmentation des cours, je vois cela, des collègues me disent cela, des séries de petits cours de 4 ou 5 séances. Il y a aussi un problème qui a été évoqué et qui concerne les coefficients ; dans les ressources théoriques par exemple on a des coefficients très faibles et les SAE sont très fortes. On a entendu les étudiants

nous dire dans les conseils, « on les connaît, nous on regarde tout de suite les coefficients, les cours théoriques on ne les travaille pas, on ne révise même pas parce que c'est la SAE qui compte ». Et on voit des pratiques même en cours, ou les étudiants font autre chose sur les ordinateurs, et en revanche ils prennent du temps et ils sont très intéressés par les projets etc. Donc problème de coefficient. En principe les ressources, donc la théorie, serait évaluée dans les SAE. Mais comme l'habitude dans les projets c'est de regarder si le PowerPoint est joli, si la soirée sur le *body positive* était dynamique, on ne va pas s'intéresser à la conception du corps dans la société ou au numérique à ce moment-là... Donc, en principe, l'évaluation de la partie théorique est présente dans l'évaluation de la SAE, mais dans les faits ça ne se fera certainement pas. Autre point, vous avez dit que dans les départements Infocom les SIC étaient centrales, je ne suis pas du tout d'accord avec ça - et quelqu'un a dit autre chose à un autre moment. C'est la communication qui est centrale, les collègues, dans certains départements, ci ou là, parlent de communication, qu'ils soient géographes, historiens ou en langues, mais communication, pour eux ça veut dire surtout les marques et c'est plutôt du marketing. Donc on a des départements, dans tel ou tel IUT, qui peuvent être dirigés par des gens qui ne sont pas en sciences de l'information de la communication et qui croient comprendre l'information et la communication et qui s'intéressent aux marques, à la pub... Les étudiants s'intéressent beaucoup à Starbucks, et d'autres marques... Cela fonctionne donc très bien pour un intérêt pour les marques, mais ce n'est pas des Sciences de l'Information et de la Communication, c'est juste quelque chose sur la com' ! Et, tout dernier point, j'ai été surpris par la notion de « personne étudiante » parce que pour moi un étudiant, c'est quelqu'un qui étudie, qui reprend le travail mené en cours, qui autrefois lisait des bouquins, et, il y a quelques années déjà regardait des vidéos sur YouTube (maintenant c'est un peu ringard et c'est plutôt des petites choses sur TikTok au mieux...). Deux personnes ont parlé d' « élèves », comme on l'entend souvent de la part des jeunes en IUT. Alors qu'est-ce qu'il en est du statut d'étudiant ? On a des diplômants, des « usagers », dans les textes réglementaires, des élèves parce qu'il y a une ambiance d'école, mais est-ce que ce sont vraiment des étudiants ? Alors peut-être qu'ils ont intérêt à le faire croire, et nous aussi, dans une forme d'illusion collective, « genre on est à l'université... », mais ce n'est pas tout à fait sûr... Et c'est un peu dommage, et j'en termine avec ça, parce qu'on sait, et je parle sous le contrôle de Bernard Miège, que les IUT ont été en partie fondateurs des approches en Infocom en fait, il me semble important de le rappeler.

Laurence Corroy

Sur la place des sciences Infocom, les échanges lors de nos workshop montrent que cela varie beaucoup des contextes et des équipes.

Cécile Dolbeau-Bandin

En tant que cheffe de département, j'ai participé activement à la conception au niveau local de cette maquette, et j'ai insisté pour la place prépondérante des SIC. Par exemple, nous avons ajouté deux ressources à Caen : rhétorique et Art oratoire. Personnellement, je ressens plus la place des SIC au sein de ce BUT. Ensuite, pour revenir à la « personne étudiante », ce terme vient du Canada. Ce que je voulais souligner, c'est que nous accueillons des profils, des parcours, des histoires de vie... extrêmement hétérogènes. De plus, certains d'étudiants, notamment à la suite du SARS-Cov-19, sont très fragilisés. Combien de fois on appelle les pompiers ? Combien de fois on est en lien avec les services de la médecine universitaire parce que les étudiants n'arrivent pas à les joindre ?... Ce que je voulais montrer ici, c'est qu'avec le BUT, même si on a peu de temps, on essaye quand même et surtout au semestre 1 de les accueillir au mieux. Pour les bacs professionnels et technologiques, on essaye de leur apporter ce qui va leur manquer. Et on fait vraiment attention... Est-ce que c'est suffisant ?

Un constat que j'aimerais évoquer avec vous : en première année, nous recensons en général 3 ou 4 démissions pour 86 étudiants. Lors de la première année du BUT, nous avons comptabilisé 19 démissions ! Ce qui n'était jamais arrivé. Je le reconnais, la mise en place de ce BUT n'est pas parfaite et nous questionne sur nos pratiques d'enseignants... C'est loin d'être parfait.... Et cela dépend aussi des structures, des IUT... Mais on essaye...

Frédéric Gai

Je me permets de compléter, notamment sur la première partie de la question. Le sentiment d'éclatement de nos formations est réel. Nous le subissons quotidiennement, avec une multiplication d'unités d'enseignement, de quelques heures seulement. J'insiste, c'est la continuité qui est contrainte, cette situation étant accentuée par un problème d'emplois dans nos structures. C'est finalement quand on délègue un certain nombre de nos ressources, quand on délègue un certain nombre de nos enseignements, que l'accompagnement des SAE, justement dans le rapport entre théorique et pratique, est contraint. On en vient peut-être à construire des chimères. En complément aussi de ce que disait Cécile pour nos publics, il faut rappeler que cette génération a essuyé les plâtres de la réforme BUT, et c'est la même qui avait essuyé les plâtres de la réforme du lycée, qui a été touchée par la période Covid, créant une situation, au-delà de la des problèmes psychologiques, où les étudiants se questionnent en permanence sur leur orientation. Par exemple, le BUT a installé la possibilité pour eux de partir à l'étranger. Or, la première année l'IUT n'était simplement pas en ligne avec la réforme, ce qui a créé des tensions. Je voudrais juste évoquer un acteur central dans nos formations censées amener les étudiants et étudiantes à une insertion professionnelle rapide (même si, dans les faits, ils réalisent majoritairement des études longues) : le professionnel. Je ferai un constat plutôt empirique, qui ressort

des remarques des professionnels à la suite notamment des périodes de stage. Ils insistent sur « la qualité de nos étudiants », capables selon eux d'esprit critique convoqué dans des situations professionnelles. Le comparatif entre nos formations et la concurrence du privé se fait très souvent sur ce point. Pour les professionnels, nos étudiants usent d'un savoir académique, qui leur permettra, peut-être, d'être des apprenants tout au long de leur carrière. C'est un constat assez uniforme, qui intervient avant la maîtrise des pratiques, des stratégies ou des outils, qui finalement doivent être éprouvés sur le terrain.

Jean-Claude Domenget

Pour répondre à la question concernant la place des sciences de l'information de la Communication dans le BUT Infocom, je pense que c'est intéressant de réfléchir au niveau de la lisibilité du programme, de la visibilité des parcours, parce que là avec les cinq parcours dans le BUT Infocom, ça représente la diversité des Sciences de l'Information et de la Communication quand même, et simplement, il y a une concurrence entre les parcours, en fonction peut-être d'une image du métier auquel ils forment. Ce n'est pas toujours très lisible ça quand même, il y a quand même aussi un effet de réputation des parcours, et les étudiants vont alors choisir des parcours soit qui forment à des métiers qui font rêver, animateur de communauté ou des choses comme ça. Et sinon aussi, en fonction de la charge de travail liée au parcours, et ils vont chercher des fois des parcours où il y a le moins de charge de travail.

Cécile Dolbeau-Bandin

Juste pour compléter la place des SIC, je rappelle que pour les DUT, le cours « Théories de l'information de la communication » était uniquement présent au premier semestre (18 h 00 CM et 10 h 00 de TD par groupe). Avec le BUT, on l'enseigne sur les trois semestres pairs. Ce qui représente à Caen : 16 h 00 de CM et 6 h 00 de TD par groupe au semestre 1, au semestre 3, c'est 14 h 00 de CM et 6 h 00 de TD et au semestre 4, c'est 36 h 00 de TD. Il y a quand même une évolution. Cette ressource est associée à la compétence « Déployer » et aux apprentissages critiques. Ces cours que j'assure sont en lien avec les cours de SHS présents à chaque semestre impair et sont mis en correspondance avec des SAE.

Céline Ségur

C'était pour compléter ce que vous disiez sur la fragilité des étudiants qui s'est manifestée au moment de la mise en place du BUT, qu'il faut relier à la réforme des lycées, et peut-être aussi à un autre élément : la mise en place de la première année du BUT, a été, c'est le cas Nancy, une opportunité pour le rectorat de nous imposer une politique de quotas qu'ils essayaient de nous imposer depuis plusieurs années, et à laquelle on résistait par des votes en commission de département. Il s'agissait de la proportion d'étudiants en bac techno. Jusqu'alors

on avait réussi à limiter à 25 %, et pour la première année du BUT on passait à 50 %, donc ça veut dire qu'à partir du moment où une communication est faite dans les lycées pour dire, allez faire un IUT tech de co, c'est fait pour vous, il y a de la place, alors qu'on nous impose 50 %, on est obligés d'aller chercher des étudiants qui ont un niveau secondaire assez faible, en tout cas qui ne leur donne pas les meilleures chances de réussite en université. Et bien on aboutit, c'est ce que vous disiez, à un nombre de démissions très impressionnant au moment de la première année de la mise en place du BUT. Et des démissions, vraiment au fil de l'eau pendant toute l'année, pas juste au moment des résultats du premier semestre, c'était constant tout au long de l'année. Ce qui a fragilisé le nombre de groupes, pour la deuxième année etc. Et peut-être une toute dernière chose, quand on s'interroge sur l'avenir du manuel, pour le resserrer sur les BUT Infocom, la question que je souhaite poser c'est que l'infocom dans les BUT non spécialistes constitue un vivier de postes en sciences de l'information et la communication qui n'est pas négligeable. Alors évidemment la question se pose : faut-il multiplier les postes au risque d'avoir des enseignants-chercheurs nommés qui enseignent l'expression communication, et prennent le risque de s'éloigner de la recherche, mais cela permet d'avoir des postes. Faut-il limiter ce type de profils de postes, alors que nous en avons besoin. Je pose la question avec un grand point d'interrogation. Et c'est une question qui est partagée avec d'autres disciplines, puisqu'en TC, j'avais des collègues en sciences de gestion ou économie, dont le service consistait à enseigner les maths à des étudiants de première et deuxième année, à un niveau proche de l'enseignement en secondaire.

Christian Le Moëne

La question, et elle demeure en master - voire en thèse - est de convaincre nos étudiants qu'il n'y a pas des techniques élémentaires d'information et de communication qui vaudraient dans toutes les situations possibles et que les stratégies et politiques de communication reposent toujours sur des conceptualisations préalables. Cette question déborde largement le cadre pédagogique car il a été mis en évidence que le développement des communications organisationnelles en France, sur le modèle de la communication d'entreprise était présenté, par les consultants, les associations professionnelles, les organismes patronaux, comme relevant essentiellement de compétences techniques, afin de masquer leur dimension fondamentalement politique. Notamment dans les années 1980 qui furent aussi celles du basculement de la France dans les conceptions et les politiques gouvernementales néo-libérales. Le technicisme, comme l'individualisme narcissique d'ailleurs, est une idéologie structurelle très difficile à combattre puisqu'elle se présente comme évidente : qui peut être contre la compétence technique ? Contre l'expertise ? C'est d'ailleurs une idéologie globale, que l'on rencontre également lorsque l'on anime des formations continues de professionnels.

Philippe Bonfils

Merci pour vos interventions, j'y suis particulièrement sensible puisque mon premier poste était à l'IUT Tech de Co. J'ai donc connu cette situation avec les gourous du Marketing. Mais j'ai plusieurs questions. La première porte sur l'évolution des carrières des collègues, parce qu'il y a un vivier (je suis d'accord), mais il y a un effet un peu pervers quand les collègues sont MCF HDR et qu'ils veulent passer PU. Je constate en effet qu'il y a de moins en moins d'IUT qui demandent des postes de professeurs. Ce sont souvent des stratégies locales, d'établissements et d'unités de recherche, et cela provoque une forme d'assèchement du vivier. Ma deuxième question porte sur les pistes que nous pouvons envisager pour articuler les collaborations entre les IUT et les composantes, pour assurer des passerelles, et à plusieurs niveaux ? C'est ce que nous mettons en place à Toulon entre l'UFR Ingémédia et le département MMI. Nous favorisons une logique de filière afin d'accueillir en L3 des étudiants de parcours création numérique ou Infocom. Néanmoins, la mise en place du BUT 3 réduit les flux amenant les étudiants de ces filières à candidater désormais directement en master 1. Dans tous les cas, cela nous semble une piste pour revivifier et assurer un ancrage des Sciences de l'Information et de la Communication dans des départements qui voient diminuer leurs ressources en recherche.

Frédéric Gai

Je vais donc répondre à la première question. Je suis convaincu que c'est une des forces de la communication, et des Sciences de l'Information et de la Communication dans leur globalité, de pouvoir répondre à des problématiques d'entreprises qui sont naturellement transversales. Je vais citer juste un exemple. Dans le cadre du service d'accompagnement pédagogique de l'université de Caen, j'ai suivi une formation sur les compétences transversales regroupant des collègues enseignants-chercheurs de plusieurs disciplines, des étudiants et des professionnels. L'intégralité des compétences qui ressortent après une journée de workshop sont toutes du domaine de l'Infocom. C'est quelque part l'ambiguïté que je relevais dans mon intervention : ce sont à la fois des cœurs de savoirs et, dans le monde de l'entreprise, des besoins transverses, convoquant des compétences qui peuvent être situées à tous les niveaux - je pense notamment à des compétences qui sont ciblées comme relevant des ressources humaines et qui entre dans les pratiques de la communication.

Aude Seurrat

Je voulais aussi réagir à l'intervention de Christian Le Moëne, je dirais qu'effectivement cette problématique - au sujet de la formation continue - cette problématique de la place des savoirs de recherche en sciences de l'information et de la communication dans la formation, en lien avec les enjeux et les conceptions de la professionnalisation, est une question que nous avons traitée dans le cadre des

IUT, mais c'est aussi une question que j'ai traitée dans mon enquête pour mon habilitation sur la formation professionnelle courte à la communication. Dans les stages de formation à la communication que j'ai analysés, ce sont surtout des savoirs en sciences de gestion et en neurosciences qui sont mobilisés. Les sciences de l'information et de la communication n'ont quasiment aucune place. Je suis d'accord avec le fait qu'il faudrait mener une réflexion sur nos spécificités, sur les sujets sur lesquels on aurait vraiment une forte expertise à amener. Mais je pense aussi qu'il y a aussi une réflexion plus large à mener sur le rapport aux savoirs, sur ce qu'on attend des savoirs dans une formation, et comment nous pouvons convaincre les commanditaires et les publics de la formation professionnelle que la solution n'est pas de rechercher du savoir clé en main, de résolution, de *best practice*, des mnémotechniques, des *process*. Malheureusement c'est ce que l'on retrouve le plus dans ces formations je me disais : mais c'est terrible comment les gens peuvent être satisfaits de cela ?

La certitude des *best practices*, cela rassure. Donc il y a quand même une réflexion à avoir sur le rapport au savoir, peut-être qu'il y a des savoirs qui questionnent, qui dérangent, qui amènent plutôt de l'incertitude que de la certitude, et cela, je trouve que c'est quand même un challenge à relever aussi si on veut frayer une place un petit peu plus importante aux savoirs de notre discipline dans la formation professionnelle aussi parce qu'il y a vraiment un déficit complet des sciences de l'information et de la communication de l'information tout au long de la vie. Et je suis complètement d'accord avec Philippe, je voulais juste faire un tout petit clin d'œil : on a eu la réforme des IUT, nous allons avoir la réforme des INSPE, et nous avons aussi pas mal de collègues en SIC dans les INSPE, et il y a ce même problème dans les discours - d'ailleurs je participe la semaine prochaine à une journée de réflexion sur la place de la recherche dans l'enseignement - sauf que les postes de professeurs d'universités il y en a de moins en moins. Dans mon INSPE, il y a par exemple 10 profs sur 80 enseignants chercheurs et 150 postes de PRAG et PRCE, il y en a deux professeurs qui partent en retraite et qui ne seront pas renouvelés. Donc il y a un *hiatus* entre les discours qui mettent en avant la place de la recherche dans les IUT ou dans les Inspé et la réalité du manque de postes de chercheurs.

Laurence Corroy

Il faut se battre pour demander des postes de professeurs d'université en IUT et en INSPE. Leur présence facilite pour les collègues maîtres de conférences de revendiquer un engagement en recherche. J'ai des retours allant en ce sens. Lorsque les équipes ont des maîtres de conférences et des professeurs, il est moins difficile de revendiquer de sanctuariser du temps pour la recherche vis-à-vis de collègues détachés dans le supérieur et qui comprennent mal notre double mission.

Cyril Masselot

Je vais me permettre de rebondir sur ce que tu dis là, parce que qu'en étant en IUT, j'ai aussi été élu au conseil d'institut pendant pas mal d'années et on a un énorme souci sur le nombre de PU dans les IUT et si je peux me permettre de ProfesseurEs, de femmes PU. Le manque de PU fait qu'ils sont toujours sollicités pour toute une série de commissions, ils doivent être partout, et il n'y a pas assez de femmes PU. Donc je ne peux que militer pour plus de PU dans les IUT, notamment des postes pour des femmes. Merci pour tout ce que vous avez dit, merci à David d'avoir posé plein de points importants : l'histoire des coefficients, permet à des étudiants maintenant de valider leurs études en IUT avec des niveaux délirants parce qu'ils gagnent tout avec les SAE, il y a un vrai souci qu'on va devoir rééquilibrer bientôt. Par contre une question pour tout le monde, parce que ma réalité n'est pas nécessairement la même que la vôtre, et ce que je vois par exemple se faire à Dijon, n'est pas la même chose que ce qui se fait à Besançon : à propos des heures qui sont mises dans les programmes nationaux - et plus pédagogiques d'ailleurs, vous avez remarqué ? - première question : est-ce que vous pensez qu'ils sont vraiment nationaux ? Et la réponse est dans la deuxième question : est-ce que vous avez-vous aussi des adaptations locales ? Tant qu'on était en DUT, nous on n'a jamais réussi à faire plus de 75 % du PPN, et à l'arrivée du BUT en 3 ans : déclaration d'obligation de faire 100 %. Sauf que tout le monde triche, qui fait les 100 % réellement ? Et deuxièmement, aux 22 heures CM indiquées en Sciences de l'Information et de la Communication en première année, est-ce qu'on fait que du CM en Sciences de l'Information et de la Communication en première année, est-ce même souhaitable ? D'autre part, est-ce que vous ne croyez pas que l'histoire des démissions en première année n'est pas à croiser avec l'effet Covid, les gens qui ont passé leur bac à cette époque-là, donc dans de mauvaises conditions et qui ont eux-mêmes essuyé la réforme du bac, la Covid, la réforme des BUT, etc. ? Je rejoins aussi la question du problème des quotas, on se bat nous aussi d'arrache-pied sur la question des quotas des bacs techno. On voit bien que la volonté du ministère c'est une logique : les bacs pros en BTS, les bacs technologiques en IUT, et les bacs généraux à la fac. En com des organisations, on n'arrive pas à remplir ces quotas. Pour deux raisons : ils ne candidatent pas et/ou ne viennent pas, et ainsi, on a du rattrapage de bacs généraux en juillet, on leur dit surtout ne lâchez pas parce qu'on va vous récupérer. Et à la fin on se retrouve avec des bacs généraux qui ont de supers profils et qu'on ne peut pas prendre à cause de ces quotas. À la fin du premier semestre de première année on constate dans le classement général que dans les 50 premiers, sachant qu'on a 150 étudiants en première année, il y a 1 seul bac techno, et que dans les 50 derniers il y a un (ou deux) bac général : est-ce que c'est pareil chez vous ? Encore un point soulevé tout à l'heure : quand on est nommés dans un IUT, on est voués à rester maître de conf' toute sa vie. Excusez-moi mais c'est la réalité des choses : pourquoi ? Parce qu'on n'a jamais de cours en Master, parce qu'on n'a

jamais de suivi de Master 2, parce qu'on n'a pas l'implication de la recherche dans les enseignements et donc le dossier ne suit pas, sauf si on a la chance d'avoir des collègues qui vous donnent des cours dans des Master ! Mais quand même, ce n'est pas logique ça non plus, ça pose un vrai problème. Et dernière info, on lance une enquête longitudinale avec des collègues qui sont en IUT sur les critères de sélection des CGEV (les critères généraux d'examen des vœux), c'est ce que les responsables de formation sont amenés à indiquer dans ParcoursSup et c'est assez intéressant de voir les premiers résultats qui sont sortis, on va continuer ça, et on va mettre en place toute une série d'entretiens avec des chefs de département qui rédigent ces critères-là, pour essayer de comprendre quelles sont les stratégies de recrutement dans les IUT. Et je vous invite à y participer.

Cécile Dolbeau-Bandin

En ce qui concerne la place des femmes dans l'enseignement supérieur, je valide les propos de Cyril. À l'IUT Grand-Ouest Normandie (18 départements), on compte quatre professeures des universités. C'est assez récent, deux d'entre-elles viennent juste d'être nommées. Dans notre département, si nous avons déjà des maîtres de conférences supplémentaires en SHS, ce serait déjà bien... Nous restons modestes et lucides ! De plus, à l'université de Caen, il y a seulement trois « infocom ». La coloration Infocom à Caen est quasi inexistante voire néante ! Pas de laboratoire ! En ce qui me concerne, je suis rattachée à un laboratoire de sociologues et de psychologues (CERREV) où je co-dirige une thématique intitulée « plateformisation des industries culturelles et médiatiques ». Pour mon évolution de carrière (HDR..), je suis intervenue en master du livre et de l'édition et en sociologie. De plus, je m'intègre aux travaux de recherche des sociologues et je suis rattachée à la chaire UNESCO des pratiques journalistiques et médiatiques (université de Strasbourg). Je tiens à souligner que mon laboratoire de rattachement valorise mon travail de chercheuse en SIC. Il en est de même pour l'université de Caen. Pour le BUT IC, la place des SIC au sein de ce BUT, la place des femmes dans l'enseignement supérieur, la place des SIC à l'université de Caen, ma carrière d'enseignante-chercheuse en SIC à l'université de Caen... j'aimerais faire appel à la citation de Paul Virilio, « *je suis une optimiste inquiète et une pessimiste sereine* ».

Laurence Corroy

Cette table ronde se conclut peut-être sur une recommandation, pour aller dans le sens de Philippe : on remarque une très grande mobilité des étudiants de Bachelor vers les Master. Il serait extrêmement positif que la mobilité concerne aussi le corps enseignant : nos collègues de Masters peuvent venir enseigner à l'IUT et des collègues des IUT enseigner en Master. Cela permettrait de développer et renforcer le sentiment d'unité de notre communauté. J'y vois une autre vertu, celle d'éviter le sentiment d'isolement et de relégation des collègues en IUT qui redoutent pour l'évaluation de leur carrière que les particularités des IUT ne soient pas connues et prises en compte.

SITUATION DES FORMATIONS DANS LES DÉPARTEMENTS UNIVERSITAIRES

Focus sur les logiques de plateformes
et la transformation des activités

Animation : Marcela Patrascu

Yanita Andonova

Université Sorbonne Paris Nord

Patrice de la Broise

Université de Lille

Bruno Chaudet

Université Rennes 2

Laurent Collet

Université Paul Valéry Montpellier 3

Lépine Valérie

Université Paul Valéry Montpellier 3

Biographies des participant.e.s

Yanita ANDONOVA est professeure des universités en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Sorbonne Paris Nord et directrice adjointe de l'École doctorale Érasme. Chercheure au LabSic et au Labex ICCA, elle est co-fondatrice du réseau international Crea2S - Creative Shift Studies. Ses recherches portent sur les injonctions à la créativité dans les industries culturelles et les industries créatives, la visibilité et la reconnaissance des individus au travail, l'usage des dispositifs numériques et les enjeux géocommunicationnels des organisations.

Bruno CHAUDET est maître de conférences HDR en SIC à l'université Rennes 2 et membre du laboratoire PREFICS. Ses recherches portent sur les pratiques info-communicationnelles des acteurs de l'habitat dans le contexte du développement des machines numériques. De manière plus générale, il travaille à problématiser les notions de machine et de mégamachine en sciences de l'information et de la communication.

Laurent COLLET est professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Paul Valéry Montpellier 3. Il est directeur adjoint du LERASS et co-dirige le parcours communication numérique des organisations du master information-communication de cette université. Ses recherches et ses enseignements portent sur la numérisation de la communication organisationnelle : les agences de communication, l'écriture multimédia et le storytelling transmédia ; le domaine de la santé et les usages des données et de l'IA.

Valérie LÉPINE est professeure des universités en Sciences de l'information et de la communication à l'ITIC - université Paul Valéry Montpellier 3 et chercheure au LERASS. Elle est responsable de la mention de master information-communication et co-anime le parcours Changement organisationnel et personnel. Ses travaux s'inscrivent dans le champ des communications organisationnelles au prisme des enjeux de professionnalisation, de compétences, de reconnaissance dans des contextes sociotechniques en constante évolution. Le bien-être - notamment au travail - la promotion de la santé et la communication préventive constituent des thématiques développées dans l'axe Santé du LERASS.

Situation des formations dans les départements universitaires

Table ronde 8

Marcela Patrascu

Bienvenue à cette table ronde, qui sera dédiée aux situations des formations en sciences de l'information de la communication dans les départements universitaires, dans les universités publiques. Pour nous parler de leur situation nous avons invité Yanita Andonova de l'université Sorbonne Paris Nord, Patrice de la Broise de l'université de Lille, Bruno Chaudet de l'université Rennes 2, Valérie Lépine et Laurent Collet de l'université Paul Valéry Montpellier 3. Pour démarrer cette table ronde que nous avons structurée autour de plusieurs questions, nous allons faire un tour de table pour présenter les situations locales des formations dans lesquelles vous exercez votre métier : quelles situations, quels enjeux, et quels moyens dans vos formations respectives ? Pour commencer nous pouvons aborder vos situations en termes de taux d'encadrement, car nous le savons, c'est quelque chose qui pèse fortement sur les conditions de travail, puis nous poursuivons avec plusieurs questions liées à l'évolution du métier d'enseignant-chercheur à l'université. Nous aborderons en troisième point la question des plates-formes, notamment des plate-formes « Parcours Sup » et « Mon Master ». Enfin, en quatrième point, nous aborderons la question de la mise en visibilité et de l'attractivité des formations en sciences de l'information et de la communication dans un contexte de sous-financement chronique et d'une concurrence de plus en plus forte des formations privées qui se développent un peu partout.

Donc, pour démarrer cette table ronde il serait sans doute utile de revenir sur les situations locales : Quels types de formations ? Quelles conditions de travail ? Quel taux d'encadrement ?

Valérie Lépine

Merci pour cette table ronde, qui me permet d'aborder des aspects un peu plus liés à notre expérience quotidienne en situation d'enseignant-chercheur. Alors avant de vous parler de la situation de Montpellier 3, je voudrais juste vous parler pour la mise en contexte à partir d'un rapport de la Cour des Comptes qui a été publié en février 2023 et qui insiste sur le fait, que les

universités ont des situations très différentes selon leur génération - 4 générations ont été identifiées par la Cour des Comptes et le ministère depuis les années 60 jusqu'au plus récentes en lien avec les restructurations qui ont pu se produire. Je ne vais pas rentrer dans le détail, mais un des titres dans ce rapport nous dit que « le dispositif d'allocation de moyens par l'État, présente un caractère à bout de souffle et déconnecté des réalités territoriales ». De quoi est-il question ? Il est question de dotations de charges de service public, et qui correspond à ce taux d'encadrement ou en tout cas à ce ratio entre le nombre d'enseignants chercheurs et le nombre d'étudiants. Et j'insiste sur cette disparité, parce que ça veut dire qu'à chaque fois qu'on s'exprime à propos de nos situations dans une université, on ne sait pas quel est l'écart entre celles qui sont les mieux dotées et les autres. Donc en gros, les structures qui sont les mieux dotées ont une enveloppe de 10 000 € par étudiant, alors que les moins bien dotées vont être à peu près à 3700 € par étudiant. Donc vous voyez qu'il peut y avoir un écart très important entre une université bien dotée comme Gustave Eiffel par exemple une université comme Paul Valéry, qui elle, dans la note publiée en 2023, est juste l'université la moins bien dotée, de toutes les universités de France du point de vue de cet indicateur du taux d'encadrement. La moyenne nationale c'est à peu près de 6800 € par étudiant. Avec tous les indicateurs qui sont le taux d'encadrement, le nombre d'enseignants, le nombre d'équivalents temps plein pour 100 étudiants, avec une moyenne de 9 enseignants pour 100 étudiants, nous on est à Paul Valéry autour de 3, donc on a globalement des écarts qui sont de 1 à 3 selon les Universités. À chaque fois, nous on vit de notre bocal, et on a des ressentis qui peuvent être très différents et qui peuvent être liés à ces situations - disons objectivement - qui vont d'un ratio de 1 à 3 pour les taux d'encadrement et les taux de couverture. Paul Valéry, c'est 22 000 étudiants avec à peu près la moitié de boursiers, et cela indique aussi que ce sont des étudiants qui vont être demandeurs d'une attention particulière. Alors le département information communication c'est un millier d'étudiants, donc un département très important, avec une quinzaine d'enseignants chercheurs. Alors quelle est la situation actuellement ? Elle est plutôt favorable j'ai envie de dire, dans la mesure aussi où, à la faveur d'un changement de Présidence, et d'un changement de direction d'UFR qui a vu pour la première fois depuis de très nombreuses années un représentant de la 71^e section à la tête de la composante qui comprend Infocom, info doc et sciences du langage, on a vu une campagne d'emploi qui a pu être défendue avec plus de pugnacité et on a des postes depuis 3 ans ce qui fait que notre déficit progressivement se réduit. Mais on reste quand même le département le plus « en bas de la liste » de l'université la moins dotée de France. Voilà donc là on a 3000 heures qui sont réalisées par des vacataires par exemple, il faut encadrer, et qu'il faut organiser, mettre en place etc.

Bruno Chaudet

Au sein du département Communication de Rennes 2, nous avons précisément 1091 étudiants répartis comme suit : 884 en licence généraliste et 207 en Masters. Notre département compte quatre Masters, dont trois spécialisés en communication, proposant des formations en alternance pour les Masters 2, ainsi qu'un Master en sciences du langage. Ces chiffres mettent en lumière le rôle central de la licence dans l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur et le rôle que joue les universités pour permettre aux lycéens de poursuivre leurs études. En fin de compte, pour le moment, la sélection s'opère essentiellement au niveau Master, la licence accueillant pratiquement tous les étudiants. La majorité de notre public, soit environ trois quarts des étudiants, est inscrite, tandis qu'environ un quart se trouve en master. Mais comme vous le savez, malgré l'engagement à offrir une place à chaque bachelier, les moyens ne suivent pas, avec un taux d'encadrement considérablement bas : seulement 16 enseignants-chercheurs et une centaine d'intervenants extérieurs pour assurer les formations. Les contrats LRU ont été une bouffée d'oxygène, nous permettant de recruter des profils précédemment inaccessibles en raison de leur statut. Cependant, cette année, nous avons appris que la présidence arrêtera le recours à cette voie. Notre département compte également deux PAST. Nous avons aussi intégré une ingénieure d'études dédiée au développement de l'alternance en Masters. Ces trois dernières années, l'alternance a connu une croissance significative, notamment grâce au soutien de l'Etat. Les contrats d'apprentissage nous ont permis de financer plusieurs postes budgétaires, dont celui de l'ingénieure d'études. Nous disposons également de trois secrétaires. Cela se traduit par un ratio de 1 enseignant chercheur pour 68 étudiants, alors que la norme nationale serait plutôt de 1 pour 25. Nous faisons face à un encadrement insuffisant, une chargé pédagogique considérable et une reconnaissance universitaire tardive, ayant dû batailler pendant des années pour obtenir un poste de MCF.

Patrice de la Broise

Je suis fasciné par les chiffres que vous nous donnez, mais les miens ne seraient pas tellement différents. Ces ratios traduisent, en tout état de cause, la gestion d'une pénurie, y compris dans un contexte de fusion « prometteur » pour l'université de Lille. Pour le dire vite, l'université de Lille c'était 3 universités il y a encore quelques années, ça n'en est plus qu'une, université de 80 000 étudiants, donc c'est quand même déjà un gros paquebot. Donc 80 000 étudiants et comme ça ne suffisait pas tout à fait, on a aussi intégré des écoles, y compris par exemple l'école supérieure de journalisme, écoles intégrées dans le dispositif et qui ont d'ailleurs leur autonomie de gestion mais qui bénéficient de celle de l'université elle-même. Donc j'aurais bien du mal à dire le ratio, et tout ce dont on parle là c'est bien de l'information et la communication, y compris d'ailleurs du

(inaudible) qui n'entendait pas parler de communication mais qui en parle volontiers aujourd'hui quand elle veut ouvrir un Bachelor, pas le Bachelor dont on parlait tout à l'heure, ce n'est pas un diplôme dont je parle, et c'est un Bachelor sur trois ans, 140 étudiants, l'année à 4000 €. Évidemment, ça devient tentant d'ouvrir ça. On parlera de la concurrence tout à l'heure, mais tout cela s'est extrêmement complexifié, par un défaut, un déficit d'encadrement qui est notable, je parle aussi en tant que directeur d'unité de recherche : nous avons aussi 41 enseignants chercheurs répartis entre les IUT, le département information communication qui a fusionner avec un département (**XX inaudible), nous avons l'IUT. La particularité, c'est qu'il y a une petite exception lilloise, dont je ne sais pas s'il faut s'en inspirer, mais nous avons dans cette université 80 000 étudiants et il était inscrit dans les statuts qu'il n'y aurait jamais que 10 composantes, je ne sais pas pourquoi, mais le politique avait décidé que ça s'arrêterait là, mais nous avons tenu bon en faisant valoir que nous ne pouvions pas nous associer aussi volontiers que ça avec des psychologues, avec des spécialistes des langues de la culture, et nous avons obtenu à titre dérogatoire (pour combien de temps ?) La possibilité de créer un institut de l'information et de la communication ; mais je crois que ce genre de combats qu'il faut aussi mener dans des universités qui sont des mastodontes, et où, précisément la discipline, a beaucoup de mal à se donner à voir - et on parlera de visibilité tout à l'heure ; si on se fonde de vastes ensembles, et d'ailleurs on ne parle même plus d'UFR, c'est un déni des cadres législatifs, on parle à nouveau de facultés : faculté de psychologie, faculté des humanités, ...

Yanita Andonova

Alors moi, je vais vous présenter un contexte qui peut paraître assez différent, parfois on se dit on est assez privilégiés puisqu'il s'agit d'une UFR de sciences de l'information et de la communication, mais vous allez voir qu'en fait on a exactement les mêmes problématiques ce manque de moyens, de pénurie, de sous encadrement etc. Donc l'UFR de sciences de l'information de la communication qui est la plus petite composante de l'université Sorbonne Paris Nord, mais qui arrive, pour le moment en tout cas, à garder cette autonomie. Elle contient d'abord une licence information communication, licence aussi sélective - il faut le dire, nous avons 140 étudiants en première année. Et quatre mentions de Master : industries culturelles, métiers du livre et de l'édition, création numérique et communication des organisations, ensuite pour chaque mention il y a deux parcours, donc huit par courant tout qui sont proposés en formation initiale classique, par la voie de l'apprentissage, est en formation continue. J'insiste sur ce point, parce qu'on parlera tout à l'heure d'attractivité aussi, mais c'est important pour le taux d'encadrement notamment au niveau de l'apprentissage, ce n'est pas le même investissement et ça donne une attractivité, et c'est un travail qui peut être quelque peu différent aussi sur le fond. Tout cela

fait qu'on a à peu près 850 étudiants, donc moitié en licence et moitié dans nos Masters, avec d'autres types de problématiques, je vais y revenir tout à l'heure, entre les passerelles de la licence vers les Masters, il y a très peu d'étudiants qui rentrent dans nos Masters, la problématique se pose aussi au niveau du doctorat mais on aura sans doute l'occasion d'en parler. Donc sur l'équipe pédagogique on est 16 enseignants chercheurs, 6 professeurs et 10 maîtres de conférences avec 8 PAST et c'est en lien avec ce que disait Bruno ; on a réussi pour le moment à sauvegarder ces postes en lien avec l'apprentissage parce qu'ils participent vraiment au rayonnement l'apprentissage. Mais évidemment avec des discussions parfois houleuses, il faut le dire, avec les instances - on est dans le marchandage : vous pouvez sacrifier des postes de past contre des postes de MCF etc. Donc pour l'instant on arrive à résister sur ses tendances généralisées, mais pour combien de temps ? Pour les ratios, je vous avoue que je suis très méfiante sur les extractions de l'université, parce que je trouve que ce n'est pas le même investissement même pédagogique, puisque nos past ont aussi des responsabilités pédagogiques de formation, donc ce ne sont pas que des enseignants chercheurs qui sont responsables d'années de formation. Donc je disais 16 enseignants chercheurs, 8 Past, 7 Prag-Prce, on a un CDI, des CDD, et on essaye de résister aussi à cette tendance de la précarisation pour avoir des postes LRU, ce n'est pas facile mais on y arrive. Alors si je fais mes comptes, ça ne correspond pas au ratio de nos instances, puisque c'est du qualitatif encore une fois.

Marcela Patrascu

Dans ce contexte de pénurie, de gestion de la pénurie, de sous financements chroniques, quel est l'impact sur l'évolution du métier d'enseignant-chercheur ? Je sais que Valérie Lépine et Sidonie Gallot avec d'autres collègues du LERASS ont mené une enquête qui montrent sans doute certains des effets de la Covid, mais pas seulement ; Patrice de la Broise, il y a quelques années déjà a travaillé sur la déprofessionnalisation du métier d'enseignants-chercheur dans le contexte de la LRU. On constate aussi que le sous-encadrement implique une accumulation de tâches administratives, une accumulation d'heures complémentaires et une dégradation de nos conditions de travail ...

Patrice de la Broise

Avant de parler de cette enquête importante, il est bon de parler de la professionnalisation, pour expliciter un petit peu. Selon moi il y a trois professionnalisations : la professionnalisation d'étudiants qu'on a vu tout à l'heure à travers les réformes et notamment la réforme des Bachelor avec ses excès aussi, ces situations dites authentiques : la professionnalisation de l'université, en tant que aujourd'hui (et j'en parlais avec quelques collègues tôt ce matin) il me semble que la figure du politique s'est effacée, que la figure de l'enseignant chercheur à la tête de ces universités s'efface au profit de

gestionnaires, la culture gestionnaire l'emporte et c'est peut-être ça qu'il faut attribuer une forme de technocratie exacerbée ; et puis il y a la professionnalisation des enseignants chercheurs y compris dans les processus de ratification, de recrutements on l'a dit hier, et de CV qui sont remarquables, qui font envie même à des professeurs d'université alors que la carrière s'engage à peine. Tout cela, ça met sous pression à peu près tout le monde. Et je suis extrêmement choqué de voir le nombre de responsabilités pour un si faible effectif au sein de nos départements et de nos UFR, alors qu'il y a un petit jeu de chaises musicales qui peut parfois opérer, mais c'est un jeu pas très agréable parce que l'effectif, on l'a vu - je suis très étonné par exemple que quelqu'un qui ne soit pas enseignant chercheur titulaire, puisse diriger une formation, je rappelle que c'est tout à fait illégal et que ce n'est pas réglementaire. Ça veut dire qu'il y a des approximations qui sont liées à cette pénurie, ok ? Une professionnalisation qui tient beaucoup plus à un phénomène de gestionnarisation, je regrette de devoir le dire, mais je passe mon temps comme beaucoup de collègues (et je ne veux pas être dans le registre de la plainte) à gérer des choses tout à fait inutiles, quand je pourrais me consacrer à d'autres tâches beaucoup plus flatteuses et utiles pour mon public.

Laurent Collet

Je voulais réagir avant que Valérie ne donne les résultats de l'enquête. Toutes les composante des universités sont touchées par ce phénomène qui relève d'une économie de la précarité, mais j'ai l'impression qu'en Infocom spécifiquement on est victimes d'une double peine, dans le sens où en est en sous-encadrement - la photographie dressée par Bruno pour Rennes correspond bien aussi à celle de Montpellier - mais aussi, et paradoxalement, l'université a besoin de nos formations en alternance qui ramènent beaucoup d'argent ; argent pour lequel on a pas trop de souplesse de gestion. Ca veut dire qu'il y a des dépenses qu'on ne peut pas faire, on ne peut pas investir, on ne peut pas recruter, comme vous, quelqu'un. Il y a un service à Montpellier qui regroupe la formation continue et l'apprentissage, qui s'appelle maintenant le Safco. Si on ne dépense pas tout, c'est très bien pour le budget général de l'université puisque les fonds restants vont au pot commun. Voilà j'ai l'impression qu' on est quand même doublement exploités.

Valérie Lépine

Je vous propose de revenir sur une enquête, qu'on a menée à plusieurs mains avec Sidonie Gallot, Céline Paganelli, Dorsaf Ormane, Hans Dillaert et qui est partis au départ d'un constat, celui ou situation où, à Montpellier, les maîtres de conférences sont tellement absorbés par cette encadrement des étudiants qu'ils n'arrivent pas à aller vers l'HDR par exemple, alors c'est une opportunité pour ceux venant d'ailleurs parce qu'il y a quelques rares postes deux professeurs qui sont

pourvus par l'extérieur, le vivier interne n'arrive pas à monter sur une HDR - sauf quelques exceptions dans une notable dans le département infodoc.

Donc on a constaté en décembre 2021, un épuisement des troupes qui a été évidemment accentuée par l'épisode de la crise Covid et on s'est dit, on va lancer une enquête, uniquement dans la communauté des enseignants chercheurs en 71^e section, avec deux volets : un volet quantitatif qui a été lancé en décembre 2021 est un volet qualitatif qui a été réalisé au tout début de cette année entre janvier et mars. Donc, sur la phase quantitative, un peu moins de 140 répondants sur une communauté de 800, qui est quand même un taux de réponses assez significatif, et 26 entretiens approfondis qui ont duré une bonne heure pour la plupart d'entre eux et auquel certains d'entre vous ont participé. Avec deux grands angles finalement : l'évolution du métier d'enseignant chercheur en lien avec le numérique et l'accélération subite qui a été imposé par les confinements au cours de la bascule tout à distance ; et un autre volet qui concernait finalement l'état des troupes autour du bien-être au travail, état de stress, de fatigue, risques psychosociaux etc. donc un volet beaucoup plus lié finalement à la santé au travail. Alors que ressort-t-il de cette enquête ? Et bien, des éléments qui ne sont pas complètement nouveaux, parce que ce mal-être dans les universités, ce sentiment de la perte de sens progressive liée à la gestionnarisation de nos tâches qui a été étudié par un certain nombre de collègues d'ailleurs, y compris Arnaud Mercier, ou Luc Massou, ou Patrice qui ont travaillé sur la façon dont la gouvernance influe sur nos trajectoires de métier ; mais on a eu le sentiment de pouvoir objectiver par le biais de cette enquête quantitative, une accélération, une goutte d'eau supplémentaires qui a fait basculer les collègues dans un état de mal-être approfondi - et je vous parlerai de l'autre versant du numérique peut-être tout à l'heure si l'occasion se présente - alors un rapport au travail dégradé, quelques indications : sur nos 140 répondants 86 % indiquent un sentiment de perte de sens au travail, 83 % indiquent un sentiment d'épuisement et indiquent des moments de grande fatigue professionnelle (alors évidemment on a proposé des échelles : un peu, beaucoup, pas du tout etc.) avec tous les défauts que peut avoir une étude quantitative, mais quand même ces taux sont significatifs et globalement la masse suffisante pour dire qu'un signal fort. Et puis enfin : à la question, connaît personnellement un ou une collègue exposé à des risques psychosociaux, on a 2/3 donc 65 % disent se connaître personnellement au moins un ou une collègue concernés par ces risques. À titre personnel j'en connais au moins cinq ou six qui ont vraiment été très récemment dans des situations de burn-out, encore j'ai appris il y a 3 jours une collègue qui est littéralement tombée de fatigue, au sens propre du terme, qui s'est fracassé la mâchoire, et qui va être donc en arrêt maladie pour un certain temps. Donc des situations qui sont alarmantes et qui ne sont pas liés spécifiquement à la 71^e section - encore qu'on

a vu que selon le degré de gestion de la paupérisation des universités, les situations peuvent être différentes, donc pas spécifique à la 71^e section, sans doute pas spécifique non plus à l'enseignement supérieur est à la recherche, parce qu'on a des indicateurs de santé publique qui semblent confirmer une augmentation à saynète du taux de stress, d'anxiété ou de mal-être au travail... mais voilà on est dans des situations qui me semble-t-il ne doivent pas être mise sous le tapis, mais qui doivent être clairement identifiées comme des problématiques qui résultent de politique publique de déshabillage progressif de l'université et qui se cristallisent vraiment dans des situations qui peuvent être à titre individuel tout à fait dramatiques. Donc je pense que même si, le registre de la plainte, est un registre qui peut être tout à fait mal vu, parce qu'il faut qu'on présente des dossiers formidables, en ayant réussi à gérer des innovations pédagogiques, des investissements locaux, de l'animation scientifique nationale et internationale, des publications nombreuses variées, et si possible sous forme d'ouvrage de 400 pages... donc arriver à faire tout ça finalement ça mais les enseignants chercheurs dans une situation de surinvestissement du travail, et dès qu'un événement personnel viens de percuter cet investissement professionnel très lourd, on se retrouve dans des situations « limites », où le moindre incident on va venir mettre au tapis, au propre du terme un certain nombre de collègues, et je pense que c'est important aussi de donner de la visibilité À ce phénomène dont on a tous le sentiment qu'il existe, mais, a-t'on le droit de se plaindre ? On a quand même un métier formidable, un métier de passion, de vocation etc. et donc on a tendance à minorer ces situations alors que je pense qu'elles devraient être signalées.

Marcela Patrascu

Merci Valérie pour le compte-rendu de cette enquête. Pour nous qui travaillons à l'université, c' est extrêmement parlant, parce que l'on peut se reconnaître dans ce que les collègues ont répondu à votre enquête. Pour prolonger cette discussion sur nos conditions de travail, quels liens peut-on établir entre une gestionnarisation des tâches de plus en plus chronophage, le sentiment de perte de sens au travail et le phénomène de platformisation, dans le contexte de la multiplication de plateformes mais aussi des injonctions descendant du ministère. Ma prochaine question sera justement liée à ces plateformes et notamment « Parcoursup » et « Mon Master » : Quel retour vous en faites ? Quels enseignements, quelles évolutions ? Comment avez-vous « fait avec » ces plateformes, pour essayer de ne pas y passer trop de temps ? Comment trouver du sens à ce travail qui semble se résumer à un travail strictement bureaucratique - des jours entiers à travailler sur des tableaux Excel ?

Laurent Collet

Je peux commencer alors d'abord juste sur Trouver mon Master, je dirais d'abord bricolage, dans le sens où, c'est le secrétariat chez nous qui nous a téléchargé les dossiers, qui nous a préparé le fichier Excel pour pouvoir faire les classements. Et après, on s'est réparti les dossiers. Concernant les Master il y a trois parcours à Montpellier : communication numérique des organisations, changement organisationnel et personnel, Communication publique associative et culturelle. Pour le parcours communication numérique des organisations que je dirige avec une collègue, on a dû traiter 280 dossiers à peu près.

Ensuite, je dirais mécanisation, dans le sens où vous regarder d'abord les moyennes ça vous fait une idée, puis vous rentrez dans le dossier lui-même, le portfolio, la lettre de motivation, puis après vous devez donner un avis et cet avis-là vous avez le choix entre 3 ou 4 possibilités et on doit particulièrement bien motiver les refus. Potentiellement, c'est le second point, du fait de cette mécanisation, un jour ça pourra peut-être être automatisé. L'intérêt de ces plateformes est, me semble-t-il, de laisser des traces. Alors tout l'intérêt et sans doute du point de vue du ministère, de l'organisation de l'offre, mais pas du tout pour l'enseignant.

Et puis, le dernier point, c'est pratique ces plateformes, ça devient une énonciation sans énonciateur. C'est-à-dire qu'on sait plus qui parle : c'est la machine ? C'est la plateforme ? C'est le responsable de la formation ? C'est l'instance ? Plus personne ne répond et du coup ça peut déresponsabiliser un petit peu c'est-à-dire qu'on assume plus les décisions. Et c'est aussi en effet de ces plateformes qui peuvent participer à la perte de sens, de mettre un peu trop à distance. Le dossier avec l'individu qu'il y a derrière le dossier.

Bruno Chaudet

Je remarque trois principales plateformes de recrutement qui opèrent selon des logiques et des pratiques différentes : Parcoursup, « mon Master » et « Etudes en France ». Sur Parcoursup, nous recevons environ 3000 candidatures pour 360 places disponibles. A la fin de la procédure, seule une centaine d'étudiants reste en liste d'attente. Ce groupe de candidats en attente se dirigent vers d'autres universités ou même vers des établissements privés, ou certains décident finalement d'arrêter leurs démarches. Étonnamment, aucune enquête n'est menée sur cette centaine d'étudiants, un schéma récurrent depuis l'introduction de Parcoursup. Notre commission des vœux, moins complexe que dans d'autres départements, compte cinq collègues et offre une configuration minimale à l'algorithme : neutralisation de la lettre de motivation et pondération des notes dans des matières pertinentes pour notre discipline. Nous déléguons le reste du processus à l'algorithme pour le classement des candidats. Malgré la charge administrative réduite, d'autres départements investissent davantage de temps dans ce processus. Cependant, considérant les résultats, je doute que cela

améliorerait la qualité du recrutement. Parcoursup présente un avantage en offrant une meilleure visibilité des formations. A mon époque, avant l'ère d'Internet et du numérique, la visibilité des formations post-bac était presque inexistante. Cela offre une visibilité intéressante pour les étudiants, mais génère également beaucoup de stress. L'attente des résultats semble déléguer ce stress aux étudiants. Cela a indéniablement suscité un nouvel intérêt chez les étudiants qui se disent maintenant attirés par des formations qui n'étaient pas initialement envisagées. Le point commun avec « Trouver mon Master » réside clairement dans l'automatisation et la rationalisation, suggérant l'arrivée éventuelle de l'intelligence artificielle pour optimiser le processus de recrutement. L'objectif est clair : attirer les meilleurs candidats, ou du moins ceux les plus motivés pour intégrer nos formations, en s'assurant que leur profil corresponde parfaitement à nos exigences. Cette pratique, largement utilisée par les cabinets de recrutement, tend également à se développer avec cette plateformes via une nouvelle ingénierie. Cependant, la mise en place de « Trouver mon Master » cette année a engendré de nouvelles problématiques. A Rennes 2, pour l'ensemble des Masters, nous avons constaté, après discussion avec des collègues, une baisse d'environ la moitié des candidatures, passant de 500 à 200. Les raisons de cette chute demeurent floues, bien que plusieurs hypothèses aient été évoquées lors de discussions informelles. Auparavant, avec e-candidat, les étudiants avaient accès à une personne dédiée pour résoudre leurs problèmes. Aujourd'hui, cette ressource n'existe plus, ce qui pourrait impacter les candidats en difficulté, leurs dossiers pouvant ne pas être pris en compte par la plateforme. L'accentuation de la sélection en Master pourrait également expliquer cette diminution de candidatures, les étudiants se tournant peut-être vers des écoles privées. En ce qui concerne Études en France, nous recevons une cinquantaine de candidatures, mais l'évaluation du niveau réel des candidats s'avère complexe. Nous offrons une opportunité à certains pour une ou deux admissions, mais cela nécessite une évaluation approfondie.

Yanita Andonova

Très brièvement, chez nous la situation est quelque peu différente on a évidemment parcoursup et ensuite pour les Master on a 3 plateformes qui cohabitent, encore e-candidat, études en France, et mon Master. On note plutôt une augmentation, je dirais significative, des candidatures pour les Masters, et je parle de ce que je connais plus spécifiquement, mais on a des candidatures cependant qui ne sont pas ciblées, qui ne correspondent pas du tout à la projection sur un parcours professionnel, et donc on se retrouve avec beaucoup de candidatures qu'il faut traiter - et il faut dire qu'à l'UFR Sciences de l'Information et de la Communication, on a gardé le recrutement en deux étapes. C'est-à-dire qu'il y a le recrutement sur dossier, et on arrive encore à mettre en place des auditions pour les candidats qui sont sélectionnés. Encore une fois je

ne sais pas jusqu'à quand, mais ce n'est pas qu'en apprentissage mais c'est en formation initiale aussi. Ce qui fait que j'ai des chiffres, et je parlerai du Master communication des organisations puisque je chapeaute la mention. Pour la première année on a reçu pour le Master, pour les deux parcours 2114 candidatures pour 70 places, ce qui fait que certains collègues ont été amené à réaliser 70 entretiens individuels, seuls j'insiste, parce que l'équipe... c'est le choix qu'on fait et ça rejoint aussi la question de notre travail, des conditions de travail qui se dégradent, et c'est lié aussi directement à cette augmentation des candidatures qu'on essaye de traiter d'une manière qualitative, pour le moment. Et donc malheureusement, moi je crois que c'est une tendance qui va s'accroître en région parisienne, et c'est le contexte qui est sans doute différent, nous on n'est pas une université un intramuros, évidemment il y a une problématique de concurrence par rapport aux candidats, et ils postulent n'importe où, puisqu'ils peuvent le faire et on se retrouve avec des candidats qui n'ont rien à voir avec les objectifs pédagogiques de professionnalisation de nos formations.

Patrice de la Broise

J'en profite juste pour dire deux choses qui me semble être de l'ordre du symptôme : il y a une augmentation à Lille du nombre de candidatures et deux candidats (et je distingue bien les deux) il y a des multi-candidatures et en réalité on a multiplié par trois le nombre de candidatures, avec cette plateforme mon Master par rapport à e-candidats, e-candidats qui continue à exister parce qu'il y a des formations continues qu'il rentrent pas dans mon Master. Donc augmentation des candidatures, mais à l'arrivée les gens ne confirment pas, donc on a un phénomène de consumérisme par cette multiplicité des parcours et des diplômes, et à l'arrivée on est amené à partir des capacités d'accueil limitées (dont on a pas parlé mais c'est quand même déterminant tout ça) à racheter, si je puis dire, la 900 et quelque énième candidature, parce que les autres m'ont pas confirmé. Clairement ça ne fonctionne pas très bien.

Marcela Patrascu

Ça pose aussi peut-être la question du paramétrage de la plateforme. A l'université Rennes 2, pour Parcoursup, nous avons considéré que la lettre de motivation est difficilement évaluable, donc tout le monde a la note de 14. À partir du moment où une personne candidate, on considère qu'elle est motivée et puis comme notre discipline n'est pas enseignée au lycée, tout le monde peut a priori venir s'inscrire comme étudiant en première année d'infocom. C'est pareil aussi pour mon Master, la question du paramétrage de la plateforme permet d'affiner la sélection et de réduire le nombre de candidatures. Au sein de notre département, c'est ce qui explique entre autres, le nombre réduit de candidatures. Par exemple, nous demandons dans le dossier de candidature une note de lecture très précise, différente pour les trois Master en communication, donc les personnes pas

motivées ne vont pas candidater. Mais nous voyons très bien : nous faisons avec, nous essayons de nous débrouiller pour essayer finalement d'avoir le moins à faire et se faciliter la tâche. Ce constat d'une baisse du nombre de candidatures en provenance, voire ce que Patrice de la Broise relevait - le besoin d'aller très très loin sur la liste d'attente, peut-être être mis en lien avec une autre question par laquelle nous allons clore cette table ronde, à savoir celle de la visibilité de nos formations, de leur attractivité dans le contexte d'un manque constant de moyens ... Peut se poser aussi la question de la concurrence avec les universités où les formations privées notamment lorsque l'on constate que dans le Grand Ouest, nous sommes la seule formation universitaire publique, avec une licence d'info-com généraliste et que l'on constate en parallèle le développement de plus en plus de formations privées à Nantes, à Vannes, à Niort. Donc, le dernier point que je souhaitais mettre en débat est celui de la visibilité, de l'attractivité, de la concurrence de nos formations en Sciences de l'Information et de la Communication.

David Douyère fait remarquer que sur l'offre universitaire publique de la région grand-est en information-communication, il y a aussi Tours.

Valérie Lépine

À ma connaissance, c'est à peu près la moitié des étudiants en communication, qui se sont formés en établissement privé. Et c'est en progression constante. Un des marqueurs qu'il est intéressant d'observer aussi c'est le nombre d'apprentis, ou d'alternants qui sont dans le privé, et là c'est une proportion un peu différente puisque pour le privé c'est 75 % soit $\frac{3}{4}$ des contrats qui sont captés par le privé, même si les universités ont augmenté ces dernières années et beaucoup le développement de l'apprentissage. Et on voit même, y compris l'année à peine entamée depuis deux mois, des étudiants qui n'ont pas complètement finalisé leur contrat dans le public et qui s'en vont dans le privé, avec leur contrat alors qu'ils étaient inscrits et qu'ils ont commencé à suivre les cours chez nous, parce qu'il trouve des promesses certainement dans réseau professionnel qui leur permettra une insertion plus rapide, etc. Donc il y a une concurrence sauvage, qui est organisée de manière méthodique par le calendrier Mon Master lui-même, puisque nous on a pu apporter des réponses mais tardive d'admission dans nos parcours, tandis que les écoles privées ont dès mai, juin, juillet, avec des troupes commerciales dédiées à la signature et à la finalisation des contrats, activer les inscriptions. Alors moi je vais tout à fait dans ce sens-là c'est non seulement une tendance, mais une tendance organisée par la plate-forme qui volontairement ou involontairement (je sais pas quelle est l'intentionnalité derrière ça, mais le fait est là), en tout cas dans l'expérience que nous en avons, la plate-forme a accentué cette effet là et produit des effets de plus de candidatures, plus de travail pour au final moins d'étudiants dans nos formations, parce qu'ils se sont volatilisés, ils ont eu de réponses tardives, et ça a mal tourné : tous cela sont partis dans le privé.

Yanita Andonova

Je pense qu'on est tous d'accord sur cette tendance-là, je veux juste compléter pour répondre à la question de l'attractivité. Je trouve que l'offre de formation, en tout cas par rapport à la composante que je représente puisque c'est une UFR, c'est aussi le fait de rappeler que l'on a des unités de recherche, il y a un laboratoire et dans UFR il y a le R de Recherche qui est souvent oublié. Donc l'attractivité ne se joue pas seulement sur les chiffres mais aussi sur le rayonnement, au-delà d'uniquement cette partie de notre activité. Deuxième point sur l'attractivité, c'est quand même l'apprentissage, on s'est rendu compte à l'UFR information communication que le fait de proposer des parcours en apprentissage c'était aussi un atout important, ce qui implique évidemment vous vous en douter un énorme travail de préparation, on travaille avec plusieurs Cfa et c'est très important aussi en termes d'investissement des enseignants chercheurs. Mais on s'est rendu compte dans la durée que c'est un argument d'attractivité, donc on a de plus en plus d'étudiants pas seulement en apprentissage mais aussi en formation initiale qui ciblent, qui nous retrouvent, dans l'offre de formation et elle est pléthorique en Île-de-France - mais je pense que c'est un élément qu'il faut qu'on garde avec un investissement bien sûr important aussi.

Patrice de la Broise

Il y a une chose dont je doute un peu encore, que l'adossement à la recherche soit un élément d'attractivité pour l'étudiant. Je pense qu'on a la une figure de futur doctorant qui est quand même rare quand on candidate à l'université. S'agissant de l'alternance, on est là effectivement levier d'attractivité et j'en veux pour preuve un certain nombre de mes collègues qui ne voulait pas en entendre parler il y a 10 ans, et qui maintenant se ruent dessus en se disant : c'est comme ça que je vais sauver la peau de mon parcours. En revanche ça ne fait qu'accroître la concurrence avec le privé, parce que le privé qui avait les droits d'inscription comme tout argument jusqu'à présent, à maintenant l'argument de l'alternance et va précisément jouer sur cet argument de l'alternance pour ne pas avoir de frais d'inscription qui jusqu'ici étaient justement un peu un frein. Moi ce qui m'inquiète surtout dans la concurrence avec les écoles privées, c'est qu'on voit des étudiants revenir, on n'en revient précisément dans les deux sens du terme, ils reviennent justement dans les cursus en disant je n'ai pas trouvé ce que je voulais dans cette école. Moi c'est surtout la concurrence interne qui m'inquiète : la concurrence entre le Bachelor qu'on évoquait tout à l'heure et la Licence, la concurrence entre un faux Bachelor de journalisme, et le Bachelor de l'IUT, et la Licence dont je relève, c'est concurrence là elle est dramatique et elle est orchestrée en quelque sorte par les établissements. Et je crois que c'est vraiment cette articulation entre les formations, avec leurs spécificités, leurs projets respectifs qu'il faut travailler.

Laurent Collet

La question de l'attractivité, ce sont les métiers de la communication qui sont attractif auprès des étudiants, d'une part, nous comment peut-on être attractifs ? Sachant qu'effectivement il n'y a pas que le privé qui fait concurrence. À l'université de Montpellier par exemple, il y a une formation en journalisme, qui est proposée par les sciences du langage et il y a au sein d'une autre UFR un parcours Communication destiné à former des Community Manager. Ce parcours en LEA, c'est essentiellement de la gestion d'outils : Google analytics, RS etc. Sachant que j'ai été contacté par le responsable de la formation pour lui proposer des professionnels. Je l'ai conseillé parce que pour moi ce n'est pas forcément concurrentiel parce que tout ça va être bientôt remplacé par autre chose que j'appelle moi pour l'instant (j'ai pas trouvé d'autres termes) « dresseur d'IA » : apprendre aux IA à produire et automatiser la gestion de contenus. Et de toute façon LEA va se retrouver le bec dans l'eau. Mais ça c'est une autre question aussi sur la réflexion sur l'avenir des métiers, que l'on se permet parfois d'avoir. Le seul truc pour l'instant que j'ai compris pour garder la main sur la concurrence et la primauté des formations en Sciences de l'Information et de la Communication, c'est les relations que tu as avec la gouvernance c'est-à-dire la présidence et les VP, il faut des élus représentants de la discipline dans les CA, Cevu et CS. C'est important.

Échanges avec la salle

Carsten Wilhelm

Merci, pour vos témoignages et vos propos dans lesquels je me retrouve, même si nous n'avons pas les mêmes ratios d'étudiants, mais on ressent quand même les mêmes pressions, et les mêmes concurrences aussi. J'ai plusieurs remarques et questions sur les plateformes.

Premièrement, je me pose la question suivante : quand on regarde vos analyses notamment celle de Bruno sur MonMaster, quand on est au bout du bout de la procédure et que l'on regarde les étudiants qu'on a en face est-ce que finalement cette procédure change quoi que ce soit ? C'est-à-dire qu'il y a tout un dispositif, tout une machinerie, qui produit l'ouverture et la visibilité, certes, mais est-ce que finalement on n'aurait pas eu les mêmes candidats par un dispositif local, par exemple par la plateforme interne ecandidats ? Et donc in fine est-ce que ce n'étaient pas les candidats qui avaient cette affinité avec, par exemple Rennes 2, qui étaient dans le bassin d'emploi et qui vont venir et qui seraient d'ailleurs venus - et les autres ce sont des fantômes qui ont postulé un peu partout et - comme tu l'as dit - qui ne viennent pas, parce que ce n'était pas un réel projet de leur part, un réel souhait - ce n'était pas une réelle candidature. Chez nous aussi

beaucoup d'entre eux ont disparu au cours de la procédure, alors qu'on avait beaucoup de candidatures.

Deuxième point, pour Etudes en France, on dit plate-forme, bon je ne sais pas si c'est une plate-forme mais c'est un dispositif complexe avec plein d'interventions humaines difficiles à évaluer finalement. Il y a quand même une problématique que je voudrais soulever que nos collègues à Mulhouse portent très fortement, c'est la question des droits différenciés, on aurait pu le dire sur le panel international à moment donné, et je ne sais pas si vous suivez le sujet mais les droits d'inscription pour les étudiants extra-communautaires sont devenus extrêmement chers et beaucoup d'universités en France essayent de lutter contre cela, parce qu'il y a une possibilité d'exonérer jusqu'à 10 % des étudiants de leurs frais d'inscription sur certains critères - sauf que ces critères font que parfois les 10 % sont épuisés. Il se pose aujourd'hui la question suivante : à quel étudiant extra communautaire est-ce que je vais faire payer les droits - et c'est quand même extrêmement cruel car ces nouveaux droits d'inscription sont très chers. Donc là il y a peut-être quelque chose à organiser, au moins entre nous, pour répondre à cette problématique de l'international pour aider ces étudiants là.

Ma dernière question concerne l'APC - nous en avons déjà parlé pour les BUT, et est-ce que là, si on va un tout petit peu trop loin dans l'APC, on ne s'ouvre pas à une concurrence un petit peu plus forte avec d'autres acteurs, avec nos collègues du secteur privé parce que avec cela il y a une sorte de mise en équation, une matrice de lisibilité, basé essentiellement sur les compétences professionnelles ; c'est important, c'est lisible comme réponse aux étudiants, mais si on se conforme à un modèle qui est fait pour la visibilité de compétences pratico-pratiques (celles qu'on comprend rapidement en lisant une maquette) et dans lequel le privé s'est engagé depuis très longtemps, comme le disait Yanita, il y a cette composante universitaire, la réflexivité, cet adossement à la Recherche qu'il faut défendre correctement. Il faut l'expliquer et faire de la pédagogie auprès des étudiants, car il fait la différence des bons formations universitaires, et fait, comme tu disais Patrice que nous avons des étudiants qui reviennent. Et donc est-ce que pour l'APC, n'avons-nous pas une position à défendre pour éviter que cela nous réduise à une matrice de compétences exclusivement pratiques.

Bruno Chaudet

Je suis d'accord, il est vraiment difficile de comparer les différentes promotions entre elles. La procéduralisation de la plate-forme semble nous ramener au point de départ. Cependant, cela ne génère pas nécessairement plus de travail qu'auparavant, c'est simplement un changement dans la manière de travailler. En effet, cela tend à standardiser les processus, mais au final, quels sont les changements concrets ? Pas grand-chose, semble-t-il. Cela peut influencer légèrement nos pratiques de sélection mais au final, cela semble revenir au même constat.

Patrice de la Broise

Pour nous ça ne change rien, mais pour eux ça change tout.

Bruno Chaudet

À Rennes 2, pour Études en France, nous avons longtemps bataillé pour obtenir certains droits distinctifs, mais je crois que cette lutte est désormais terminée. Ils ont lâché prise, peut-être parce qu'ils imposent des amendes et que nous n'avons plus du tout de ressources financières... En ce qui concerne l'approche par les compétences, je me demande si ce n'est pas une opportunité pour mettre en valeur la spécificité de nos connaissances. Il est évident que cela va devenir une pression pour affirmer la singularité de notre savoir et mettre en lumière la différence entre l'enseignement dans une école et celle à l'université. Cela permettrait de démontrer les compétences acquises.

Anne France Kogan

Je voulais faire une remarque. Sur Nantes, il y avait un département d'Infocom à l'université de Nantes qui a fermé en 2018. Donc moi, étant à l'école des Mines de Nantes depuis 1999, j'observais cela de très près, je l'ai vu fondre comme peau de chagrin en 20 ans, et à chaque fois quand un enseignant partait pour mutation ou autre, le poste était remis au pot commun parce qu'il n'y avait personne du département dans les instances pour défendre ces postes. C'est tout simplement ça ! Alors c'était un tout petit département, ils avaient une licence 3, un Master, mais il n'a pas tenu simplement parce que sur place, personne ne défendait les postes. Alors, je pense qu'il y a aussi la concurrence avec les écoles privées, il y en a beaucoup à Nantes qui ont été créés, de petites écoles privées qui jouent sur les aides à l'apprentissage et qui vont sans doute disparaître quand ces aides vont s'atténuer.

Et je voulais faire aussi une remarque par rapport aux ratios d'enseignants chercheurs, parce que c'est vrai que c'est quelque chose qui m'a assez touchée – je suis arrivée de l'école des Mines de Nantes avec un ratio d'un enseignant chercheur pour 7 étudiants, à 1 enseignant chercheur à Rennes2 pour 70 étudiants. Donc là ce n'est pas le même travail, ce n'est pas le même accompagnement pour les étudiants, ce n'est pas la même recherche, ça n'a rien à voir ! Et pour mieux comprendre le fonctionnement de l'université, qui était nouveau pour moi, j'ai mené des expertises HCERES, et j'ai été surprise que dans ces dossiers, ne soit jamais évoqué ce ratio. Donc ça veut dire qu'on évalue de la même manière des universités avec un ratio très faible que des universités avec un ratio très élevé ! Alors j'ai fait mes recherches, j'ai commencé à prendre en compte cette question des ratios dans ces expertises HCERES et on m'a dit qu'on ne pouvait pas l'intégrer parce que c'était politique. Justement ! Donc je voudrais savoir si cela a évolué ?

Et puis enfin concernant les candidatures sur monMaster.gouv.fr, effectivement on demande un travail spécifique, une note de lecture spécifique pour chacun des Masters et c'est une digue assez efficace, et quand on a des étudiants bien classés, ils viennent effectivement dans les formations.

Frédéric Gai

Je voudrais revenir sur le sujet de la concurrence avec les structures privées, et l'émergence du privé. On dit qu'il n'y a peut-être pas une très grande attractivité, de développer le message par rapport à l'adossement à des structures de recherche, il faut quand même faire un constat - et désolé ça sera peut-être un petit peu caricatural - c'est que ces structures sont quand même des structures d'enseignement supérieur sans enseignants, pour leur grande majorité. On parlait de cohortes de commerciaux qui viennent en relai, qui sont composés d'intervenants, la plupart du temps d'intervenants professionnels en l'occurrence et toujours avec cette aspiration de la professionnalisation dans la stratégie. Ainsi, je suis assez intéressé de vous entendre, pour savoir si localement vous avez des sortes de stratégies, en termes d'élaboration d'argumentaires, je sais que nous par exemple à l'IUT et on n'est pas toujours dans les mêmes problématiques - mais l'argument de la présence d'enseignants d'université s'impose pour aller jouer le jeu de la concurrence finalement.

Patrice de la Broise

Juste un mot pour nuancer, ce que je disais tout à l'heure sur l'attractivité des unités de recherche, bien sûr je pense que c'est tout à notre honneur de rendre compte du fait que nous sommes dans des universités. Mais il y a mille et une manières de dire que l'on est à l'université à un public qui parfois doute de l'avantage - je vais reprendre le mot - concurrentiel, d'y aller. Moi je tiens, et je pense comme un certain nombre de mes collègues, à corriger les étudiants qui accède à la formation aux premiers cours et qui disent : je suis dans une classe - non vous n'êtes pas dans une classe je suis à l'école - non vous n'êtes pas à l'école, c'est l'université et il y a un certain nombre de gages intellectuels, si on leur donne à voir effectivement l'utilité d'un mémoire de recherche qui est souvent dans le cursus, si on leur donne à comprendre ça, effectivement on leur donne un sens autre à leur venue à l'université. Mais je n'affiche pas le laboratoire comme premier critère d'intelligibilité de nos formations. Je voulais corriger ça.

Sidonie Gallot

Je voulais intervenir rapidement à propos de la question de la visibilité, et des hypothèses évoquées autour des chutes de candidatures ou au contraire des hausses pour les candidatures Masters. J'ai commencé un travail, à partir de la plateforme mon Master pour étudier et cartographier l'offre de formation nationale, alors j'ai prétesté le dispositif comme un étudiant à la recherche d'un

Master. Ce qui est très intéressant à faire et si vous avez la connexion faites-le, parce que les résultats sont assez surprenants! Alors là je n'ai pas les chiffres parce que mon ordinateur fait la captation, mais, si vous tapez dans le moteur de recherche information communication pour faire sortir les Master concernés il sort à peu près 50% de l'offre nationale. Je m'en suis rendue compte parce que je connais les Masters des collègues et qu'il en manquait pas mal. Et donc, l'explication semble simple, elle est liée aux nomenclatures, nomenclatures définies par le ministère, qui ne sont plus rattachées - il faut le souligner - à des disciplines. Qu'est-ce que ça fait? Ça fait que tous les Masters qui en Infocom s'inscrivent dans une nomenclature « Information Communication » sortent, mais ceux qui s'inscrivent dans un domaine spécifique des SIC, ne sortent pas, on les trouve alors sous les nomenclatures : communication des organisations, culture et communication, communication publique et politique, création numérique, communication publicité, information documentation, sciences de l'information et des bibliothèques, information médiation scientifique et technique, intervention et développement social, et enfin métier du livre de l'édition. Et, ce qui est important, il me semble, c'est que dans ces nomenclatures, donc qui ne sont plus spécifiquement rattachées à aucune la discipline, tout le monde peut se positionner, ce qui fait qu'on retrouve des formations qui sont proposés par d'autres disciplines sur nos domaines et que, pour pouvoir identifier celles qui relèvent précisément de l'information communication et celles qui n'en relèvent pas, il faut parfois chercher longuement dans les pages de description des formations, et encore... À cela s'ajoutent les spécificités et les parcours de chaque Master qui brouillent encore davantage sous les dénominations multiples, la visibilité. Alors, je me dis que pour les étudiants ce n'est pas clair et que ça peut expliquer la hausse importante dans certaines formations, qui sont clairement référencées ou hébergées sous une nomenclature attractive et a contrario, la baisse dans d'autres avec la visibilité réduite du fait de ce référencement. Au delà de cela, il me semble qu'il y a une alerte plus générale pour la discipline car d'autres disciplines peuvent se positionner sur des domaines dont on parlait hier et qui ne sont pas « propres ». Donc pour moi ici, il y a une alerte, qui fait qu'information communication en tant que discipline, de ce fait, est en partie invisibilisée par ces nomenclatures du fait de deux choses qui nous caractérisent : la pluralité des domaines couverts, et notre interdisciplinarité.

Je pense qu'il nous faut être très prudents voir avoir une stratégie commune pour nommer nos formations et favoriser la visibilité des sciences de l'information de la communication dans cette offre concurrentielle autant au local qu'au national.

Karl Pineau

Je vais parler en tant qu'enseignant chercheur dans une école privée, je pense que c'est important de ne pas avoir une vision trop caricaturale des écoles privées, comme on a pu l'entendre ici et notamment d'avoir une vision peut-être plus fine de ce que sont les écoles privées. De la même manière que là on a eu deux tables rondes qui montraient bien qu'il y avait une différence dans le secteur public entre les différents types de formation, il y a énormément de variété d'écoles privées : vous avez des écoles privées à but lucratif, des écoles privées à but non lucratif, il y en a qui sont agréées par le ministère d'autres qui ne sont pas agréées par le ministère, encore il y en a qui sont sur parcoursSup, d'autres qui ne sont pas sur parcoursSup, donc je pense que c'est important, d'autant plus que vous disiez qu'il y a 50 % des étudiants qui suivent leur formation dans le privé d'avoir une vision plus fine de ces écoles, et puis aussi de parler avec les personnes qui sont dans ces écoles. Je crois qu'aujourd'hui, et depuis hier, on n'est pas très nombreux à représenter le secteur privé ici, et je pense qu'en tant que société française et sciences de l'information et de la communication on doit essayer de rassembler, au-delà du secteur public et d'être, peut-être un peu plus inclusif, pour essayer d'aller voir ce qu'il y a dans ces écoles, et de rencontrer les enseignants chercheurs qui y enseignent. J'ai bien conscience que ça peut choquer certains d'entre vous, mais on fait partie de la même discipline ! Je pense qu'on amène aussi quelque chose à cette discipline et que c'est important de travailler ensemble aussi, plutôt que d'être systématiquement dans une sorte de confrontation.

Laurent Collet

La question ce n'est pas le privé, la question c'est la logique qui est derrière. C'est-à-dire que même nous dans le public on peut être sur des logiques de marchandisation des formations, c'est-à-dire augmenter les coûts pour les étudiants, ne se positionner que sur des formations rentables, et puis mettre en avant des cours qui ne soient essentiellement que méthodologiques ou pratiques, ou centrés outils. Bon toutes les écoles privées ne font pas non plus uniquement ça, on est bien d'accord. C'est davantage la logique, c'est-à-dire c'est plus la création d'un marché de la formation supérieure avec des logiques privées. Dans le public on peut être sur des logiques privées et ce n'est pas mieux. C'est davantage cela, la critique que je formulerais.

Philippe Bonfils

Je voudrais rebondir sur ce qu'a dit Patrice. Je ne suis pas certain qu'il y ait une logique de concurrence entre les établissements publics et privés. Nous n'avons pas selon moi les mêmes modes de fonctionnement et de financement. Nous ne sommes pas non plus à la recherche d'un très grand nombre d'étudiants. Nous nous plaignons plutôt d'en avoir trop que pas assez. Je suis en revanche plus

inquiète sur ce qui a été dit, et qui avait été dit hier, sur la capacité que nous avons à défendre notre discipline dans les instances. Pour le dire autrement, comment valoriser pour les collègues qui font ce choix-là cet engagement et cette implication ? Pour ceux qui font ce choix-là en plus de leurs obligations de service afin d'assurer des enseignements et de produire de la recherche, il y a là un enjeu majeur. Et le localisme qui règne suite aux réformes qui s'enchaînent nous amènent quand même à être ultra dépendant des contextes locaux. L'autre point qui n'a pas été trop évoqué ce matin concerne l'arrivée de chatGPT et plus largement de l'IA Générative. Cela va modifier considérablement notre approche et nos pratiques de l'enseignement et de la recherche. Il y a là un autre enjeu majeur qui devra être discuté.

Hugo Chalumeau

Je suis Hugo Chalumeau, président de l'ANIEC l'association nationale des étudiant.e.s en information communication, j'avais juste une réaction - merci d'abord pour tout ce que vous avez dit je pense qu'on se retrouve largement sur un certain nombre de points - et je souhaitais revenir sur l'attractivité de nos formations. C'est que quand on parle et quand on présente l'information communication à d'autres étudiants d'autres universités ils nous répondent : « *et bien nous aussi on fait du Canva* » directement et ils s'arrêtent à ça - on ne fait que du Canva, c'est-à-dire on déplace des petits trucs sur un diaporama... et quand on leur présente plus en détails, ils nous disent : « *nous aussi on fait la même chose globalement en cours de communication* » etc. Et donc c'est vraiment une crainte qu'on a, c'est-à-dire qu'on devienne tellement transversaux qu'on perde, au final, toute forme d'attractivité. En fait, que beaucoup d'étudiants qui pourraient être intéressés par les compétences que nous proposons, aillent au final dans d'autres formations ce qu'ils auront « un plus » par le biais d'autres majeures par exemple ou d'autres éléments, qui compléteront leur parcours universitaire. Donc, je pense qu'il y a vraiment un travail à faire sur l'attractivité de nos formations, et ça rejoint aussi, ce qui a été dit avant c'est que quand on tape information communication sur Google par exemple, il y a énormément de formations qui passent à la trappe au profit de certaines qui - pour je ne sais quelle raison - sont ciblées par l'algorithme ou autre.

Christian le Moëne

C'est vrai qu'il faudrait réfléchir aux moyens de repenser complètement les relations entre les formations des universités et les formations dites privées. Mais sur ce qu'il s'est passé à Nantes, dont parlait Anne France, à savoir l'effondrement d'un département, cela tient selon moi au fait qu'il n'y avait aucune volonté des membres de ce département de le maintenir. Je les avais eus au téléphone, y compris un professeur nommé là-bas, qui a immédiatement demandé un changement de discipline. Ça veut dire que pour être capables de développer

et de maintenir des départements et des équipes de recherches, il faut une mentalité d'entrepreneur shumpétérien, et il faut être très décidé à les développer et les maintenir. A Rennes 2 alors que nous avons monté un département, un IUP et une équipe de recherches, il a suffi de divergences au sein de l'équipe pour qu'un président, Professeur de littérature comparée, déclare avec l'appui du syndicat majoritaire que la communication étant partout, il n'y avait aucune raison d'avoir des départements infocom. Et qu'il fasse voter la suppression de notre département, de l'IUP et de l'équipe de recherches. Il a fallu se bagarrer pour remonter tout cela sur plusieurs années.

Marcela Patrascu

Merci beaucoup pour cette intervention qui revient en fait sur une question importante dont nous avons discuté tout au début des assises : les fondements communs de ce que sont les sciences de l'information - communication. Mais on a bien vu sur la première table-ronde, que c'est un grand chantier, une grande discussion.

David Douyère

David Douyère (PRIM, Tours), merci à tous, merci à Valérie notamment d'avoir parlé des questions de souffrance des collègues. Cette question est vraiment ultra compliquée. Moi j'essaye de penser cela depuis un moment. Olivia Foli a travaillé sur ça, les discours de plainte au travail. Ce qui est compliqué c'est qu'il y a tout à la fois 1) une fonction phatique ou conversationnelle de la plainte parlée ; 2) il y a une fonction identitaire (on se définit comme prof parce qu'on se plaint !) ; 3) il y a une fonction stratégique (qui peut être une façon de s'écarter du travail ou de s'en protéger, fort heureusement) et puis, 4) il y a une fonction d'attestation de la souffrance ou de la réalité. Et c'est très compliqué d'approcher tout cela, car s'il y a des plaintes avec des souffrances réelles, il y a aussi des plaintes plus conventionnelles et on ne peut ni avoir un discours critique sur la plainte, ni un discours d'adhésion totale. Je trouve cela extrêmement compliqué. J'ai rencontré des gens, y compris dans mon département et dans mon équipe, qui souffrent beaucoup et qui ne se plaignent pas, des gens qui se plaignent et peut-être que ça va quand même pour eux... Il est très difficile d'approcher cela et je ne sais pas si vous avez des outils à recommander... Je sais qu'il y en a dans d'autres domaines. Il y a les travaux de Philippe Zawieja sur ces questions-là - en dehors de notre discipline, en gestion par exemple. Merci en tout cas d'en avoir parlé.

POLITIQUES ET STRATÉGIES DE PUBLICATION ET VALORISATION DES TRAVAUX EN SIC

Animation : Patrice de La Broise et Vincent Bullich

Mélanie Bourdaa

Université Bordeaux Montaigne

Patrizia Laudati

Conseillère scientifique au DER Département de la Recherche du HCERES 71 -
Université Côte d'Azur

Sylvie Leleu-Merviel

Représentante CNU 71 - Université polytechnique Hauts-de-France

Nicolas Pélissier

Vice-président de la CPdirSic - Université Côte d'Azur

Lise Verlaet

Université Paul Valéry Montpellier 3

Biographies des participant.e.s

Mélanie BOURDAA est maîtresse de conférences HDR en sciences de l'information et de la communication à Bordeaux. Elle analyse la réception des séries télévisées américaines contemporaines par les fans, et les stratégies de productions (Transmedia Storytelling). Elle a créé le GREF (Groupe de recherche et d'études sur les fans) qui regroupe des chercheurs francophones.

Patrizia LAUDATI est Professeure des Universités à l'Université Côte d'Azur et chercheure au Laboratoire SIC.Lab Méditerranée, actuellement Conseillère Scientifique au DER Département de l'Évaluation de la Recherche au HCERES. Docteure en Sciences de l'information et de la Communication, par ailleurs Architecte et spécialiste en Projet Urbain, elle est Directrice du domaine scientifique Architecture et Urbanisme chez ISTE éditeur à Londres. Ses travaux portent notamment sur la réception et la médiation architecturale et urbaine, par une approche à la fois transdisciplinaire SHS/SPI et sémio-pragmatique. Elle développe et encadre des travaux relatifs aux transformations des territoires et des pratiques spatiales, liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Visiting Professor au DIDA Département d'Architecture de l'Université de Florence (Italie), et au Laboratoire MediaLaB de L'Université de Pise, elle est intervenue, en France et à l'étranger dans de nombreux autres établissements de formation en architecture ayant une approche communicationnelle.

Sylvie LELEU-MERVIEL est Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication. Elle a créé à l'Université Polytechnique Hauts-de-France le Laboratoire DeVisu (Design Visuel et Urbain), et y a également dirigé DREAM (Développement, Recherche, Enseignement en Audiovisuel et Médias Numériques), aujourd'hui INSA-Médias à l'INSA Hauts-de-France. Ses travaux portent sur l'ingénierie du document, l'intelligence informationnelle et le « faire-sens » humain, avec deux terrains applicatifs : les nouvelles écritures, notamment audiovisuelles et en médias numériques, et le concept d'information en contexte de décision pour l'action. Elle dirige la collection Traces chez ISTE Editions/Wiley et co-dirige Human-Trace, e-laboratory UNESCO de Complex Systems Digital Campus et la revue RIHM.

Nicolas PÉLISSIER est Professeur en SIC à l'EUR Arts & Humanités de l'Université Côte d'Azur, co-directeur du master Digital Studies, Information & communication, Directeur du laboratoire SIC.Lab Méditerranée et de la collection « Communication et civilisation » aux éditions l'Harmattan. Il est actuellement vice-président de la CPDIRSIC.

Lise VERLAET est professeure en Sciences de l'Information et de la Communication et directrice de l'Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication (ITIC) au sein de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Elle est responsable scientifique du programme de recherche-action NumeRev porté par la MSH SUD, qui est une plateforme d'édition scientifique en science ouverte. Ces recherches portent sur les problématiques de conception et d'adaptation des artefacts numériques, et en particulier des technologies de l'intelligence, qu'elle étudie en privilégiant les approches constructivistes et compréhensives. Corrélativement son expertise comprend les approches centrées utilisateurs, l'audit-diagnostic des systèmes d'information, la gouvernance de l'information et l'intelligence économique.

Politiques et stratégies de publication et valorisation
des travaux en SIC
Table ronde 9

Vincent Bullich

Nous allons, cet après-midi conclure par une table ronde qui porte sur les enjeux de l'évaluation et, plus spécifiquement, nous allons essayer de traiter des stratégies de publication des travaux Sciences de l'Information et de la Communication. Il nous a semblé que, dans le cadre de ces Assises, c'était un point fondamental qu'il nous fallait absolument aborder et présenter différentes perspectives, entre différents statuts, différentes positions, au sein de la discipline pour avoir un aperçu un peu panoramique.

Patrice de la Broise

Il est ici question, dans un premier temps, de faire un point sur les revues de la discipline. La SFSIC n'étant pas seule compétente pour en dresser la liste, une commission paritaire composée des représentants de la SFSIC, du CNU71 et de la CPDirSIC se réunit annuellement pour labelliser de nouvelles revues et, ce faisant, les « reconnaître » dans le périmètre de la discipline. On compte aujourd'hui 109 revues [dans la liste](#). Je voudrais juste en rappeler les critères d'éligibilité : la revue doit avoir au moins deux années d'existence révolues, s'engager à une gratuité de publication pour les auteurs et favoriser, autant que faire se peut, le libre accès. Par ailleurs, la revue doit expliciter sur son site son fonctionnement éditorial, son institution d'adossement, ses critères d'évaluation, les règles qu'elle se fixe en termes d'éthique et d'intégrité scientifique. Ce faisant, la revue s'engage à expertiser les propositions en double anonymat et à respecter les règles de propriété intellectuelle, notamment en matière de plagiat. La commission tripartite veille donc au respect de ces principes et doit travailler à son actualisation en interrogeant le devenir de ces revues et l'observance des principes qui ont présidé à leur reconnaissance. Je laisse, sans plus tarder, la parole à nos intervenants et, immédiatement, à Patrizia Laudati pour partager son sentiment sur le périmètre couvert par ces revues.

Patrizia Laudati

Faut-il redéfinir le périmètre des revues en sciences de l'information et de la communication ? Si redéfinir le périmètre signifie le rétrécir ou l'élargir, alors je n'ai pas la réponse. Je propose plutôt quelques éléments de réflexion par rapport à la redéfinition du contenu de ce périmètre, à savoir : quels sont les critères qui permettent de définir l'appartenance à ce périmètre, et qu'est-ce que l'on inclut ou pas dans ce périmètre ? Il y a deux enjeux par rapport à cette question, qui sont pour moi un enjeu institutionnel et un enjeu épistémique.

Un enjeu institutionnel : les revues dans lesquelles les collègues publient, sont prises en compte lors de l'évaluation de leur dossier dans le cadre de l'avancement de carrière, que ce soit au CNU, ou bien dans d'autres instances, par exemple au sein des établissements, par le CAC, pour les promotions, etc. Donc, le fait de pouvoir publier dans des revues du champ deviendrait une manière de légitimer l'appartenance du chercheur au champ disciplinaire dans lequel la revue est inscrite. Premier paradoxe. Ce n'est pas parce qu'un chercheur publie dans une revue en sciences de l'information et de la communication, que ses travaux ont un ancrage assumé en SIC. On se retrouve avec des chercheurs d'autres disciplines, comme par exemple la sociologie ou d'autres, qui restent clairement inscrits dans leur champ disciplinaire d'origine (ce qui est tout à fait normal), tant du point de vue épistémologique que des références théoriques mono-disciplinaires, que des approches et des outils méthodologiques employés (par exemple des sondages, des analyses statistiques, ...), qui publient dans les revues « SIC » et le seul fait de le faire, leur octroierait le droit de prétendre à une qualification en 71^{ème} auprès du CNU.

Cela nous amène au deuxième enjeu, qui est un enjeu épistémique. Il s'agit là plutôt du regard que les autres disciplines portent sur les chercheurs en 71^{ème} section, à travers les revues de notre champ. Y-a-t-il un positionnement épistémologique clair, unique, ayant un dénominateur commun identifiable par les autres disciplines, qui transparaîtrait au travers de la stratégie éditoriale de nos revues ? La réponse est non. Les collègues des autres disciplines n'ont pas un regard clair sur ce que nous faisons, et sur ce qui fonde le dénominateur commun de nos revues. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons : tout d'abord, à cause d'un amalgame entre les approches et les objets dont la frontière s'est progressivement estompée. C'est comme si, nous, chercheurs en sciences de l'information et de la communication, nous nous sentions obligés de devoir nous justifier vis-à-vis des autres disciplines qui travaillent sur les mêmes objets, pour asseoir notre légitimité scientifique. Il y a eu ainsi un glissement progressif vers une sorte de recherche-action, pour justifier de l'originalité et de la différence des travaux en SIC, par le terrain d'étude, c'est-à-dire à travers l'application et l'opérationnalisation d'une approche sur un terrain donné...

Mais alors, quel est notre apport par rapport aux autres disciplines ?

En effet, les SIC vont piocher dans les autres disciplines certains concepts, assumés comme des postulats, pour les rendre opérationnels en les contextualisant, et c'est là qu'il y a le glissement de l'approche à l'objet d'étude et le basculement de la *semiosis* à la *praxis* : à une *praxis* qui nous définit aujourd'hui en tant que chercheurs en sciences de l'information et de la communication, tout au moins vis-à-vis des autres disciplines. Et donc je trouve qu'on a un peu perdu de vue la *semiosis* et peut-être il faudra revenir à la manipulation des concepts d'un point de vue plus théorique ; revenir sur des concepts qui constituent le squelette, l'ossature, le dénominateur commun plus visible, unitaire par rapport aux autres disciplines, sans ressentir le besoin de devoir à tout prix en faire l'épreuve par le terrain. Je conclus en vous apportant un petit exemple issu de mon expérience personnelle : lorsque j'ai commencé à travailler sur la ville en tant qu'objet communicationnel et selon une approche *design thinking*, il y a une petite trentaine d'année, il n'y avait pas beaucoup d'autres collègues qui travaillaient sur les mêmes objets, ni avec les mêmes approches. A l'époque, il y avait très peu de supports de publications en SIC pour des thématiques émergentes ; je m'orientais alors vers des revues d'autres disciplines, tout en ayant un réel ancrage en SIC de par mon objet, de par mon approche et de par mes références bibliographiques pluridisciplinaires... Aujourd'hui les choses ont évolué, mais le fond reste le même. Ne fermons pas la porte à des recherches de niche, à des thématiques émergentes ou à des approches innovantes... Ne nous arrêtons pas au support ! Ce n'est pas la revue « qualifiante » qui qualifie le chercheur en SIC.

Patrice de la Broise

On parle ici de revues « reconnues du domaine des Sciences de l'information et de la communication », parfois entendues comme « revues qualifiantes » ; ce qui constitue assurément un abus de langage. Sylvie, peut-être pourrais-tu lever cette ambiguïté ?

Sylvie Leleu-Merviel

Je suis là au titre du CNU, je tiens à le préciser, je passe le bonjour à Arnaud qui est en soutenance de thèse à Poitiers et qui m'a demandé de le remplacer. Revues qualifiantes, donc déjà il est important de dire que je n'ai plus de responsabilité politique - depuis que je ne suis plus au CNU donc je vais libérer mon franc-parler. Il faut que vous sachiez que rien n'est automatique, ce n'est pas parce que vous avez vos 2 papiers, ou vos 10 papiers quand c'est des profs, dans les revues qui sont sur la liste que vous êtes qualifiés. C'est plus compliqué que ça ! Parce qu'il y a en effet des revues repérées pour être plutôt dans la discipline, mais ça ne veut rien dire. Faisons un petit peu le bilan, rapidement, avec un temps de parole limité. La chose qui fonde l'appartenance à la

discipline, c'est la validation par les pairs de la discipline, c'est ça la vérité intangible. D'où l'importance, en effet de la relecture, de l'expertise en double aveugle avec a minima 2 reviewers. Alors double aveugle, lorsque l'on connaît bien la discipline, en fait on devine tout de suite, ne serait-ce qu'au style, à l'écriture, aux travaux... Jean Davallon par exemple, lui revendique qu'il ne veut pas de double aveugle, et maintenant avec l'expérience je le comprends, parce que je devine - je prends parfois contact avec les auteurs avant qu'ils ne sachent que leur texte a été accepté, et rarement je me trompe. Premier critère - critère en tant qu'indicateur d'appartenance à la discipline, déjà pour la revue elle-même, le premier, c'est un éventuel portage par un labo de la discipline : « *Les Enjeux* » c'est le Gresec, « *Questions de communication* » c'est le CREM, etc.

Le fait d'avoir des rédacteurs et des rédacteurs en chef qui soient de la discipline est également très important, le rédacteur en chef étant quelqu'un qui tient les rênes ; ensuite, viennent les membres du comité scientifique sont-ils partiellement, majoritairement, ou totalement de notre discipline ? Ensuite, les revues se doivent d'afficher la liste de leurs relecteurs. Dans cette liste y a-t-il des membres de la discipline ? Ce qui laisse espérer que les papiers de la discipline sont relus par des pairs de la discipline. Et on comprend bien que s'il n'y a personne de la discipline parmi les lecteurs, on est relu par exemple par des juristes comme je disais. Ensuite, viennent des critères un peu plus subjectifs, par exemple : la pertinence des évaluations reçues. Moi, j'ai une fois dans ma carrière proposé un article dans une revue que je ne citerai pas, j'attends encore les retours des relecteurs. On connaît tout ça, et on y publie beaucoup parfois parce qu'on est nombreux à savoir de laquelle il s'agit, il y a le problème aussi de la sortir de la liste - on en parlera tout à l'heure. Pour la suite des critères « qualifiants », il y a aussi le fait que nos collègues publient dedans, si on veut voir les travaux d'Untel on sait qu'ils sont dans tel ou tel support. Et enfin toujours pour la revue, nous la lisons avec intérêt et bénéfices, collectivement. C'est-à-dire qu'il n'est pas question que quelqu'un dise : moi, je lis cette revue, elle est bien il faut qu'elle soit sur la liste, ça doit être collectif. Une fois que vous êtes dans une revue identifiée pas qualifiante nécessairement j'insiste, un papier comme le disait Patrizia peut ne pas être sur la liste parce que plusieurs revues sont pluridisciplinaire, donc, l'un des éléments principaux c'est le corps de référence. Est-ce que le corps de référence de la proposition est en sciences de l'information-communication ? Le corps de référence, ça se traduit comment ? D'abord il y a les références bibliographiques des collègues et des conceptualisations de la discipline qui sont mobilisées - À ce propos, j'en profite pour nous engueuler un petit peu collectivement : nous ne nous citons pas assez ! Dans nos textes on cite beaucoup les philosophes, les sociologues, et pas nous ! C'est un gros point de faiblesse. Donc, les citations ça fait partie du corps de référence. Ensuite, vient l'épistémologie, l'ancrage théorique de ce qui est proposé dans le papier. Ensuite, les concepts mobilisés, nous en parlons depuis

hier. Enfin, les approches, les méthodes, et les outils, et puis éventuellement, tout à fait en dernier, l'objet. Quand vous avez une revue qui s'appelle TIC et société, a priori on sait de quoi ça parle. Après, voire je dirais même premier : est-ce que c'est un article scientifique ? Parce que certaines revues sont à la fois professionnelles et scientifiques et c'est très très bien, les professionnels ont beaucoup de choses à nous apporter. Mais, quand quelqu'un arrive à la qualification avec un article dans cette revue, il faut donc le lire pour savoir si c'est un article scientifique. Donc, pour ceux d'entre vous qui vont rentrer au CNU, bon courage, il faut lire les articles ou au moins les parcourir pour déterminer ces critères d'appartenance du texte, à l'intérieur d'une revue. Et de fait, un texte peut être 71^e dans une revue qui ne l'est pas, vous voyez bien que les critères ne se confondent pas. Les limites, et bien oui il y a des limites à cette liste, il y a eu un gros avantage au début qui a été de dire : oui on existe, on a un corps collectif qui se traduit là, que vous pouvez aller lire... mais il y a des limites, la première - d'ailleurs toute cette liste que je vais faire c'est tout ce qui fait qu'on n'est pas très reconnu par les autres, et c'est très très mauvais pour nos indices bibliométriques, pourquoi ? C'est purement mathématique : nous sommes une discipline à 800 personnes à peu près, qui n'existe pas à l'étranger, ça veut dire que notre potentiel de lecteurs c'est 800 personnes, ça veut dire que les citations qu'on peut avoir, sont très faibles. Vous êtes en biologie, vous avez 4000 citations, tout de suite et sur n'importe quel article assez basique - je ne défends pas la bibliométrie, mais c'est le monde d'aujourd'hui. Prenons un professeur en fin de carrière, il a un impact factor entre 15 et 20, et s'il passe plus 1000 citations c'est déjà pas mal. Un STAPS débutant, il a 2000-2500 citations, il a déjà un impact factor de 20. Donc les collègues des autres disciplines nous regardent comme des animaux en voie de disparition. Les chiffres sont là ! Deuxième limite sur la liste: il y a quand même beaucoup beaucoup beaucoup de revues françaises, donc puisque nous développons beaucoup d'efforts pour écrire dans ces revues, ça veut dire que notre internationalisation est faible, plus faible que d'autres disciplines. Et lorsque nous publions à l'international, souvent c'est chez les Canadiens, les Belges, ou les Suisses, donc ça reste francophone. Ça c'est une grosse grosse faiblesse, nous avons un pourcentage de publications en anglais qui est très faible, toujours par rapport aux autres. Encore, et je vais passer très vite parce que Patrizia en a déjà parlé, il y a très peu de supports pour les thématiques émergentes en signaux faibles. Par exemple quand nous on a décidé de faire du design, on ne savait pas où publier : il n'y avait pas de revue de design et puis beaucoup de revues fonctionnent avec des appels à contributions thématiques et je peux vous dire que la thématique design n'y était jamais. Dans certaines revues, telles que MEI, on peut proposer des dossiers, oui, mais quand Patrizia est arrivée à la qualification, avec un dossier qu'elle avait elle-même coordonné, on lui a dit eh bien on ne peut pas le reconnaître puisque vous avez coordonné le dossier sur architecture et com...

Autre problème, évidemment on peut communiquer, publier à l'international, mais ce n'est pas sur la liste ! Et puis, s'il y a bien un point avec lequel je n'étais pas d'accord avec Arnaud, c'est le nombre minimal. Je vais prendre l'exemple des profs, parce que ça n'existe plus la qualification prof, c'est 10 articles minimum sur la liste. Ça crée des stratégies de publication chez les collègues maîtres de conférences et puis surtout ça fait un effet cliquet. Je vais vous illustrer la chose. Vous avez un jeune, il a publié un article dans Sciences, il a été cité 5000 fois, son H index est de 1 et il n'a aucune chance d'être qualifié. Vous avez un maître de conférences, en 10 ans il a publié 10 articles dans les revues de la liste, et chacun de ses 10 articles a été cité 10 fois, il y a un H index de 10. Et bien je suis désolée, mais moi je préfère le premier, son rayonnement futur est plus important, son potentiel est plus important et ça c'est un vrai problème, cet effet cliquet auquel on doit réfléchir ; parce que si on parle de faire rayonner nos travaux, ça veut dire les faire connaître, que les gens nous lisent et si possible ailleurs que dans nos propres supports. En termes d'actualisation de la liste, c'est donc à peu près tous les 2 ans, c'est collégial HCERES, CNU, SFSIC, CPDirSIC, et le problème que je soulève c'est celui de la sortie de certaines revues de la liste, celle que je citais par exemple, on voudrait bien qu'elles disparaissent, mais personne n'a jamais pris cette décision. Il y a des revues pour lesquelles on a des dates d'entrée et des dates de sortie, souvent c'est parce qu'elles ont disparu, ou elles ont changé de nom, ou elles ont changé ouvertement de politique éditoriale - dans ce cas-là, on peut dire telle année on s'arrête. Mais, on a un vrai problème pour faire sortir.

Patrice de la Broise et Vincent Bullich

Il y aura sans doute des réactions sur ces « sorties de liste ». Mais n'y a-t-il pas aussi une difficulté pour les auteurs à publier dans des revues dont les dossiers thématiques peuvent, paradoxalement, réduire l'espace de publication. Plusieurs collègues s'interrogent notamment sur la place des *varia*. Qu'en est-il ?

Le paradoxe tient aussi au ratio entre les 110 revues « reconnues » (dont 40 francophones) et les 800 enseignants-chercheurs en SIC. N'y a-t-il pas là un risque de concurrence entre les revues, comme aussi le risque d'une dispersion ? Dans la discipline, nous avons beaucoup de revues, mais nous n'avons pas de revue de référence comme par exemple les historiens, pour lesquels les *Annales* constituent un passage obligé pour les travaux importants, et c'est peut-être une lacune...

Nicolas Pelissier

Tout d'abord, la question du trop-plein de revues, elle est récurrente. Pour faire un petit peu d'histoire, il y a plus d'une vingtaine d'années, à l'époque de Daniel Bournigaud, il présidait la Commission Recherche de la SFSIC, on avait organisé à Nice avec Paul Rasse (revue *Alliages*) un colloque sur la question de la place et

des enjeux des revues dans la discipline, Déjà en 2001 on se demandait : Y a-t-il trop de revues dans la discipline ? Alors où est-ce qu'on en est depuis ? Avec Jean Claude Domenget aussi, toujours dans le cadre de la commission Recherche de la SFSIC mais un peu plus tard, nous avons mené une étude sur cette question en essayant de recenser justement les revues francophones, mais aussi les collections francophones, et on avait fait le constat suivant : oui, quand on regarde les chiffres, on constate un nombre très conséquent de revues francophones, l'un des plus importants en SHS. Vincent Bullich a évoqué une trentaine de revues à partir de la liste actuelle, mais il y a d'autres revues qui se revendiquent de la discipline et on arrive à plus de 35 effectivement. Si on regarde bien, il y en a quand même une vingtaine qui sont apparues ces 15 dernières années. On pourrait dès lors être amené à parler de dynamique inflationniste, sauf que, ça s'est un petit peu ralenti ces dernières années si on regarde les créations effectives. Et les revues qui se sont créées ces dernières années sont plutôt des revues thématiques. Parce qu'on a de grandes revues généralistes tels que Réseaux, Questions de Communication, mais on a aussi des revues thématiques dans le domaine du journalisme par exemple, ou sur la médiation culturelle, etc. C'est vrai qu'on entend aussi parfois dire que ces revues thématiques seraient moins exigeantes que les généralistes. Je ne souhaite pas rentrer dans ce débat, je pense qu'il y a des revues thématiques qui font vraiment un travail remarquable, parfois des revues généralistes font un travail un peu moins exigeant. Ces revues thématiques elles participent aussi, non pas à la construction du champ, mais de sous champs qui sont importants - les 10 sous-champs qu'on a répertoriés à la CPdirSic pour construire l'ouvrage collectif *Dynamiques des recherches en Sciences de l'Information et de la Communication...* et ces revues thématiques jouent un rôle dans cette perspective-là. Et d'ailleurs dans les différents chapitres de cet ouvrage qui sera présenté le 5 avril 2024 pour sa nouvelle version, les revues spécifiques aux sous-champs sont mentionnées dans chacun des chapitres. Il y a quand même un rôle de ces revues thématiques, et c'est vrai que ce sont quand-même elles qui apparaissent ces derniers temps, je pense par exemple à la revue *Genres en séries* dans un domaine particulier.

Autre remarque, qui reste toujours vraie aujourd'hui, c'est la question de l'indexation, dans des bases de données notamment internationales. Le constat que l'on avait pu faire, c'est que peu de revues se soucient de cette indexation. Or c'est vrai que cette indexation, bon gré, mal gré, contribue à une certaine visibilité internationale. On ne va pas dire pour autant que c'est systématique : on a des revues qui vont afficher une super indexation, et qui pourtant non pas de procédé de sélection aussi rigoureux que ce que l'on pourrait penser. C'est important de dire ça, et je pense que la question de l'indexation est une vraie question sur laquelle il faudrait réfléchir. Une autre

question qui est apparue de manière un petit peu forte dans l'enquête qu'on avait faite, c'est qu'on s'occupait effectivement beaucoup de la production, nos instances d'évaluation aussi nous incitent à cela - mais on se préoccupe un petit peu moins (en référence aux « 3P » de Patrick Charaudeau) du produit et aussi du public. C'est-à-dire des lecteurs et des récepteurs de ces revues. Le produit, c'est en fait le contenu. Quand on avait lancé cette enquête au début des années 2000 c'était suite à l'affaire Sokal, qui questionnait justement la problématique de l'évaluation des contenus en double aveugle etc. Il y avait l'ouvrage de Yves Jeanneret, sur ces questions, qui était emblématique, sur la question du contenu. Et puis il y a aussi le public, il y a une enquête qui a été menée par le ministère, ensuite effectivement à ce congrès qui était dirigée par Philippe Jeannin de l'université de Toulouse, qui nous avait distribué un questionnaire à large échelle qui avait été relayé par la SFSIC,, pour savoir quelles revues les chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication lisaient, quels étaient les revues qu'ils citaient le plus etc. Et donc il y avait une enquête en réception qui a été menée au milieu des années 2000, effectivement 20 ans plus tard, ça pourrait être intéressant de relancer ce type d'enquête en se demandant : qui lit ces revues ? Lesquelles ? dans quel cadre ? Est-ce que c'est dans la perspective d'une soutenance d'une thèse ou habilitation ? Ou de promotion de carrière ? ou de manière plus libre et décontractée ? Il faut donc questionner les usages par le lectorat de ces revues. Donc cette question me paraît essentielle. On pressent que ces revues sont peu citées, probablement peu lues, là encore, ça resterait à vérifier. Et cette question de la citation, elle me paraît vraiment indispensable. Je pense au travail qui avait fait Stéphane Olivesi sur une sociologie de la citation. À partir du moment où on constitue une discipline, il est capital de nous citer entre nous....et effectivement, plus il y a une dispersion du champ à travers la prolifération des revues, plus ça devient compliqué. Déjà au sein même des laboratoires on a parfois du mal à se citer nous-mêmes... Dans notre labo par exemple, on s'est décidé à mettre en place un système où chacun vient présenter ses travaux tous les deux mois devant les autres, parce qu'on s'est rendu compte qu'on ne se connaissait pas vraiment nous-mêmes et qu'on avait du mal à se citer entre nous.

Patrice de la Broise

Peut-être serait-il bon d'avoir un retour d'expérience sur ce qu'est une revue, et sur la manière de la gérer, eu égard aux contraintes qui viennent d'être évoquées. Est-ce que Lise, Mélanie, vous accepteriez de nous livrer votre témoignage ?

Lise Verlaet

Oui donc un petit retour d'expérience : je fais partie de ceux qui ont créé, avec des collègues, des revues et j'ai hérité d'une autre. Je pense qu'avant toute

chose pour créer une revue il faut avoir un bon comité éditorial, qu'il soit d'accord sur une thématique en sciences de l'information de la communication qui soit porteuse, ni trop généraliste, ni trop restreinte. Par exemple, la *revue COSSI* qui est en libre accès. Elle est née d'un groupe de travail franco-canadien, le GRICODD, au sein duquel Vincent Liquète, Monica Mallowan, Christian Marcon, Dominique Maurel, Sylvie Grosjean, nous nous questionnions les aspects de durabilité. La *revue Intelligibilité du numérique* également en libre accès se veut plus interdisciplinaire même si très SIC en témoigne son comité de rédaction composé de Bruno Bachimont, Serge Bouchardon, Agnès Robin et Marcello Vitali-Rosati qui interroge à la fois le numérique comme objet, comme média, médium ainsi que ses usages. Enfin la *revue Communication et Management* qui est une revue éditeur a la particularité d'avoir une double appartenance en sciences de gestion représenté désormais par Ewan Oiry et Erick Leroux, et en sciences de l'information et la communication avec Sidonie Gallot, la finalité éditoriale étant de favoriser le dialogue entre ces disciplines. A mon sens, le comité éditorial, sa cohésion pour ne pas dire connivence tant scientifiquement qu'humainement est primordiale pour assurer la gestion sur le long terme. Parce qu'évidemment il y a beaucoup de travail qu'il est important de se répartir et aussi que les membres soient d'accord sur l'ensemble des angles et des thématiques qui vont être abordées. Rappelons que c'est lourd à porter une revue scientifique en particulier celles en libre accès qui n'ont pas de soutien institutionnel.

Non seulement il y a le comité de rédaction, mais il est nécessaire d'avoir un fort comité scientifique qui fait aussi souvent office de comité de lecture, parce que au-delà de coordonner des numéros, et de trouver des coordinateurs qui acceptent de coordonner les numéros et de les accompagner. Là où le bât blesse, c'est vraiment sur l'évaluation, c'est-à-dire que les reviewers ne sont pas faciles à trouver. C'est un travail lourd l'évaluation des articles, souvent dans des délais courts et qui est très peu reconnu bien qu'essentiel. Etre évaluateur demande un investissement très important quand il est bien fait, et ceux qui portent les revues, ou qui portent la coordination des numéros, se trouvent très souvent dans l'obligation de pallier la déficience des collègues sur les évaluations. Donc un important comité scientifique et comité de lecture, qui soit fiable mais aussi intègre, c'est essentiel. Donc il y a le fond scientifique, mais il y a aussi tout l'aspect humain qui est vraiment important là-dedans avec une bonne cohésion d'équipe et l'opérationnalité de la revue. A noter que pour figurer dans le comité scientifique (ou de lecture), généralement tout le monde est d'accord, d'autant plus que cela est valorisé par les instances de participer au rayonnement scientifique. Mais dépassé l'affichage, force est de constater que beaucoup refusent systématiquement d'assurer le rôle pour lequel ils se sont engagés. C'est bien d'avoir une ligne dans le CV parce qu'on fait partie d'un

comité scientifique, mais encore faut-il en assumer les responsabilités. Du coup, souvent on fait appel au même, parce que c'est souvent les mêmes qui bossent. A titre personnel, j'ai tendance à retirer des listes les collègues qui ne prennent jamais part à la vie de la revue. Donc il y a vraiment cette partie-là qui relève de la gouvernance de la revue et donc des membres des différents comités qui est déterminante.

J'aimerais juste revenir sur les dossiers thématiques, et les *varia*. Généralement, les deux coexistent, mais on se rend compte que pour les *varia*, toutes les propositions arrivent en septembre ou octobre, dès qu'il y a la qualification qui pointe le bout de son nez, on reçoit tout un tas de propositions. Cet afflux soudain est compliqué à gérer d'autant plus que ce ne sont pas toujours les meilleures propositions qui arrivent sur ces périodes. Et il y a une autre difficulté concernant les *varia*, c'est qu'il sont gérés au fil de l'eau, cela demande là encore un investissement, une coordination qui est importante. Et quand on a déjà coordonné des numéros : récupérer les propositions, les anonymiser, trouver les bons évaluateurs qui acceptent la mission et l'effectuent dans les délais... C'est au final plus chronophage. Concernant l'anonymisation même si tout le monde ne le fait pas toujours, je rejoins les propos de Sylvie, c'est-à-dire que quand on connaît la discipline : on sait qui est qui. Et d'ailleurs maintenant, je plaide pour l'évaluation ouverte par les pairs, parce qu'on s'est rendu compte que les évaluations étaient beaucoup plus constructives, on est dans une co-construction scientifique, dans de l'argumentation du pourquoi on dit telle ou telle chose, et ça c'est vraiment génial. On l'a mis en place sur la revue *intelligibilité du numérique*, et pour le coup c'est flagrant. Les discours laconiques avec trois phrases qui disent en gros : « *le papier n'est pas bon, il n'est pas dans la thématique* », ça n'existe pas ! À la place il y a 2 ou 3 pages d'argumentation qui portent sur comment on améliore le papier, que ce soit pour ce numéro en question ou pour une publication future.

Je m'égare, mais pour revenir à la question initiale comment créer / gérer une revue : je pense qu'il y a d'abord la thématique, la cohésion des comités éditorial et scientifique et au-delà il y a les outils. Je pense que ça fera l'objet d'une prochaine question. Mais sur les outils, il y a beaucoup de plateformes désormais dont Open Edition, Erudit, Persée, Cairn... Cairn étant la plus utilisée par les chercheurs, mais maintenant il y a des pépinières de revues qui ont fleuri un peu partout en France, il y a donc une bonne représentativité de ces pépinières qui accueillent des « revues diamant », c'est-à-dire des revues qui sont en dehors d'un système de commercialisation de la science. Parce qu'il faut dire que certains éditeurs commerciaux sont aujourd'hui, quand-même, de plus en plus des imprimeurs. C'est nous qui faisons tout le travail, y compris celui d'édition, et ils revendent à grand coûts les imprimés... Mais il y a des pépinières, des

plateformes et des outils en science ouverte maintenant qui permettent, soit de la transition du papier vers le numérique, soit de la création de revues. Et donc ces fameuses revues dites diamant donc sans APC - c'est-à-dire sans *Article Processing Charge (APC)* - et sont donc intégralement gratuites pour les lecteurs et les auteurs. Mais évidemment, ça repose sur un système - disons-le - de bénévolat (mais on le faisait déjà !) avec plus ou moins d'appui institutionnel.

Patrice de la Broise

La question du format est importante, comme on le vérifie d'ailleurs pour la *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*. Le format numérique s'impose peu à peu, ne serait-ce que par l'intermédiaire des plateformes. Celles-ci peuvent, certes, modifier les conditions de lecture des revues, mais en sont néanmoins facilitatrices en termes de visibilité et d'accessibilité. Ces enjeux de visibilité et d'accessibilité posent d'ailleurs la question de l'indépendance éditoriale des revues. Qu'en est-il, par exemple, du lien entre les revues et les unités de recherche ?

Mélanie Bourdaa

Je laisserai mes collègues répondre, parce que la revue que je représente la *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, n'est pas rattachée à une unité de recherche.

Lise Verlaet

Moi non plus, par contre le plan S et toute la politique de la science ouverte, tend à faire une distinction entre une revue scientifique par essence pluri-institutionnelle ou administrée par un éditeur, d'une revue de laboratoire.

Mélanie Bourdaa

Alors effectivement la revue française des sciences de l'information et de la communication (RFSIC), n'est pas rattachée à une unité de recherche mais dépend de la SFSIC, donc ça implique une organisation assez particulière, et d'ailleurs je suis un peu gênée de représenter toute seule la revue parce qu'au comité de rédaction on est 3 avec Laurence Corroy et Julien Péquignot, et le comité scientifique est représenté par le conseil d'administration de la SFSIC. CA qui change donc tous les 2 ans. Ça fait donc un renouvellement qui est justement intéressant en ce qui concerne la représentation de discipline. Je dis cela parce que dans le fonctionnement on fait valider tous les dossiers par le CA, il y a une validation avant que les appels à articles soient publiés. C'est assez important pour nous et ça permet de montrer la collégialité, le collectif avec toutes ses représentations de la discipline. Ensuite, je voulais quand même revenir sur la question des variés, alors nous au début à la revue française des sciences de l'information et de la communication on avait une rubrique qui

s'appelait émergences, et qui faisait justement la part belle aux sujets émergents et on l'a laissée tomber et là je suis en train de me dire mais pourquoi ? Parce que c'était plutôt intéressant et c'était des sujets qui étaient en train d'éclorre - mais du coup on a fait une rubrique variés, et effectivement je rejoins ce que disait Lise sur ce sujet. Donc ce sont des papiers au fil de l'eau effectivement et c'est une gestion assez complexe, même si on a mis en place des mécanismes. Et ce qui est très compliqué, mais toutes les revues en sont là je pense, c'est effectivement de trouver des relecteurs, parce que on est 800 dans la discipline et qu'on est sollicités régulièrement pour des relectures et puis on s'essouffle. Donc on a de plus en plus de mal à trouver ces relecteurs, et on a de plus en plus de mal du coup à faire les évaluations pour ces variés, donc c'est complexe cette question. Alors sur cette question des outils et de la plateforme, pour nous, la RFSIC est en open access, alors j'aurais plutôt tendance à dire que c'est un avantage parce que ça donne pas mal de souplesse. Parce qu'on peut se permettre une fois de ne pas alimenter une rubrique, de changer. Du point de vue du comité de rédaction, ça donne beaucoup de souplesse. Après je pense que finalement ça donne de la visibilité quand même, que le fait que les revues soient en ligne à un open access, ça donne de plus en plus de visibilité. Et je fais le lien avec l'internationalisation là-dessus, puisque pour RFSIC, on a fait une démarche particulière, qui avait été initiée par Daniel Raichvarg, on est en collaboration avec l'ICA, la revue est labellisée Affiliated Journal, et ça implique des choses. Donc au début on devait faire 3 numéros par an, mais on leur a dit qu'on ne pouvait pas tenir le rythme, donc on est resté à 2 ; mais c'est un piqué une grande partie de l'ouverture à l'international et d'accepter des papiers en anglais. Tout du moins de proposer pour les papiers en français, au moins les abstracts, donc on a une visibilité à l'international du fait de cette ouverture à des papiers en langue différente du français, ce qui fait que les collègues étrangers, peuvent lire au moins les abstracts de tous nos papiers. À mon avis ça, en termes de visibilité, en termes de souplesse pour le comité de rédaction, le fait d'être un open access sur une plateforme ça présente quand même certains avantages.

Sylvie Leleu-Merviel

Alors j'interviens une deuxième fois, avec une autre casquette qui est celle de rédacteur en chef de la revue RIHM. On est sur quelque chose de très très artisanal et je vais vous donner un peu l'historique parce que c'est important. C'est une revue qui existe depuis très très longtemps et c'était au départ la revue des interfaces hommes - machines, et c'était une revue d'informatique, qui était co-pilotée par Khaldoun Zreik, et un autre collègue d'informatique de l'université de Valenciennes. Et puis, quand est arrivée cette affaire des listes, en fait l'informatique n'a pas reconnu la revue RIHM, les informaticiens se sont désengagés en se disant que c'était du temps perdu, parce que ce n'était pas reconnu et à ce moment-là, ils sont venus me la proposer avec Khaldoun Zreik

comme cheville pivot, qui lui était en train de changer de discipline. Donc on a fait une autre association à deux établissements, Paris 8 et Valenciennes, donc ce n'est pas une revue de laboratoire. Et pour nous la question c'était : ça suppose quoi une revue ? Réponse : une abnégation totale et un don de son temps, parce que nous on faisait tout avec nos deux cerveaux et nos quatre petites mains. Donc c'est compliqué, c'est une très lourde charge. En revanche c'est efficace, on lit beaucoup de textes ! Tout ce qui n'est pas encore paru en fait au lieu de le lire après, vous le lisez avant. Donc nous on a toujours choisi un positionnement qui n'existait pas : c'est-à-dire un format long 30 pages, entre 20 et 40 en fait, entre 60 000 et 90 000 caractères. C'est un format qui n'existait pas du tout, mais c'est destiné à certains types de publications. C'est des gens qui ont un terrain expérimental important, et qui veulent transmettre leurs données, et du coup on laisse la place pour faire figurer les données ; des gens qui mettent en place une méthodologie complètement innovante et qui veulent expliquer en détail cette méthodologie ; des gens qui arrivent en fin de doctorat et qui veulent exposer une bonne partie de leur thèse ; des collègues chevronnés qui arrivent en fin de carrière et qui veulent faire un bilan sur une question. Mais globalement ce ne sont pas tous les travaux qui peuvent paraître dans RIHM, et on a fait ce choix d'être d'emblée multilingues avec titre, résumé, et mots-clés en français et en anglais a minima. Et on accepte des textes en anglais depuis toujours. Alors je voulais revenir sur une question de tout à l'heure, nous on a essayé de faire reconnaître la revue par Scopus et quand l'expertise est revenue, on cochait toutes les cases, toutes, mais la question qui nous revenue est : pourquoi des rédacteurs en chef avec un impact factor aussi faible, prenez quelqu'un de chevronné. Donc ça se mord la queue par rapport à ce que je disais tout à l'heure, on s'est assis sur la reconnaissance Scopus, mais vous voyez bien que sur le marché international, ça compte ! Bon et puis Khaldoun Zreik a sa propre maison d'édition qui s'appelle EUROPIA, mais depuis 2008 on n'a jamais sorti de version papier, tout est en ligne, mais sur le site d'EUROPIA, donc on n'est pas très visibles, donc il faut nous connaître - si vous cherchez sur Google vous tombez dessus, mais on ne tombe pas dessus par hasard. Du coup, on est en train de faire un travail pour faire une collection HAL, parce que HAL ce n'est pas un espace de publication, c'est un entrepôt de textes reconnus par ailleurs avec une expertise double aveugle, critère de qualité nécessaire.

Patrice de la Broise

Merci pour cette transition vers la science ouverte, et son lien avec les revues. Peut-être pourriez-vous la développer ?

Lise Verlaet

J'aimerais juste revenir un instant sur les problématiques d'internationalisation et de référencement. C'est-à-dire que pour être référencé dans une base de données, alors il y a des bases de données gratuites, ERIH PLUS par exemple qui demandent un certain nombre de critères, ce sont des critères un peu classiques c'est-à-dire : titre, résumé Français/Anglais... le texte peut être dans la langue qu'on veut. Mais pour être référencé dans la base de données Scopus ou autre, qu'elle soit généraliste ou non, soit votre revue fait partie du bouquet de l'éditeur qui possède également la base, sinon c'est payant la plupart du temps ! Et clairement ces bases ne sont pas là pour garantir une quelconque qualité des contenus scientifiques. Est-ce d'ailleurs leur rôle? Non, ils assurent la « dissémination ». Tant qu'on paye : tout va bien, on a de la visibilité ! Base de données scientifiques que nos bibliothèques universitaires rachètent... Beaucoup de revue La revue sont donc référencées parce qu'elle paye notamment en tirant des revenus via certaines plateformes ou via des APC, dans notre discipline certaines revues demandent 200 euros d'APC aux auteurs pour être publiés... Quand on parle de libre accès il y a aussi la DOAJ. Au niveau français, il y a Mir@bel. Et l'intérêt aussi les plateformes c'est qu'il y a ce travail de référencement. Des petites mains invisibles qui référencent dans l'ensemble des bases de données et ça c'est quelque chose aussi que l'on n'a pas à faire. Et c'est un avantage considérable pour inscrire les revues dans des bibliothèques, dans des catalogues scientifiques. Et peut-être rebondir sur la science ouverte ? La question qui a été posée c'est qu'est-ce qui diffère de l'édition scientifique ? Et bien la science ouverte c'est de l'édition scientifique que l'on enlève simplement des mains des éditeurs commerciaux. Mais par contre, il y a tout un tas de mécanismes qui en ce moment sont en cours. Il y a les catalogues ou plateformes dont on a parlé qui développent des modèles économiques plus vertueux dont le modèle freemium d'Open Edition. Et maintenant, il y a aussi toutes les pépinières de revues diamant dont je vous parlais qui sont aussi dans un autre modèle de publication où tout est entièrement gratuit et transparent. Et, on faisait le distinguo entre les revues scientifiques et HAL, effectivement comme le disait Sylvie c'est une archive ouverte, donc n'importe qui maintenant on peut déposer un pré-print aussi, ce n'est pas validé par des pairs ! Il faut faire très attention. Par contre c'est devenu l'archive dans laquelle on doit tout déposer, il y a des injonctions ministérielles, ce sont les CSD des établissements maintenant qui renseigne l'ensemble de vos publications automatiquement sur HAL, qui sont organisées en collections, alors après on peut faire des collections de différentes revues ou autres, concrètement ça donne une visibilité supplémentaire aux articles.

Patrice de la Broise

Pour rappel, la SFSIC a créé sous la dernière mandature, plusieurs collections sur HAL, et je voulais juste préciser l'intention : ne pas dépouiller les revues et leurs auteurs, mais donner plus de visibilité à la revue française des sciences de l'information et de la communication, aux cahiers de la SFSIC, aux doctorales et congrès dont les textes ne sont pas toujours lus autant qu'on pourrait le souhaiter. C'est ici, à mon avis, que réside la véritable utilité de HAL, en tout cas celle que vous recommandez, me semble-t-il. L'intérêt de HAL réside également dans l'accessibilité des métadonnées.

Patrizia Laudati

Je voulais juste compléter, je prends ma casquette HCERES, effectivement l'avantage de HAL c'est qu'à partir de la vague D et pour toutes les vagues successives, tous les directeurs d'unité le savent, grâce à un accord stipulé entre le ministère et le HCERES, il y a la possibilité, en renseignant simplement l'acronyme du laboratoire où le numéro de l'unité, de pouvoir extraire toutes les publications qui ont été mises sur HAL pour la période de référence. Cela permet effectivement une meilleure visibilité et de récupérer toutes les informations ; à condition d'être très précis lorsqu'on insère les données sur HAL et de les vérifier pour tous les membres de l'unité.

 Échanges avec la salle

Ali Ahmadi

Bonjour, Ali Ahmadi, PRIM, Université de Tours. Avant de venir à l'université de Tours, je travaillais à l'université de Bordeaux et j'ai fait une enquête sur la publication scientifique en SHS, j'ai fait des entretiens avec des enseignants chercheurs en SHS en demandant pourquoi il y avait moins de publication SHS que dans les sciences dures ou sciences exactes, et on parlait de visibilité de la recherche et de médiation scientifique. Le point principal qui était abordé dans les discussions c'était qu'il y avait moins de revues SHS en France, qu'en sciences dures et exactes. Et après Et il y avait autre chose : il faut beaucoup plus de temps pour rédiger des articles scientifiques en SHS qu'en sciences dures, où, par exemple, ils sont 50 auteurs à découvrir une molécule, ce qui aide beaucoup à la visibilité ou à la citation des recherches. Alors qu'en SHS, il y a un, deux ou trois auteurs. Un autre point est que les articles scientifiques en sciences dures sont plutôt écrits en anglais, ce qui aide beaucoup à la visibilité internationale, tandis qu'en SHS, les sujets sont souvent plus nationaux et peuvent être écrits en français. Et à la fin, il ne s'agit pas seulement de publier un article, mais bien sûr de travailler sur sa visibilité en utilisant différentes plateformes comme

ResearchGate, Academia, ou d'autres plateformes existantes. À mon avis, il est également important de promouvoir la visibilité de la recherche, sinon il y a moins de citations. C'est pour ça que certains jeunes chercheurs ont beaucoup plus de visibilité que les anciens. C'est un aspect sur lequel il faut travailler. À l'université de Bordeaux, ils ont une plateforme d'archives ouverte comme HAL, appelée Oskar, qui peut aider à améliorer la visibilité de la recherche et à obtenir plus de citations. Il est très important de se concentrer non seulement sur la publication, mais aussi sur la médiation. Par exemple, certains collègues publient des articles scientifiques, puis des articles un peu plus « grand public » dans *The Conversation*. Cette plateforme améliore la visibilité des recherches en SHS, notamment en Sciences de l'Information et de la Communication.

Carsten Wilhelm

Carsten Wilhelm, Université de Haute Alsace, j'ai une question sur l'international : sur la liste de revues qualifiantes, il y a certes certaines entrées de revues internationales que l'on peut questionner tout aussi que les français, sur la longévité, sur la réaffirmation de leurs caractéristiques qui leur permettent d'être sur cette liste ; en même temps, la précédente intervention mentionnait à juste titre les publications en anglais pour favoriser la visibilité, donner à voir dans cette liste des revues à l'international, ou pour les collègues d'autres pays qui souhaiteraient savoir si nous pratiquons un système de « qualification » des revues. En fait, nous avons eu des discussions autour de ces questions à l'ICA, avec les autres revues internationales affiliées dont parlait Mélanie et qui étaient très intéressées par ce système de liste. Il y a des pays qui n'ont pas de système de classification des revues en communication, même là où certain l'attendait peut-être, par exemple l'Allemagne ; d'autres pays ont des classifications standard, étoiles, Gold, ou autres ; ils sont très intéressés par ce genre de fonctionnement, plus collégial que compétitif tout en visant l'exigence, et on a conclu que ce serait intéressant de faire introduire dans chaque dispositif les revues des autres - dans une certaine mesure pour les rendre visible réciproquement. Alors, effectivement, on peut appliquer des critères très très durs et très très fermes, mais en même temps il faudra avoir aussi une certaine souplesse si on veut développer l'international. C'est quand même aussi un peu le marqueur international qui dynamise la lecture.

Sylvie Leleu-Merviel

Merci pour cette remarque sur l'international Carsten, comme je vous disais : je suis là pour mettre des pavés dans la mare ! Donc : cher collègue qui allez prendre notre suite au CNU, je pense qu'il y a une chose qu'il faudrait promouvoir, c'est de ne pas avoir un avis critique sur quelqu'un qui sort le même papier dans deux langues différentes. Pour l'instant on avait plutôt des avis du type ah oui mais c'est la même chose en fait... oh et puis c'est juste une

traduction... Mince ! Une traduction c'est du boulot, c'est se rendre visible à l'extérieur, donc il faut arrêter ça, une fois qu'on a fait un beau travail il faut le faire connaître à l'international. Et il faut que ce travail-là soit reconnu.

Christian le Moëne

Deux remarques. D'abord l'international ce n'est pas seulement la sphère anglo-saxonne, il y a des revues francophones, au Maroc, en Algérie, il y a des tentatives, en Afrique Noire etc. Peut-être faudrait-il considérer que la francophonie, dans son ensemble, a à voir aussi avec l'international. La question, pour les SIC et pour nos associations, est de savoir si nous restons, de fait, complètement soumis aux critères de l'évaluation anglo-saxonne ou si, dans le contexte actuel de recomposition géostratégique qui s'esquisse, nous devrions élargir considérablement nos conceptions de l'international. Ça peut consister par exemple à avoir une vraie stratégie de valorisation dans la francophonie, pour des collègues et des associations ou équipes de recherches - en Afrique par exemple - qui nous demandent parfois, et de façon importante, à ce que nous allions les aider à construire leur légitimité scientifique et universitaire. Il faudrait une vraie réflexion stratégique globale de la communauté des sciences de l'information - communication pour redéployer de façon plus organisée nos relations vers l'Europe et les autres grandes parties du monde.

Ensuite, ceci d'autant plus que ce que vient de dire le collègue sur son enquête sur les SHS me semble particulièrement intéressant. Il y a une vraie question épistémologique dans les classements mondiaux des disciplines scientifiques. Est-ce que ça a du sens de comparer des sciences dites « dures » aux Sciences Humaines et Sociales ? À supposer que celles-ci soient des sciences plutôt que des disciplines d'ailleurs, comme ça a pu être indiqué. Et donc est-ce que ça a du sens de comparer une publication dans une revue scientifique en physique théorique qui est signée par 25 personnes, et qui fait exactement 7 pages avec des articles qui peuvent être publiés dans des revues de sciences humaines et sociales ? Il s'agit là évidemment d'une vieille question qui date du XIXe siècle, et a fait l'objet, au cours du XXe siècle de débats importants entre les membres du Cercle Vienne, et entre Russell, Wittgenstein et Popper. Il faudrait échapper au scientisme anglo-saxon et médiatique dominant, (que beaucoup de collègues d'ailleurs appellent à tort positivisme en ignorant la richesse des multiples positivismes) et à l'idée selon laquelle il y aurait un bon modèle des sciences, et que le but de celles-ci serait LA Vérité, ce qui les dégrade au niveau des croyances et des religions.

Sylvie Alemanno

Merci vraiment pour cette table ronde, parce que c'était très riche d'informations sur tout ce qui a été fait. L'avancée de cette liste des revues, qui est la liste de référence sur laquelle les trois instances (SFSIC, CNU, CPDirSIC) vont continuer à

travailler afin d'assurer une cohérence dans la discipline dans son ensemble dans le but que cela puisse avoir une visibilité importante. Alors Sylvie, tu as pointé le fait d'insuffisamment se citer, pourtant on dit et on redit de lire ce que les collègues ont publié. Nous sommes les premiers à devoir nous citer, comment peut-on imaginer qu'un jeune en terminale qui va faire une dissertation ne cite pas un philosophe qu'il a appris, comment imaginer qu'un professeur en philosophie ne cite pas les fondateurs. C'est pareil en Infocom, quand on a un cursus un Infocom, on cite des gens en Infocom. Déjà, n'oublions pas les manuels, tous les manuels de sciences de l'information de la communication qui ont été faits. Mais ne serait-ce que pour les réviser à la limite, ce n'est même pas du tout pour en faire une cathédrale, mais au moins pour les réviser. Et il y en a un certain nombre, qui sont denses, qui sont riches, je ne vais pas citer tous mais Mucchielli, Olivesi, Jeanneret en ont fait de remarquables sans compter Bougnoux ou Sfez. Il y a tout un travail-là qui est fait finalement sur la visibilité de la discipline. Et effectivement il y a la revue française des sciences de l'information de la communication, Patrice a fait un travail remarquable sur HAL pour la SFSIC pour mettre en visibilité, et tout ce que vous êtes en train de dire, on a le devoir de le montrer, de le démontrer, de sorte à ce que les doctorants, que les maîtres de conférences, et j'espère que les profs seront un peu plus aguerris là-dessus. On aimerait récupérer cette table ronde et la promener dans tous les départements de France, il faudrait effectivement redire et redire tout ça, de sorte à ce que cette discipline ait une visibilité importante, mais déjà, en commençant par soi-même. Sur la traduction, souvenons-nous de ce qu'Alex Frame a dit, on n'est pas bons et bien utilisons tout ce que l'on a pour faire des traductions. Et ensuite par rapport à ce que disait Sylvie de nouveau: un article en français très bien, et puis l'article on va le traduire. On a partagé plusieurs années de CNU, donc j'entends très bien ce qu'elle dit, mais une fois que l'article a été traduit en anglais, ce n'est pas pour autant qu'il est accepté ! Alors c'est reparti dans la revue anglophone, après la traduction, il sera encore évalué. Et pour terminer sur les revues scientifiques : franchement je ne crois pas que ce soit une inquiétude, les scientifiques produisent des résultats quantitatifs et nous on refait le monde ou du moins la société et ça prend un peu plus de temps.

Patrizia Laudati

Je voulais aborder juste deux points. L'un par rapport à la liste des revues : effectivement, j'ai vu qu'il y avait deux ou trois revues italiennes, mais elles sont vraiment ciblées sur un domaine, une branche particulière, par exemple il y a *Comunicazioni Sociali*, *Rivista di Media*, *Spettacolo e studi culturali*, qui est une revue sur l'art, le spectacle, les médias ; et puis il y en a une autre *Sociologia della Comunicazione*. La deuxième chose, pour rebondir sur ce que disait Lise, non pas sur le travail de diffusion mais plutôt sur le travail éditorial, je pense que ce qui est sous-estimé c'est le coût, parce qu'on le fait sur la base du bénévolat, ou de

subventions publiques ; on a sous-estimé le coût de cette fabrication, de cette production éditoriale, et puis surtout c'est le travail de ces bénévoles qui n'est pas reconnu d'un point de vue institutionnel. En tant que déléguée scientifique à l'HCERES, j'ai une décharge d'enseignement ; un directeur de département, un responsable de Master, par exemple, peuvent aussi bénéficier d'une décharge ; en revanche, quelqu'un qui s'occupe de l'édition d'une revue n'a aucune décharge. Il faut se battre pour que ce travail soit reconnu.

Nicolas Pelissier

Sylvie Leleu-Merviel a évoqué les manuels, je voudrais aussi évoquer la place des collections. Parce que quand on regarde les dossiers, on se rend compte qu'il y a plus souvent de chapitres d'ouvrages que d'articles publiés dans des revues un comité de lecture. Et qui dit chapitre d'ouvrage dit forcément ouvrage et donc collection. Alors, on avait recensé effectivement une trentaine de collections en Sciences de l'Information et de la Communication, dont 6 spécialisées en manuels justement. Et, je crois que c'est important de faire connaître aussi ces collections, on s'était rendu compte en les étudiants que très peu affichaient un comité scientifique, et que c'était peut-être moyen aussi de pouvoir prendre en compte justement les publications dans nos évaluations. Est-ce qu'il y a un comité scientifique dans les collections ? Est-ce que, pour la composition d'un ouvrage collectif, il y a eu un comité scientifique ? Ça n'a pas été le cas de tous. Comment distinguer les actes du colloque stricto sensu publiés dans certains ouvrages collectifs, de véritables compositions collectives qui ont été faites peut-être à partir d'un colloque qui a été fait il y a deux ans mais qui ont fait l'objet d'une réécriture ou d'un travail complémentaire, construit, avec un comité scientifique ? Tout ça, c'est à prendre en question à mon avis dans les évaluations. Et je crois qu'il y aura un travail à mener de manière aussi fine que ça a été fait sur les revues, à faire sur les collections. A la CpdirSIC ça fait partie des choses que l'on essaie de réfléchir, mais ce serait bien que ce soit une collaboration aussi avec la SFSIC, le CNU, l'HCERES...

Intervenant du public ne s'étant pas présenté

Merci pour tout le travail qui a été fait vraiment, je suis complètement d'accord avec tout ce qui a été dit. C'est difficile de mélanger les sciences type informatique, physique etc. Notamment en sciences de l'information et de la communication sur les politiques de publication, et je me pose la question par rapport à votre position à propos de l'impact factor des revues notamment, pour la bonne et simple raison que quand on dépose avec des collègues récemment on a essuyé deux refus par exemple là sur un projet européen, et en projet ANR franco-allemand avec pour argument principal, le fait que nous publiants n'avons pas suffisamment de communications acceptées dans des revues avec impact factor.

Je ne suis pas pour ni contre, mais voilà il faut faire quoi ? Est-ce que l'idée c'est de dire : voilà on ne dépose plus là ? Qu'est-ce que vous faites sur ce sujet-là ?

Lise Verlaet

Alors comment on fait ? Moi je n'ai pas la réponse, mais ce que je peux dire c'est que c'est très paradoxal. D'un côté tout le monde reconnaît que c'est un système vicieux dont il faut se séparer. Cela fait régulièrement partie des discussions en science ouverte. Et d'un autre côté, tous les organismes d'appels à projets etc. s'en inspirent et s'appuient dessus pour faire les évaluations, et est-ce qu'il y a une solution ?

Sylvie Leleu-Merviel

Alors, je vais reprendre ma casquette d'informaticienne et de mathématicienne de quand j'étais petite : mathématiquement, s'il y a moins de revue : chacune aura un meilleur impact factor. Ça c'est mathématique !

Lise Verlaet

Et j'aimerais juste dire un mot pour parler de revues scientifiques, de collections ou d'actes du colloque, je suis VRP aussi d'une plateforme scientifique qui s'appelle NUMEREV qui est dédiée à la science ouverte, et qui est entièrement gratuite, et donc si vous voulez vous détacher d'un système commercial, il y a cette plateforme qui vous permet de vous aider depuis l'évaluation des papiers jusqu'à la diffusion et c'est en science ouverte.

CLÔTURE - QUELLES PERSPECTIVES POUR UNE DISCIPLINE UNIFIÉE?

Sylvie Alemanno

Présidente de La Sfsic
CNAM-DICEN-Idf

Philippe Bonfils

Université de Toulon

Sidonie Gallot

Université Paul Valéry Montpellier 3

Christian Le Moëne

Université Rennes 2

Sylvie Alemanno

Nous voilà arrivés à la fin de ces Assises, merci d'être restés et merci aussi à tous ceux qui ont participé et qui ont dû partir. Nous avons travaillé jusqu'à présent sur une structuration possible d'éléments composant notre discipline et les réflexions afférentes, vous avez pu constater à quel point c'est compliqué. Je pense à notre façon de nommer nos recherches et d'intituler nos diplômes et nos cours aussi, tout en visant la meilleure formulation possible. On a parlé à un moment donné, dans nos formations, d'intitulés d'enseignements qui ont disparu comme « Théories de sciences de l'information et de la communication », ça a disparu au profit d'un autre titre un peu plus nébuleux. On voit bien que chaque fois qu'un intitulé disparaît, il est remplacé par un autre qui va être soit plus fort soit moins, à la « faveur de » ou à la « défaveur » d'une clarification de la discipline. Dans une communauté, il est compliqué que tout le monde soit d'accord. Mais être d'accord sur qu'on dit et l'afficher, c'est aussi être entendus par d'autres instances que les fondatrices et garantes de la discipline (CNU-CPDirSIC et SFSIC) mais le ministère dont nous dépendons qui décide de notre destinée et de nos orientations parfois. Pourtant être entendus sur ce qu'il est nécessaire comme construction pour les SIC, vise à ce que la discipline continue finalement d'œuvrer pour la société. Et si on est là, à ces Assises, c'est parce que nous croyons avoir quelque chose à dire et faire dans la société et pas seulement un message à faire passer mais une construction, reconstruction, quelquefois déconstruction, de certaines pratiques sociales, relations avec les autres, et proposer des professions et des professionnels clé dont nous avons la responsabilité. Elles sont à la médiation, au carrefour de la circulation des informations avec des objets techniques qui assurent la communication ce qui interroge sur l'utilisation de ces objets et le point de vue qu'on a sur l'utilisation de ces objets et des effets qu'ils produisent. Globalement c'est quand même de cela dont on a parlé avec cette problématique de la visibilité et de l'utilité des Sciences de l'Information et de la Communication et comme je l'avais dit leur extension dans la société.

Enfin, il y a des enjeux importants sur les formations et la professionnalisation et à ce propos les relations que nous entretenons entre nous, en intra-universitaire, et qui nous réunissent ; facultés, ou UFR, désormais en collèges, départements disciplinaires. Il faut arriver à comprendre comment dans chacune des régions la discipline est structurée, avec aussi les diplômes des IUT et les BTS infocom. Je pense vraiment que pour l'avoir vécu, il y a déjà un dialogue à instaurer à l'intérieur même de nos propres établissements pour déjà homogénéiser la discipline.

Du côté de la recherche, on ne s'est pas spécialement étendus, ni sur les objets, les domaines, mais on aurait pu. Nous avons parlé de la façon de diffuser nos recherches, nos publications et donc cette dernière table ronde était fondamentale. Ainsi que je l'ai dit précédemment, commençons par nous autoévaluer quant à nos propres publications, résolvons nos inquiétudes des

publications à l'international, travaillons les citations des pairs, essayons de savoir dans nos propres laboratoires ce que fait chacun, et comment on peut s'articuler collectivement.

Je passe maintenant la parole aux 3 organisateurs, mille mercis à tous les trois, pour cette idée de questions posées à chacun des participants aux tables rondes grâce à une préparation rigoureuse en amont qui constitue un travail important pour les animateurs et animatrices. Ils et elles nous ont invités à entrer dans une dynamique de questions-réponses bien intéressante.

Philippe Bonfils

Je voudrais rebondir sur ce que tu viens de dire. Ce projet d'Assises était un projet que nous avons planifié il y a 4 ans, mais qui a été perturbé par le Covid. Il s'inscrivait dans une temporalité qui était globalement de faire un bilan depuis les dernières assises en 2009 à la Villette. Il est vrai que nous avons la volonté d'organiser des échanges qui ne soient pas des échanges qui génèrent des tensions entre certains collègues, des rivalités, des combats idéologiques, ou des combats d'égos. C'était aussi la volonté de mettre en débat, de questionner, de donner la parole aux collègues et nous avons la volonté, comme le disait Sylvie à l'instant, d'organiser des tables-rondes les plus ouvertes possibles mais autour de problématiques avec une certaine cohérence. Nous voulions aussi arriver à laisser du temps pour les échanges dans la salle. Au final, certaines tables-rondes ont été un peu plus longues que d'autres et ont soulevé beaucoup de questions. A titre personnel, je trouve qu'il y a quand même eu beaucoup d'échanges et nous disposons de « minutes » enregistrées.

La question que l'on doit se poser collectivement est de savoir comment capitaliser ce qui a été dit. Il y a par exemple des choses qui ont été dites qui relèvent d'une forme de plainte collective, comme c'est souvent le cas dans les Assises d'ailleurs. Il y a un nombre très conséquent d'autres points qui relèvent plus de construits, de réflexions, de questionnements... avec deux portées : une portée politique - on l'a dit en introduction et il y a vocation à ce qu'on remonte une synthèse dans une temporalité assez courte avec un volet que nous remonterons je l'espère à nos tutelles. Nous aurons montré que nous sommes capables dans la communauté, de fédérer les trois instances, de parler, de discuter, de faire un bilan, un état des lieux.

Je pense que c'est un signal très positif, car il y a peu de disciplines qui arrivent à se mobiliser collectivement et nous faisons partie de ces disciplines qui arrivent à faire ce travail d'échange avec une participation moyenne de 90 collègues hier et d'environ 60 collègues aujourd'hui. Ce n'est pas inintéressant. Cela veut dire que d'une certaine façon, collectivement, nous représentons un petit quart de la communauté. En tout cas, c'est le résultat d'une expression qui n'est pas

forcément complètement représentative, mais je pense qu'il y a beaucoup de choses qui sont partagées dans ce qui a été dit hier et aujourd'hui par des collègues qui n'étaient pas là.

Il nous reste maintenant à décider de la forme à trouver pour capitaliser sur ces échanges. Il y a eu énormément de choses qui ont été évoquées et il y a eu aussi des pistes assez nouvelles que ce soit dans les constats ou dans les réflexions concernant les évolutions de notre discipline. Une fois ces minutes transcrites, l'idée consisterait à réfléchir à une forme de diffusion de celles-ci, puis de faire un travail en interne d'extraction d'éléments saillants, de thématiques de travail. L'objectif serait, et je ne crois pas que cela ait été fait lors des assises précédentes, de produire pour la communauté une réflexion globale sous la forme d'un ouvrage rédigé avec les animateurs et les participants des sessions, soit à « 40 mains ».

Christian Le Moëne

D'abord il faut en effet transcrire et publier les minutes de ces journées très denses et très riches. Il est prévu qu'on le fasse et il faudra un peu de patience avant qu'elles soient en ligne. Ensuite, il y a la question d'un ouvrage en 2024 ou 2025, qui pourrait être un état des lieux ou un état de la situation, de ce que sont les Sciences de l'Information et de la Communication aujourd'hui et des questions. Ça a déjà été évoqué en CA de la SFSIC à plusieurs reprises. Il faut selon moi que les différentes instances de notre discipline, SFSIC, CPdirsic, CNU, mais également les collègues participant aux différentes instances administratives d'évaluation et d'orientation de la discipline, s'approprient les minutes de ces assises afin qu'une synthèse puisse en être faite sous la forme d'un certain nombre de directions d'orientation et d'action.

Il faudrait vraiment réfléchir à solliciter des collègues pour faire une espèce de groupe de travail dans ce but. J'avais été, avec Jean Davallon, à l'initiative des premières assises extraordinairement bien accueillies à la cité des sciences de la Villette. On avait lancé une dynamique autour de la question de l'évaluation qui avait été prolongée à Grenoble mais qui n'avait pas débouché concrètement sur un ouvrage qui aurait pu en faire une synthèse et proposer des directions de réflexion. C'est dire que ces journées sont un début et non une fin.

Ce que je retiens immédiatement de ces deux journées, que j'essayais de dire hier matin en ouverture, c'est qu'il faut vraiment prendre l'habitude d'explicitier ce qu'on entend sous le sens des mots et sous le sens des concepts. Ceci est nécessaire pour que nous puissions comprendre, dans les débats scientifiques ou dans les échanges institutionnels, par exemple ce qu'on entend par information, communication, médiation, organisation, médias, etc... Et ce devrait être une exigence élémentaire dans toutes les productions à prétention

scientifique, comme les articles, les thèses, les communications. La scientificité des sciences humaines et sociales n'est évidemment pas construite sur le modèle des sciences de la nature, et les tentatives dogmatiques pour les évaluer à cette aune ont échoué. Mais nous avons une exigence de rigueur sémantique et épistémologique que nous partageons avec les autres sciences humaines et sociales. Or, je ne suis pas sûr qu'on ait une unité très grande, pratique, sur cette exigence. Peut-être est-ce la crainte de la division, ou des critiques, ou que les échanges ne soient pas tranquilles et apaisés, ou « cools ». Mais le fait qu'il y ait des différences, c'est génial, qu'on s'engueule sur des définitions c'est fantastique, le fait qu'il y ait des désaccords c'est parfait, et c'est caractéristique de disciplines ou de sciences ouvertes et dynamiques. Mais encore faut-il le faire.

J'ai dit hier qu'il y a avait eu un abandon de l'information dans au moins certains pans de la discipline, mais il faudrait y revenir. Je pense qu'on a aussi à continuer ce travail de réflexion, ce qui veut dire sans doute que sans attendre deux ans, trois ans, il y ait des espèces d'effets retour de ce qu'on a fait-là, chose qui reste à organiser.

Sidonie Gallot

Bien, je vais être brève car je crois que l'essentiel a été dit. Je vais donc peut-être simplement dire un petit mot sur la manière dont nous avons construit et pensé ces Assises et qui nous a permis d'en arriver à ce résultat. Elles étaient prévues comme l'a dit Philippe en 2020, mais il faut souligner que nous avons repris l'idée très récemment et de manière un peu différente. Vous avez vu, l'appel est parti courant juin, avec un Conseil d'Administration et une présidence de la SFSIC en plein renouvellement. Nous avons monté ces Assises très rapidement avec un processus un peu nouveau. L'appel à participation était très ouvert à toutes les propositions, à toute personne de la communauté souhaitant débattre ou témoigner sur un point ou un autre. À l'origine, nous avons un certain nombre de tendances et de questions générales que vous aviez dans l'appel, mais au-delà de ce cadre très large, nous ne savions pas du tout comment, qui et si la communauté allait répondre, ni quoi, d'autant plus en période estivale. Je dis cela pour dire que volontairement nous n'avons pas souhaité orienter d'une manière ou d'une autre l'expression de la « communauté » mais la laisser venir et composer avec. Nous n'avions alors presque aucune idée précise du contenu même des journées auxquelles nous venons d'assister, et dont le programme a intégralement été imaginé et construit à partir et autour des propositions qui nous sont parvenues et que nous avons enrichies avec un travail de mise en lien, en débat, avec des invités ensuite. Il y a également eu, comme cela a été dit, tout un travail préparatoire de construction collective en petits groupes, qui ont permis de débattre, de faire avancer les questions et les échanges que nous venons de mener sans lisser les points de vue mais en les peaufinant, en les

affirmant. Enfin, il est important de souligner le fait que chacun se soit prêté au jeu de la table ronde plénière sans communication individuelle. Je tiens donc particulièrement et sincèrement à remercier tous les collègues qui se sont impliqués dans ce processus à tous les niveaux, qui ont joué le jeu et qui ont permis de construire ces journées et de poser collectivement les questions qui se posent pour notre discipline. Je pense que nous avons réussi quelque chose d'assez beau, d'autant plus beau au regard des échanges que nous avons eus et de la mobilisation de chacun des présents ici pour y participer. Nous n'avons pas eu les réponses à tout, ce n'était pas non plus l'objectif, mais nous avons su poser des analyses et des questions importantes qui nous concernent, nous préoccupent et nous rassemblent et évoquer quelques pistes communes. En cela, je pense que nous avons plutôt bien réussi, ensemble et que les perspectives sont riches et stimulantes!

Sylvie Alemanno

Merci, à la SFSIC on a, vous avez vu, des VP recherche, formation etc. chacun va s'emparer de ces parties-là, et l'a déjà fait en amont, dont les Assises sont le résultat, ce n'est pas une organisation de colloque, ce n'est pas le même esprit. On espère peut-être une production, d'où on en est au moment du congrès. Et pour te répondre Etienne Armand, puisqu'il y a Valérie Lépine et Laurent Morillon ici qui sont les animateurs d'Org&Co, en communications organisationnelle, nous on pourrait définir la communication organisationnelle du point de vue des Sciences de l'Information et de la Communication différemment par exemple des Sciences de gestion, il en va de même pour les autres domaines de la discipline, on est assez stables là-dessus. On pourrait le faire en travaillant sur chacun des domaines : quel est le point de vue des Sciences de l'Information et de la Communication sur... Alors c'est encore travail d'ampleur mais ce peut être un projet pour chacun de nous que de se dire : « *et bien oui, le point de vue des SIC un apport spécifique différent des autres SHS* ». Nous sommes tous et toutes voisins de la sociologie, de la psychologie, de la gestion ou d'autres disciplines SHS ... et le dialogue est désormais possible parce que nous sommes stables.

Échanges et suggestions avec la salle et clôture des Assises

APPEL À PARTICIPATION

APPEL À PARTICIPATION



Assises de la SFSIC 2023
État des lieux et perspectives des SIC
23 et 24 Novembre 2023

Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation
1, rue Descartes - Paris V^e

assisessfsic23.sciencesconf.org

Il semble nécessaire, et d'autant plus dans la conjoncture actuelle et les transformations qui affectent les établissements d'enseignement supérieur et nos activités d'enseignement et de recherche, de faire un état des lieux des Sciences de l'Information et de la Communication. Pour ce faire, la SFSIC organise des Assises sur deux journées (les 23 et 24 Novembre 2023) qui seront l'occasion de discuter, de débattre et de réfléchir collectivement aux enjeux et perspectives concernant les trois volets fondamentaux de nos activités (recherche, formation et carrières).

Les nombreuses réformes qui participent à modifier le paysage de l'ESR, la numérisation généralisée des sociétés, posent des questions majeures pour les SIC et transforment directement nos pratiques d'enseignement, de recherche ainsi que nos objets. Ces logiques de transformations pour notre discipline particulièrement, et bien au-delà des questions qu'elles posent en termes de fonctionnement de l'ESR, interrogent directement et politiquement la place et le rôle des SIC dans le cadre institutionnel, social et sociétal. En effet, par exemple des questions liées au développement et à l'utilisation des données (notamment avec l'évolution des applications de type Intelligence Artificielle), à l'industrialisation du numérique, aux médias et à la médiatisation, plus largement aux mutations organisationnelles, sociétales, environnementales, économiques et politiques contemporaines, font l'objet de nombreuses recherches en SIC parfois mal connues et peu visibles au-delà de notre communauté et de nos formations.

Qu'il s'agisse de l'apparition de nouveaux champs, de nouvelles règles, qu'il s'agisse de la reconfiguration des structures et des espaces comme de nos activités, ces mutations posent une pluralité de questions auxquelles nous avons peu l'occasion de nous confronter collectivement : Comment, dans cette conjoncture, affirmer l'opérationnalité des SIC, sans l'y réduire ? Comment maintenir l'exigence de formations de qualité adossées à une recherche de haut niveau ? Quelles articulations de la formation et de la recherche - dans un paysage en transformation - dans ses différents niveaux : institutionnel, collectif et individuel ? Et comment rendre lisibles et visibles les apports des SIC tout en restant – dans cette conjoncture complexe - en phase avec la réalité quotidienne et les activités des Enseignants-Chercheurs ?

Dès lors, quelques pistes de questionnements et axes de discussions possibles peuvent être envisagés autour des volets suivants :

1. Cadrage général

Existe-t-il réellement des Sciences de l'Information et de la communication en France ? Cette question peut paraître provocante mais :

- La liste des disciplines du ministère mentionne « Information-communication » et non l'existence d'une « science de l'information-communication »
- Les SIC se sont définies initialement et depuis fort longtemps comme une « interdiscipline », c'est-à-dire sans fond épistémologique commun susceptible d'être discuté et développé, ni références communes, ni objets communs.
- Certains chercheurs sont tentés d'affirmer qu'il existerait des « approches communicationnelles » ou « informationnelles » des processus et pratiques d'information et de communication, sans à aucun moment définir ce qui peut être entendu sous cette proclamation tautologique. Dans les faits, les approches sont empiristes, ou positivistes, ou pragmatiques, voire sociologiques ou anthropologiques, ou psychosociologiques ou sociolinguistiques, ou économiques ou politiques...

Ainsi, il est sans doute temps de travailler à valoriser ce qui peut permettre d'affirmer que les SIC sont une discipline scientifique et d'en expliciter les fondements épistémologiques, les champs scientifiques et objets communs.

2. Recherche

Autour de la recherche pourront être discutées, par exemple, des questions et des enjeux relevant :

- Des champs de recherches déployés et de leurs fondements épistémologiques comme de leurs grandes questions et orientations à la fois dans les travaux de recherches et les enseignements
- Des croisements des recherches et des collaborations dans les différentes structures administratives, institutionnelles, professionnelles, ou autres....
- Des financements et les logiques projets et leurs incidences sur les dynamiques de structuration des champs des équipes, des laboratoires, des GER...
- Des politiques éditoriales, et les logiques de publication, d'évaluation et de diffusion des productions...
- Des grandes directions de prise en compte et de rayonnement de la recherche française à l'international....
- Etc.

3. Formation

Autour des enjeux de formation pourront être discutées par exemple :

- Les grands champs de structurations et de contenus d'enseignements et de formation, de leurs cohérences, de leur adéquation avec ce que nous pouvons percevoir de l'évolution des demandes sociales et des orientations technologiques, réglementaires et anthropologiques.
- Les politiques de transformations réglementaires et leurs incidences sur nos filières : LRU, *Parcoursup*, *Trouver mon master*...
- La réforme des BUT et les approches par compétences
- Les incidences liées aux fusions et aux regroupements sur forme de grands établissements, ouverture à la concurrence des écoles privées. Ainsi, dans ce contexte, quelle visibilité (attractivité) et quelles offres des SIC dans les établissements publics avec la montée en puissance et la revendication du numérique dans nombre de disciplines ?
- La place des entreprises dans les formations – et quels effets – en termes de contenus et d'attentes, avec les contrats d'apprentissage, d'alternance, quelle place de la recherche et des approches critiques ?
- Etc.

4. Carrières et institutions

Enfin, les carrières et activités enseignants-chercheurs (EC), saisies dans les évolutions actuelles et prévisibles de leur rapport à une demande sociale, de leurs relations aux structures d'enseignements et de recherche, pourront être abordées des questions relevant :

- Des évolutions réglementaires, notamment le rôle et la place des CNU, les logiques de primes, le repyramidage...
- De la place des SIC dans les instances décisionnelles au sein des établissements, des RPS également avec des évolutions de la nature des activités et des incidences sur les carrières et leur déroulé ;
- De la formation des doctorants, des débouchés ainsi que l'attractivité du métier d'EC,
- Des dotations en postes au niveau local et national ...
- etc.

Ces pistes ne sont ni exhaustives, ni limitatives, et la réflexion collective se fondera sur vos expériences autour de ces volets.

Ainsi, nous vous demandons de nous adresser de courtes propositions (500 – 800 mots) sur vos initiatives en la matière - thématique traitée, modalités, limites, questions sur la plateforme sciencesconf à l'adresse : assisessfsic23.sciencesconf.org **avant le 25 Juillet 2023.**

Ces éléments nous permettront de préparer un programme adapté sous forme de tables rondes et d'ateliers.

PROGRAMME



Jeudi 23 Novembre 2023

8h30 - Accueil et remise des badges

9h00 - Ouverture institutionnelle et scientifique des Assises

Présidente de la SFSIC : Sylvie Parrini-Alemanno

Matinée : Structuration scientifique de la discipline

9h30 - Une pluralité de domaines et de champs de recherche

Quelles structurations ? Quelles orientations ? Quels fondements communs ?

Animation : Philippe Bonfils

Intervenants :

Sarah Cordonnier - Vice-présidente de la commission Recherche de la SFSIC - Université Lumière Lyon 2

David Douyère - Président de la CPdirSic¹ - Université de Tours

Arnaud Mercier - Président du CNU² - Université Paris Panthéon-Assas

11h - Pause-café

11h30 - L'interdisciplinarité (encore) en question ?

Animation : Christian Le Moëne

Intervenants :

Etienne Armand Amato – Université Gustave Eiffel

Karl Pineau - École de design Nantes Atlantique ; **Delphine Saurier** et **Marie-Julie Catoir-Brisson** - Audencia Nantes

Nathalie Pinède - Université Bordeaux Montaigne et **Geneviève Vidal** - Université Sorbonne Paris Nord

Pause méridienne libre

Après Midi : Visibilité, utilité et valorisation des apports des SIC

14h00 - Utilité sociale et sociétale des recherches en SIC (1) - Institutions et partenariats

Quels dispositifs et quelles attentes quels effets sur les dynamiques de recherche ?

Animation : Pauline Escande et Laurie Schmitt

Intervenants :

Julia Bonaccorsi - Université Lumière Lyon 2

Laure Bolka-Tabary - Université de Lille

Muriel Lefebvre – l'Université Toulouse Jean Jaurès

Laurent Morillon - Délégué Régional Académique à la Recherche et à l'Innovation pour la Martinique

Eleni Mouratidou - Université Paris Nanterre

¹ Conférence Permanente des Directeurs.trices d'unités de recherche en Sciences de l'Information et de la Communication

² Conseil National des Universités



15h00 - Utilité sociale et sociétale des recherches en SIC (2) - La visibilité disciplinaire

Quelles formes d'engagement ? Pour quelles opportunités et limites en action ?

Animation : Sidonie Gallot et Fabien Bonnet

Intervenants :

Nicolas Duracka – Université Paul Valéry Montpellier 3

Vincent Liquète – Université Bordeaux Montaigne - INSPE

Laurent Morillon - Délégué régional académique à la recherche et à l'innovation pour la Martinique

Bertrand Parent – École des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP)

16h00 - Pause-café

16h30 – Expertises, compétences, professionnalisation et visibilité

Quels enjeux « d'éducation à » et de formation, pour quelle visibilité et reconnaissance au-delà du monde académique ?

Animation : Fanny Bougenies et Dominique Bessières

Intervenants :

Laurence Corroy – Université de Lorraine

Clémentine Hugol-Gential – Université de Bourgogne

Cyril Masselot – Université de Franche-Comté et **Audrey Knauf** - Université de Lorraine

Raphaël Roth, Stéphanie Pourquier-Jacquín, Emmanuel Ethis, Damien Malinas - Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC)

17h30 – Frontières, visibilité et dénominations des domaines SIC Français à l'International

Animation : Élise Maas et Carsten Wilhelm

Intervenants :

Sarah Cordonnier - Université Lumière Lyon 2

Alex Frame – Université de Bourgogne



Vendredi 24 Novembre

9h00 - Accueil

Matinée : Enjeux des formations SIC

9h30- Situation des formations en BUT

Focus sur la réforme des BUT et l'approche par compétences

Animation : Laurence Corroy et Virginie Sonet

Intervenants :

Céline Ségur et **Audrey Alvès** – Université de Lorraine

Amina Belhadj - Université Paris Est Créteil et **Nathalie Boucher-Petrovic** - Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM)

Frédéric Gai, **Cécile Dolbeau-Bandin** – Université de Caen et Isabelle **Comtet** - Université Lyon 3

Aude Seurrat - Université Paris Est Créteil, **Thomas Grignon** - CNAM et **Jean-Claude Domenget** - Université de Franche Comté

11h - Pause-Café

11h30 - Situation des formations dans les départements universitaires

Focus sur les logiques de plateforme et la transformation des activités

Animation : Marcela Patrascu et Sabine Bosler

Intervenants :

Yanita Andonova – Université Sorbonne Paris Nord

Patrice de la Broise – Université de Lille

Bruno Chaudet – Université Rennes 2

Laurent Collet – Université Paul Valéry Montpellier 3

Valérie Lépine, **Sidonie Gallot** et **Céline Paganelli** – Université Paul Valéry Montpellier 3

Pause méridienne libre

Après Midi : Enjeux de publications et d'évaluation

14h00 - Politiques et stratégies de publication et valorisation des travaux SIC

Animation : Patrice de La Broise et Vincent Bullich

Intervenants :

Patrizia Laudati - Conseillère scientifique au département HCERES 71³ - Université Côte d'Azur

Nicolas Pélissier – Vice-président de la CPdirSic – Université Côte d'Azur

Sylvie Leleu-Merviel – Représentante CNU 71 – Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis

Lise Verlaet – Université Paul Valéry Montpellier 3

Melanie Bourdaa – Université Bordeaux Montaigne

³ Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

COMITÉS

Responsables des comités scientifiques et d'organisation

Sidonie Gallot - Université Paul Valéry Montpellier 3 - Administratrice
Philippe Bonfils - Université de Toulon - Président d'honneur
Christian le Moëne - Université Rennes 2 - Président d'honneur

Membres des comités scientifique et d'organisation

Sylvie Alemanno-Parrini - CNAM - Présidente de la SFSIC
Vincent Bullich - Université Lumière Lyon 2 - Secrétaire Général de la SFSIC
Quentin Mazel - Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle - Trésorier de la SFSIC

Dominique Bessières - Université Rennes 2 - Vice-président commission Relations Professionnelles
Fabien Bonnet - Université de Bourgogne - Vice-président commission Communication
Fanny Bougenies - Université Polytechnique Hauts de France - Administratrice
Sabine Bosler - Université haute Alsace - Administratrice
Patrice de la Broise - Université de Lille - Président d'honneur
Sarah Cordonnier - Université Lumière Lyon 2 - Vice-présidente commission Recherche
Pauline Escande-Gauquié - Université Paris Sorbonne - CELSA - administratrice
Laurence Labardens-Corroy - Université de Lorraine - Vice-présidente commission Formation
Marcela Patrascu - Université Rennes 2 - Administratrice
Carsten Wilhelm - Université Haute Alsace - Vice-président relations internationales 2018 - 2023
Laurie Schmitt - Université Grenoble Alpes - Administratrice
Virginie Sonet - Aix Marseille Université - Administratrice
Élise Maas - Présidente de la section Relations Publiques IHECS -Vice-présidente commission formation 2015-2023

Un grand merci aux doctorants qui ont assuré bénévolement l'accueil durant ces deux journées :
Damien Lamine, CNAM, Dicen-Idf ; Sarah Fraoua-Charraine, CNAM, Dicen-Idf et Julie Journot, CIMEOS



Assises de la SFSIC

État des lieux et perspectives des Sciences de l'Information et de la Communication

« Il nous semblait nécessaire, et d'autant plus dans la conjoncture actuelle et les transformations qui affectent les établissements d'enseignement supérieur et nos activités d'enseignement et de recherche, de faire un état des lieux des Sciences de l'Information et de la Communication »

La SFSIC a organisé les 23 et 24 Novembre 2023 au Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation à Paris des Assises pour soulever et évoquer des questions relatives à la recherche, à la formation et aux carrières et politiques d'évaluation et de valorisation.

Ce document est une transcription intégrale des échanges qui se sont tenus lors 10 tables-rondes thématiques.